

Le PCI change d'enseigne

APRÈS avoir changé le discours, puis la ligne, puis les méthodes mêmes de son existence, le plus puissant des partis communistes d'Europe occidentale - 27 % des voix aux dernières élections européennes de 1989 - décide de changer sa raison sociale. Disparaître pour survivre et renouer avec le présent, qu'il en est, peut-être, encore temps.

A l'heure où menace de sombrer corps et biens le navire amiral de l'Est, le PCI largue les dernières amarres de son passé et s'en va bourlinguer dans les eaux encombrées de la social-démocratie. La plus pragmatique certes, mais aussi la plus fade. Adieu Marx, Engels et toute la Sainte Trinité, adieu l'usine, adieu le marteau, les nouveaux symboles de l'Est communiste européen seront modernes et universels, ou le ne seront pas. La lutte des classes en tant que mot d'ordre est morte depuis longtemps.

SIGNE éloquent de la vigoureuse accélération de l'Histoire, pour la première fois depuis l'intervention soviétique à Prague en 1968, date à laquelle il avait virtuellement rompu avec Moscou, le parti italien, inventeur de l'« eurocommunisme », les plus réformistes apparus au regard du « régime ». A l'Est, au contraire, notamment les anciens disciples de la III^e Internationale ont compris il y a deux semaines qu'il fallait changer d'identité pour avoir une chance de vivre. Ils sont, il est vrai, en première ligne.

A l'Ouest, sans parler des lotharins de France ou de Grèce qui préfèrent disparaître plutôt que d'évoluer, les choses semblent mûrir encore trop lentement. L'abolition du vieux dogme du centralisme démocratique par les communistes italiens ne date que de quelques mois. C'est seulement au cours de l'été dernier que les jeunes loups parvenus ces deux dernières années dans les instances dirigeantes ont osé s'en prendre ouvertement au mythe fondateur de leur parti : Palmiro Togliatti lui-même, accusé de stalinisme involontaire au temps de la guerre froide.

L'AGGIORNAMENTO, le communiste italien va aujourd'hui jusqu'à décider de changer l'enseigne de la boutique, et la métamorphose devrait être complète d'ici au printemps prochain. Mais, au-delà de la nouvelle raison sociale en gestation, il reste à savoir ce qu'on va mettre dans le magasin aux idées. « Nous voulons », disait mardi Achille Occhetto - le jeune maître d'œuvre du « cours nouveau », « créer une force moderne de gauche, démocratique, combattive et socialiste ». Son vœu le plus cher est d'amarrer son organisation à l'Internationale du même nom où cohabitent déjà le plupart des social-démocraties d'Europe, PS français et SPD ouest-allemand en tête.

Mais le vœu des édifices va tellement vite en cette fin de siècle qu'on peut se demander si on fait le choix du « socialisme » à l'européenne, même démocratique, même bourgeoise, le PCI n'est pas encore en retard d'un train.

M0147-11170-4,50 F



3790147004500 11170

La tension « à son comble », selon M. Gorbatchev

En URSS, les conservateurs critiquent le plan de réformes économiques

Le gouvernement soviétique présentera au Congrès des députés, le 12 décembre, un programme de réformes économiques prudent, étalé sur cinq ans, que critiquent les conservateurs. Au moment où M. Gorbatchev estimait « la tension à son comble », l'auteur du programme, le vice-premier ministre, M. Abalkine, s'inquiétait du manque de confiance de l'opinion.

Tandis que M. Gorbatchev se réjouit ouvertement de la véritable révolution qui s'amorce en RDA, approuve chaleureusement les transformations qui se précipitent en Hongrie, estime que les Polonais ont fort bien fait de se donner un premier ministre issu de Solidarité, voit enfin d'un œil favorable la Bulgarie s'engager à son tour dans la voie des réformes, les mages s'accumulent dans son propre pays sur l'avenir de la perestroïka. Il l'a lui-même constaté avec une remarquable franchise, mercredi 15 novembre, à un congrès d'étudiants devant lesquels il n'a pas hésité à déclarer que la tension était actuellement, en URSS, « à son sommet » et que « les contradictions entre le nouveau et l'ancien ont atteint leur maximum ».

Pour tempérer sans doute ce cri d'alarme, le président soviétique a, certes, ajouté que « la perestroïka a néanmoins quelques résultats positifs à son actif ». Il a cité : « une profonde réforme du système politique » et « une renaissance du pouvoir des soviets ». Est-ce pour rassurer ceux qui estiment qu'il en prend un peu trop à son aise avec la réévaluation du

passé ? La révolution de 1917, a-t-il ajouté, ne fut « ni une erreur ni un hasard », et « la perestroïka ne signifie pas un refus de notre histoire ». Sans doute a-t-il une nouvelle fois dénoncé les « déformations stalinienne » et « la principale erreur » de la période brejnévienne, qui fut, selon lui, d'avoir « sous-estimé les changements qui s'accomplissent dans les domaines scientifique et technique, ce qui eut pour résultat que l'URSS est restée, pour toute une série d'importants domaines, dans une époque technologique révolue ».

A entendre le vice-premier ministre chargé de la réforme économique, M. Léonide Abalkine, qui tenait mercredi également une conférence de presse, il n'est pourtant nullement assuré que, pour les Soviétiques, le pire soit derrière eux. M. Abalkine présentait un plan de réformes étalé sur cinq ans, qui doit être proposé en décembre au Congrès des députés.

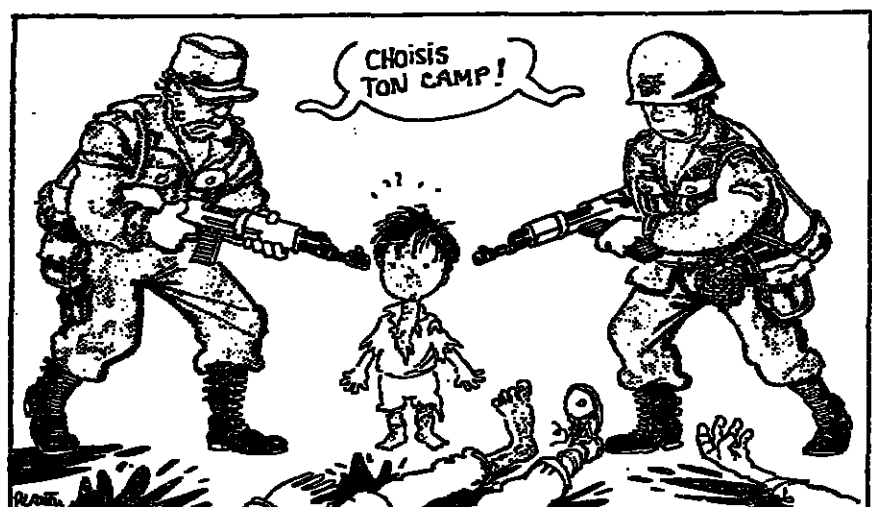
ALAIN JACOB

Lire la suite page 4

Des quartiers de la capitale bombardés par l'aviation

Au Salvador, le gouvernement tient tête à l'offensive générale de la guérilla

Les combats se sont intensifiés au Salvador, où le gouvernement tient tête à l'offensive généralisée de la guérilla. L'aviation a bombardé des quartiers populaires de la capitale, où les guérilleros du FMLN sont retranchés ; ces derniers ont perdu plusieurs positions, mais conservé les principales. On dénombre près de deux mille morts depuis le début de l'offensive du FMLN, samedi.



Lire l'article de notre envoyé spécial Bertrand de la Grange, page 6

Les premiers résultats de l'élection présidentielle au Brésil

Un deuxième tour devrait opposer M. Fernando Collor à un candidat de gauche - page 6

L'espoir de Leipzig la grise

Les Allemands de l'Est sont à la recherche d'une nouvelle identité « quelque part entre l'Est et l'Ouest ». Tout est allé si vite...

LEIPZIG

de notre envoyé spécial

« Ici, on s'occupe de la saucisse, pas des bananes », lançait, il y a quelques jours aux communistes rassemblés devant lui, M. Roland Witzel, nouveau dirigeant du district de Leipzig, qui voulait signifier par là que le parti se préoccupe de l'essentiel pendant que d'autres ne pensent qu'à aller chercher le superflu à l'Ouest. A quelques mètres de là, des centaines de personnes faisaient la queue devant une banque pour toucher les 15 marks occidentaux que la RFA accepte de leur changer annuellement pour les voyages à l'étranger.

M. Witzel dit vrai : d'abondants chèques de saucisses pendents dans les charcuteries, le parti y a pourvu. Mais il faut

avoir respiré l'air chargé de poussière de lignite, il faut avoir vu l'état de délabrement de Leipzig pour comprendre que beaucoup ont choisi de fuir vers les lumières d'autres villes, qu'on fasse la queue pour aller acheter à l'Ouest « autre chose que des pommes ou du chou », que des centaines de milliers de personnes descendent désormais chaque lundi sur le « ring » pour crier qu'elles sont « le peuple ».

Des rues à peine éclairées, et de toute façon, noires de saïdes, vides de voitures et ébranlées au passage bruyant des tramways, des immeubles dont on a peine à deviner qu'ils furent autrefois bourgeois, tant la lèpre les a rongés, des arrière-cours sordides, des escaliers branlants, soixante-dix mille logements sans salle de bains ni toilettes,

certaines totalement privées d'eau et qui attendent depuis des semaines des services de réparation, Leipzig, dès qu'on quitte son petit centre propre, a des allures de ville sinistrée.

Rien n'avait de sens ici, car rien n'était possible. Ou presque rien : pour quelques dizaines, l'objection de conscience ou des débats sur les droits de l'homme qui ne sortaient pas des presbytères. Pour quelques centaines, « la prière pour la paix », qu'organisaient les Eglises évangéliques de Leipzig chaque lundi après-midi depuis 1983, c'est-à-dire depuis l'installation - transmutante ici - des euro-missiles de l'OTAN en République fédérale.

CLAIRE TRÉAN

Lire la suite page 6

Les cicatrices de l'après-grève

Les lendemains de conflits sociaux sont amers chez Peugeot, au Trésor ou à RVI-Annonay

Que se passe-t-il après la grève ? Quel est l'état d'esprit des salariés qui, après un conflit long et dur, reprennent le travail ? Chez Peugeot, au Trésor ou à l'usine RVI d'Annonay, on peut constater, sur le terrain, que l'état d'esprit de l'après-grève est souvent amer, parfois encore combatif, et que la solidarité née du conflit perdure.

La grève depuis le milieu des années 80 est devenue un événement dramatique, car de plus en plus rare : depuis le début de l'année, les journées non travaillées (en moyenne mensuelle) atteignent 60 000 contre 200 000 à la fin des années 70 et plus de 100 000 jusqu'en 1984. L'après-grève est à la mesure de cette rareté. Si le conflit est un drame, l'après-conflit ressemble à une tragédie en sourdine. Les hiérar-

chies sont remises en cause, les alliances traditionnelles (avec les hommes politiques socialistes par exemple) également.

Il existe aussi un certain effet de rémanence. Les salariés soumis pendant la grève à des pressions variées ne veulent pas effacer par une augmentation des cadences ou des heures supplémentaires les traces du conflit. Celui-ci continue d'exister même lorsqu'il a pris fin et appelle, de la part de la direction, des modifications profondes des modes de gestion sociale.

Lire pages 41 et 42 « Le réveil douloureux des agents du Trésor » ; « Les sages d'Annonay ressoufflés mais amers » ; L'après-grève chez Peugeot » dans « le Monde-Affaires »

Concentration dans le tourisme

Nouvelles Frontières et Groupe A s'associent dans le transport aérien et la location de voitures page 37 - section D

Le Vatican et le sida

La hiérarchie de l'Eglise catholique réaffirme son hostilité à l'usage des préservatifs page 13 - section B

M. Vauzelle président de la commission des affaires étrangères

Le député socialiste des Bouches-du-Rhône a été élu au second tour par 36 voix, contre 35 à M. Jean-François Deniau (UDF) page 48 - section D

LIVRES - IDÉES

● Alvaro Mutis, le Colombien masqué. ● Le Maupas-sant d'Henri Troyat. ● La critique génétique. ● Le feuilleton de Michel Braudeau. ● Tony Duvert et Alexandre Vialatte. ● La chronique de Nicole Zand. ● Jean Kross pages 25 à 36 - section C

« Sur le 11^e » et le sommaire complet se trouvent page 48 - section D

MICHEL ROCARD



La « méthode Rocard » ? Le dialogue comme outil, l'autonomie comme principe, la durée comme exigence. (M.R.)

Collection de poche Points Politique. INÉDIT - 40 F

Editions du Seuil

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 5 dir.; Tunisie, 800 m.; Allemagne, 2 DM; Autriche, 30 sch.; Belgique, 30 fr.; Canada, 1,35 \$; Danemark, 11 kr.; Espagne, 160 pes.; G.-B., 60 p.; Grèce, 160 dr.; Hongrie, 80 p.; Italie, 1 800 L.; Liban, 2 400 L.; Luxembourg, 30 F.; Norvège, 12 kr.; Pays-Bas, 2,25 F.; Portugal, 140 esc.; Suède, 336 F.; Suisse, 12,50 fr.; Thaïlande, 1,80 \$; USA (NY), 1,50 \$; USA (autres), 2 \$.

حکومت الامم المتحدة

حکذا من الاصل

DÉBATS

Europe

Le retour de l'histoire

par Régis Debray

Ce qui prend fin en Europe, c'est l'anthistoire. Et ce qu'annonce cette souriante apocalypse n'est nullement « la fin de l'histoire » mais son recommencement.

La lumière apparaît par l'Orient. Puis dans sa course, le soleil, né comme objet extérieur, devient sujet intérieur, dans la lumière de la conscience humaine. Le principe c'est de descendre sur terre, la nature en Occident devient histoire, c'est-à-dire esprit et liberté. L'Asie était au commencement, l'Europe, au terme. Et pendant que la nuit de l'esprit tombait sur l'Orient extrême et moyen, sur la Chine, l'Inde, l'Égypte, pendant que s'illuminait la civilisation germano-chrétienne, l'Élie de l'Antique Monde, se profilait déjà au loin l'Amérique, « le pays de l'avenir ». Ainsi Hegel décrivait-il, peu avant 1830, la trajectoire de l'histoire universelle ou « la grande journée de l'Esprit ».

Lecture simpliste et forte que le temps écoulé n'aura pas démentie. L'Amérique, pays universel, est bien devenue l'Élie du monde entier. Le Nouveau Monde devenant l'avant-garde de l'humanité, et le point de mire de l'Antique. Poursuivant sa course vers l'Est, le soleil de l'Esprit, délaissant la façade atlantique, a ensuite illuminé la façade californienne de l'Amérique, de plus en plus tournée vers le « Pacifique Basin ». Dans le volume des échanges, le nouveau système USA-Asie décline et dépasse la vieille symbiose USA-Europe.

Prophétisant la fin de l'histoire, Hegel supposait l'impossible : que le soleil sombre à l'horizon pour ne plus repaître. Ses émissaires, qui comme M. Fukuyama, exhumant les pronostics suscités par la bataille d'Éléus (1806), évoquent à présent notre entrée dans l'ennuyeux bonheur de l'après-Deum, entonneraient plutôt un Te Deum. Le libéralisme occidental baigne de tous ses feux l'Orient despotique. Le désastre, ou plutôt le décès du communisme, ratifie le radieux triomphe du capitalisme libéral. Voilà donc à l'ordre du jour « l'État universel homogène », dont le triomphe dans tous les esprits, d'Est en Ouest, annonce et autorise son extension à tous les pays. L'économie supplante la politique. Plus besoin de généraux ni d'hommes d'État, mais d'hommes d'affaires. Il ne s'agit plus, en effet, que de supprimer des poches résiduelles de pauvreté ou des survivances de l'ère pré-démocratique (racisme, irrédentismes, etc.), au sein du monde libéral.

La plus dangereuse utopie

Les grands conflits entre États ne peuvent que disparaître, maintenant qu'a disparu la contradiction entre les deux systèmes et visions du monde qui leur servait de ressort. La contradiction décrite par Marx entre travail et capital, prolétariat et bourgeoisie, socialisme et libéralisme s'étant résolue au bénéfice du second terme, le moteur de l'histoire serait tombé en panne, et par conséquent son mouvement. Dans ces conditions, le Marché commun devient l'avenir du monde, et l'Europe réconciliée,

désidéologisée, pacifiée, un modèle pour la planète.

La destruction du mur de Berlin donne à cette idylle sa plus belle illustration. Et pourtant, il n'est pas d'utopie plus aveugle et dangereuse que celle-ci. Confondre la fin de la guerre froide avec la fin de la guerre, la fin de l'histoire avec la fin d'un cycle de non-histoire serait pour nous la pire façon d'aborder les temps durs qui nous attendent, étrangers à nos soft berceuses. Tous les discours de la Fin, qui, sur un ton apocalyptique très à la mode, prospèrent dans nos contrées d'Occident - fin de la politique, des idéologies, de l'art, du roman, des grands récits, de l'histoire, du sujet, de l'homme, etc. - semblent avoir pour point commun de prendre une nouvelle aube pour un crépuscule.

Des idéologies aux religions

Une journée de l'Esprit prend certainement fin sous nos yeux - celle de « l'ère moderne ». Et si une autre recommençait - par l'autre côté ? Si l'Histoire n'était pas figurable par un vecteur de Salut et un seul, du Pôché originel à un Jugement dernier, selon les schémas du monothéisme unilatéral que nos divers messianismes historiques ont décalqués à leur insu, mais par une spirale d'avatars et d'analogies, où une courbe passe par des points identiques à des hauteurs différentes, « ni tout à fait la même, ni tout à fait une autre » ?

Ne voit-on pas le soleil repoindre à l'Est ? Car l'épicentre des innovations ne s'est pas arrêté en Californie. Le yen bouscule le dollar et le Japon émerge par-dessus une Amérique frappée à son tour par le déclin industriel, l'essoufflement technologique, le déficit commercial. Le Pacifique-Nord décentre « l'économie-monde » vers sa propre aire de gravité, où la Chine n'a fait que retarder son entrée par un irrégulier et éphémère soubresaut. Dans ce que nos inébranlables experts appellent jusqu'à ce matin « le bloc de l'Est », la lumière est enfin venue, mais des confins orientaux et non occidentaux, de Moscou vers Berlin, et non de Prague vers Moscou. Ce que nos historiens de l'art appelaient « l'art moderne » est sans doute en train d'expirer à New-York, où Marcel Duchamp l'avait emmené hier, sous les coups du marché et du n'importe quoi. Mais un nouveau cycle esthétique semble bien prêt à recommencer, d'abord à partir de Paris, sans oublier Madrid et Francfort.

Ce que nos philosophes appellent « la fin des idéologies » - incontestable à l'Ouest - nous a longtemps caché la renaissance des religions, formes premières et fondamentales de l'idéologie, qui a progressé, elle aussi, d'Est en Ouest, en passant par le judaïsme, au milieu, jusqu'au catholicisme romain. Pour parler hégélien : la religion était devenue idéologie en passant du ciel sur la terre et d'Orient en Occident. Voilà qu'elle remonte au ciel, en revenant par l'Est.

De même, les systèmes idéologiques rivaux n'ayant servi que de déguisements aux dominations impériales d'antan, la fin de l'Est-Ouest ne débouche pas sur la glorieuse Pentecôte d'une « one world democracy under God », où la grande affaire serait désormais l'équitable répartition des magnétiques VCR aux familles, mais plutôt sur le renouvellement du monde des empires et des nations tel que nous l'avions laissé, en Europe centrale avant Yalta, et en Union soviétique avant 1917.

Les sommaires sommations du « totalitarisme » et du « libéralisme » - grosses comme des dents creuses - n'étaient pas, n'ont jamais été les véritables sujets de l'histoire (comme des cohortes d'idéologues, à l'Est comme à l'Ouest, voulaient nous le faire croire en puisant tantôt dans les peuples et les cultures (comme le seraient une poignée de galeux gaulliens), dans leur insaisissable, prosaïque et optimiste diversité. Saluons donc comme il convient la nouvelle jeunesse de l'idée d'Europe, sans oublier qu'elle signifie d'abord une nouvelle jeunesse des nationalismes européens et du vieux train des choses, bref que le dix-neuvième siècle nous attend à l'orée du vingt et unième.

L'Europe contemporaine tombe les masques et reprend ses marques. Autriche-Hongrie, Confédération allemande, Sainte Russie, pays baltes, Arménie chrétienne, Turkestan musulman, Pologne catholique, etc. On retrouve ici la matrice de tous les grands conflits, y compris militaires - que le retour au conventionnel et l'actuelle prolifération balistique rendent plus tentants que jamais.

Victoire du moment

La pacifique embellie de ces dernières années tient à la liquidation consentie et négociée entre super-puissances des conflits régionaux liés à la guerre froide. L'époque des « idéologies » solide les comptes du passé avant liquidation ; celle des nations, des religions et des cultures va commencer les siens sur cette table rase. Il n'y a pas d'exemple qu'un empire se désagrége dans le silence des armes et la fraternité des peuples subjugués. On se réjouira d'autant mieux de l'éclatement du carcan soviétique que l'Europe des libérations nationales ne nous cachera pas celle de tous les dangers.

« Mare Nostrum ! »

par Michel Noir

AINSI le président Bush et M. Gorbatchev devraient se rencontrer sur un bateau de guerre, au large de l'île de Malte, en Méditerranée. Comme si rien ne s'était passé !

Et les Européens trouveraient cela normal, puisqu'ils n'ont encore rien dit. Imaginent-ils qu'il ne sera pas question dans ces conversations de l'Europe ? Non, MM. Bush et Gorbatchev, il faut cesser de vous voir sans nous, lorsqu'il s'agit de nos affaires. Yalta, c'est fini. Et Malte, nous n'en voulons pas. Tout a basculé en quelques semaines, et l'ensemble du raisonnement et des schémas de pensée est désormais caduc, avec deux conséquences essentielles.

D'abord, les Deux Grands ne peuvent plus examiner les questions relatives à la sécurité des Européens sans que ceux-ci aient leur mot à dire. Nous ne pouvons rester dans la logique de désarmement progressif des accords de Washington et des négociations de Vienne. Un immense champ vient de s'ouvrir, grâce au vent de liberté soufflant à l'Est.

C'est donc de façon radicalement novatrice que cette question de la sécurité de l'Europe doit être posée par les Européens, avec les Deux Grands. Et non pas par les Deux Grands, hors la présence des Européens.

Mais cela suppose aussi que les Européens se décident à débattre ensemble de ces sujets, dans le cadre des Douze, et sans doute demain en formation plus large, marquant, ce jour-là, la révolution qui traverse notre Vieux Continent.

Or que font les Européens depuis quelques semaines ? Rien, ou presque rien. Ils ratiocinent sur le rééchelonnement de leur dette,

Le capitalisme démocratique reste bien maître du terrain. Il s'abuse lui-même en supposant qu'il le contrôle, et que l'histoire s'arrête avec son triomphe. Son indéfectible victoire du moment pourrait bien porter dans ses flancs sa propre défaite à long terme, lorsque se sera dissipée l'illusion économique qu'il partageait avec feu son challenger. Libéralisme et marxisme ont communiqué en effet pendant un siècle dans le même pré-suppôt, à savoir que dans la hiérarchie des choses sérieuses, l'économie occupe la première place, avant la politique, suivie elle-même par la culture (ouvrage de dames et de gentils impresarii).

Le jour n'est pas loin où l'on s'apercevra, dans notre monde postindustriel, que l'ordre des préséances et des préoccupations devait se lire en sens inverse. Que la culture est première par rapport à la politique, elle-même plus importante que l'économie. Les groupes humains veulent d'abord être eux-mêmes - parler leur langue, pratiquer leurs croyances, nourrir leur mémoire dans un milieu de vie préservé. Ils veulent pouvoir participer à la chose publique, en citoyens responsables d'eux-mêmes. Et enfin, produire suffisamment, et distribuer équitablement.

Le communisme a failli sur les trois tableaux, et c'est son incapacité économique qui le renverse comme force politique et projet culturel. Le libéralisme démocratique est, en comparaison, une formidable réussite économique, un fort acceptation culturelle et écologique telle que la balance des coûts et des gains du modèle laisse l'humanité développée plutôt perplexe. La question reste ouverte.

En attendant, il apparaît que le vieux Hegel avait à la fois tort et raison. Tort de croire que le soleil ne se lève qu'une fois et que l'histoire ne repasse pas les plats. Raison de penser que, par-delà les échanges et changements de territoires, de marchandises et de régimes, quelque part entre les religions, les langues et les arts, la seule histoire qui compte est celle de ce qu'il nomme « l'Esprit ».

► Régis Debray, écrivain et philosophe, est l'auteur des *Empires contre l'Europe* (1985) et de *Tous azimuts* (1989).

TRAIT LIBRE



BIBLIOGRAPHIE

« Défense du consensus » par Thomas Ferencki

Un autre mot pour la démocratie

Il importe de savoir de quoi on parle si l'on ne veut pas dire n'importe quoi. Au risque de déranger, Thomas Ferencki nous propose cette exigence dans un ouvrage remarquable : la communication, laquelle, dans sa bouillie et sa fugacité, s'accommode souvent de l'apparence et de l'après-pensée. Voici qu'il s'arrête devant un concept à la mode, qui, dit-il, « avait commencé de se frayer un chemin entre 1986 et 1988 sur le sol incertain de la cohabitation » et qui était devenu pendant et après la dernière élection présidentielle « l'une des figures obligées du discours électoral », puis « le mot-clé de tout débat politique ». Ouverture obligée.

Donc, vous avez dit : consensus. Il conviendrait de s'entendre sur la signification donnée à ce mot ; le consensus commence au moins là. Mais on ne s'interroge pas innocemment, et donc impunément, sur les mots. Thomas Ferencki cherche non seulement un sens à consensus mais, au-delà du rôle conjoncturel du « gadget langagier », il est en quête, avec des intentions avouées, d'un contenu plus prometteur, d'un instrument opératoire. Peut-être d'une méthode renouvelée de la pratique politique, dont bien des signes indiquent qu'elle est nécessaire et naissante.

Tout au long de sa réflexion et de son enquête, l'auteur passe du terrain des idées à celui des faits, les bases théoriques du consensus et d'en observer l'expérimentation in vivo. De la sorte, le lecteur est invité à fréquenter quelques bons esprits (Auguste Comte, Emile Durkheim, Antonio Gramsci, Jürgen Habermas, John Rawls, Raymond Aron, Pierre Bourdieu, Edgar Morin, Alain Finkielkraut, cette liste n'étant pas exhaustive) et à revisiter la gestion, plus ou moins bien menée, de crises récentes : la déchirure de la Nouvelle-Calédonie, l'agitation sociale de l'automne 88, le dossier de l'immigration, les rapports entre l'État et l'argent, les changements intervenus dans le paysage audiovisuel, la question scolaire (qui fait encore débat).

Il y a là, à notre disposition, une série de synthèses sur des événements proches qui nous permettent de revivre et de mieux comprendre les soubresauts, les contradictions, les aspirations et les refus de notre société. Dès lors, ils se détachent

plus nettement dans le brouillard qui les entourait, car les souvenirs ne se dégagent pas spontanément des contraindre de l'instantanéité et de l'irrationalité dans lesquelles ils se sont formés. S'il est vrai que le journaliste n'est que l'historien de l'instant, il est bon qu'il se fasse, aussi, celui de l'instant d'avant et qu'il remette régulièrement de l'ordre dans ses notes et dans son esprit. De ce point de vue, le travail de Thomas Ferencki est précieux.

Il l'est à un autre titre car l'auteur n'en reste pas là. Il avance en posant des questions auxquelles il faut bien trouver des réponses. Par exemple : « Comment expliquer que la télévision, qui pourrait être l'un des lieux où se forme la conscience collective des Français, apparaisse plutôt comme l'un de ceux où se joue la cérémonie de leur inconscience ? »

Les éléments de réponse. Thomas Ferencki, qui ne prétend pas avoir la science infuse, les cherche dans la réalité, ses effets pervers ou ses promesses, et dans les débats qu'elle provoque. Il ne cache pas ses convictions et ses incertitudes, mais, loin de livrer des solutions toutes faites, il explore des pistes fréquentables bien que pas très fréquentées.

Compromis sans compromission

Sa démarche illustre la conception du consensus dont il assume la défense. Il ne s'agit pas de rechercher l'unanimité ou l'unanimité sacrée en renonçant, pour le profit de valeurs communes, aux valeurs qui continuent de s'affronter et dont l'affrontement reste essentiel. Sinon ce serait choisir l'éteignoir et la confusion. A défaut de percevoir le « grand dessin rassembleur », tel que certaines conditions historiques en font surgir, Thomas Ferencki propose calmement un consensus sous tension, entre l'immobilisme et l'intolérance, qui se fonderait sur la recherche du compromis. On a bien dit compromis et non compromission, qui n'est souvent pas loin.

Dans cette acception, le consensus s'établit sur « la transaction et la réciprocité », c'est un contrat et non un renoncement. La thèse de l'auteur pourrait apparaître artificielle ou naïve si elle ne reposait pas sur un dossier solide : les preuves abondent, à la fois de la réalité dans les esprits et dans les faits de la démarche consensuelle, mais aussi de ses limites, quand elle s'égare, et de ses perspectives, compte tenu des potentialités qu'elle pourrait recouvrir.

S'il est vrai que l'effacement des idéologies, les déchirures du tissu social, l'autocommission des individus concourent à mettre en avant le consensus, alors cela vaut la peine de s'intéresser à ce qui, comme dit joyeusement Thomas Ferencki, peut devenir un autre mot pour la démocratie.

ANDRÉ LAURENS

► Défense du consensus, de Thomas Ferencki. Flammarion, 280 pages, 99 F.

JOSEPH POLI

Un passionnant livre de souvenirs. *Télé 7 Jours.*

Un Joseph Poli détendu, tonique et plein d'idées.

Gérard Oestreicher, *Le Républicain Lorrain.*

Des révélations en béton ! *Bruno Masure.*

216 p. - 89 F

Stock

JOSEPH POLI

LA TÉLÉ DES ANGES... ET DES AUTRES

STOCK

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beau-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Rédacteur en chef : Daniel Vernet

Corédacteur en chef : Claude Sales

Administrateur général : Bernard Wourms

7 RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27

Telex MONDPA 650572 F ; Télécopieur : (1) 45-23-08-81

Les changements en Europe de l'Est et leurs conséquences

M. Mitterrand rencontrerait M. Gorbatchev à Moscou à la mi-décembre

La rencontre entre MM. Mitterrand et Gorbatchev évoquée à l'occasion de la visite de M. Roland Dumas en URSS devrait avoir lieu à la mi-décembre à Moscou, nous indique notre correspondant, Bernard Guetta, citant de bonnes sources soviétiques.

Le porte-parole de l'Elysée avait indiqué, mercredi 15 décembre, qu'on « ne pouvait pas exclure » que cette rencontre ait lieu « avant la fin de l'année », mais que « rien n'a été arrêté pour le moment, tant pour la date que pour le lieu ».

A Washington, d'autre part, M. Bush a déclaré mercredi qu'il ne rencontrerait pas

M. Gorbatchev à Malte pour « négocier l'avenir de l'Europe ». Parlant devant la centrale syndicale AFL-CIO en présence de M. Lech Walesa, le président américain a ajouté : « Le changement balaise tout sur son passage, comme un train lancé à grande vitesse. Personne, aucun gouvernement, ne doit se mettre sur son passage. »

Le porte-parole de la Maison Blanche, M. Fitzwater, a précisé que ce sommet de Malte comportera trois rencontres en tête-à-tête, suivies de réunions élargies, deux le samedi 2 décembre et une le dimanche 3. M. Bush pourrait se rendre dès le 4 décembre à Bruxelles pour

un sommet de l'OTAN dont la « possibilité » est « discutée », rapporte-t-on de sources diplomatiques au quartier général de l'alliance atlantique.

M. Fitzwater a indiqué, en outre, que M. Bush n'avait pas encore répondu au message sur la RDA que M. Gorbatchev lui avait envoyé vendredi. Le numéro un soviétique a envoyé des messages similaires à plusieurs alliés des Etats-Unis et M. Bush est en train de consulter ces pays avant de répondre, a-t-il fait valoir, ajoutant que le président américain ne se rendra pas à court terme à Berlin. « Nous ne pensons pas que cela soit approprié pour le moment », a-t-il dit.

soulignant que les Etats-Unis ne voulaient pas avoir d'attitude « triomphaliste ».

Enfin, MM. Jacques Delors et Roland Dumas, respectivement président de la Commission européenne et président en exercice du conseil des ministres de la Communauté, se rendent, jeudi 16 novembre, en Hongrie et en Pologne pour étudier l'aide économique des Douze à ces deux pays. Décidé avant les récents bouleversements en RDA, leur voyage a été écourté pour leur permettre d'assister, samedi soir à Paris, à la réunion extraordinaire des douze chefs d'Etat et de gouvernement convoquée par M. Mitterrand.

M. Mitterrand : « Vous m'imaginez me rendre sur un bateau... »

Comme il le fait souvent sur les sujets qu'il juge importants, c'est-à-dire essentiellement ceux qui relèvent de la politique étrangère, M. François Mitterrand s'est livré, mercredi matin 15 novembre, devant le conseil des ministres, à un tour d'horizon sur l'évolution de la situation à l'Est. Sans jamais le citer, le chef de l'Etat a répondu à son prédécesseur à l'Elysée, M. Valéry Giscard d'Estaing, tantôt avec ironie, tantôt avec rudesse.

M. Louis Le Pen, porte-parole du gouvernement, a indiqué que le président de la République n'avait pas voulu que soit avancé le conseil européen de Strasbourg, prévu pour les 8 et 9 décembre, en raison de « l'importance de son ordre du jour : parachèvement de l'union économique et monétaire, et adoption de la charte sociale ».

La « méditation à haute voix » de M. Mitterrand, selon la formule d'un ministre, ne se prêtait guère à une traduction écrite. Il a, cependant, les « agités » qui ne comprennent pas qu'une éventuelle réunification de l'Allemagne entraîne la réurgence de nombreuses revendications territoriales, dont il s'est plu à dresser la liste. D'ailleurs, pour lui, il est inutile d'en parler longuement dans la mesure où

M. Gorbatchev ne tolérerait pas une telle évolution au centre de l'Europe. C'est pourquoi il ne tenait pas à ce que le dîner de samedi ait lieu trop tôt après l'ouverture du mur de Berlin, car cela devrait permettre que la discussion ne soit pas exclusivement consacrée à la seule question de la réunification, dont le président de la République estime qu'on n'en parlera plus dans quelques semaines.

Aller à Malte ? M. Mitterrand s'est amusé à demander à des ministres subjugués : « Vous m'imaginez me rendre sur un bateau en pleine Méditerranée rendre compte de nos discussions à Douze, puis repartir en laissant les Deux Grands discuter seuls des affaires du monde... » Il a fait remarquer que cela faisait plus de quarante ans que l'Europe était absente des sommets américano-soviétiques : « Souhaitons qu'un jour, a-t-il ajouté, ils aient lieu à trois ! » En attendant, le chef de l'Etat a fixé une ligne de conduite : « Faisons notre travail », c'est-à-dire, accélérons la mise en route de l'union de l'Europe de l'Ouest. Il a répété son idéologie : on ne fera rien à l'Est si on n'avance pas la construction communautaire à l'Ouest.

A. Ch. et Th. B.

La réunification de l'Allemagne ne peut être un problème d'actualité

déclare M. Dumas

Répondant, mercredi 15 novembre, aux questions des parlementaires, M. Roland Dumas a abordé à plusieurs reprises la situation dans les pays de l'Est et ses conséquences diplomatiques, au lendemain de sa visite à Moscou.

Après avoir noté que la destruction du mur de Berlin « constitue le plus heureux des symboles dans l'histoire de notre continent depuis quarante ans », il a ajouté : « Fallait-il avancer le conseil européen [des 8 et 9 décembre] ? En l'avançant, on risquait de le voir ne s'occuper que de l'Europe de l'Est, au détriment des grands sujets qui doivent y être traités et qui sont essentiels à la construction européenne : la charte sociale, l'audiovisuel, les relations avec les pays tiers (...). L'union économique et monétaire. Nous aurions ainsi fait le jeu de ceux qui cherchent à ralentir cette construction. (...) Convoqué dans l'urgence, pour ne pas dire dans la précipitation, le conseil européen n'aurait parlé que de la réunification de l'Allemagne. Une telle discussion n'aurait débouché sur rien, car nous savons aujourd'hui que la réunification ne peut pas être un problème d'actualité. (...) Ceux qui ont demandé qu'on avance le conseil se sont livrés à une gesticulation médiante

que plutôt qu'à un examen sérieux des problèmes. »

Quant à la rencontre [de Malte] entre MM. Gorbatchev et Bush, a poursuivi le ministre des affaires étrangères, j'ai entendu dire que la France aurait dû s'y inviter. Serait-ce bien convenable ? (...) Aujourd'hui, les deux Super-Grands ne peuvent prétendre imposer à l'Europe une solution dont elle ne voudrait pas, car l'Europe existe et elle en a fait la preuve. Si les deux Super-Grands, à Malte, parlent de l'Europe, ils ne pourront éviter le sujet de la réunification allemande et alors le veto soviétique risque de mettre un terme à la négociation. Nous rendons à Malte à quel titre ? En tant que président en exercice de la Communauté ? Nous risquerions alors de paraître rendre compte aux deux Super-Grands. N'oublions pas que nous sommes en 1989 et non en 1945. Nous rendons à Malte au nom de la France ? Ce serait tomber dans un piège plus redoutable. Nous pouvons penser que MM. Bush et Gorbatchev parleront de l'ordre mondial, en particulier du désarmement. Or la France a depuis longtemps pour doctrine de ne pas se mêler des discussions sur le désarmement entre les deux Super-Grands, afin de ne pas s'exposer à la mise en question de son propre dispositif de défense. »

Le PS souhaite que la CEE renforce son aide aux pays de l'Est

M. Pierre Mauroy, premier secrétaire du Parti socialiste, a déclaré, mercredi 15 novembre, après la réunion du bureau exécutif du PS consacrée à la situation dans les pays de l'Est, que la CEE « doit être le moteur » de l'aide apportée à ces pays et « aller beaucoup plus loin que ce qui est prévu à ce jour ».

M. Mauroy a indiqué que la réunion des partis socialistes de la Communauté européenne, le week-end dernier à Lisbonne, avait discuté de cette aide.

Le premier secrétaire du PS a annoncé qu'il se rendra à Varsovie du 19 au 21 décembre et qu'il dirigera vraisemblablement une délégation de l'Internationale socialiste à Moscou à la mi-janvier. Ces derniers jours, les visites des dirigeants du PS se sont multipliées à l'Est, telles celles de MM. Jean-Jack Queyranne et Pierre Guidon à Berlin, Dominique Strauss-Kahn à Varsovie et Gérard Fuchs à Budapest.

M. Mauroy a critiqué, d'autre part, la direction du Parti communiste. Il a déclaré que les militants du Parti communiste « méritent tout de même autre chose, une autre analyse, de la part de leur secrétaire général ». M. Georges Marchais. « Le PCF signe et persiste et nous promet un avenir, comme si les événements de l'Est n'existaient pas (...), et pourtant, la perestroïka peut se décliner dans toutes les langues », a affirmé M. Mauroy devant la presse.

Selon le premier secrétaire, « il est extraordinaire, devant ces événements qui nous bouleversent et bouleversent tous les communistes de la base, qu'il n'y ait qu'un

qui garde le même message et le même langage, M. Georges Marchais ». Il a ajouté : « En tant que socialiste et homme de gauche, quand je sais le dévouement que les communistes ont apporté à leur cause, j'estime qu'ils méritent, tout de même, autre chose. »

La réunion du bureau exécutif, ouverte par un rapport de M. Guidon, membre du secrétariat national, chargé des relations internationales, a permis de constater l'accord général des dirigeants socialistes sur la situation à l'Est. M. Guidon et les autres intervenants du courant Socialisme et République ont insisté sur l'importance des réalités nationales dans ces pays. Le 22 novembre, la discussion continuera à partir d'un rapport de M. Fuchs, membre du secrétariat national, chargé des questions européennes et de la sécurité, sur les problèmes que l'évolution des pays de l'Est pose à l'Europe des Douze.

P. J.

URSS : visite officielle de M. Fabius. — M. Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale française, et M^{me} Rita Süßmuth, présidente du Bundestag de RFA, devaient être reçus à Moscou par M. Mikhaïl Gorbatchev, vendredi 17 novembre. Commencée la veille, cette visite officielle était prévue avant les événements de Berlin. Elle a pour objet d'« aider le parlementarisme naissant » en Union soviétique, de « renforcer les relations bilatérales et d'amorcer des relations trilatérales ». — (AFP.)


M. Jacques Chirac, dans une interview à « Paris-Normandie », du 16 novembre, estime : « L'évolution des choses tend à effacer la coupure de l'Europe en deux et la perspective de demain c'est une Europe réunie. La France aujourd'hui devrait prendre l'urgence des initiatives. D'une part, pour permettre un vrai dialogue franco-allemand et suivre l'évolution de la RDA. D'autre part, pour examiner la situation créée entre les deux Etats allemands et les quatre alliés. Enfin, au niveau des Européens pour avoir une vue homogène des choses », ajoute l'ancien premier ministre.

« Nous devons poursuivre l'approfondissement de la CEE mais également prévoir son élargissement (...). Il conviendra de prendre en compte dans nos réflexions les perspectives de réunification de l'Allemagne. Je veux croire que le dîner à l'Elysée prévu pour samedi est la première étape de cette concertation. »

M. Léotard : le devoir de vérité. — Interrogé jeudi 16 novembre sur Europe 1 au sujet des bouleversements dans les pays de l'Est, M. François Léotard s'est implicitement prononcé contre la réunification des deux Allemagnes. « A chaque fois que l'Allemagne a un seul Etat, a-t-il expliqué, il y a eu déstabilisation du continent européen. C'est le devoir de vérité de le dire aux Français. A l'inverse, quand l'Allemagne était morcelée, elle avait un rayonnement culturel considérable. »

M. Michel Jobert, ancien ministre des affaires étrangères, a déclaré, sur la « Cinq » : « La réunion à Malte entre le Russe et l'Américain, et en plus sur des flottes nucléaires, c'est le comble de l'impudence. Sous notre nez, on va parler entre grandes puissances du nouveau destin de l'Europe. On va nous recréer une sorte d'univers assez contrôlé. Le dîner des Douze à l'Elysée ne lui paraît pas de nature à rassurer les gens inquiets. »


JULIEN GREEN



JULIEN GREEN

Moira

ROMAN



AUX ÉDITIONS DU SEUIL

Réédition
d'un
chef-d'œuvre

99 F

Editions du Seuil

حکومت من الاجل

EUROPE

Les changements en Europe de l'Est et leurs conséquences

Le futur gouvernement est-allemand sera restreint

Le futur gouvernement est-allemand sera un cabinet restreint « mais plus efficace » que le précédent, a-t-on indiqué officiellement, mercredi 15 novembre, à Berlin-Est. C'est en principe à la fin de la semaine que le nouveau premier ministre, M. Hans Modrow, un réformateur de Dresde, doit présenter son gouvernement à la Chambre du peuple. Un porte-parole a précisé que les réunions du conseil des ministres seraient suivies à l'avenir de conférences de presse auxquelles les journalistes étrangers pourraient participer.

Par ailleurs, le Parti libéral démocratique (LDPD), l'une des quatre formations satellites du Parti communiste est-allemand (SED), doit présenter vendredi 17 novembre au Parlement un projet de réforme de la Constitution

visant à mettre fin au monopole du SED dans le pays. Il demande également une influence accrue dans la future coalition et la mise en place d'une commission chargée de la promulgation d'une nouvelle loi électorale, garantissant des élections libres et secrètes. Selon la presse ouest-allemande, celles-ci devraient avoir lieu au plus tard à l'automne 1990.

Dans la seule journée de mercredi, plus de 240 000 Allemands de l'Est ont passé quelques heures en RFA, soit 60 000 de moins que la veille. Le ministère de l'Intérieur à Berlin-Est indiquait mercredi que 7 765 881 visas touristiques avaient été accordés par les autorités depuis l'ouverture de la frontière, dans la soirée du jeudi 9 novembre.

En RFA, le chef de file des républicains (extrême droite), M. Franz Schönhuber, s'est prononcé mercredi en faveur d'un traité de paix prévoyant la réunification de l'Allemagne. « Nous voulons ce traité », a-t-il déclaré, « parce que nous sommes toujours une nation occupée ». Enfin, selon le quotidien à grand tirage ouest-allemand Bild Zeitung, le chancelier Helmut Kohl ne se rendra en RDA qu'après le congrès extraordinaire du SED qui se tiendra du 15 au 17 décembre. M. Kohl avait paré jusqu'à présent d'une visite fin novembre ou début décembre.

Bonn aurait reçu des informations selon lesquelles la position du nouveau secrétaire général du SED, M. Egon Krenz, « pourrait être menacée au cours de ce congrès ».

démantèlement de l'Etat communiste et l'avènement d'une société démocratique.

Les membres du Nouveau Forum sont soumis à plus dure épreuve que ne le furent jamais les Verts. Chaque jour il leur faut se définir, s'inventer face à de nouvelles et spectaculaires décisions politiques. Ils savent que les réformateurs communistes pourraient en tirer profit si des élections arrivaient avant que ne se dessine une alternative crédible au monopole du parti. Ils ne prétendent, pour leur part, représenter à eux seuls ni cette alternative (« Nous voulons rester une opposition critique ») ni tous ceux qui descendent dans la rue chaque lundi à Leipzig. « Jusqu'à maintenant », dit l'un d'eux, les gens ont été beaucoup plus unis ici qu'en République fédérale parce qu'ils ont souffert des mêmes choses ensemble. Mais les polémiques ne vont pas tarder à naître.

Se forger une identité

Suite de la première page

Et puis, parce qu'un jour ils ont vu leurs parents, leurs amis, partir pour ne plus revenir, parce qu'ils ont éprouvé une très profonde tristesse ou une humiliation, parce que c'était insupportable, ils se sont retrouvés, sans que personne les y ait appelés, dans la rue, à la sortie de la prière pour la paix. Et une contestation massive, populaire, s'est greffée sur cette frêle respiration hebdomadaire, évangélique et pacifiste.

Depuis, tout est allé très vite, trop vite. Les mouvements de l'opposition, qui en sont encore à leurs balbutiements politiques, prennent de plein fouet l'ouverture des frontières et ils en viennent à espérer que des élections libres arriveront pas trop vite. Tandis qu'ils se cherchent, se perdent dans des groupes de discussion, rêvent d'une pause pour réfléchir, tandis que les réformateurs communistes concoctent de nouveaux concepts, ou, comme dit l'un de leurs représentants à Leipzig, « la voie allemande vers le renouveau du socialisme », un personnage jusqu'alors inconnu a fait, ces derniers jours, son apparition : c'est ce que l'on appelle ailleurs l'homme de la rue.

Dans les rues de Leipzig, dans les groupes qui, à la moindre occasion, se forment pour discuter, ce personnage-là, comme partout, a tendance à trancher de façon catégorique et simpliste. Comme cet homme qui, dans un de ces petits attroupements, lâchait finalement, péremptoire : « On ne devient un Land (de la RFA) et qu'on n'en parle plus ! ». Autrement dit, et jusque les choses depuis quatre semaines vont tellement vite, que plus rien n'est impossible, autant cesser de raisonner et choisir le plus court chemin d'un point à un autre : la réunification.

De cette irruption soudaine du langage qui, jusqu'ici, ne s'était pas fait entendre, les mouvements de l'opposition à Leipzig sont conscients, même s'ils s'en seraient volontiers passés, car ils ont bien d'autres chats à fouetter. Ils en sont beaucoup plus conscients que certains leaders berlinois du Nouveau Forum comme Bärbel Bohley qui, exaspérée, demandait il y a quelques jours aux Occidentaux de cesser de parler de la réunification. « On en parle à tous les coins de rue », dit Christian Schulze, un membre du Parti social-démocrate (SPD) tout récemment créé. Nous ne pouvons pas l'ignorer. Il ne faut surtout pas que le sujet devienne tabou. Un autre, Andreas Schurig, affirme même : si la plate-forme du PSD avait été rédigée après l'ouverture des frontières le 9 novembre et non pas avant, elle aurait eu sur le sujet « une tonalité plus positive ».

L'un et l'autre soulignent que la réunification n'est pas un objectif réaliste à court terme, qu'on n'efface pas du jour au lendemain quarante années de division et que même l'idée d'une confédération des deux Etats allemands (évoquée dans la plate-forme) ne peut s'accommoder des disparités économiques actuelles ni de l'appartenance à deux alliances différentes et suppose par conséquent une

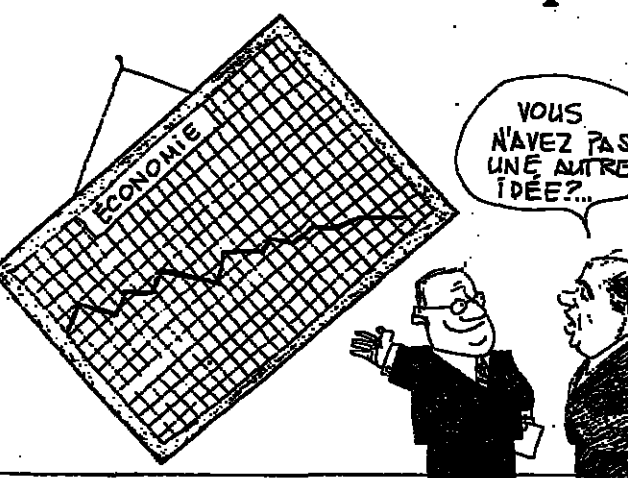
période transitoire. Mais la perspective d'une réunification à terme dans un « cadre européen », qu'ils ne définissent pas, ne leur fait pas peur. Et, quand on leur fait remarquer que du côté de leur grand frère, le SPD ouest-allemand, elle semble provoquer chez certains un malaise, voire une répugnance, ils mettent cela sur le compte des polémiques internes à la République fédérale.

Même au Nouveau Forum on a cessé d'élever la question. « Ce thème est très présent, surtout depuis le 9 novembre », dit Jürgen Tallig, non pas chez les gens qui viennent vers nous, mais dans la majorité silencieuse. Cette majorité silencieuse recèle, selon lui, « un potentiel de conservatisme » qui ne s'est pas encore donné les moyens de s'exprimer de façon articulée, qui obéit à des considérations d'ordre surtout économique et que l'ouverture a réveillé. Il redoute d'autre part, comme les membres du FDP, l'émergence d'une extrême droite, surtout parmi les jeunes, et accorde une très grande importance au phénomène pourtant marginal de l'apparition de skinheads en RDA depuis bientôt deux à trois ans.

Parce qu'il fut le premier à demander son enregistrement comme association indépendante, le Nouveau Forum a eu la meilleure part dans les médias occidentaux. On en a déduit un peu vite que la « question allemande » n'intéressait pas les Allemands de l'Est. De fait, pour des raisons compréhensibles, elle n'intéresse pas ces jeunes gens qui en sont bien malgrés eux saisis. Ils sont, comme le dit l'un d'eux, « les enfants du stalinisme » : il leur faut, pour exister, tuer le père eux-mêmes et non en être sauvés par la République fédérale. A ceux qui font valoir l'inconsistance de la RDA en tant qu'Etat, ils répondent qu'en luttant pour les conquêtes démocratiques on se forge une identité. Ils le disent avec d'autant plus de véhémence peut-être que cette révolution n'est pas totalement la leur, qu'elle n'aurait été, ils le savent, ni aussi rapide ni aussi tranquille sans ce qui s'est passé ailleurs qu'en RDA. Alors, ils se cherchent une identité : quelque part entre l'Est et l'Ouest, comme dit Edgar Dürstall. Dans un avenir « qui réconcilierait les mots de socialisme et de démocratie », dans des valeurs qui seraient les leurs et « pas dans des valeurs d'emprunt ».

Il ne se rendent pas compte que le Nouveau Forum rassemble à s'y méprendre aux Verts ouest-allemands à leurs débuts : mêmes rassemblements hétéroclites, informels, sans chef, mêmes figures de barbus qui se dévouent pour l'intendance avec des moyens de fortune, même hésitation à se transformer en « un parti traditionnel » et souci de préserver la démocratie directe, mêmes fortes composantes écologiques et pacifistes, en plus, évidemment, de l'objet qui lui est propre, à savoir la

Les critiques des conservateurs soviétiques



Suite de la première page

Les grandes lignes du plan de réformes très prudent puisqu'il envisage de progresser par étapes successives vers un « marché socialiste » (Le Monde du 15 novembre), étaient déjà connues. Mais ce sont les commentaires du vice-premier ministre à l'accompagnement de la présentation qui retiennent l'attention.

Refletant à sa manière les propos de M. Gorbatchev, il a d'abord déclaré que « le conservatisme (des experts qu'il avait réunis) était plus fort qu'il ne le [pensaient] » et que cela « reflète peut-être la situation dans le pays, qui a évolué durant l'été ». D'où si l'on comprend bien, la « tension » dont parle M. Gorbatchev. Mais M. Abalkine paraît plutôt pessimiste lorsqu'il constate : « Nous savons vers où nous voulons aller, mais la phase de transition est le point faible de nos programmes. Nous n'avons pas défini par quelles étapes il faut passer ». Surtout, il ne nourrit visiblement aucune illusion sur le soutien de l'opinion soviétique à son programme de réformes. « L'opinion publique », s'interroge-t-il, « sera-t-elle capa-

M. Walesa appelle les Américains à « investir dans la liberté, la démocratie et la paix »

Au milieu des ovations, devant les deux chambres du Congrès réunies exceptionnellement, Lech Walesa, le président de Solidarité, a plaidé avec émotion en faveur d'une économie polonaise au bord de la catastrophe, pour que son pays ne repasse pas « la charité », mais soit traité en « partenaire et ami » par les Etats-Unis.

WASHINGTON

Derrière la cravate, le bouton de chemise est ouvert, et un drôle de soupir de soulagement vient ponctuer les périodes oratoires, pendant que le traducteur fait son travail. Mais c'est bien en homme d'Etat, ou plutôt en « homme de nation », en représentant de son pays, que Lech Walesa s'est adressé, mercredi 15 novembre, à une session conjointe des deux Chambres du Congrès américain. Conscient de l'honneur exceptionnel qui lui est fait, et qu'il partage avec deux autres « citoyens » étrangers - Lafayette en 1824, et Winston Churchill en 1945, alors qu'il venait à peine de quitter le pouvoir.

Emu, bien sûr, mais solidement campé sur ses jambes, la voix assurée, M. Walesa paraît parfaitement à sa place, devant cette salle pleine à craquer qui l'ovationne interminablement et interrompra vingt-cinq fois son discours par des acclamations. Il assume pleinement, et fièrement son rôle, et à travers lui, celui de Solidarité à l'origine de la transfiguration de l'Europe de l'Est : en août 1980, il a sauté par-dessus la palissade du chantier de Gdansk, « et maintenant », dit-il, « d'autres franchissent des palissades et abattent des murs ». Comme celui de Berlin, bien sûr.

Cela, c'est pour aujourd'hui. Mais Lech Walesa remonte dans le temps, dans l'Histoire, et le discours se fait plus sombre, presque

amer. Avant Gdansk 1980, il y a eu Gdansk 1939, et, dans un cas comme dans l'autre, on avait reproché aux Polonais de compromettre la tranquillité de l'Europe. « Peut-on encore prétendre qu'ils auraient mieux fait de rester tranquilles ? » N'ont-ils pas « fait plus pour préserver la paix que ceux qui, effrayés, leur donnaient des conseils » ?

En fait, ce qui s'est passé à Gdansk en 1980 a marqué « la véritable fin de cette guerre » (puisque c'est là qu'a commencé à s'effondrer le système politique imposé à l'Europe de l'Est à l'issue du conflit).

Mais M. Walesa, et la Pologne avec lui, n'en a pas tout à fait fini avec le passé. Il rappelle comment, en 1945, les Polonais ont eu le sentiment d'être abandonnés par leurs alliés, et comment un peu plus tard Staline interdit aux pays socialistes européens de profiter du plan Marshall.

Une aide de 700 milliards de dollars

La conclusion s'impose d'elle-même. Maintenant que c'est possible, « l'Europe de l'Est attend un investissement de cette nature, un investissement dans la liberté, la démocratie et la paix, un investissement qui soit à la mesure de la grandeur de la nation américaine ». Un investissement meilleur pour la paix et la sécurité que « des tanks, des navires et des avions ».

On savait bien que M. Walesa en arriverait là, mais il met les points sur les « i », avec tout de même un peu d'humour pour mieux faire passer l'admiration : « L'offre de mots sur le marché mondial est considérable, mais la demande baisse ». Ce qu'il faut, ce sont « des actes ».

Les congressistes américains ont ri et applaudi bien fort, et, dans

une certaine mesure, ils se sont aussi efforcés d'« agir ». Les négociations entre le Sénat et la Chambre des représentants se sont activement poursuivies depuis l'arrivée de M. Walesa à Washington et, mercredi soir, on était pratiquement arrivé à un accord, qui fixe l'aide américaine à la Pologne et à la Hongrie à un peu plus de 700 milliards de dollars, sans compter 200 millions de dollars en garanties de crédits commerciaux. Sans être, loin s'en faut, « à la mesure de la grandeur de la nation américaine », c'est tout de même nettement plus que ce qu'avait proposé la Maison Blanche, et M. Bush ne s'opposera pas aux majorations décidées par le Congrès.

Pour le reste, M. Walesa a répété le message qu'il ne cesse désormais de marteler partout où il va : investissez en Pologne, vous y ferez d'excellentes affaires. Il n'ignore nullement le paradoxe de sa situation : « Tel est le destin d'un syndicaliste polonais, contraint de lancer une campagne de publicité pour l'entreprise privée », avait-il déclaré la veille devant ses « frères » de l'AFIL-CIO, selon l'expression en usage dans la centralité syndicale américaine. Sans relâche, il revient à la charge, fait miroiter les bénéfices qu'attendent à l'Est les capitalistes de l'Ouest.

C'en est, à force, presque poignant, de voir cet homme du peuple, et d'un peuple pauvre, implorer le grand et le petit business de venir faire de l'argent en bénéficiant sans doute, mais aussi sur le dos, de ses compatriotes, à tire-pif de l'abandon du système économique et du complet délabrement du pays. Mais M. Walesa a clairement le sentiment de faire son devoir, pour son pays, et l'urgence est telle, dans son esprit, que tous les arguments sont bons : « Le ressort des affaires, c'est la cupidité et les manques, et nous possédons l'un et l'autre en abondance ».

En dépit de tous ses efforts, les Américains sont-ils tout à fait conscients de cette urgence, de cette nécessité impérieuse d'« investir dans la liberté » ? « Pas vraiment », répond un membre très éminent de l'importante délégation qui accompagne M. Walesa. Ce dernier a, bien entendu, plaidé à nouveau en ce sens au cours du dîner privé auquel l'avaient convié mardi le président et Mme Bush, en la seule compagnie du général Secowicz, conseiller pour les affaires de sécurité. M. Bush a profité de l'intimité pour se livrer aux facéties dont il raffole, se coiffant à un moment d'une casquette ornée de têtes de mort chingantes.

Mercredi, le président a retrouvé M. Walesa devant l'assemblée de l'AFIL-CIO, et paru sincèrement heureux de l'accueil absolument triomphal réservé au président de Solidarité. Mais, à vrai dire, partout où M. Walesa passe, embrasse, serre des mains, rougit de confusion et plaisante, il est accueilli non seulement en star médiatique (de cela Washington a l'habitude), mais en héros sympathique. Il a l'habitude, bien sûr, mais cela ne l'empêche pas d'apprécier. Après tout, c'est l'Amérique, où il met les pieds pour la première fois, et où, comme la plupart de ses compatriotes, il a toujours mis beaucoup d'espoir. Jeudi, après trois journées épuisantes à Washington, et un entretien avec le secrétaire d'Etat James Baker, il devait s'en aller prêcher la bonne parole aux businessmen de New-York, en attendant Chicago, Philadelphie... et le Venezuela.

JAN KRAUZE

Les chefs du PC lituanien convoqués à Moscou

Moscou. — Le président Mikhail Gorbatchev a convoqué, à Moscou, les dirigeants du Parti communiste lituanien pour une réunion, jeudi 16 novembre, avec le bureau politique du PC soviétique, marquant ainsi la préoccupation du Kremlin face aux tendances séparatistes dans cette République balte.

Algis Joukas, conseiller du chef du PC lituanien Algirdas Brazauskas, a précisé que tous les membres du Politburo de Lituanie avaient été convoqués pour participer à une séance régulière du bureau politique du PCUS, qui compte onze membres. « C'est la

première fois dans l'histoire du PC lituanien que l'ensemble du bureau politique local est invité à une telle réunion à Moscou. C'est peut-être même une première pour l'ensemble de l'URSS », a-t-il ajouté.

M. Mikhail Gorbatchev avait tiré la sonnette d'alarme, peu avant la décision lituanienne de convoquer un congrès (prévu pour le 19 décembre), contre toute tentative visant à « fédéraliser » le Parti communiste. Une telle scission « causerait d'irréparables dommages à la perestroïka et au socialisme tout entier », avait-il déclaré. (Reuters, AFP.)

Le ministre polonais de l'Industrie plaide à Paris la cause de son pays. — Le ministre polonais de l'Industrie, M. Tadeusz Syryczak, ne croit pas que les investisseurs occidentaux jouent la carte de la RDA ou de la Hongrie au détriment de la Pologne. « Les réformes hongroises qui les changements en RDA ne changent pas les conditions objectives pour la Pologne », a-t-il déclaré mercredi 15 novembre alors qu'il était reçu à Paris par son homologue français, M. Roger Fauroux. « L'Europe sera intéressée par un développement harmonieux de l'Europe de l'Est », a-t-il insisté, pour mieux regretter le nombre peu élevé d'entreprises à capitaux français installées dans son pays : une dizaine contre deux cents allemandes. De son côté, M. Fauroux a annoncé la ratification prochaine d'un accord sur la protection mutuelle des investissements entre Paris et Varsovie.

EURO
Le PR
D'UN
RANÇ
observa
grande enquête
est de la société
a con

EUROPE

La Hongrie demande à adhérer au Conseil de l'Europe

La Hongrie a été le premier pays d'Europe de l'Est à déposer officiellement, jeudi 15 novembre à Strasbourg, sa demande d'adhésion au Conseil de l'Europe, qui regroupe vingt-trois États d'Europe occidentale.

M. Gyula Horn, le ministre hongrois des affaires étrangères, qui se rend personnellement à Strasbourg, espère que son pays pourra adhérer au Conseil de l'Europe en 1990 ou 1991 et que cette adhésion lui servira de tremplin pour une future association avec la CEE.

Depuis le mois de juillet dernier, la Hongrie bénéficie d'un statut d'observateur au Conseil de l'Europe et a signé la charte culturelle européenne.

Le président de l'Assemblée parlementaire européenne, M. Andres Björk, qui a effectué une visite officielle à Budapest au début du mois de novembre, a précisé que la Hongrie devrait « mettre de l'ordre dans la maison » en poursuivant le processus de démocratisation, « comme l'ont fait le Portugal et l'Espagne dans les années 70 ».

BULGARIE

Les réformateurs devraient entrer au comité central du PC

Le plénum du comité central du Parti communiste bulgare devait s'ouvrir jeudi 16 novembre afin de décider des changements au bureau politique à la suite de l'élection de Peter Mladenov à la tête du parti, après le limogeage de Todor Jivkov vendredi dernier.

Des modifications profondes sont attendues au sein de l'instance suprême du parti, où les partisans d'une libéralisation, soutenue par le nouveau secrétaire général, devraient faire une entrée en force.

D'autre part, la nomination de M. Mladenov, cinquante-trois ans, ministre des affaires étrangères pendant dix-huit ans, au poste de secrétaire général nécessite son remplacement au conseil des ministres. Ce changement pourrait fournir à M. Mladenov de procéder à un important remaniement gouvernemental.

■ **SUISSE** : l'ancien ministre de la justice comparaitra devant la Cour pénale fédérale. — Première femme à avoir accédé au gouvernement suisse, M^{me} Kopp, ancien ministre de la justice, sera ainsi le premier de ses membres à comparaître devant la Cour pénale fédérale. Ainsi en a-t-elle décidé, le 13 novembre, la Chambre d'accusation du tribunal fédéral, la plus haute instance judiciaire helvétique, devant suite aux recommandations du procureur extraordinaire chargé de cette affaire. Dans son acte d'accusation, celui-ci avait jugé

« suffisantes les présomptions de culpabilité » pour inculper M^{me} Kopp et deux de ses collaborateurs de « violation du secret de fonction ».

M^{me} Kopp avait été accusée à décembre dernier d'avoir admis qu'elle avait averti téléphoniquement son mari des soupçons de blanchiment d'argent qui pesaient sur une société — Shikarchi Trading — au conseil d'administration de laquelle il siégeait. — (Corresp.)

Cette semaine, pour son 25^e anniversaire
le nouvel
Observateur
présente
la plus grande enquête jamais réalisée sur l'état de la société en France.

LE PRIX D'UN FRANÇAIS

Revenus, liberté, prestige, sécurité, plaisir, privilèges, argent noir... et la couleur de vos chaussettes : nous avons tout pris en compte pour établir cette nouvelle carte de France et vous révéler quelle place vous y occupez. Cette machine à mieux connaître les Français - 90 enquêtes, plus de 1 200 pages d'interviews, des milliers de chiffres, des kilomètres de listing... et

un gros ordinateur - Josette Alia l'a remise en route quinze ans après notre première enquête qui a marqué une date dans la connaissance des mentalités. 1973-1989 : de l'avant-crise à la « sortie de crise », Français, comme vous savez bouger ! A la veille de 1992, la comparaison avec nos voisins s'imposait. La semaine prochaine : le prix d'un Français en Europe.

95 PROFESSIONS ÉTUDIÉES

Un numéro à conserver

AFRIQUE

NAMIBIE : Après l'élection de l'Assemblée constituante

Le chef de la SWAPO prêche la « réconciliation nationale »

Fort de sa victoire, l'Organisation du peuple du Sud-Ouest africain (SWAPO) est prête à coopérer avec les autres partis politiques namibiens. « Elle n'imposera pas sa volonté aux autres », a déclaré son président, M. Sam Nujoma, au cours d'une conférence de presse, mercredi 15 novembre, au lendemain de la proclamation des résultats. « Chacun pourra exposer ses vues concernant la Constitution », a indiqué le futur chef de l'État « en puissance », qui ne prévoit pas de « sérieux désaccords sur ce point ».

WINDHOUK

de notre envoyé spécial

De l'avis général, la rédaction de ce texte — dernière étape avant l'indépendance dont la date doit être fixée par l'Assemblée constituante — ne devrait pas rencontrer de difficultés majeures. La SWAPO a déjà établi un projet, très vague certes, mais dont les traits généraux n'ont pas soulevé de critiques importantes. L'Alliance démocratique de la

Turnhalle (OTA) et plusieurs autres partis qui participaient au gouvernement intérimaire mis en place par l'Afrique du Sud en 1985 ont aussi élaboré, en 1987, un document de base qui pourra, de la même manière, servir de brouillon aux travaux de l'Assemblée constituante.

Il est évident que des divergences apparaîtront pour ce qui concerne l'articulation de l'ensemble et, surtout, les garanties que tel

ou tel désirera inclure dans la Constitution. Mais, à écouter les uns et les autres, tous se réfèrent aux mêmes notions fondamentales. M. Nujoma est d'accord pour incorporer une charte des droits de l'homme. Il a redit qu'il était en faveur de « la liberté de la presse, de réunion, d'association, de mouvement, de religion et l'égalité de chances pour tous ». Il a réaffirmé qu'il était favorable au multipartisme, mais n'a pas exclu le système du parti unique si « le peuple en décide démocratiquement ».

Dans ces conditions, il devrait être possible de trouver facilement un terrain d'entente et de libérer rapidement le pays du joug sud-africain, comme M. Nujoma en a exprimé le désir.

Pas de perdants

Pour la suite, le président de la SWAPO a refusé de dire s'il était disposé à former un gouvernement de coalition. « La décision sera prise par le comité central », a-t-il précisé. D'une manière générale, M. Nujoma s'est montré conciliant.

« Il n'y a pas de perdants, a-t-il déclaré. Nous sommes tous victorieux, y compris ceux qui n'ont pas obtenu de sièges. Ils profiteront eux aussi des fruits de l'indépendance ». Souriant comme à son habitude, il a offert « la main de l'amitié » à la communauté blanche du pays, l'invitant à rester. Entouré des principaux membres du parti, M. Nujoma a assuré qu'il était prêt à « coopérer avec tous les secteurs de la société » faisant néanmoins une petite réserve pour ce qui concerne la « soi-disant armée namibienne » et la Koevoet, l'unité antiterroriste, dont « les aptitudes doivent être évaluées par une commission ».

Il ne devrait en principe pas y avoir de chasse aux sorcières. Tous y compris les anciens prisonniers de la SWAPO, « seront protégés par les lois du pays ». M. Nujoma veut ouvrir en faveur de la « réconciliation nationale ». Il veut oublier le passé et tourner la page des « tristes chapitres ».

Aucune critique n'a été émise sur le déroulement du scrutin. Ce thème n'a pas même été abordé par le leader nationaliste comme si c'était déjà de l'histoire ancienne. M. Nujoma a simplement indiqué que « le peuple namibien s'était exprimé ». Qu'il avait donné à la SWAPO un mandat démocratique pour conduire le pays à l'indépendance. Il a remercié ses concitoyens de la « confiance » qu'ils avaient exprimée envers son organisation. Déjà, M. Nujoma, de n'avoir pas obtenu les deux tiers des suffrages prédits tant de fois ? Pas du tout. « Le peuple namibien a voté pour la SWAPO. C'est bien là une victoire », a-t-il lancé sur le ton de la piroquette en la ponctuant d'un retentissant « yeh ! ».

MICHEL BOLE-RICHARD

PROCHE-ORIENT

LIBAN

Mystérieux enlèvement d'une Américaine et de deux Allemands de l'Ouest

L'enlèvement à Beyrouth revendiqué mercredi 15 novembre, par l'« Organisation de la juste vengeance » — sigle inconnu jusqu'à maintenant — d'une Américaine de cinquante-quatre ans, d'un père et de son fils de sept ans, d'origine jordanienne, mais détenteurs de passeports allemands, relance la question des otages étrangers au Liban, même si ce rapt présente des caractéristiques quelque peu étranges.

BEYROUTH

de notre envoyé spécial

Entrés le 3 novembre au Liban par le port de Jounieh, sous contrôle de la milice chrétienne des Forces libanaises, M^{me} Deborah Fahrend et M. Munir Mazhar Shamoudin Sami, trente-neuf ans, et son fils Daniel avaient obtenu leur visa au consulat du Liban à Chypre pour un court séjour le 1^{er} novembre. M. Sami, qui réside en Allemagne fédérale depuis dix-sept ans, venait voir sa famille qui vit à Beyrouth-Ouest.

Les trois personnes ont disparu depuis mardi matin, alors que M. Sami avait annoncé à sa famille qu'il se rendait au consulat d'Allemagne à Jounieh retirer le passeport de son fils qu'il avait fait établir la semaine précédente. Mardi soir, un interlocuteur anonyme se

réclamant de l'« Organisation de la juste vengeance » avait revendiqué par téléphone ce triple rapt mais sans apporter de preuves. Vingt-quatre heures plus tard, un bref communiqué dactylographié en arabe, cette fois authentifié par les photocopies des papiers d'identité des trois personnes, parvenait au bureau d'une agence de presse occidentale à Beyrouth-Ouest.

Le communiqué de l'« Organisation de la juste vengeance » affirme simplement : « Nous revendiquons l'enlèvement à Beyrouth de l'Allemand de l'Ouest Munir Sami (né au Liban) et de son fils, Daniel Sami, ainsi que celui de la journaliste et éditrice américaine Deborah Fahrend, en raison des activités des deux adultes au Liban ».

D'après la famille de M. Sami, contactée par l'AFP, celui-ci se trouvait à Chypre pour affaires et était venu pour un bref séjour avec son amie américaine pour les voir. M^{me} Fahrend, présentée par son ami comme journaliste, se contentait de se promener avec lui, prenant des photos avec un instantané et consultant ses réflexions sur un cahier. Elle ne s'était fait connaître comme journaliste par aucun des services de presse à Beyrouth-Ouest ou Est (chrétien).

Ce triple rapt porte en tout cas à vingt le nombre d'otages occidentaux détenus au Liban, dont neuf Américains et quatre Allemands de l'Ouest.

FRANÇOISE CHIPAUX

Dans les territoires occupés

Les Palestiniens ont célébré sous haute surveillance le premier anniversaire de leur « déclaration d'indépendance »

JÉRUSALEM

de notre correspondant

« On a maintenu le silence. » L'expression d'un officier résolvait parfaitement ce qui fut l'objectif des autorités israéliennes mercredi 15 novembre : empêcher la moindre manifestation nationaliste dans les territoires occupés à l'occasion du premier anniversaire de la « déclaration d'indépendance » décrétée l'an passé par l'OLP.

Opération à peu près réussie dans les grandes villes de Cisjordanie où un formidable déploiement de l'armée, la pluie et sans doute

une certaine lassitude ont dissuadé les Palestiniens de se lancer dans les festivités annoncées par la Direction unifiée (DUP). Près d'un demi-million de personnes avaient été placées sous couvre-feu, des barrières installées un peu partout et des centaines de militants préventivement arrêtés. Là où les forces de l'ordre se tenaient à l'écart, dans certains villages, la célébration a eu lieu : chants, danses, slogans nationalistes, lâchers de ballons et portraits de Yasser Arafat.

A Jérusalem, le dispositif était des plus serrés. Pas question de donner sa chance au moindre défilé — serait-ce de la part d'un paisible groupe de médecins et d'infirmières d'un grand hôpital palestinien dont le début de « manifestation » fut immédiatement dispersé à la grande lacrymogène.

Cependant, un deuxième soldat israélien, un réserviste de quarante ans, père de quatre enfants, grièvement touché par balles lorsqu'une patrouille a été prise en embuscade dans la bande de Gaza, au début de la semaine, a succombé à ses blessures. Après avoir été attribuée au groupe islamiste Hamas, l'opération a été revendiquée mercredi par un autre mouvement intégriste, le Jihad islamique.

AL FR.

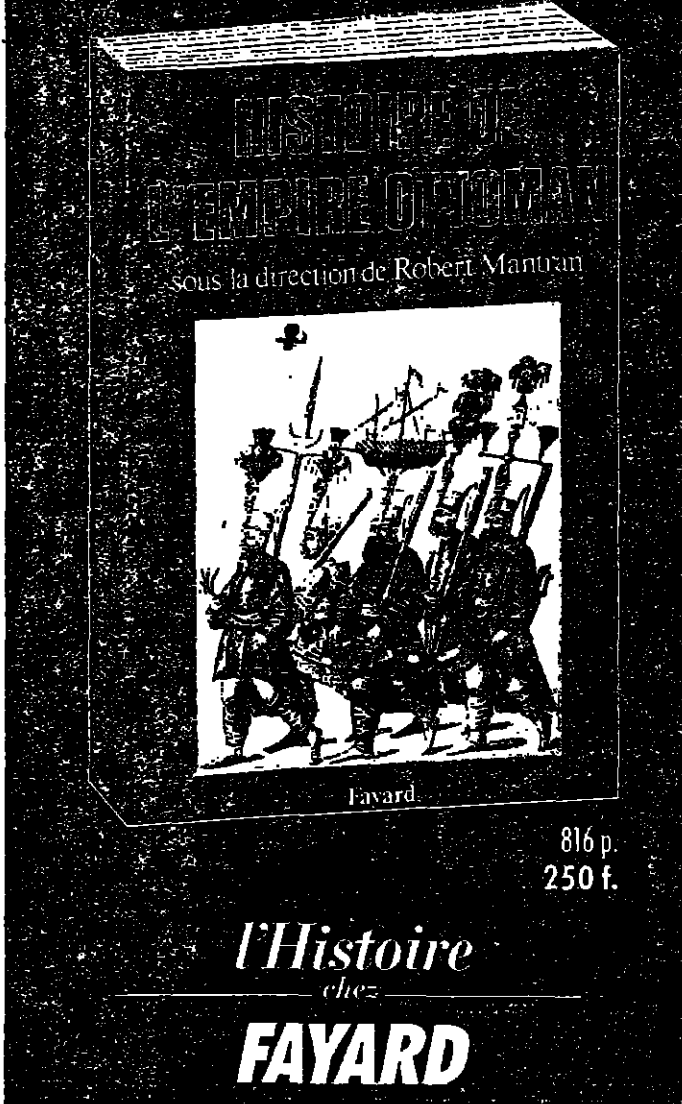
SPLENDEURS OTTOMANES

Passionnant.

F. Cornut Gentille, La Croix

Robert Mantran explique que son objectif a été à la fois de décrire et d'expliquer en toute indépendance d'esprit. Le contrat est magnifiquement rempli, d'autant que le riche apport culturel ottoman est fort bien mis en évidence à travers cette somme.

Eric Roussel, Le Figaro



816 p.
250 f.

L'Histoire
chez
FAYARD

حکومت من الاجل

صحنه من العمل

AMÉRIQUES

Salvador : les combats s'intensifient

Sous le feu de l'aviation, les guérilleros ont perdu plusieurs positions mais en ont consolidé d'autres

SAN-SALVADOR

de notre correspondant en Amérique centrale

L'aviation s'est déchaînée dans la nuit de mercredi à jeudi 16 novembre, sur les quartiers de la capitale salvadorienne tenus par la guérilla. La population venait de vivre la journée la plus tragique depuis le début de l'offensive lancée samedi par le FMLN. Les civils sont, en effet, les plus durement touchés par les bombardements de l'armée salvadorienne, qui éprouve de grandes difficultés dans sa tentative de reprendre le terrain contrôlé par l'adversaire.

Les insurgés tiennent encore la plupart de leurs positions dans les quartiers de la banlieue nord où vivent environ 50 % de la population de la capitale (un million d'habitants) : Soyapango, Mejicanos, restent les principaux bastions de la guérilla, laquelle creuse des tranchées dans les axes de pénétration pour empêcher l'avance des automitrailleuses de l'armée. Celle-ci poursuit sa stratégie de jours précédents, utilisant les bombardements aériens pour forcer la population à évacuer les lieux et à enlever ainsi aux rebelles un « bouclier ».

C'est ainsi que l'armée a réussi à reprendre quelques quartiers, en particulier dans la banlieue est, au pied du mont San Jacinto. Elle a également progressé à Soyapango, où les combats sont féroces et ont provoqué un nombre de victimes très élevé. La nuit tombée, la guérilla se déplace plus facilement et abandonne les positions les plus exposées pour s'installer dans d'autres zones de la ville. Dans la nuit de mardi à mercredi elle a tenté de s'emparer de Ciudad Merliot, à l'ouest de la capitale. Une cinquantaine d'insurgés avaient tout simplement volé un autobus pour se rendre sur les lieux plus rapidement. L'opération a finalement échoué avec l'arrivée de renforts de l'armée, et après de violents combats.

Les autorités continuent d'affirmer contre toute évidence que les insurgés ont perdu la bataille de San Salvador et cherchent à s'enfuir par tous les moyens pour échapper à une mort certaine. La seule station de radio autorisée à transmettre déclare à longueur de journée que l'armée a repris le contrôle de la situation. « Tes compagnons meurent comme des mouches et tes chefs t'ont abandonné », répète sans cesse le présentateur qui appelle les rebelles à se rendre s'ils ne veulent pas « subir le même sort atroce ».

Le vice-président de la République, M. Francisco Merino, a utilisé un ton tout aussi dur au cours d'une conférence de presse. Il a rejeté la trêve de six heures proposée par la Croix-Rouge internationale et par l'Eglise salvadorienne pour évacuer les blessés et inhumés les morts. M. Merino appartient à l'aile la plus extrémiste du parti au pouvoir, l'Alliance républicaine nationaliste (ARENA-droite ultra), qui semble avoir réussi, au cours des dernières heures, à imposer la ligne dure « pour en finir avec la guérilla » et, si possible, avec l'ensemble de la gauche, y compris les syndicats. La radio officielle exige désormais l'arrestation et le jugement des dirigeants de gauche comme MM. Guillermo Ungo et Ruben Zamora, qui sont réfugiés depuis lundi dans les ambassades du Venezuela et du Mexique et qui ont pourtant condamné l'offensive du FMLN.

L'attitude de la population

Les autorités ont, une fois de plus, accusé les chefs de la guérilla d'avoir envoyé leurs troupes au suicide pour des raisons qui n'auraient rien à voir avec la situation interne salvadorienne, mais beaucoup plus avec les difficultés actuelles de la révolution nicaraguayenne, qui soutient le FMLN. « On voit les commandants du FMLN ? se demande le présentateur de la

radio. A Managua, d'où ils ont planifié toute l'opération ! ». M. Merino a affirmé qu'ils ne participaient pas aux combats et a mis en doute la présence au Salvador d'un des principaux dirigeants de la guérilla, le commandant Francisco Guardado.

Pourtant, quelques heures plus tard, nous avons rencontré le commandant Guardado en plein cœur de Mejicanos, d'où il dirige les opérations. Tenue de camouflage et casquette noire, kalachnikov en bandoulière, il nous accueille devant un des postes de commandement du FMLN, une clinique appartenant à des franciscains.

« Nous avançons chaque jour un peu plus, dit-il. La capitale est devenue notre principal front et nous avons l'intention de la prendre. Dans quel délai ? Je ne sais pas. Mais le temps joue en notre faveur, aussi bien sur le plan militaire que sur le plan politique. Cristiani (le président) et tout l'état-major de l'armée devront bientôt partir. Nous allons gagner, car la population nous appuie et certains jeunes se joignent à nous ».

□ L'URSS demande l'arrêt des combats. — L'Union soviétique a appelé à l'arrêt des combats et à la reprise du dialogue entre le gouvernement et le FMLN. Le porte-parole du ministère des affaires étrangères a précisé, mercredi 15 novembre, à Moscou, que l'URSS venait d'effectuer une démarche dans ce sens auprès des autorités salvadoriennes et des guérilleros. « L'URSS ne jamais livré d'armes au FMLN ni à aucun autre mouvement rebelle en Amérique centrale et ne s'apprête pas à le faire », a déclaré le porte-parole, répondant ainsi aux accusations des Etats-Unis, et il a ajouté que, « dans le but de faciliter un règlement politique dans la région, l'URSS a même cessé de livrer des armes au Nicaragua ».

Le président du Nicaragua Daniel Ortega, pour la seconde fois cette semaine, s'est prononcé, mercredi, pour une solution négociée à la crise salvadorienne. Il a

pour participer aux combats tandis que de plus en plus de soldats désertent.

Alors que nous avions pu constater beaucoup de réticences et même de l'hostilité, de la part de la population dans d'autres quartiers, il est vrai que les habitants de Mejicanos semblent un peu plus chaleureux à l'égard de la guérilla.

« Les muchachos se comportent bien avec nous, affirme un couple retranché derrière le mur du balcon de sa petite maison. Ils ne tirent pas sur nous alors que l'armée détruit tout et tue sans pitié la population avec ses automitrailleuses et ses avions ».

Mais la majorité des habitants de Mejicanos ne semblent pourtant pas vraiment disposés à collaborer activement avec la guérilla. Ils sont plutôt spectateurs sympathisants, jusqu'à ce que la situation devienne vraiment intenable. C'est alors qu'on voit des centaines de familles terrorisées s'enfuir vers des lieux plus sûrs, laissant derrière elles les belligérants régler leurs comptes.

BERTRAND DE LA GRANGE

demandé au gouvernement du président Cristiani de cesser les bombardements contre la population civile et de s'asseoir à la table des négociations.

□ Aides médicales françaises. — Médecins sans frontières a décidé l'envoi d'une équipe chirurgicale de quatre personnes au Salvador pour venir en aide aux victimes des affrontements.

En outre, deux tonnes de matériels vont être également expédiées pour répondre à l'appel lancé par le ministre salvadorien de la santé. Médecins sans frontières dispose déjà sur place d'une équipe de huit médecins.

De son côté, le Secours populaire a lancé un appel pour recueillir des fonds afin d'acheter des médicaments pour les victimes.

Adresse : Secours populaire français (Salvador), 9/11 rue Croixdrouart, 75003 Paris — CCP 23.33 S Paris.

ÉTATS-UNIS

Washington dénonce l'envoi par l'URSS de Mig-29 à Cuba

Les Etats-Unis ont accusé, mercredi 15 novembre, l'Union soviétique d'avoir récemment livré des avions de combat Mig-29 à Cuba. Le porte-parole adjoint du département d'Etat, M. Richard Boucher, a déclaré : « Nous ne voyons aucune nécessité légitime, pour Cuba, de disposer d'un avion aussi perfectionné ». Le porte-parole a précisé que Washington avait fait part de ses inquiétudes aux Soviétiques, mais s'est refusé à préciser le

nombre des appareils fournis à Cuba et la date de leur livraison. De source américaine autorisée, on déclarait cependant que celle-ci avait eu lieu récemment. Le Mig-29, entré en production au milieu des années 80 et désigné par le Pentagone sous le nom de code de Fulcrum constitue le dernier cri de l'aviation militaire soviétique et témoigne d'une recherche aérodynamique particulièrement élaborée. — (Restier.)

Le Congrès adopte un budget de 305 milliards de dollars pour la défense

Le Sénat américain a mis un terme, mercredi 15 novembre, aux interminables débats sur le budget de la défense en adoptant un texte de loi — déjà approuvé par la Chambre des représentants — qui prévoit une enveloppe globale de 305 milliards de dollars pour l'exercice 1990. Les nécessités de réduire le déficit du budget américain se sont surtout fait sentir pour l'initiative de défense stratégique (IDS), dite « guerre des étoiles », le projet fétiche de l'ex-président

Reagan, objet d'une controverse permanente au Congrès depuis son lancement. Il y a six ans : les crédits de l'IDS se voient ainsi amputés de 1,1 milliard de dollars. En revanche, les autres postes importants du budget militaire restent à peu près intacts : seuls 150 millions de dollars ont été retirés du budget alloué aux missiles stratégiques MX et Midgetman, bien qu'un limite de 50 milliards pour le déploiement sur rails du MX ait été fixée (pour l'instant, cinquante missiles sont déployés dans des silos).

□ Série noire dans l'US Navy. — Confrontée à une série d'accidents sans précédent — le dernier en date, mardi 14 novembre, s'est produit à bord du navire d'assaut US *Inchon* et a fait vingt-quatre blessés — la marine américaine a annoncé dans un communiqué que le Pentagone, mardi, qu'elle suspendrait dans deux jours toutes ses opérations pour quarante-huit heures afin de passer en revue ses procédures de sécurité. Depuis le 19 avril dernier, date à laquelle une explosion dans une tourelle d'artillerie du cuirassé Iowa avait tué quarante-sept marins, l'US Navy a enregistré plus de trente morts dans des accidents répétés. — (AFP.)

Pour sa part, le bombardier « furif » B-2, qui, à plus d'un demi-milliard de dollars l'unité, est l'avion le plus cher du monde, n'est pas abandonné. Le Congrès a finalement autorisé la construction de deux de ces appareils en 1990. Enfin, l'avion-hélicoptère V-22 « Osprey », que le corps des « marines » réclamait et que le secrétaire à la défense, M. Dick Cheney, se préparait, la mort dans l'âme, à abandonner pour raisons d'économies, a également obtenu un succès. En revanche, six « programmes » d'études ont été abandonnés, dont celui du sous-marin nucléaire d'attaque « Seawolf » et d'une version modernisée du chasseur-bombardier F-15. — (AFP.)

BRÉSIL : les premiers résultats de l'élection présidentielle

Le deuxième tour devrait opposer M. Fernando Collor à un candidat de gauche

RIO-DE-JANEIRO

de notre correspondant

Le dépouillement du premier tour de l'élection présidentielle du 15 novembre a commencé, lentement, très lentement. Sept heures après la clôture du scrutin — il était près de minuit — le tribunal supérieur électoral, chargé du comptage officiel, n'a été en mesure d'annoncer que le vote des Brésiliens... à l'étranger, du moins de ceux qui étaient favorisés par le décalage horaire. Explication de ce retard, auquel on ne s'attendait pas étant donné l'importance des équipements informatiques mis en place : le tribunal ne veut présenter que des chiffres vraiment représentatifs... Le résultat définitif du premier tour ne sera pas proclamé avant le 27 novembre, a indiqué le président du tribunal, M. Rezak. Les deux candidats classés pour le deuxième tour, qui aura lieu le 17 décembre, auront une quinzaine de jours pour faire campagne.

Heureusement, les chaînes de télévision et les instituts de sondage ont pallié les défaillances officielles : la TV Globo a utilisé son propre système informatique pour donner, aux premières heures de jeudi, un résultat portant sur 12 % des suffrages exprimés. M. Fernando Collor, l'ancien gouverneur de l'Alagoas, dans le Nordeste, arrive nettement en tête, suivi de M. Leonel Brizola, ancien gouverneur de Rio, et de M. Luiz Inácio Da Silva, dit « Lula », président du

Parti des travailleurs, qui se tient de très près. Ce classement est conforme aux sondages d'avant le scrutin, qui présentaient M. Collor comme le favori, et plaçaient à égalité M. Brizola et « Lula », avec comme outsider possible le social-démocrate Mario Covas.

Il peut encore changer, car les chiffres viennent surtout, pour l'instant, des grandes villes, où l'on vote autrement que dans l'intérieur. Mais déjà, M. Collor est assuré de disputer le deuxième tour, avec « Lula » ou M. Brizola pour adversaire. On parle donc d'une bataille droite-gauche pour le 17 décembre : les étiquettes ne recouvrent qu'une partie de la réalité. « Lula » et M. Covas se situent incontestablement à gauche. M. Brizola, s'il figure au deuxième tour, aura l'appui des progressistes, mais lui-même est incalculable : dans certains domaines, il est très conservateur, et sa conception de la démocratie laisse beaucoup à désirer.

Quant à M. Collor, aux yeux de ses adversaires, c'est un homme de droite, mais lui-même se situe au centre. Ses amis affirment qu'il veut gouverner avec le Parti social-démocrate, et qu'il a des objectifs réformistes. Mais comme ses apais financiers proviennent du patronat et de la banque, il est probable qu'il ne pourra être jugé qu'à l'épreuve des faits.

C. V.

DIPLOMATIE

Le débat sur le Cambodge à l'ONU

Les Occidentaux s'inquiètent du renforcement des Khmers rouges

L'ouverture du débat sur le Cambodge devant l'Assemblée générale de l'ONU, mercredi 15 novembre, a été marquée par une vive attaque des Douze contre les Khmers rouges. Mais la CEE, comme la Chine et les Etats-Unis, votera à la fin du débat, en principe jeudi soir, une résolution favorable à la coalition qui préside le prince Sihanouk et dont la guérilla la plus forte demeure, justement, celle des Khmers rouges.

S'exprimant au nom des Douze, le représentant français, M. Pierre-Louis Blanc, a déclaré que « le terme de génocide, dans son acception usuelle, n'est pas trop fort et peut s'appliquer à certaines pratiques mises en œuvre » par les Khmers rouges pendant leur présence au pouvoir, de 1975 à 1978. Les Douze, a-t-il ajouté, ont « constamment exprimé leur rejet total des Khmers rouges et de Pol Pot, qui ont été responsables de l'extermination de plusieurs centaines de milliers de Cambodgiens ». C'est pourquoi, a-t-il poursuivi, « les Douze expriment leur ferme conviction » qu'un règlement global doit garantir « le non-retour au pouvoir des responsables de la politique et des pratiques en vigueur au Cambodge de 1975 à 1978 ».

Cette déclaration souligne, comme celle du représentant américain, la nervosité croissante des Occidentaux à la suite des progrès de la guérilla des Khmers rouges depuis le retrait, fin septembre, des troupes vietnamiennes. Neuf Etats de la CEE (Belgique, Irlande, et

Portugal se sont abstenus) ont néanmoins parrainé, comme les Etats-Unis et la Chine, une résolution de l'ASEAN (Association des nations de l'Asie du Sud-Est) favorable à la coalition présidée par le prince Sihanouk et qui affirme qu'« un quelconque retrait de troupes étrangères du Cambodge sans le contrôle, la supervision et la vérification des Nations unies n'entre pas dans le cadre d'un règlement politique global ». Cette résolution, coparrainée par soixante-quinze pays, devrait être adoptée. L'Assemblée générale avait, auparavant, renouvelé l'accréditation du gouvernement du prince Sihanouk, qui représente le Cambodge à l'ONU depuis 1983.

L'aide humanitaire détournée

Entre-temps, quatre-vingt-cinq agences non gouvernementales et intergouvernementales ont demandé, en vain, au secrétaire général de l'ONU que le siège du Cambodge soit détourné. Selon plusieurs témoignages, une partie de l'aide humanitaire accordée aux camps de réfugiés, administrés par la guérilla, serait détournée à des fins militaires. Enfin, douze Prix Nobel ont lancé un appel aux grandes puissances pour qu'« elles garantissent l'exécution définitive de la direction khmers rouges du pouvoir au Cambodge ».

Deux nominations d'ambassadeurs

M. Jean-François Nodinet en République arabe du Yémen

M. Jean-François Nodinet a été nommé ambassadeur de France en République arabe du Yémen, en remplacement de M. Michel Peissik.

[Né le 7 juin 1933, issu de l'Ecole nationale de la France d'outre-mer, M. Nodinet était en mission à l'administration centrale depuis septembre 1987. Il avait auparavant été ambassadeur à Assouan (Paraguay) de 1983 à 1987.]

M. Nodinet a également été en poste à Madrid, à Lagos et à Bagdad. A l'administration centrale, il a occupé des fonctions au département Afrique du Nord, au personnel, aux relations culturelles, scientifiques et techniques ainsi qu'aux affaires économiques et financières, comme sous-directeur (1980-1983).

M. Alain Rouquié à Mexico

M. Alain Rouquié a été nommé ambassadeur de France à Mexico en remplacement de M. Jacques Le Charlier de Sédoz, a annoncé le Quai d'Orsay mardi 14 novembre. Il était ambassadeur à San Salvador depuis 1985.

[Agé de cinquante ans, Alain Rouquié fut maître de recherches à la Fondation nationale des sciences politiques, où il a travaillé de 1967 à 1983. Il fut à partir de 1981 membre du centre d'analyse et de prévision du Quai d'Orsay. Considéré par les spécialistes comme l'un des meilleurs conseillers français de l'Amérique latine, il est l'auteur de plusieurs livres sur la région. Son domaine de prédilection est le Cône sud. Il a aussi écrit un ouvrage intitulé *L'Etat militaire en Amérique latine* (Le Seuil).]

BOLIVIE : la multiplication des grèves

Le gouvernement décrète l'état de siège

Le gouvernement bolivien, présidé par M. Jaime Paz Zamora — leader du Mouvement de la gauche révolutionnaire social-démocrate (MIR), — a décrété, mercredi 15 novembre, l'état de siège pour tenter de couper court à une agitation sociale généralisée, aux conséquences politiques imprévisibles.

correspondance

Au moins sept cents personnes ont été interpellées et une centaine de dirigeants syndicaux ont été déportés dans les zones inhospitalières de l'est du pays. L'armée est chargée de maintenir l'ordre à La Paz. Tout cela pour mettre à la raison les meneurs d'une grève générale et illimitée des professeurs du primaire et du secondaire, qui réclament, en vain, depuis trois semaines une prime de 110 dollars promise par le gouvernement précédent de M. Paz Estenssoro.

Plusieurs enseignants en colère poursuivent aussi une grève de la faim et trois d'entre eux sont dans un état très critique. Les écoliers boliviens n'ont plus classe depuis le 23 octobre, et le mouvement a reçu l'appui de la COB, la centrale

ouvrière bolivienne, des universités et de la Fédération des journalistes. Les trotskistes du Parti ouvrier révolutionnaire (POR, dirigé par M. Guillermo Lora), une formation aujourd'hui minoritaire, mais restée influente dans les milieux enseignants, soufflent sans doute sur le feu en coulisse. Mais le gouvernement dénonce déjà une « caluision » entre le POR et le Mouvement nationaliste révolutionnaire (MNR), dont le candidat à l'élection présidentielle du 7 mai dernier, M. Sanchez de Lozada, arrivé en tête, a été finalement battu au Congrès au mois d'août par l'Alliance jugée contre nature entre le MIR de M. Paz Zamora et l'Alliance démocratique nationale (ADN, droite conservatrice), dirigée par le général Ugo Banzer, dictateur de 1971 à 1978.

Un « cabinet parallèle »

M. Paz Zamora justifie cette alliance en parlant d'une « nécessaire modernisation de la démocratie ». Mais cet accord a suscité de nombreux remous dans la classe politique et même dans les rangs de son parti, qui fut féroce pour suivi pendant sept ans par la dictature du général Banzer. L'ADN a dix portefeuilles sur dix-huit et parmi les plus importants : la défense, les finances, les affaires étrangères, l'information. En outre, un conseil politique supérieur comprend cinq membres de l'ADN et cinq du MIR, mais est présidé par le général Banzer. Une sorte de cabinet parallèle et au-dessus du gouvernement. « Jaime Paz règne, mais Banzer gouverne », dit-on à La Paz.

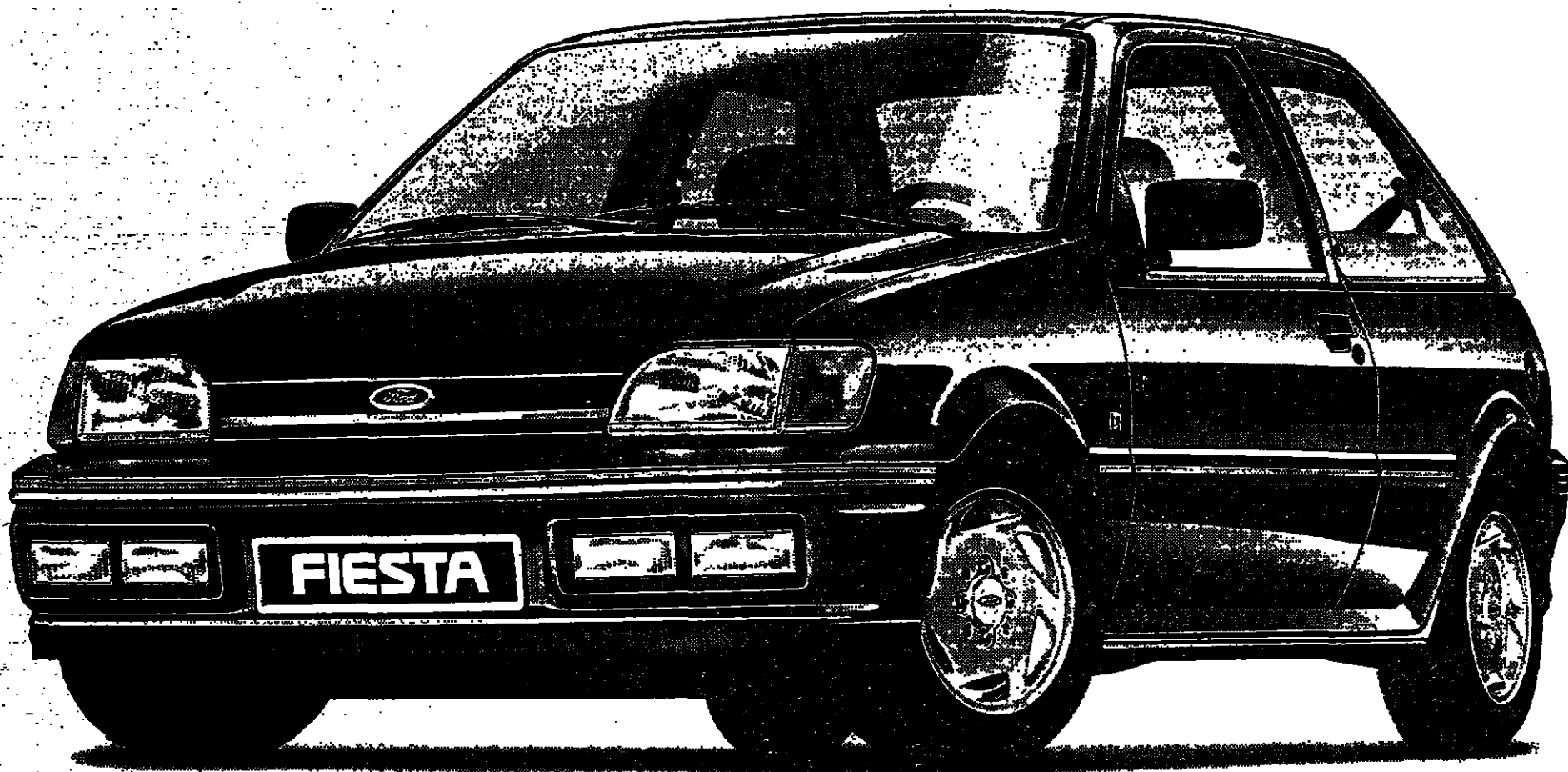
Le président avait promis un aménagement des salaires pour tenter d'alléger le coût social très élevé de la politique néo-libérale de stabilité économique et financière maintenue par son gouvernement. M. David Blanco, ministre des finances (ADN), a, lui, exclu toute hausse de salaires cette année. Et il a imposé son point de vue avec l'appui du général Banzer.

MARCEL NIEDERGAANG

□ COLOMBIE : les magistrats mettent fin à une grève de treize jours. — Les magistrats colombiens ont mis fin, mercredi 15 novembre, à la grève qu'ils observaient depuis treize jours, le gouvernement ayant accepté de les protéger plus efficacement face aux « barons » de la drogue. Le gouvernement s'est engagé à fournir 345 gilets pare-balles, 30 véhicules blindés et 22 escortes de motards pour une meilleure protection des juges, qui ont reçu des menaces de mort depuis que les autorités colombiennes ont déclenché une véritable guerre contre les trafiquants de drogue, a déclaré un responsable de l'Association judiciaire colombienne Diario Acevedo. — (Reuters.)

Ogilvy & Mather

LA PASSION A FLEUR DE PEAU.



16 NOVEMBRE 1989 LANCEMENT DE LA NOUVELLE FIESTA XR2i.

Vous qui aimez les voitures de caractère, vous avez rendez-vous dès aujourd'hui avec la nouvelle Fiesta XR2i.

Un style élégant et sportif, elle donne le ton des années 90. Fiesta XR2i, c'est la passion à l'état pur.

Alors, venez la découvrir, venez l'essayer, et vous partagerez notre enthousiasme.

(Informations : Minitel 36.15 code Ford)

LA QUALITÉ PASSE À L'ACTION



هكذا من الاجل

هكذا من الامم

ASIE

AFGHANISTAN

Rencontre avec le commandant Massoud

« Il faut favoriser une union nationale au sein de la résistance »

Contrairement à ce qui se passe dans d'autres régions de l'Afghanistan, la guérilla dans le Nord-Est semble s'être affirmée ces derniers mois sous la houlette du commandant Massoud.

TALOQAN
(province de Takhar)
correspondance

A 50 kilomètres de la frontière soviétique, Taloghan est une ville de quarante mille habitants où tout est calme. On y prend des bains aux hammams, les restaurants sont pleins, des policiers en uniforme blanc régulent le trafic automobile et le bazar est bien fourni. Taloghan est gérée par trois partis de la résistance : le Jamiat, le Harakat et le Hezbi islami de Khalès. Les forces gouvernementales ont disparu. Ahmad Shah Massoud, l'homme fort du Nord-Est, y a installé un de ses quartiers généraux.

En précipitant leur retrait militaire, les Soviétiques avaient pris les moudjahidins au dépourvu. Massoud et ses hommes se sont remis de la surprise. Depuis le mois de février, Massoud n'a cessé de mettre au point la stratégie qui, selon lui, doit permettre de prendre pour de bon Kaboul. « Peu importe la date, sachez que les jours du régime de Kaboul sont comptés », dit-il avec conviction.

Lorsque les Soviétiques ont quitté l'Afghanistan, les moudjahidins se sont trouvés obligés de passer de la défensive à l'offensive. Il nous fallait encore du temps. Voyez l'exemple désastreux de Jalalabad : aucune préparation, aucune unité de commandement, aucun encadrement sérieux. Résultat : plutôt que d'affaiblir les forces de Kaboul, cette bataille malheureuse a donné à croire au monde extérieur que la résistance était incapable de conquérir son pays ! Un comble, alors que nous avons chassé les Russes ! Dans la guérilla on peut improviser, pour mener une guerre



conventionnelle il faut planifier », explique-t-il.

Dans le Nord-Est, on prépare la « grande et longue offensive » qui doit mener à la victoire finale. Avant tout, explique Massoud, il faut favoriser une union nationale au sein de la résistance. Des hommes avec lesquels nous avons du mal à nous entendre collaborent aujourd'hui avec nous. Notre seul vrai problème, c'est le Hezbi islami de Gulbuddin Hekmatiyar, qui, comme toujours, ne cesse de nous harceler. Mais cela ne nous empêchera pas, dans les mois à venir, d'attaquer de nombreux objectifs gouvernementaux.

La recherche d'une union nationale pose pourtant bien des difficultés. Dans un pays comme l'Afghanistan, le concept de nation n'a jamais voulu dire grand-chose : les ethnies sont nombreuses, et les habitants d'une vallée méconnaissent totalement, parfois, ceux de la vallée voisine. La guerre a néanmoins favorisé les échanges. Dans les zones pachounes, toutefois, Massoud n'est pas aimé. On n'apprécie guère que ce Tadjik s'organise et donne aux autres des leçons. Le 9 juillet dernier, dans la province de Takhar, trente-trois hommes de Massoud sont tombés dans une embuscade tendue par

Sayed Jamal, un des commandants du Hezbi islami de Gulbuddin Hekmatiyar. Mollah Abdul Wandud, proche compagnon de Massoud, et trois moudjahidins ont été tués, et les autres, faits prisonniers, seront exécutés trois jours plus tard. Massoud interdit toute action punitive. Dans un premier temps, il attend. « Je voulais connaître la position du Hezbi islami et celle du gouvernement provisoire de la résistance installé à Peshawar. » Il n'a pas fallu longtemps à Massoud pour apprendre que Gulbuddin Hekmatiyar annonçait son soutien à Jamal (avec lequel il était en contact radio), allant même jusqu'à approuver ce type d'action. Quant au gouvernement, il se montra incapable de prendre rapidement une quelconque décision.

Sous les ordres du commandant Pama, deux mille de nos combattants ont encerclé le lieu où se trouvait Jamal, et, en moins de trente-six heures, ses mille deux cents hommes ont été désarmés, sans effusion de sang. Mais dans le désordre de l'action, Jamal et six de ses proches ont réussi à s'échapper. Trois jours plus tard, l'endroit où ils se cachaient fut découvert par la population locale. Nous les avons alors arrêtés et mis en prison. C'est maintenant à la justice de faire son travail. Et Massoud d'ajouter : « Pour garantir la paix, nous devons respecter un Etat de droit, dépasser nos propres rancoeurs ; pourtant, je ne suis pas prêt d'oublier ce qui a été fait à mes frères ! » Certains commandants de Gulbuddin sont passés chez Massoud. Dans quelques semaines, une vaste série d'opérations doit être lancée.

Ce cinquième voyage en Afghanistan a été le plus calme. Durant un mois et demi de marche à travers les montagnes du Nord-Est, nous n'avons jamais été survolés par les avions. Dans le Panjshir, des réfugiés reviennent et commencent à reconstruire leurs maisons.

CHRISTOPHE DE PONFILLY

INDE : la campagne électorale

Le petit-fils du mahatma Gandhi à l'assaut du premier ministre

A quelques jours des élections générales, la presse indienne estime Rajiv Gandhi en perte de vitesse. A Amethi, dans l'Etat d'Uttar-Pradesh, un petit-fils du mahatma Gandhi, Rajmohan Gandhi, tente d'enlever son siège au premier ministre. Rien ne les rapproche, sinon l'homonymie.

AMETHI (Uttar-Pradesh)
de notre envoyé spécial

Amethi est une affaire de famille : l'épouse du premier ministre, Sonia Gandhi, accompagnée de sa fille, parcourt la circonscription, à la place de son mari qui, à bord d'un hélicoptère, fait campagne à l'échelon national. Vingt-quatre heures sur vingt-quatre, la ville est soumise des défilés d'une musique sinistre que crachent des haut-parleurs. Des Jeeps bariolées de drapeaux aux couleurs du Congrès-I au pouvoir et, en nombre beaucoup plus limité, du Janata Dal, le parti de Rajmohan Gandhi, chevauchées par des escouades de militants qui harrient dans les micros, patrouillent.

La lourde machine électorale du Congrès-I ne laisse rien au hasard : vidéo-cassettes, films, tracts, banderoles, calendriers, autocollants, brochures luxueuses sont là pour rappeler que, de 1980 à 1989, Amethi a été « couverte » par son député, Rajiv Gandhi. Le nombre d'écoles primaires est passé de 524 à 900, celui des villages électrifiés, de 330 à 1 254, les centres de santé, de 12 à 44, les petites industries, de 21 à 1 445, les villages où l'eau potable est disponible, de 28 à 1 254, etc.

Les paysans d'Amethi rétorquent que bien peu de gens du

cru sont employés dans ces « industries », qui exigent une main-d'œuvre qualifiée, et aussi que leur première préoccupation est la hausse des prix. Rajmohan demeure serein. Entre deux arrêts, dans des villages fignés de poussière, il explique : « C'est vrai que, au début, j'étais très hostile à l'idée de me présenter contre « lui ». Après tout, nos familles ont été très unies au cours de la lutte pour l'indépendance, mais je me suis dit que c'était mon devoir. »

Contre
la corruption

En 1985, le premier ministre l'a emporté avec -83,7 % des suffrages. Les gens se rassemblent, à petite vitesse, là où Rajmohan et sa courte caravane les prennent, en bordure d'un champ ou au milieu de la place d'un village. Précédé par une Estafette qui tente de ramener un auditoire, Rajmohan enjambe les galeries de bouse de vaches qui séchent au soleil, les tas de paille, et, mains jointes et tête inclinée, salue femmes et enfants.

Il répète qu'il se bat au nom d'une certaine idée de la morale en politique, au nom des idéaux du mahatma Gandhi, c'est-à-dire contre la corruption. A propos du scandale de Bofors, il reste mesuré : « Je ne sais pas si le premier ministre lui-même a bénéficié des pots-de-vin, mais je sais qu'il sait qu'il a obtenu cet argent et qu'il le cache au pays. » Originaire de Madras, « parachuté » donc, il veut mettre fin à cette « monarchie artificielle » qui s'est installée, selon lui, à Amethi et, ajoute-t-il, à la tête de l'Etat. Les petites vieilles et les petites filles regardent passer la longue silhouette de Rajmohan l'intellectuel et répètent avec un sourire épanoui : « C'est Gandhi... »

LAURENT ZECCHINI

3^{èmes} JOURNEES NATIONALES FINANCEMENT ET MANAGEMENT DES COLLECTIVITES LOCALES 5 et 6 Décembre 1989 - Maison de la Chimie - Paris

LA GAZETTE
DES COMMUNES DES DEPARTEMENTS DES REGIONES

CREDIT
LOCAL de
FRANCE
GROUPE
CAISSE DES DEPOSES ET CONGLOMERATS

La lettre des
ELUS LOCAUX
L'HEBDO DU MAIRE

Avec la participation de Michel CHARASSE
Ministre délégué au Budget

De l'analyse budgétaire à la coopération intercommunale, élus locaux
et experts financiers débattront sur les grands enjeux du développement local.

Pour tout renseignement :
EUROCONVENTION - 17, rue d'Uzès - 75002 PARIS - Tél. : (1) 40 41 05 50 - Fax. : (1) 40 26 55 87 - Télex : 608 876 F.

A l'Assemblée nationale, le garde des sceaux réserve les crédits de son ministère

M. Pierre Arpaillange veut donner une nouvelle chance à la justice

Alors que seul le PS s'était déclaré prêt à voter les crédits du ministère de la justice, tous les autres groupes parlementaires ayant annoncé qu'ils voteraient contre, M. Pierre Arpaillange a été contraint, le 15 novembre, de

demandar la réserve du budget de son ministère. C'est le neuvième budget en attente à l'Assemblée nationale.

Le garde des sceaux a estimé que son budget — 16,8 milliards de francs, en progression

de 1,1 milliard de francs, soit plus de 7 % de croissance — est pourtant un « bon budget », qui entraîne la création de 2 131 emplois. Mais le programme de construction de 13 000 nouvelles places de prison — le programme Cha-

london ayant été revu à la baisse — continue de peser très lourd sur une enveloppe que la plupart des parlementaires — même socialistes — jugent insuffisante.

Paire de son mieux, avec ce qu'on a : ce pourrait être la devise de M. Pierre Arpaillange, lorsqu'il définit les grandes lignes d'un budget dont on sait depuis longtemps qu'il est lourdement grevé par les décisions de son prédécesseur, M. Alain Chabaud, en matière de construction de nouvelles prisons (Le Monde du 8 novembre).

Conscient, l'an dernier, que son budget n'était guère alléchant, M. Arpaillange, cette fois, avait annoncé qu'il n'en était pas mécontent, et que c'était même un « bon budget ». Après avoir réduit (de 15 000 à 13 000 places, réparties sur 25 et non plus 29 établissements) le parc pénitentiaire que lui avait laissé M. Chabaud en héritage, après l'avoir réorienté en faisant la part plus belle en public que prévu, après avoir « décroché » une progression sensible par rapport à 89, M. Pierre Arpaillange a défendu son projet de budget de son mieux, essayant de convaincre qu'il parviendrait à organiser « une véritable politique du personnel », à rendre « efficace le service public de la justice », en développant la prévention et en limitant le recours

à l'incarcération, en déconcentrant son administration et en rénovant les équipements.

Mais ses arguments n'ont pas convaincu à commencer par M. Gilbert Bonnemaison (PS), rapporteur des budgets de l'administration pénitentiaire et de l'éducation surveillée. Médiateur l'année dernière du conflit des prisons, le député d'Épinay-sur-Seine avait même pris le soin, la veille de l'examen du budget, de tenir une conférence de presse très critique qui ne fut guère gommée par la chancellerie (Le Monde du 15 novembre). M. Bonnemaison a regretté une nouvelle fois le choix « maintenant définitif et irréversible » du « programme 13 000 », alors qu'« une partie des sommes engagées aurait pu et même dû être affectée à la modernisation du système pénitentiaire existant ».

mêmes causes produisant les mêmes effets ».

M. Bonnemaison a également critiqué le montant des crédits versés aux entreprises attributaires des marchés des nouvelles prisons : 27 millions de francs, auxquels s'ajoutent 25,7 millions de francs pour indemniser les marchés de fonctionnement. M. Bonnemaison persiste à croire qu'avec un taux de récidive tournant autour de 70 % la prison n'est pas une solution socialement rentable, et il continue de préconiser un *numerus clausus* pénitentiaire et la mise en place de « bracelets électroniques » pour les délinquants remis en liberté lorsque leur prison serait surpeuplée. Ce gadget n'a guère de partisans.

Leçons de vertu

Pour M. Philippe Auberger (RPR), rapporteur spécial du budget de la justice, ce domaine reste « déclassé », et le budget ne permet pas « d'améliorer le fonctionnement des services », la situation des greffes, en particulier, restant critique.

M. François Asensi (PC, Seine-Saint-Denis), rapporteur du budget de l'administration centrale et des services judiciaires, regrette que, contrairement aux déclarations du garde des sceaux, « la justice ne constitue toujours pas une priorité pour le gouvernement » et indique que « l'on chercherait en vain dans les chiffres les traces de l'humanité dont on se prévaut ».

Pour l'UDF, M. de Charette a été plus mordant encore : « Personne n'a oublié, a-t-il déclaré en s'adressant à M. Arpaillange, le temps où vous dispensiez des leçons de vertu. Vous n'avez pas de mots assez sévères pour vilipendier et condamner. Maintenant que vous êtes en charge du ministère, vous pourriez apporter les réponses aux questions que vous posez. Crise de confiance des justiciables, désarroi ou découragement des magistrats, une formation d'assurance plus l'entrée en fonction d'un personnel de qualité : les critiques de M. Pierre Mazaud, professeur avec insouciance, ont agacé le ministre de la justice qui lui a vivement répondu que « ceux qui font chez nous de la justice et de son fonctionnement une description

apocalyptique devraient raison garder ». Pour celui-ci, son budget « donne une nouvelle chance » qu'il faut saisir.

« Jamais le goût de notre peuple pour la dispute et la division ne s'est si bien exprimé depuis vingt ans qu'à propos de problèmes de justice. Il faut donc, sans cesse fixer le cap, fédérer les volontés et surmonter les obstacles que font surgir les partisans du statu quo. »

Les prisons et le reste

A côté des prisons, il faut aussi s'occuper du reste, estime le ministre de la justice, qu'il s'agisse de l'aide légale. « Elle pourrait être élargie et financée non seulement par l'Etat, mais aussi par les organisations professionnelles elles-mêmes » (sous une forme de « mutualisation »), de la formation (un plan sera arrêté en janvier prochain pour former trois mille cadres en trois ans, et la scolarité des magistrats est allongée de trois mois) ou des équipements (le garde des sceaux souhaite construire ou rénover une cité judiciaire par an).

M. Arpaillange note avec satisfaction qu'il pourra, cette année, créer trente emplois à l'éducation surveillée, seize postes d'éducateurs et cinquante emplois dans les greffes, inversant, pour la première fois depuis quelques années, la tendance à la baisse des effectifs. Bien conscient de ne pas satisfaire sur ce point les engagements de son prédécesseur, M. Arpaillange se réjouit pourtant de l'augmentation des primes des magistrats qui porte leur régime indemnitaire à 28 %.

Souvent irrité par l'ironie de certains députés, le RPR

MM. Mazaud, Jean-Louis

Debré et Henri Cuy notamment —

M. Pierre Arpaillange, malgré tous

ses efforts, a dû se résoudre à

demandar que le vote des crédits

de la justice soit réservé ; et il

n'était pas peu paradoxal de voir

critiquer avec virulence un budget

grevé des décisions prises par

l'ancienne majorité (le « plan

13 000 ») par ceux-là mêmes qui

avaient appuyé la démarche d'un

prédécesseur ministre de la justice

qui se voulait bâtisseur avant toute

chose, au risque de sacrifier le

reste.

AGATHE LOGEART

La discussion budgétaire

M. Bérégovoy confirme des mesures d'apaisement dans le conflit des impôts

Les députés ont adopté par petits morceaux, mercredi 15 novembre, le budget des charges communes, comptes spéciaux du Trésor et taxes parafiscales, Imprimerie nationale et monnaies et médailles, présentés par MM. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, et Michel

Chârasse, ministre du budget. M. Chârasse a dû demander la réserve de certains crédits des charges communes : ceux concernant la dette publique et les dépenses de garantie et ceux concernant les taxes parafiscales, en raison de l'opposition

conjointe des groupes RPR-UDF-UDC et PC. Ont été en revanche adoptés les crédits concernant les moyens des pouvoirs publics et ceux des services, les interventions publiques, les investissements exécutés par l'Etat et les subventions d'investissement accordées par l'Etat, ainsi que ceux des ser-

vices financiers (qui comprennent notamment les rémunérations des fonctionnaires des finances), grâce à l'abstention des centristes (seul le PS a voté pour). Les crédits de l'Imprimerie nationale et des monnaies et médailles ont été adoptés à l'unanimité.

« Ce budget, c'est le budget de la brocante », a déclaré en introduction à son propos M. Michel Chârasse. Brocante luxueuse qui comprend, entre autres, le charge de la dette publique, l'assurance-crédit (notamment pour les prêts accordés par le COFAC), les crédits d'investissement (RMI), budget des rapatriés, — les dotations en capital pour le secteur public, les comptes spéciaux du Trésor, les taxes parafiscales, les crédits des associations de consommateurs, les services financiers du ministère...

« Les rémunérations des fonctionnaires des finances »

Des incidents violents ont opposé les forces de l'ordre aux fonctionnaires des impôts, ainsi qu'à certains députés communistes et socialistes qui avaient tenté de s'interposer, lors de la manifestation du mercredi 15 novembre, devant le Palais-Bourbon, puis devant le siège du Parti socialiste, rue de Solferino. (Lire ci-dessous).

Intervenant dans la discussion budgétaire, M. Pierre Bérégovoy a déclaré : « Il y a des violences.

comme celles d'aujourd'hui notamment, qui sont inadmissibles. Elles altèrent gravement l'image des syndicats, y compris de ceux qui n'en sont nullement responsables, autant que celle du service public. Ces violences doivent être condamnées par tous ».

M. Bérégovoy s'est longuement attaché sur les causes du conflit des agents des finances, notamment la surqualification des agents par rapport aux tâches qu'ils exercent. Il a souligné que « la politisation du conflit des impôts avait eu un effet très négatif, en entraînant une surenchère maximaliste, rendant les négociations pratiquement impossibles ».

Répondant à la demande de

« gestes d'apaisement » en faveur des

grévistes, exprimée par M. Jean-

Marc Ayrault (PS, Loire-

Atlantique), rapporteur de la com-

mission des finances pour les services

financiers, M. Bérégovoy a confirmé

qu'il avait décidé une « réduction

significative des retenues pour faits

de grève » de 25 %, et l'exclusion des

samedis et dimanches dans le calcul

des retenues. De ce long conflit, le

ministre entend tirer trois enseigne-

ments : la réorientation de la politique de modernisation engagée depuis plusieurs années, en poursuivant l'effort, mieux décentralisé, d'information ; la réflexion nécessaire sur les missions du ministère et son organisation hiérarchique par une plus grande déconcentration des respon-

sabilités et par la formation des per-

sonnels d'encadrement aux méthodes

de gestion ; enfin, le développement

de la concertation et du dialogue

social dont le conflit a mis en lumière

« le mauvais fonctionnement ».

Le projet de budget pour les services financiers s'élève, pour 1990, à 38 milliards de francs en crédits de paiement (soit une hausse de 4,89 % par rapport à 1989). Les dépenses de personnel représentent 79,1 % des dépenses totales (contre 78,8 % en 89 et 79,3 % en 1988). Les crédits destinés à l'information progressent de 21 millions de francs (soit plus de 31 %) par rapport à 1989, mais les dépenses d'équipement sont en baisse (- 5,7 %). Les suppressions d'emplois s'établissent pour 1990 à 630 postes (1 106 en 1989) et touchent principalement la direction

générale des douanes et l'administration centrale. Mais, conformément aux négociations intervenues avec les organisations syndicales, 250 emplois ont été créés pour 1990, dont 100 à la direction générale des impôts pour gérer l'impôt de solidarité sur la fortune.

Les mesures d'apaisement en faveur des grévistes et la présentation des crédits destinés aux fonctionnaires des finances n'ont pas modifié l'hostilité résolue du groupe communiste, qui, par la voix de M. Hage, a dénoncé le « comportement de patrons de combat » qu'affectent selon lui les deux ministres en charge des finances et du budget. Au nom du groupe centriste, M. Bruno Durieux (Nord) a pour sa part salué les efforts entrepris par MM. Bérégovoy et Chârasse en faveur de la modernisation des services des finances et la poursuite de la politique de gestion rigoureuse des effectifs du ministère. Ces efforts ont conduit le groupe centriste à s'abstenir sur ce budget tandis que leurs collègues de l'opposition votaient contre.

« Dette publique »

Les dotations affectées à la dette publique s'élèvent à 125,7 milliards de francs, soit une augmentation de 16,8 % par rapport à 1989. La dette nette des administrations publiques se situe à 25 % du produit intérieur brut, soit, a précisé M. Chârasse, « à un niveau comparable à celui des principaux pays industriels ». Les intérêts de la dette, qui représentaient 10,2 % des dépenses budgétaires en 1989, s'élèveront à 11,3 % en 1990 (18 milliards de francs). Cette charge budgétaire s'explique pour moitié (9 milliards de francs) par la charge des obligations remboursables du Trésor (ORT) dont les émissions ont eu lieu de juin 1983 à juin 1986 et qui sont sur le point d'arriver à échéance. Cette charge de la dette rend donc « impérative la poursuite du mouvement de réduction progressive du déficit » a indiqué le ministre du budget.

« Assurance-crédit »

Les crédits destinés à couvrir les garanties affectées par le COFAC représenteront 8 milliards de francs en 1990 contre 6 milliards en 1989, en raison notamment de la multiplication des sinistres sur contrats conclus avec certains pays étrangers.

« Les crédits de « solidarité nationale » : rapatriés et RMI

Mesures en faveur des rapatriés : les dotations représentent 4,303 milliards de francs (en hausse de 844 millions par rapport à 1989, soit 24,4 %), destinées à assurer le financement des mesures d'indemnisation, d'amélioration des retraites, de primes en charge de l'endettement ainsi que des mesures en faveur des rapatriés d'origine nord-africaine.

Violence aux portes du PS

Plusieurs milliers d'agents (trois mille selon les organisateurs) de la direction générale des impôts et des douanes et du Trésor, rassemblés à l'appel du SNUI, de la CGT, de la CFDT et de FO, ont manifesté, mercredi 15 novembre, près du Palais-Bourbon. Selon le ministère de l'économie, des finances et du budget, quatre mille agents étaient en grève, mercredi, à la DGI, contre deux mille la veille.

Un manifestant a été légèrement blessé lors de heurts avec les forces de l'ordre, qui empêchaient les manifestants d'approcher trop près de l'Assemblée nationale. Six députés sont intervenus, notamment MM. Jean-Pierre Brand et Jean-Claude Gayscot (PS, Seine-Saint-Denis), et deux socialistes, dont M. Julien Dray (Essonne). Les incidents ont alors pris fin. La voiture du premier ministre avait été déviée vers une autre entrée, tandis que le ministre des relations avec le Parlement, M. Jean Poperen, était pris à partie par les manifestants.

Vers 16 heures, prenant la police au dépourvu, des manifestants se sont rendus au siège du Parti socialiste, situé à quelques centaines de mètres, rue de Solferino. Les forces de l'ordre, accourues sur les lieux, ont chargé les manifestants — quelques centaines, — rejoints par des responsables de la CGT, du SNUI et de la CFDT. Les agents des finances ont scandé : « Socialos, facho ! », alors que des militants socialistes se trouvaient aux fenêtres du

bâtiment. Repoussés aux extrémités de la rue, les manifestants sont restés rassemblés pendant une heure.

Le Parti socialiste a protesté contre « les violences physiques qui se sont produites au siège du PS ». Selon des témoins, des manifestants ont tenté d'enfoncer la porte du PS pour demander à rencontrer des responsables socialistes. La direction du PS a dénoncé l'attaque « très violente des éléments se réclamant de la CGT », qui, selon elle, ont blessé légèrement deux permanents du parti. M. Jean-Jack Queyranne, porte-parole du PS, a déploré « de tels comportements, qui ne peuvent que nuire à l'action syndicale ». « Dans notre pays, a-t-il dit, la liberté politique comme la liberté syndicale sont des valeurs de la démocratie. Elles impliquent le respect mutuel. Le service de presse du PS a précisé que les auteurs de cette intrusion n'avaient pas demandé à être reçus, « alors que les responsables du parti acceptent toujours de rencontrer une délégation de manifestants ».

Le service de presse a précisé que deux permanents qui tentaient de s'interposer sans violence, avaient été blessés superficiellement aux mains et aux jambes par des assaillants qui avaient enfoncé la porte avec des barrières métalliques, puis endommagé plusieurs voitures stationnant à proximité. Il a ajouté que la police était intervenue, alors, pour repousser les manifestants au bout de la rue de Solferino.

P. R.-D.

Les « Rendez-vous européens de l'économie sociale »

M. Mitterrand invite les entreprises à coopérer avec les pays de l'Est

Les premiers « Rendez-vous de l'économie sociale », qui ont commencé à Paris, mercredi 15 novembre, ont pour objet de préparer ce secteur à l'échéance de 1993.

Le colloque organisé à l'initiative de M. Tony Dreyfus, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, doit permettre d'amorcer la réflexion sur l'adaptation des conditions de fonctionnement des entreprises relevant de l'économie sociale et sur les garanties nécessaires à la préservation des principes qui la fondent.

En présence de M. Enrique Baron Crespo, président du Parlement européen, et de M. Cardoso E Cunha, chargé de ce secteur à la commission des Communautés européennes, M. François Mitterrand a participé à la séance d'ouverture.

Le président de la République a expliqué que l'économie sociale est née de « la volonté de femmes et d'hommes de prendre directement en main leurs affaires », et de « la réaction contre les excès d'un capitalisme industriel à la fin du dix-neuvième siècle, qui avait trop tendu à broyer les hommes pour en

faire des machines ». Estimant que l'idée de l'économie sociale n'est pas « dépassée », il a ajouté : « Nous avons peut-être plus besoin que jamais d'une économie sociale renouvelée, vivante, dynamique, capable de conjuguer performances économiques et solidarité sociale. » Ce système constitue même, a-t-il dit, « un des éléments distinctifs du tissu économique et social de l'Europe de demain, à l'Ouest comme à l'Est ».

Après avoir jugé que, malgré des difficultés conjoncturelles, les entreprises de ce secteur soutiennent la comparaison avec celles ayant d'autres activités, le chef de l'Etat a observé que : « Au moment où les systèmes économiques centralisés sont en train de s'effondrer [les responsables de l'économie sociale peuvent] contribuer à aider des peuples entiers à construire leur présent et leur avenir, entre le collectivisme inefficace et le libéralisme sauvage (...). Dans la transition qui commence à l'Est, une économie du troisième type, fondée sur l'apprentissage de la mutualité, sur la coopération, sur la vie associative, apportera une réponse humaine adaptée aux besoins (...). Je vous invite à nous

des jumelages et des coopérations d'égal à égal avec les partenaires de Pologne, de Hongrie, d'Union soviétique, d'Allemagne de l'Est... ».

En conclusion, M. Mitterrand a assuré que l'objectif de l'économie sociale n'est pas le profit, mais l'« institution » d'un nouveau type de société, « c'est-à-dire d'un nouveau type de relations entre les hommes ».

M. Dreyfus s'était référé auparavant à une définition de ce secteur de Charles Gide (1). « L'économie sociale se donne pour objet les rapports volontaires que les hommes forment entre eux en vue de s'assurer la vie plus facile, un lendemain plus certain et une justice plus bienveillante et plus haute que celle qui porte pour emblème les balances du marché ».

ANNE CHAUSSEBOURG

(1) Né à Uzès en 1847 et mort à Paris en 1932, Charles Gide était l'un des fondateurs de l'Ecole coopérative dite « Ecole de Nîmes », cet économiste français a écrit plusieurs ouvrages dont Principes d'économie politique, en 1924, La Coopération, en 1930 et, en collaboration avec Rist, une Histoire des doctrines économiques, publiée en 1909.

سكزا من الالصل

حکومت الاموال

POLITIQUE

An Sénat

L'interdiction de la publicité politique ramenée de six à deux mois avant la date du scrutin

Les sénateurs ont poursuivi, mercredi 15 novembre, l'examen des deux projets de loi relatifs au financement des partis politiques et des campagnes électorales. Parmi les modifications apportées au dispositif proposé par M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur, il a été décidé que l'interdiction de la publicité politique serait ramenée à deux mois avant la date du scrutin et que la composition du Sénat serait dorénavant prise en compte dans la répartition des aides budgétaires publiques aux partis politiques.

Lors de son audition devant la commission sénatoriale des lois, M. Joxe avait invité les sénateurs à « enrichir » ses textes. Sa proposition a été reprise au fond par le rapporteur des projets, M. Christian Bonnet (R.I., Morbihan). Sous sa férule, l'examen des articles s'est traduit mercredi par l'adoption d'une série de modifications annoncées en partie dans son discours de présentation. Dans la nuit de mardi à mercredi, les sénateurs ont porté de 20 000 F à 30 000 F le montant maximum d'un don consenti à un candidat par une personne physique. Mercredi après-midi, la discussion s'est poursuivie avec l'adoption, « par souci de confidentialité », d'une disposition évitant aux donateurs que le nom des candidats bénéficiaires de leurs dons soit porté sur les récépissés qui leur seront remis.

Les sénateurs ont également modifié le texte élaboré à l'Assemblée nationale sur la question de la durée de l'interdiction de l'affichage politique commercial. La période retenue de six mois avant l'élection a été jugée « excessive » par le rapporteur et « peu conforme à la liberté d'expression » par M. Xavier de Villepin (U.C. Français établis à l'étranger). Cette interdiction a été ramenée aux deux mois « précédant l'élection et jusqu'à la date du tour où elle est acquise ». Au même chapitre, le Sénat a adopté un amendement interdisant, « à compter du premier jour du sixième mois précédant le mois au cours duquel il doit être procédé à des élections générales dans une collectivité » locale, les campagnes de promotion

publicitaire des réalisations ou de la gestion de cette collectivité.

Le débat a ensuite porté sur l'absence de toute référence au Sénat dans le texte de l'Assemblée nationale s'agissant du mécanisme de répartition des aides budgétaires aux partis politiques. Dans le dispositif soumis aux sénateurs, le montant accordé par l'Etat était, de fait, divisé en deux fractions, l'une tenant compte des résultats des partis et groupements politiques aux élections législatives, l'autre étant spécifiquement destinée aux organisations représentées à l'Assemblée nationale. L'absence du Sénat avait suscité au cours de la discussion générale le courroux de M. Paul Masson (R.P., Loiret), qui avait alors fustigé « cette inégalité inconstitutionnelle » et une légèreté frisant « la grossièreté » à l'encontre de sénateurs ravalés au rang de « bêtards de la République ». Le ministre a assuré que le texte adopté par le Palais-Bourbon n'avait jamais voulu porter atteinte au rôle et à l'autorité du palais de Luxembourg. « Nous avons cherché une photographie exacte de l'opinion », a expliqué M. Joxe ;

nous avons choisi un mode de scrutin direct. Le ministre a d'ailleurs montré sa bonne foi en se montrant favorable à un amendement proposé par M. Bonnet qui a substitué le terme plus large de « parlementaires » à la référence restrictive à l'Assemblée nationale. A l'occasion de cette discussion, une passe d'armes, aussi brève que courtoise, a opposé M. Etienne Dailly (R.D.E., Seine-et-Marne) à M. Xavier de Villepin. M. Dailly a déploré la « floraison » de partis et de groupements qu'avait entraîné l'institution d'une aide publique en 1988 (16 au Sénat et 23 à l'Assemblée nationale). Il a vu dans ces multiplications une « opacité allant à l'encontre de l'esprit de la loi », qui pourrait être le sujet « des commentaires de la presse spécialisée ». Au nom de l'Union centriste, nommé en cause par M. Dailly, M. de Villepin a argué de la liberté de création des partis et des groupements politiques garantie par la Constitution. Il a été soutenu par M. Jean Delaneau (R.I., Indre-et-Loire), qui a parlé à propos de l'intervention de M. Dailly d'« ingérence » dans la vie du groupe incriminé.

Pour les communistes, la réforme de la Haute assemblée passe par celle du Parlement

Après leurs collègues centristes, socialistes et R.P., les sénateurs du groupe communiste ont fait connaître, le 15 novembre, leurs propositions pour moderniser les méthodes de travail de la Haute Assemblée. Pour M. Hélène Luc, (P.C., Val-de-Marne), président du groupe communiste, la modernisation des méthodes de travail du Sénat s'inscrit en fait dans une restauration de « la primauté du Parlement dans les institutions ». « Le Parlement, estime M. Luc, doit disposer du droit d'inscrire à l'ordre du jour des propositions de loi à la proportionnelle des groupes ». M. Luc propose même la suppression de l'alinéa 3 du fameux article 49 qui permet au gouvernement d'engager sa responsabilité sur un projet de loi.

S'élevant contre l'importance accrue des directives communautaires, depuis la ratification de l'Acte unique, le groupe communiste tient à ce que la loi ne soit pas « subordonnée à des décisions supranationales ». « Le Parlement français peut et doit décider librement (...) de se dégager d'un traité antérieur ou de s'opposer à la mise en œuvre de directives néfastes liées au grand marché européen ». La modernisation du mode de fonctionnement du Sénat, quand elle doit passer par une « démocratisation de l'élection sénatoriale », passe par « le mode de scrutin actuel (...) » et le « Parti communiste de (...) » et la « représentation ». L'essentiel des propositions pratiques émanant des sénateurs communistes concerne le vote du budget. M. Luc propose que « le Sénat dispose des moyens gouvernementaux en matière de prévisions économiques » et qu'il « soit possible aux sénateurs de faire réaliser des études et des variantes de politique économique de leur choix ». Le groupe communiste, soucieux d'une meilleure communication, propose que les débats importants en commission soient ouverts à la presse, télévisés en séance publique et qu'une deuxième séance de questions d'actualité au gouvernement soit créée.

Le conseil des ministres s'est réuni, mercredi matin 15 novembre, au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme des travaux, le communiqué a été rendu public :

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1989**

Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget, et le ministre délégué chargé du budget ont présenté au conseil des ministres un projet de loi de finances rectificative pour 1989.

I. — Les ouvertures de crédits, d'un montant de 31,1 milliards de francs, permettent de faire face aux dépenses suivantes :

- 5,8 milliards de francs servant à financer, pour la fonction publique, les augmentations accordées au titre de l'accord salarial et de la prime de croissance ;
- 700 millions de francs sont consacrés à l'aide publique au développement, permettant ainsi de por-

ter cette année les dépenses effectives d'aide publique au développement à 0,54 % du P.D.B. ; 400 millions de francs servant à financer la première tranche de dépenses liées au cyclone Hago ; 740 millions de francs sont destinés aux agriculteurs victimes de la sécheresse ; 260 millions de francs sont affectés aux moyens de lutte contre les incendies de forêt ;

- 5 milliards de francs sont consacrés à l'assurance-crédit et 5,4 milliards de francs à la charge de la dette ;
- enfin, le projet de loi de finances rectificative procède à divers ajustements de fin de gestion, soit notamment : 2,2 milliards de francs au titre des contributions de l'Etat à la S.N.C.F., 1,8 milliard de francs au titre de la dotation générale de décentralisation et 1,5 milliard de francs pour la défense nationale.

II. — Le déficit prévu par la loi de finances initiale est maintenu à 100,5 milliards de francs. Les ouvertures de crédits prévues par le projet de loi de finances rectificative sont financées par 27,9 milliards de recettes supplémentaires issues de l'activité économique et par des annulations de crédits d'un montant de 3,2 milliards de francs.

- **Conventions internationales**

Le ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères a présenté au conseil des ministres un projet de loi autorisant l'approbation d'un protocole additionnel de la charte sociale européenne adoptée en 1961 par le Conseil de l'Europe.

Il a également présenté un projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg portant rectification de la frontière franco-luxembourgeoise.

- **Participation des communes aux dépenses des collèges**

Le ministre de l'intérieur et le secrétaire d'Etat chargé des collectivités territoriales ont présenté au conseil des ministres un projet de loi relatif à la participation des communes aux dépenses des collèges.

Ce projet de loi est destiné à mettre fin, de façon échelonnée dans le temps, à la participation obligatoire des communes aux dépenses des collèges, qui, depuis 1983, relèvent de la responsabilité des départements. Le projet de loi prévoit :

- 1) une disparition progressive de la participation des communes dans un délai de cinq ans pour les dépenses de fonctionnement et de dix ans pour les dépenses d'investissement ;
- 2) la possibilité pour le conseil général de décider la suppression immédiate de la participation des communes aux dépenses des collèges ;
- 3) la simplification des règles de contribution des communes aux dépenses d'investissement : les communes pourront verser leur contribution, soit directement au département selon le système actuel, soit à la commune propriétaire pour les collèges existants à la date du trans-

formé à Strasbourg par les partis communistes italien et espagnol. Il boude toute action de la gauche européenne, il fait semblant d'ignorer la réhabilitation de la social-démocratie par Gorbatchev lui-même et il méconnaît l'essentiel de la nouvelle pensée gorbatchévienne.

Preuves à l'appui, on trouve des attaques dans le *Pravda*, dans les revues communistes et *Temps nouveaux* et dans d'autres journaux de l'Est, entre 1977 et 1984, à l'encontre des dirigeants communistes italiens et espagnols et on n'en trouve guère contre les dirigeants du P.C.F. (1). Et pourquoi y en aurait-il ? Ce n'est pas en usant l'héritage de Berlinguer et en citant Gorbatchev que Georges Marchais pourra sauver le P.C.F. du naufrage, de la marginalisation et de l'implosion. Triste fin pour le parti du Front populaire et de la Résistance. A moins que, comme à Berlin et à Sofia hier, à Prague et à Bucarest demain, Georges Marchais cède sa place à un vrai réformateur.

(1) Voir notamment *Temps nouveaux*, juin 1977, contre Carrillo ; *Temps nouveaux*, février 1978, contre Ascarate ; *Temps nouveaux*, 1982 contre Carrillo ; *Le Progrès*, 24 janvier et 13 février 1982 et *Communistes*, 2 janvier et 4 février 1982, contre Berlinguer. Ce n'est que dans un article publié par *Kommunist*, n° 18, 1978, qu'on trouve une critique concernant le P.C.F., mais limitée à ses seuls cinq ans de l'U.R.S.S. et nous.

► Lily Marcou est chercheur à la Fondation nationale des sciences politiques.

POINT DE VUE

Le ridicule ne tue pas Georges Marchais

par Lily Marcou

NOUS sommes tous habitués depuis de longues années aux déclarations fulgurantes, irréelles, fracassantes et imprévisibles de Georges Marchais. Mais ces affirmations à son dernier « Club de la presse » nous laissent ébahis. Qu'il feigne de se réjouir de l'évolution à l'Est, qu'il appelle à la rescousse Gorbatchev, sur lequel il s'appuie pour retrouver une crédibilité, on peut, à la rigueur, le comprendre. Manipulations de citations et volte-face sont le propre de la politique politicienne, et le P.C.F. n'est pas seul à en user.

Mais ses interprétations sur les événements à l'Est sont loufoques et le sens qu'il donne à certaines déclarations de Gorbatchev relève de l'usurpation pure et simple. En ce qui concerne la réalité à l'Est, Georges Marchais persiste et signe : il y a bel et bien un « bilan globalement positif ». Les structures des sociétés socialistes de type léniniste « s'écroulent l'une après l'autre » par en haut grâce à l'impulsion d'un homme politique de grand courage et de talent, Mikhaïl Gorbatchev, et par en bas grâce aux masses populaires assoiffées de liberté et fatiguées des économies de pénurie.

Mais, escamotant cette réalité, Georges Marchais en est encore à l'heure des acquis. Lesquels ? Alphabétisation, diffusion à grande échelle de la culture, de la santé, de l'éducation. Si ces données avaient une certaine réalité dans les années 20, voire 30 (et encore, à quel prix !), il faut aller voir sur place aujourd'hui l'état des hôpi-

taux et des écoles, des crèches et des dispensaires, des bibliothèques et des librairies pour avoir une idée claire de la qualité de ces acquis.

Malgré ces faits concrets et les événements politiques qui se déroulent sous nos yeux d'une manière spectaculaire, qui mettent à nu ces acquis et ces valeurs, Georges Marchais continue de chanter la douce berceuse d'un socialisme supérieur, et de loin, au capitalisme, qui, lui, est en crise de système, tandis qu'à l'Est il s'agit d'une crise de développement.

Peut-on occulter à ce point la réalité sans craindre le ridicule ? A écouter Georges Marchais, il semble que oui. Après avoir cautionné les pires excès du brejnévisme vieillissant, après avoir attendu 1977 pour reconnaître avoir eu connaissance de l'existence du rapport secret de Khrouchtchev et 1982 pour le publier, les dirigeants du P.C.F. se présentent aujourd'hui en précurseurs : précurseurs de la critique des sociétés socialistes, précurseurs de la perestroïka et des changements à l'Est.

Appropriation du combat des autres

Outre qu'ils sont en pleine contradiction avec eux-mêmes en affirmant cela et qu'ils restent sourds aux critiques qui relèvent de cette problématique — critiques qui viennent de l'intérieur même du Parti communiste (les reconstituteurs groupés autour de Marcel Rigout et, dernièrement, des dirigeants comme Charles Fiter-

mann et Anicet Le Pors), — ils s'approprient en plus, le combat des autres : un euphémisme pour expliquer ce qui se passe à l'Est. Il s'agit, en fait, de l'effondrement d'un système de société en pleine faillite. D'où l'appel à l'aide économique des pays capitalistes, d'où les rejets nets des candidats officiels des partis communistes chaque fois qu'il y a des élections libres : en URSS en mai dernier, lors des élections pour le Congrès des députés du peuple en Hongrie ; chaque fois qu'il y a des élections locales en Pologne, où le Parti communiste a perdu le pouvoir suprême.

Lucide, l'aila réformatrice de ces partis pousse à des transformations radicales : changement de structures, d'idéologie, de programme. Faut-il rappeler à Georges Marchais le B.A.-BA du léninisme pour qu'il saisisse qu'on lui tourne le dos en URSS et ailleurs ? Ne veulent rien savoir de tout cela, il revendique, pour lui et son parti, l'hommage que rend Gorbatchev aux partis communistes des pays capitalistes qui avaient, en leur temps, critiqué le brejnévisme et tenté de réformer réellement le communisme occidental.

Ne renient rien de sa politique passée, Georges Marchais fait sienne maintenant la politique du Parti communiste italien. Or, encore de nos jours, le P.C.I. est absent de toute manifestation organisée par les partis occidentaux. Il ne fait pas partie du groupe

formé à Strasbourg par les partis communistes italien et espagnol. Il boude toute action de la gauche européenne, il fait semblant d'ignorer la réhabilitation de la social-démocratie par Gorbatchev lui-même et il méconnaît l'essentiel de la nouvelle pensée gorbatchévienne.

Preuves à l'appui, on trouve des attaques dans le *Pravda*, dans les revues communistes et *Temps nouveaux* et dans d'autres journaux de l'Est, entre 1977 et 1984, à l'encontre des dirigeants communistes italiens et espagnols et on n'en trouve guère contre les dirigeants du P.C.F. (1). Et pourquoi y en aurait-il ? Ce n'est pas en usant l'héritage de Berlinguer et en citant Gorbatchev que Georges Marchais pourra sauver le P.C.F. du naufrage, de la marginalisation et de l'implosion. Triste fin pour le parti du Front populaire et de la Résistance. A moins que, comme à Berlin et à Sofia hier, à Prague et à Bucarest demain, Georges Marchais cède sa place à un vrai réformateur.

(1) Voir notamment *Temps nouveaux*, juin 1977, contre Carrillo ; *Temps nouveaux*, février 1978, contre Ascarate ; *Temps nouveaux*, 1982 contre Carrillo ; *Le Progrès*, 24 janvier et 13 février 1982 et *Communistes*, 2 janvier et 4 février 1982, contre Berlinguer. Ce n'est que dans un article publié par *Kommunist*, n° 18, 1978, qu'on trouve une critique concernant le P.C.F., mais limitée à ses seuls cinq ans de l'U.R.S.S. et nous.

► Lily Marcou est chercheur à la Fondation nationale des sciences politiques.

Le congrès de l'Association des maires de France

M. Giraud (RPR) réélu malgré l'entrée en lice de M. Vigouroux

Pour la troisième fois consécutive, M. Michel Giraud a été élu, mercredi 15 novembre, président de l'Association des maires de France (1). Par rapport aux deux précédents scrutins organisés en 1983 (date à laquelle il succédait à M. Alain Poirer) et en 1986, le maire RPR du Perreux et député du Val-de-Marne enregistre un recul traduisant l'érosion subie par l'opposition lors des municipales de mars dernier. Il s'explique aussi par la présence de trois adversaires au lieu de deux précédemment, traditionnellement un communiste et un socialiste.

Bien qu'à la tête d'une grande ville — ce qui n'est pas la meilleure carte de visite possible dans une assemblée largement dominée par les élus ruraux — M. Robert Vigouroux, maire de Marseille, a froissé les 11 % des voix. Tout nouveau sénateur des Bouches-du-Rhône, il avait décidé de se lancer dans cette compétition non pas tant avec l'espoir de gagner mais dans le dessein de dénoncer « l'hyperpolitisation » de l'AMF. Présentant sa démarche comme « un coup de pied dans la fourmilière », M. Vigouroux entendait défendre « un autre esprit, une autre conception de l'AMF » que celle du « petit copinage politique ».

Observant que M. Giraud compte parmi les dirigeants d'un grand parti de droite, M. Vigouroux se demandait, le matin même du scrutin, pourquoi le président de l'AMF ne créait pas une association de maires de droite. En rupture avec le PS depuis la campagne municipale marseillaise, il s'est défendu de mener une opération contre M. Pierre Mauroy — avec lequel il s'était entretenu la veille au soir chez M. Laurent Fabius. Membre de la Fédération nationale des élus socialistes et républicains que préside le premier secrétaire du PS, le maire de Marseille s'oppose, toutefois, à la réforme des statuts de l'AMF souhaitée par les socialistes. L'organisation en collèges selon l'importance des communes proposée par le PS conduirait, estime le maire de Marseille, à faire perdre à l'AMF « la représentativité de l'ensemble des maires ».

Après sa réflexion, M. Giraud a affirmé que l'attachement à l'association qu'il préside est suffisant pour que, malgré les conceptions politiques, chacun recherche ce qui réunit et se batte « chaque fois que c'est possible sur un front commun ». De son côté, M. René Régnaud, maire de Saint-Sauveur-sur-Rance, et sénateur socialiste

des Côtes-du-Nord, candidat officiel du PS, observait que M. Giraud n'avait qu'à peine dépassé la barre des 50 % des inscrits. Cela montre, selon lui, qu'une majorité des maires sont favorables à une réforme statutaire de l'AMF.

A défaut d'un succès pour le PS, la majorité présidentielle réalise une bonne performance puisque l'addition des voix de M. Régnaud et de celles de M. Vigouroux représente près de 38 % des suffrages exprimés.

ANNE CHAUSSEBOURG

(1) Les résultats du scrutin ont été les suivants : inscr., 18 152 ; vot., 16 615 ; abst., 8 46 % ; suff. expr., 15 258. M.M. Michel Giraud (RPR), maire du Perreux (Val-de-Marne), dép., 9 082 voix (59,52 %), RÉÉLU ; René Régnaud (PS), maire de Saint-Sauveur-sur-Rance (Côtes-du-Nord), dép., 4 107 (26,91 %) ; Robert Vigouroux (maï. p.), maire de Marseille, sén., 1 652 (10,82 %) ; Maxime Cuzunant (PCF), maire de Saint-Germain-du-Puy (Cher), 417 (2,75 %).

En octobre 1986, M. Giraud avait été réélu par 8 199 voix (soit 67,33 %) contre 3 463 (soit 28,44 %) à M. Francis Sérusclat (PS), maire de Saint-Florent et sénateur du Rhône, et 514 (soit 4,22 %) à M. Dominique Frelant (PCF), maire de Colombes (Hauts-de-Seine) et ancien député, sur 14 254 inscrits, 12 850 votants et 12 176 suffrages exprimés.

Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, mercredi matin 15 novembre, au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme des travaux, le communiqué a été rendu public :

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1989**

Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget, et le ministre délégué chargé du budget ont présenté au conseil des ministres un projet de loi de finances rectificative pour 1989.

I. — Les ouvertures de crédits, d'un montant de 31,1 milliards de francs, permettent de faire face aux dépenses suivantes :

- 5,8 milliards de francs servant à financer, pour la fonction publique, les augmentations accordées au titre de l'accord salarial et de la prime de croissance ;
- 700 millions de francs sont consacrés à l'aide publique au développement, permettant ainsi de por-

ter cette année les dépenses effectives d'aide publique au développement à 0,54 % du P.D.B. ; 400 millions de francs servant à financer la première tranche de dépenses liées au cyclone Hago ; 740 millions de francs sont destinés aux agriculteurs victimes de la sécheresse ; 260 millions de francs sont affectés aux moyens de lutte contre les incendies de forêt ;

- 5 milliards de francs sont consacrés à l'assurance-crédit et 5,4 milliards de francs à la charge de la dette ;
- enfin, le projet de loi de finances rectificative procède à divers ajustements de fin de gestion, soit notamment : 2,2 milliards de francs au titre des contributions de l'Etat à la S.N.C.F., 1,8 milliard de francs au titre de la dotation générale de décentralisation et 1,5 milliard de francs pour la défense nationale.

II. — Le déficit prévu par la loi de finances initiale est maintenu à 100,5 milliards de francs. Les ouvertures de crédits prévues par le projet de loi de finances rectificative sont financées par 27,9 milliards de recettes supplémentaires issues de l'activité économique et par des annulations de crédits d'un montant de 3,2 milliards de francs.

- **Conventions internationales**

Le ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères a présenté au conseil des ministres un projet de loi autorisant l'approbation d'un protocole additionnel de la charte sociale européenne adoptée en 1961 par le Conseil de l'Europe.

Il a également présenté un projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg portant rectification de la frontière franco-luxembourgeoise.

- **Participation des communes aux dépenses des collèges**

Le ministre de l'intérieur et le secrétaire d'Etat chargé des collectivités territoriales ont présenté au conseil des ministres un projet de loi relatif à la participation des communes aux dépenses des collèges.

Ce projet de loi est destiné à mettre fin, de façon échelonnée dans le temps, à la participation obligatoire des communes aux dépenses des collèges, qui, depuis 1983, relèvent de la responsabilité des départements. Le projet de loi prévoit :

- 1) une disparition progressive de la participation des communes dans un délai de cinq ans pour les dépenses de fonctionnement et de dix ans pour les dépenses d'investissement ;
- 2) la possibilité pour le conseil général de décider la suppression immédiate de la participation des communes aux dépenses des collèges ;
- 3) la simplification des règles de contribution des communes aux dépenses d'investissement : les communes pourront verser leur contribution, soit directement au département selon le système actuel, soit à la commune propriétaire pour les collèges existants à la date du trans-

fort des compétences ou à la commune d'implantation pour les collèges créés après cette date.

- **Police des chemins de fer**

Le ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer a présenté au conseil des ministres un projet de loi modifiant la loi du 15 juillet 1945 sur la police des chemins de fer.

La pratique de plus en plus répandue des ventes irrégulières de marchandises à la sauvette, est source de désordres et d'insécurité, notamment dans le métro parisien. C'est pourquoi le projet de loi habilite des agents de la S.N.C.F. et de la RATP, agréés et assermentés, à saisir ces marchandises.

- **Le service public de l'emploi**

(lire page 38)

(Le Monde du mercredi 15 novembre.)

Mesures d'ordre individuel

Le conseil des ministres a adopté les mesures individuelles suivantes :

- Sur proposition du ministre de l'intérieur, M. Georges Laferrère, secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, est nommé préfet de la Haute-Marne.

[Administrateur civil hors classe, M. Georges Laferrère, né le 19 octobre 1938, à Saint-Maurice (Val-de-Marne), est diplômé d'études supérieures de droit public et de l'Institut d'études politiques de Paris.]

Administrateur de la Ville de Paris en 1966, il est nommé sous-préfet, directeur du cabinet du préfet du Doubs, préfet de la région Franche-Comté en 1970. Il devient successivement sous-préfet de Jonzac (Charente-Maritime) en 1972, puis de Corte (Haute-Corse) en 1974.

Chargé de mission auprès du préfet de la Seine-Maritime, préfet de la région de Haute-Normandie en 1975, il est nommé secrétaire général de la Manche en 1980. Directeur du cabinet du commissaire de la République de la région Aquitaine et du département de la Gironde en 1982, il est nommé commissaire adjoint de la République de l'arrondissement de Brét (1984), puis secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle en 1987.]

- Sur proposition du ministre de la culture, de la communication, des grands travaux et du Bient-être et du secrétaire d'Etat chargé des grands travaux, M. Pierre Viot, conseiller maître à la Cour des comptes, est renouvelé en qualité de président de conseil d'administration de l'Opéra de la Bastille.

- Sur proposition du ministre de l'agriculture et de la forêt, M. Marc Villard est nommé directeur de l'Office national interprofessionnel des plantes à parfum, aromatiques et médicinales.

EUROPE 93

Les parlementaires français à l'épreuve des normes communautaires

« Les Parlements sont petit à petit relégués au rang de simples chambres de ratification des normes européennes. » L'homme qui fait cette amère constatation, du haut de la tribune du Sénat, M. Alain Poher, est pourtant connu pour sa modération comme pour la sincérité de ses sentiments européens. Les parlementaires les plus attachés à la construction de l'Europe commencent à s'apercevoir que celle-ci s'accompagne d'une réduction sensible de leurs pouvoirs et que ce phénomène s'accroît depuis la mise en œuvre de l'Acte unique, sans que d'autres que les élus nationaux soient en mesure de contrôler l'exécutif. Aussi, un sénateur français, tout aussi européen, tout aussi serein que son président, M. Jacques Gonton, en arrive à craindre une « révolte » des Parlements des douze pays de la communauté européenne.

Cette situation n'est, en effet, pas propre à la France. Seulement, elle prend ici une tournure plus grave qu'ailleurs parce que la tradition veut que le gouvernement soit entièrement maître de conduire à sa guise toutes les négociations internationales, et parce que les droits et les prérogatives des députés et des sénateurs français ont déjà été réduits par la Constitution de la V^e République et surtout par l'application qui en est faite.

Pour tenter de trouver des solutions à ce mal endémique, se tient, jeudi 16 et vendredi 17 novembre à Paris, dans les locaux de l'Assemblée nationale, une réunion des délégations des organes spécialisés dans les affaires européennes que la plupart des chambres des Parlements des Douze ont créées. L'organisation de cette conférence inter-parlementaire, la première du genre, avait été décidée le 20 mai dernier à Madrid, lors de la conférence des présidents des Parlements des pays de la CEE, sur une suggestion de M. Laurent Fabius reprenant une idée de M. Charles-Ferdinand Nothomb, président de la Chambre des représentants de Belgique.

« J'enlève le bas. Vous ne restez pas le haut. Que veut-il me restez ? » Députés et sénateurs français pourraient facilement caricaturer cette campagne publicitaire. Le « bas » : ils s'en sont dépourvus, sans état d'âme, par la décentralisation ; étant pour la plupart d'entre eux responsables de collectivités locales, ils retrouvaient en province plus de pouvoirs qu'ils n'en avaient abandonnés à Paris, puisqu'au passage les administrations étatiques avaient dû, elles aussi, se priver d'une partie de leurs prérogatives. Quand ils ont commencé à faire glisser le « haut », ils n'ont pas réalisé à quel point ils allaient être dévêtus.

Une importante production de normes

Le traité de Rome impliquait à l'évidence un transfert de souveraineté des États vers les instances communautaires, et donc une diminution du pouvoir des organes législatifs nationaux. Mais alors ce fut sans douleur, les communautés n'intervenant, au début de leur existence, que dans des domaines limités. Comme le souligne M. Laurent Fabius dans son rapport à Madrid, la déposition s'est faite « progressivement » parce que, abandonnant de fait le principe de « subsidiarité », Bruxelles s'est mêlé de sujets de plus en plus divers et que la Cour de justice des Communautés a sacrifié la norme européenne.

L'Acte unique n'a fait que renforcer cette évolution en élargissant le champ d'action de la Communauté à un point tel qu'il pourrait n'être limité que par sa seule volonté. Pour harmoniser les règles d'un marché unique, il faut une importante production de normes européennes. Or M. Fabius constate encore que le pouvoir législatif est entre les mains du conseil des ministres européens et de la Commission européenne sans contrôles suffisants des représentants de la souveraineté populaire

européenne, ou des souverainetés nationales. Le Parlement européen ne peut pas, institutionnellement, jouer le rôle de tout Parlement dans les démocraties libérales, de « fabricant de la loi ». Dispose-t-il même de la légitimité pour le faire ? Nombreux sont les responsables politiques français qui constatent maintenant que l'élection à la proportionnelle sur une liste nationale prive des députés européens d'une emprise locale indispensable à l'acquisition d'une réelle légitimité.

Faute d'autorité sur les grands sujets, l'Assemblée de Strasbourg a tendance à se préoccuper de problèmes secondaires. Elle renforce, ainsi, la propension de la Commission à se retirer de tout. Un homme comme M. Alain Lamassoure, qui passe pourtant parmi les élus français pour un des plus fervents partisans de la construction européenne, s'écrit : « Je ne veux plus revoir une directive sur la chasse ». Et M. Charles Josselin, le spécialiste des questions européennes chez les députés socialistes, réclame « une loi d'attente au niveau européen », car la création d'un marché unique « est l'excuse à tous les abus centralisateurs ».

Théoriquement la mise en place de ce marché unique doit pour l'essentiel passer par des « directives » européennes, à charge pour chaque État membre d'adapter en conséquence sa législation. Mais M. Fabius, comme d'autres, constate que la précision de ces « directives » contraint les Parlements nationaux à une sorte de ratification pure et simple. Quand on sait que, selon une étude de M. Lamassoure, près de la moitié des projets de loi français sont dorénavant « sous influence européenne », la perte de pouvoir législatif des élus du peuple, élément essentiel d'une démocratie, est facile à mesurer.

Le poids de la tradition

Les remèdes à ce mal, maintenant communément admis, sont délicats à mettre au point. Comme le dit M. Fabius, il est impossible, pour un Parlement national, de sembler s'attaquer à la construction européenne en refusant la traduction législative d'une norme décidée à Bruxelles. M. Bernard Bosson, député centriste, qui cherche les moyens d'associer les Parlements nationaux à la vie communautaire, n'oublie pas qu'il a été ministre des affaires européennes. Pas question pour lui, donc, de donner aux douze Parlements un droit de veto. Il souhaite, en revanche, qu'ils soient associés aux négociations préparatoires aux décisions prises à Bruxelles.

La tradition française ne rend pas cet objectif facile à atteindre. De tout temps, l'exécutif a disposé d'un droit souverain de conduire les négociations internationales ; le Parlement n'ayant que le droit de ratifier. Profitant de cet usage, comme le fait remarquer M. Jacques Gonton, aujourd'hui sénateur centriste, mais qui, en tant que collaborateur de M. Maurice Faure, fut associé à la mise en route des institutions européennes, l'administration parisienne a acquis de fait le pouvoir de faire la loi sans contrôle d'élus, puisque aujourd'hui la mise en place d'un marché unique permet à la Commission d'intervenir dans tous les domaines. Pour mettre à mal cette habitude, il serait temps, comme le dit M. Bosson, d'admettre que la construction européenne ne relève plus des affaires étrangères. Mais il n'y a pas que le Quai d'Orsay à avoir du mal à se défaire de cette tradition.

Une institution parlementaire devrait favoriser l'association des députés et des sénateurs à la vie européenne. En France elle a pour nom « délégation pour les Communautés européennes ». Voulu par des gaullistes opposés à l'union européenne au moment de la première élection de l'Assemblée de Strasbourg au suffrage universel, en 1979, elle avait, pour fonction, dans l'esprit de ses pères, d'empêcher tout empiètement de la supranationalité. Bien vite, au contraire, tant à l'Assemblée nationale qu'au Sénat, elle est devenue une espèce de « lobby » européen.

Avec difficulté, car les gouvernements successifs n'ont rien fait pour lui fournir les informations nécessaires à son travail. Les mini-

tres refusèrent longtemps de venir s'expliquer devant elle. Il a fallu attendre 1984 pour que le ministre des affaires européennes accepte de venir, une fois par an, devant les deux délégations réunies en commun ; M. Henri Nallet fut le premier des ministres techniques à être auditionné par celle de l'Assemblée nationale en février dernier. Et M. Pierre Joxe ne trouve toujours pas le temps de s'y présenter, alors que les « accords de Schengen » concernent la liberté de circulation, droit essentiel de la personne. Là encore, dans un domaine qui, par excellence, est le sien, le Parlement sera mis devant le fait accompli.

Le Sénat contre l'Assemblée

Les délégations ont dû se contenter de multiplier les rapports, en général de qualité mais à diffusion fort restreinte, en espérant que les commissions permanentes voudront bien s'en inspirer. Le plus

souvent en vain, même quand M^{me} Catherine Lalumière, député socialiste, fit œuvre de pionnière en étudiant la compatibilité du dernier projet de loi sur l'audiovisuel avec la directive que préparait Bruxelles sur le même sujet. Une étude jugée pourtant à ce point indispensable que, à l'initiative de MM. Louis Mermaz et Pierre Méhaignerie, respectivement présidents des groupes socialistes et centristes, l'Assemblée nationale vient de modifier son règlement pour prévoir que les rapports sur les projets ou propositions de lois « sur des domaines couverts par l'activité des Communautés européennes comportent en annexe des éléments d'information sur le droit européen applicable et la législation en vigueur dans les principaux pays de la communauté ».

Aller plus loin est tout autant indispensable. Les présidents des deux délégations, M. Gonton, au Sénat et M. Josselin, à l'Assemblée, ont donc souhaité accroître

les pouvoirs de celles-ci. A l'unanimité, moins les communistes, les députés furent d'accord, allant jusqu'à leur confier de véritables possibilités de contrôle du gouvernement et un quasi-droit d'intervention dans la procédure parlementaire. La majorité du Sénat poussa pourtant de hauts cris : ses commissions ne voulaient pas voir échapper un domaine — l'Europe — qui promet d'être de plus en plus important.

La droite de l'Assemblée eut beau critiquer l'attitude de ses amis au Sénat, rien n'y fit. Le rapporteur, M. Lamassoure, dut, à son corps défendant, mettre de l'eau dans son vin. Malgré cela, le texte est toujours en navette, au point que la commission des affaires étrangères du Palais-Bourbon a demandé au gouvernement de ré-

nir une commission mixte paritaire, ce qui n'était pas jusqu'alors dans ses intentions. Les députés français vont certainement profiter de cette rencontre avec leurs homologues étrangers, en général mieux armés qu'eux, pour trouver des armes capables de vaincre quelques réticences. M. Laurent Fabius, qui est inquiet de la diminution du rôle du Parlement, y tient.

L'accélération de la construction européenne, que chacun dit souhaiter, ne peut se réaliser que si ceux qui représentent l'opinion publique, les parlementaires dans une démocratie, y sont associés. Les Parlements nationaux peuvent-ils continuer à être non seulement les oubliés, mais les perdants de cette grande œuvre ?

THIERRY BRÉHIER

Lire aussi

Le programme d'action de la Commission de Bruxelles pour la mise en œuvre de la charte des droits sociaux page 39

SUPER OU ORDINAIRE ?



N° VERT 05.09.19.19
APPEL GRATUIT

Qui d'autre que Matra peut vous offrir un choix aussi grand ? Téléphones de voiture, portables, portatifs, une solution pour chacun. Et en plus, vous avez le choix entre les deux grands réseaux existants : Radiocom 2000 et Ligne SFR.

Qui d'autre que Matra met à votre service 100 installateurs spécialistes de la pose et 35 centres de service, après-vente assurant votre maintenance dans toute la France ?

Matra ne se contente pas de vous vendre un téléphone de voiture, il en assure aussi le suivi.

Qui d'autre que Matra possède plus de 5 ans d'expérience en radiotéléphonie en France ? Précurseur dans les technologies de pointe, Matra est aujourd'hui leader en matière de téléphone de voiture.

D'autres que Matra vous proposeront des téléphones de voiture. N'oubliez pas que c'est avant tout un instrument de travail. Qualité, fiabilité et sécurité lui sont indispensables.

Alors, Ordinaire ou Super ? La question ne se pose plus. Contactez un spécialiste Matra.

TELEPHONES DE VOITURE

MATRA COMMUNICATION

Vivrez Contact

80% à découper et à retourner à MATRA COMMUNICATION
4 Avenue A. Einstein 78000 THIAIS

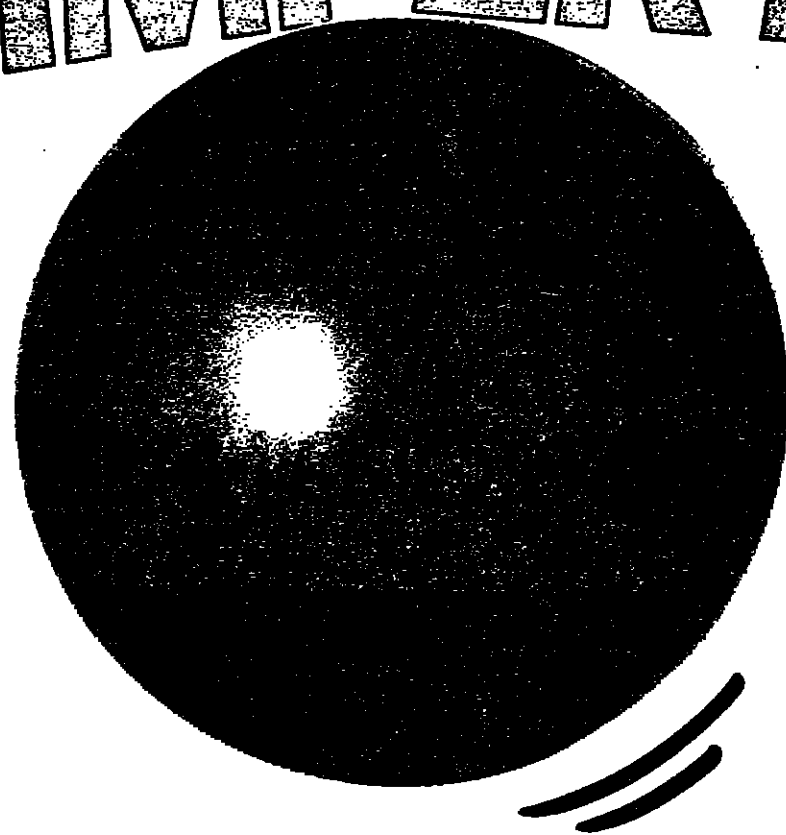
Non _____ Soumis _____ Adressé _____

هكذا من الاجل

هكذا من الاعمال

12 Le Monde • Vendredi 17 novembre 1989 • 111

PLUS
HAUT
L'IMPERTINENCE!



**“UNE HEURE
D'AUBERTINAGES,
C'EST A LA LIMITE
DU SUPPORTABLE!”**

PHILIPPE AUBERT

18h-19h

AUBERTINAGES



France Inter

PLUS HAUT LA RADIO

Abstract

Pour
seule me

[illegible][illegible]

10-11-68
 12-11-68
 13-11-68
 14-11-68
 15-11-68
 16-11-68
 17-11-68
 18-11-68
 19-11-68
 20-11-68
 21-11-68
 22-11-68
 23-11-68
 24-11-68
 25-11-68
 26-11-68
 27-11-68
 28-11-68
 29-11-68
 30-11-68
 1-12-68
 2-12-68
 3-12-68
 4-12-68
 5-12-68
 6-12-68
 7-12-68
 8-12-68
 9-12-68
 10-12-68
 11-12-68
 12-12-68
 13-12-68
 14-12-68
 15-12-68
 16-12-68
 17-12-68
 18-12-68
 19-12-68
 20-12-68
 21-12-68
 22-12-68
 23-12-68
 24-12-68
 25-12-68
 26-12-68
 27-12-68
 28-12-68
 29-12-68
 30-12-68
 31-12-68
 1-1-69
 2-1-69
 3-1-69
 4-1-69
 5-1-69
 6-1-69
 7-1-69
 8-1-69
 9-1-69
 10-1-69
 11-1-69
 12-1-69
 13-1-69
 14-1-69
 15-1-69
 16-1-69
 17-1-69
 18-1-69
 19-1-69
 20-1-69
 21-1-69
 22-1-69
 23-1-69
 24-1-69
 25-1-69
 26-1-69
 27-1-69
 28-1-69
 29-1-69
 30-1-69
 31-1-69
 1-2-69
 2-2-69
 3-2-69
 4-2-69
 5-2-69
 6-2-69
 7-2-69
 8-2-69
 9-2-69
 10-2-69
 11-2-69
 12-2-69
 13-2-69
 14-2-69
 15-2-69
 16-2-69
 17-2-69
 18-2-69
 19-2-69
 20-2-69
 21-2-69
 22-2-69
 23-2-69
 24-2-69
 25-2-69
 26-2-69
 27-2-69
 28-2-69
 29-2-69
 30-2-69
 31-2-69
 1-3-69
 2-3-69
 3-3-69
 4-3-69
 5-3-69
 6-3-69
 7-3-69
 8-3-69
 9-3-69
 10-3-69
 11-3-69
 12-3-69
 13-3-69
 14-3-69
 15-3-69
 16-3-69
 17-3-69
 18-3-69
 19-3-69
 20-3-69
 21-3-69
 22-3-69
 23-3-69
 24-3-69
 25-3-69
 26-3-69
 27-3-69
 28-3-69
 29-3-69
 30-3-69
 31-3-69
 1-4-69
 2-4-69
 3-4-69
 4-4-69
 5-4-69
 6-4-69
 7-4-69
 8-4-69
 9-4-69
 10-4-69
 11-4-69
 12-4-69
 13-4-69
 14-4-69
 15-4-69
 16-4-69
 17-4-69
 18-4-69
 19-4-69
 20-4-69
 21-4-69
 22-4-69
 23-4-69
 24-4-69
 25-4-69
 26-4-69
 27-4-69
 28-4-69
 29-4-69
 30-4-69
 31-4-69
 1-5-69
 2-5-69
 3-5-69
 4-5-69
 5-5-69
 6-5-69
 7-5-69
 8-5-69
 9-5-69
 10-5-69
 11-5-69
 12-5-69
 13-5-69
 14-5-69
 15-5-69
 16-5-69
 17-5-69
 18-5-69
 19-5-69
 20-5-69
 21-5-69
 22-5-69
 23-5-69
 24-5-69
 25-5-69
 26-5-69
 27-5-69
 28-5-69
 29-5-69
 30-5-69
 31-5-69
 1-6-69
 2-6-69
 3-6-69
 4-6-69
 5-6-69
 6-6-69
 7-6-69
 8-6-69
 9-6-69
 10-6-69
 11-6-69
 12-6-69
 13-6-69
 14-6-69
 15-6-69
 16-6-69
 17-6-69
 18-6-69
 19-6-69
 20-6-69
 21-6-69
 22-6-69
 23-6-69
 24-6-69
 25-6-69
 26-6-69
 27-6-69
 28-6-69
 29-6-69
 30-6-69
 31-6-69
 1-7-69
 2-7-69
 3-7-69
 4-7-69
 5-7-69
 6-7-69
 7-7-69
 8-7-69
 9-7-69
 10-7-69
 11-7-69
 12-7-69
 13-7-69
 14-7-69
 15-7-69
 16-7-69
 17-7-69
 18-7-69
 19-7-69
 20-7-69
 21-7-69
 22-7-69
 23-7-69
 24-7-69
 25-7-69
 26-7-69
 27-7-69
 28-7-69
 29-7-69
 30-7-69
 31-7-69
 1-8-69
 2-8-69
 3-8-69
 4-8-69
 5-8-69
 6-8-69
 7-8-69
 8-8-69
 9-8-69
 10-8-69
 11-8-69
 12-8-69
 13-8-69
 14-8-69
 15-8-69
 16-8-69
 17-8-69
 18-8-69
 19-8-69
 20-8-69
 21-8-69
 22-8-69
 23-8-69
 24-8-69
 25-8-69
 26-8-69
 27-8-69
 28-8-69
 29-8-69
 30-8-69
 31-8-69
 1-9-69
 2-9-69
 3-9-69
 4-9-69
 5-9-69
 6-9-69
 7-9-69
 8-9-69
 9-9-69
 10-9-69
 11-9-69
 12-9-69
 13-9-69
 14-9-69
 15-9-69
 16-9-69
 17-9-69
 18-9-69
 19-9-69
 20-9-69
 21-9-69
 22-9-69
 23-9-69
 24-9-69
 25-9-69
 26-9-69
 27-9-69
 28-9-69
 29-9-69
 30-9-69
 31-9-69
 1-10-69
 2-10-69
 3-10-69
 4-10-69
 5-10-69
 6-10-69
 7-10-69
 8-10-69
 9-10-69
 10-10-69
 11-10-69
 12-10-69
 13-10-69
 14-10-69

5 - 1000000000
 6 - 1000000000
 7 - 1000000000
 8 - 1000000000
 9 - 1000000000
 10 - 1000000000
 11 - 1000000000
 12 - 1000000000
 13 - 1000000000
 14 - 1000000000
 15 - 1000000000
 16 - 1000000000
 17 - 1000000000
 18 - 1000000000
 19 - 1000000000
 20 - 1000000000
 21 - 1000000000
 22 - 1000000000
 23 - 1000000000
 24 - 1000000000
 25 - 1000000000
 26 - 1000000000
 27 - 1000000000
 28 - 1000000000
 29 - 1000000000
 30 - 1000000000
 31 - 1000000000
 32 - 1000000000
 33 - 1000000000
 34 - 1000000000
 35 - 1000000000
 36 - 1000000000
 37 - 1000000000
 38 - 1000000000
 39 - 1000000000
 40 - 1000000000
 41 - 1000000000
 42 - 1000000000
 43 - 1000000000
 44 - 1000000000
 45 - 1000000000
 46 - 1000000000
 47 - 1000000000
 48 - 1000000000
 49 - 1000000000
 50 - 1000000000
 51 - 1000000000
 52 - 1000000000
 53 - 1000000000
 54 - 1000000000
 55 - 1000000000
 56 - 1000000000
 57 - 1000000000
 58 - 1000000000
 59 - 1000000000
 60 - 1000000000
 61 - 1000000000
 62 - 1000000000
 63 - 1000000000
 64 - 1000000000
 65 - 1000000000
 66 - 1000000000
 67 - 1000000000
 68 - 1000000000
 69 - 1000000000
 70 - 1000000000
 71 - 1000000000
 72 - 1000000000
 73 - 1000000000
 74 - 1000000000
 75 - 1000000000
 76 - 1000000000
 77 - 1000000000
 78 - 1000000000
 79 - 1000000000
 80 - 1000000000
 81 - 1000000000
 82 - 1000000000
 83 - 1000000000
 84 - 1000000000
 85 - 1000000000
 86 - 1000000000
 87 - 1000000000
 88 - 1000000000
 89 - 1000000000
 90 - 1000000000
 91 - 1000000000
 92 - 1000000000
 93 - 1000000000
 94 - 1000000000
 95 - 1000000000
 96 - 1000000000
 97 - 1000000000
 98 - 1000000000
 99 - 1000000000
 100 - 1000000000

The
 12th
 13th
 14th
 15th
 16th
 17th
 18th
 19th
 20th
 21st
 22nd
 23rd
 24th
 25th
 26th
 27th
 28th
 29th
 30th
 31st
 32nd
 33rd
 34th
 35th
 36th
 37th
 38th
 39th
 40th
 41st
 42nd
 43rd
 44th
 45th
 46th
 47th
 48th
 49th
 50th
 51st
 52nd
 53rd
 54th
 55th
 56th
 57th
 58th
 59th
 60th
 61st
 62nd
 63rd
 64th
 65th
 66th
 67th
 68th
 69th
 70th
 71st
 72nd
 73rd
 74th
 75th
 76th
 77th
 78th
 79th
 80th
 81st
 82nd
 83rd
 84th
 85th
 86th
 87th
 88th
 89th
 90th
 91st
 92nd
 93rd
 94th
 95th
 96th
 97th
 98th
 99th
 100th

17 Variétés : Guy Bedos au Zénith
18 Cinéma : Standards américains

19 Musique : le projet de budget
24 Football : la France éliminée

Une conférence internationale à Rome

Pour le Vatican la chasteté reste la seule méthode licite de prévention du sida

Au terme d'une conférence internationale sur le sida, organisée du 13 au 15 novembre au Vatican, les autorités catholiques ont condamné tout recours à l'utilisation du préservatif dans la prévention de cette maladie. Une controverse sur ce thème divise plus que jamais les milieux catholiques. L'attitude du Vatican, qui considère la chasteté comme seule méthode licite de prévention, est douloureusement ressentie par les spécialistes médicaux et scientifiques du sida, inquiets des conséquences qu'elle pourrait avoir sur la progression mondiale de l'épidémie.

ROME

de notre envoyé spécial

Ce fut, dans un Vatican entrouvert pour quelques heures à toutes les différences, la moins ordinaire des conférences internationales sur le sida. Signe des temps, et ultime défi, on découvrit à deux pas de la place Saint-Pierre dans la grande salle du Synode, qui n'en avait jamais vu autant, un petit auditoire qui déployait une houleuse indignation : « Le Vatican a le sida ». Un autre participant, britannique, à l'évidence atteint par la maladie, dénonça pour sa part pendant plusieurs jours le fait que l'Eglise catholique ne donnait pas la parole à ses clercs atteints par le mal.

Entre la salle du congrès et celle réservée à la presse, on avait installé une « petite chapelle privée pour la prière », jamais vide, pour « souligner la spiritualité qui anime la conférence », et tous les participants étaient informés que des « théologiens moralistes » étaient à leur disposition pour des consultations éventuelles. Jusqu'à un programme qui mêlait à des réflexions éthiques, philosophiques et surtout religieuses, des exposés de biologie et de médecine. Pouvait-on s'imaginer qu'un Vatican donner successivement la parole au professeur Ruben Shier (Institut de recherche médicale de Johannesburg) à propos du diagnostic du sida en Afrique du Sud, puis à Mgr Carlo Caffarra (université pontificale du Latran, Rome) sur « les aspects éthiques généraux de la maladie » et, enfin, au professeur Fritz Melchers (Institut d'immunologie de Bâle, Suisse) pour un exposé consacré à « la modulation du système immunitaire » ?

Que restera-t-il demain de cette première historique où quelques-uns des plus grands noms de la recherche sur la maladie vinrent, invités par le Vatican, dresser un tableau quasi apocalyptique de la réalité de l'épidémie et de sa progression ? Devant eux, les nombreux responsables ecclésiastiques présents étaient là, certains pour apprendre mais beaucoup pour tenter de faire partager leurs convictions quant à la justesse des positions officielles du Vatican sur la lutte contre le sida.

L'essentiel ou presque avait été dit, en introduction, par Mgr Fiorenzo Angelini (président du Conseil pontifical pour la pastorale des services de la santé). « Face à ce problème si ardu et si complexe, l'Eglise voudrait aller au-delà de propositions insuffisantes et inadéquates, avec le souci d'encourager et de promouvoir des initiatives visant à prévenir de manière durable l'expansion du sida », avait-il déclaré. Avant d'ajouter : « L'effort de la science devrait s'accompagner du souci de la formation des consciences, en particulier chez les jeunes générations qui sont plus particulièrement exposées aux dangers de la contagion : un comportement adulte et responsable sera toujours la protection la meilleure et la plus efficace contre

le sida. L'Eglise veut attirer l'attention de la science et des institutions politiques et sociales sur le danger de marginalité manifeste ou latente qui guette les malades du sida, lesquels, comme tous les êtres souffrants, ont droit à une entière solidarité, à une assistance adéquate et à une aide désintéressée. Le sida exige une réponse de vie, une parole d'espérance qui aide l'homme à vivre et à trouver un sens même à la souffrance. »

Le cadre était ainsi défini et les termes des divergences déjà prévisibles. Oui, en d'autres termes, au soutien, au réconfort, et à l'accompagnement des malades vers la mort ; non à toute entreprise ségrégationniste et à tout compromis quant à l'utilisation des préservatifs unanimement condamnés, pendant les trois jours que dura la conférence, par les plus hautes autorités catholiques. L'anathème fut jeté de diverses manières, certains n'hésitant nullement à envisager toutes les situations pour défendre leur thèse.

On citait Mgr Elio Sgreccia, par exemple, directeur du centre de bioéthique de l'université catholique du Sacré-Cœur (Rome), qui estime qu'un couple dans lequel l'un des conjoints est contaminé par le virus du sida ne doit envisager comme attitude que « l'abstinence de tout rapport sexuel, l'éducation devant porter dans ce cas sur l'apprentissage de l'autocontrôle des pulsions sexuelles », ce qui correspond, selon lui, « à un niveau de vertu extraordinaire ». « Le préservatif n'est pas une thérapie préventive du sida, a-t-il ajouté, ne serait-ce que parce qu'il existe une autre solution : la chasteté. D'autre part, l'emploi du préservatif donne l'illusion d'une sexualité sûre et sans danger. Or, des travaux qui ont été un moment tenus secrets démontrent que ce n'est pas vrai dans 15 à 16 des cas. »

Dans les cas où l'homme et la femme d'un couple sont contaminés, Mgr Sgreccia estime qu'il faut éviter la procréation. Le préservatif, pas plus que les autres moyens contraceptifs n'étant autorisés, la seule méthode à ses yeux reste la chasteté absolue. Il précise que, dans une telle situation, les relations sexuelles en dehors des périodes fertiles de la femme, pour éviter la grossesse, ne peuvent être envisagées compte tenu du danger de surinfection que de telles relations pourraient faire courir aux conjoints.

La dernière hypothèse — une grossesse évolutive chez une femme infectée — soulevée par ce spécialiste ne met pas en défaut la logique vaticane : en dépit du risque notable de contamination de l'enfant (30 % environ) et, dans le cas contraire, de faire naître un enfant qui sera à court ou moyen terme privé de sa mère, Mgr Sgreccia estime que l'interruption de grossesse ne peut être envisagée en regard « au droit fondamental à la vie d'un fœtus, être humain depuis sa conception ».

Des préservatifs plus fiables

Sur trente-sept marques de préservatifs testées en 1988 par l'Institut national de la consommation, vingt-neuf sont tout à fait fiables. Telle est la conclusion de l'essai comparatif publié dans le numéro de décembre de la revue 50 millions de consommateurs, qui, en un an, a testé plus de vingt mille préservatifs. L'étude a révélé que tous les échantillons étaient bien imperméables au virus du sida. Ces résultats contrastent avec les conclusions de 1988 où, à la suite de l'enquête de l'Institut national de la consommation, de nombreuses marques de préservatifs non conformes avaient été retirées du marché par les pouvoirs publics.

Quelque temps auparavant, Mgr Caffarra avait lui aussi fait sensation en développant la même logique, mais en acceptant toutefois d'envisager la possibilité de relations sexuelles — toujours sans préservatif — dans un couple marié dont l'un des conjoints serait contaminé, dès lors que l'abstinence prolongée serait de nature soit à compromettre l'« harmonie familiale », soit à conduire vers l'« adultère ».

Châtiment de Dieu ?

Autre point essentiel, en contradiction absolue avec le concept de secret médical, Mgr Caffarra estime que « le médecin a le devoir d'avertir le conjoint saisi, avec ou sans le consentement du patient contaminé, dans le cas où ce dernier aurait refusé de le faire ». Selon lui, il n'est pas licite d'organiser des campagnes pour la diffusion des préservatifs, en exposant ainsi la société aux dangers d'une diffusion plus large de la contagion à cause de l'inefficacité relative de ce procédé. D'autre part, l'incitation à l'utilisation du préservatif pourrait favoriser les comportements à risque.

L'autre point fort de cette réunion fut l'interdiction du professeur Rocco Buttiglione, vice-recteur de l'Académie internationale de philosophie (Lichtenstein). Ce dernier, avec une habileté déconcertante, a soutenu que s'il ne pouvait être à proprement parler considéré comme un « châtiment de Dieu », au sens de l'Ancien Testament, le sida pouvait malgré tout être l'expression d'un châtiment. Cette maladie mortelle sciemment transmissible n'est pas, selon lui, l'expression d'une vengeance divine mais peut être considérée d'une certaine manière comme un signe de la présence de Dieu, la souffrance du malade devant avoir une signification positive, à la fois pour lui et pour la collectivité : la maladie s'écartera que pour que la guérison puisse venir (1).

De nombreuses interventions ont stigmatisé de diverses manières les campagnes publicitaires « obscènes » en faveur de l'utilisation des préservatifs masculins, l'attitude de la presse accusée de « déshonorer la maladie » ou la nécessité d'abandonner les stratégies préventives actuelles pour se limiter à l'utilisation « des armes morales et spirituelles ». Parallèlement, l'accent a été mis de façon répétée sur l'impératif de compassion vis-à-vis des malades ainsi que sur la nécessité de prévenir toute volonté de toute entreprise ségrégationniste vis-à-vis des séropositifs ou des sidatiques.

La déception du professeur Montagnier

Tout cela cependant ne pouvait pas ne pas heurter un certain nombre de participants à la conférence, inquiets des conséquences que pourrait avoir sur l'image de l'Eglise catholique la publicité donnée à ses prises de position jugées par eux trop conservatrices. C'est ainsi qu'après plusieurs réunions informelles, un groupe important de participants, regrettant que l'on n'ait pas plus donné la parole à ceux qui travaillent au contact des malades ou des personnes à haut risque et qui vivent difficilement les contradictions entre leur pratique quotidienne et l'attitude du Vatican, a annoncé la création d'un « réseau international chrétiens et sida » (2) qui cherchera à contribuer à l'information et au soutien de ceux qui vivent avec le sida, de ceux qui assistent les malades et de tous ceux qui sont concernés par l'épidémie à travers le monde.

Pour sa part, Mgr Angelini, sensible aux critiques à peine voilées qui ont été plusieurs fois exprimées au cours de la réunion, a assuré que le Vatican organiserait — en un lieu et à une date qui ne sont pas encore connus — une importante réunion consacrée, cette fois, aux malades du sida.

« Bien sûr, je n'attendais pas que l'Eglise fasse la promotion des préservatifs », a pour sa part commenté le professeur Luc Montagnier (Institut Pasteur de Paris) qui participait activement à cette conférence. Mais je pensais qu'elle pouvait au minimum en tolérer l'usage auprès des catholiques. Au nom précisément, du respect de la personne humaine. On compte plus de six cent mille cas de sida dans le monde et, selon les hypothèses les moins pessimistes, près de dix millions de personnes contaminées et, à ce titre, contagieuses.

JEAN-YVES NAU

(1) Sur ce thème on peut se reporter à l'article « Eglise et sida face au sida », de Bernard Matray (département d'éthique biomédicale du Centre Sèvres) dans la revue le Supplément consacré au sida (n° 170, septembre 1989, 208 pages, 54 F).
(2) Les contacts avec ce réseau international peuvent être pris auprès du révérend James M. Graham, Office of AIDS Ministry, PO Box 2217, Waterbury CT 06722 USA ou de M. Antoine Lion, Centre Thomas-More, La Touraine, 69210 L'Afréville.



Jean-Paul II juge le préservatif « blessant pour la dignité humaine »

Pour la première fois, le pape consacrait, mercredi 15 novembre au Vatican, devant une assemblée de médecins et de chercheurs, un discours complet sur le sida. On l'avait déjà vu, en 1987, à Los Angeles, embrasser un enfant condamné à mort par le virus. Dans son dernier message de Noël, il lançait aux catholiques et au monde entier un appel solennel à la compassion pour toutes les victimes du sida.

Sa conférence du Vatican marque un élargissement de cet appel à la solidarité, mais confirme l'attitude négative de l'Eglise catholique par rapport aux moyens de prévention actuellement préconisés comme étant les seuls efficaces pour freiner la contagion, notamment le préservatif, que le pape ne nomme pas. « Il apparaît blessant pour la dignité humaine et donc moralement illicite », a déclaré Jean-Paul II, de développer la prévention du sida, basée sur le recours à des moyens et des remèdes qui violent le sens authentiquement

humain de la sexualité et qui sont un palliatif pour ces troubles profonds où sont en cause la responsabilité des individus et celle de la société. »

« Vous êtes nos frères »

Ce principe est net et semble ne souffrir aucune exception. Le pape n'arbitre cependant pas le conflit qui, au sein de l'Eglise, divise ceux pour qui le préservatif est inacceptable dans tous les cas, car contraire à la position de l'Eglise sur la contraception, et ceux pour qui il est un moindre mal, tolérable dans le cas d'une relation sexuelle entre conjoints dont l'un est atteint de sida. Jean-Paul II est muet sur ce point, à propos duquel l'épiscopat français (notamment Mgr Lustiger) avait semblé adopter une position plus souple.

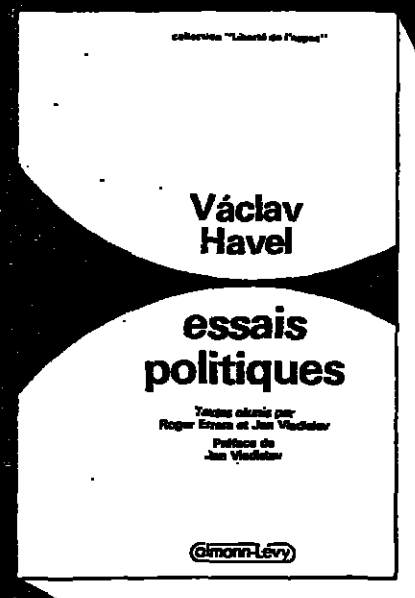
Pour le reste, le pape s'en tient à un rappel également ferme du refus de toute ségrégation visant les victimes du

sida : « Les malades du sida, dans leur situation pathologique si particulière, ont droit, comme tous les autres malades, à l'assistance adéquate de la communauté, à sa compréhension respectueuse, dans une entière solidarité », a déclaré Jean-Paul II, ajoutant à l'adresse des malades : « Vous êtes nos frères. Vous qui connaissez toutes les difficultés du chemin de croix, vous n'êtes pas seuls. L'Eglise est avec vous. » Il approuve, notamment, « les centres de soins spécialisés », qui se mettent en place à New-York ou à Paris à l'initiative de la hiérarchie catholique.

Le pape a lancé « un appel pressant » à tous les responsables gouvernementaux et politiques pour qu'ils adoptent « un plan global de lutte contre le sida et contre la dépendance de la drogue », ainsi qu'aux savants et aux chercheurs, pour qu'ils mettent tout en œuvre afin de venir à bout de cette épidémie.

H. T.

EUROPE CENTRALE, ALLEMAGNES : DES ESSAIS DANS LA CIBLE

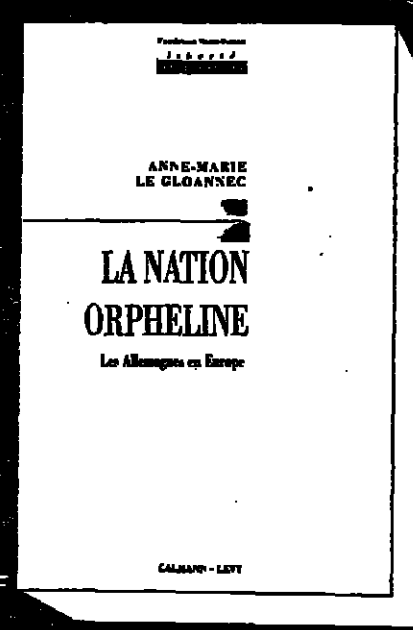


« Quand Havel se transforme en théoricien de la politique, il le fait à partir d'une expérience qui donne à ses essais une acuité et une force palpables. (...) Il cherche à déchirer juste, à comprendre bien, à tenir bon. Il y parvient. »
Claude Roy - Le Nouvel Observateur

Calmann-Lévy

« Le grand mérite de ce livre, c'est qu'il va bien au-delà des sèches abstractions de la géopolitique, qu'il y met de la chair et que l'Allemagne prend corps, dans sa très riche, très dense complexité (...) peu d'auteurs français ont tenté une aussi fine approche. »
Claire Trian - Le Monde

« Il faut lire ce livre d'une exceptionnelle densité (...) un essai aussi original qu'opportun. »
Alain-Gérard Slama - Le Figaro



سید من الالحل

SOCIÉTÉ

RELIGIONS

Devant l'épiscopat allemand

Le pape estime que les événements de RDA sont « une nouvelle chance pour la foi »

ROME

de notre envoyé spécial

Moins d'un an après les évènements américains, c'est l'épiscopat allemand de l'Ouest au complet qui a été convoqué au Vatican par le pape, du 12 au 15 novembre, pour s'expliquer sur certains actes d'indépendance qui ont connu, dans l'Eglise catholique, un grand retentissement. Au cours d'une conférence de presse, mercredi 15 novembre, le cardinal Ratzinger, ancien archevêque de Munich et préfet de la congrégation romaine pour la doctrine de la foi, n'a pas manqué de souligner combien la Déclaration de Cologne, signée par cent soixante-trois théologiens germanophones contestataires, avait détérioré les rapports entre certains milieux catholiques d'Europe occidentale et le Vatican. La veille, il avait attribué l'origine de ce malaise au trop grand nombre de facultés théologiques au sein de l'université d'Etat et à l'indépendance de leurs professeurs (nommés par l'université, mais avec une « mission canonique » de l'évêque).

Le statut des facultés de théologie, l'enseignement religieux, la formation des prêtres, la confusion entre le rôle des clercs et celui des « assistants pastoraux laïcs », les nominations d'évêques sont autant de sujets de contentieux entre Rome et l'Eglise allemande de l'Ouest. Le pape a mis en garde les vingt évêques allemands présents contre « le danger et la tentation de compromis inopportuns, comme la fausse identification entre l'Eglise et la société ».

A propos des événements qui secouent aujourd'hui l'Allemagne de l'Est, Jean-Paul II a estimé qu'ils sont « une nouvelle chance pour la foi ». « Non seulement, a-t-il expliqué, parce que l'idéologie marxiste aujourd'hui s'est clairement épuisée, mais aussi parce que les idéologies de la consommation en Occident sont elles-mêmes de plus en plus démasquées par les jeunes, qui exigent des promesses plus profondes ».

De son côté, Mgr Karl Lehmann, président de la conférence épiscopale allemande, a déclaré, devant Jean-Paul II : « Nous sommes à l'aube d'un nouveau développement de notre continent. Si nous regardons ces nouveautés, nous ne pouvons que mettre de côté les divisions mesquines entre les Eglises, pour nous consacrer toujours davantage à une nouvelle évangélisation ».

HENRI TINCO

Le Vatican dément qu'un évêque excommunié par le synode russe soit catholique. — Le porte-parole du Vatican, M. Joaquin Navarro, a démenti, mercredi 15 novembre, qu'un prêtre excommunié par le Saint Synode de l'Eglise orthodoxe russe soit un évêque catholique (le Monde du 16 novembre). Le métropolite de Kiev, Philaret, avait fait part mardi de la décision du synode d'excommunier l'évêque Zhitomir Iann, après que ce dernier eut informé le patriarche de Moscou de la reconstitution de l'Eglise catholique unitaire.

Il s'agit d'une affaire interne orthodoxe qui ne concerne pas du tout Rome, a commenté le porte-parole. En effet le nom de Zhitomir Iann ne figure pas dans l'annuaire officiel des évêques catholiques. (AFP.)

AIX-LES-BAINS

de notre correspondant

La location d'un terrain communal de 6 300 mètres carrés à la communauté juive locale, pour lui permettre de construire un centre solaire et une synagogue, divise le conseil municipal d'Aix-les-Bains (Savoie), station thermale de vingt mille habitants. Lors de la séance du lundi 13 novembre, au cours de laquelle ce projet a été présenté par le maire, M. Gratien Ferrari (UDF-PR), les cinq membres de la minorité (div. droite), comprenant deux conseillers généraux, MM. Jean Murguet et Maurice Adam, ont quitté la séance avant le vote. De leur côté, les trois élus socialistes se sont abstenus.

Sept cents personnes

Bien qu'elle n'y pas obligée par la loi, la municipalité d'Aix-les-Bains a choisi d'aider les écoles privées en mettant à leur disposition des terrains pour la reconstruction ou l'extension de leurs bâtiments. Elle l'a fait récemment pour deux écoles catholiques. Devait-elle le refuser à la communauté juive locale qui s'est développée depuis

1945 autour d'une yeshiva, une école talmudique ?

Ce centre d'études bibliques a, au fil des ans, attiré un grand nombre de familles d'un courant « orthodoxe », réunies par le strict respect des règles religieuses. Le phénomène s'est amplifié récemment, et la communauté d'Aix compte environ sept cents personnes, dont quatre cent trente enfants scolarisés dans des établissements qui lui sont propres (une école maternelle et primaire et un séminaire de jeunes filles), disséminés dans des villas dont l'état n'est pas jugé conforme aux règlements d'hygiène et de sécurité. Elle s'est aussi organisée en rachetant des immeubles, en créant ses commerces et en se regroupant dans certains quartiers. Dans l'un d'entre eux, sur le terrain loué à la ville pour 50 000 F par an, est prévue la construction d'une école et d'une nouvelle synagogue.

« Nous assistons au développement d'une population d'hommes, de femmes et d'enfants qui, tout en respectant les règles de la collectivité, se distinguent par les signes extérieurs de leur religion, un mode de vie, d'habitat particuliers, et par leur désir profond de ne pas s'intégrer », a expliqué M. Murguet, au nom de son groupe. « Ce phénomène suscite

des signes inquiétants qu'il est normal de signaler. La ville doit-elle laisser s'amplifier une concentration dans certains quartiers, sans analyser ses conséquences prévisibles auprès de nos concitoyens ? Si nous n'avons pas de difficulté avec les juifs totalement intégrés, nous risquons d'en avoir avec les intégristes », a-t-il ajouté.

Faute d'avoir pu obtenir que s'organise une réflexion préalable sur un problème difficile à appréhender sans que certains sentiments racistes, qui doivent être combattus, ne s'expriment, l'ancien adjoint de M. Ferrari, entré en dissidence en mars 1989, a choisi, en quittant la séance du conseil municipal, de marquer sa désapprobation sur une question de méthode. Il a néanmoins exprimé une réaction de fond dans une ville « sensible » qui compte 20 % d'immigrés. Le pourcentage recueilli par le Front national aux dernières élections présidentielles.

MICHEL DELBERGHE

Réactions

Le maire scandalisé. — M. Gratien Ferrari, maire (PR) d'Aix-les-Bains (Savoie), a condamné, jeudi, les propos tenus par M. Jean Murguet en les qualifiant de « scandaleux ». « Ce

n'est pas le moment de se lancer dans des guerres de religion, où l'on va compter le nombre de catholiques, de protestants, d'israélites et de musulmans sur la commune, car ce sont des Français », a-t-il déclaré à Europe 1.

Sur cette même antenne, M. François Léotard, président du Parti républicain, a félicité le maire pour son attitude, précisant qu'il souhaitait rencontrer les responsables des communautés religieuses en France pour engager une « réflexion commune entre les hommes politiques et les grandes forces religieuses de ce pays ».

Le CRIF, propos inacceptables. — Le Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) a publié, jeudi 16 novembre, un communiqué dans lequel il déclare : « Après la grave dérive antisémite de M. Hans Klein, porte-parole du chancelier Kohl, durant le voyage de celui-ci en Pologne, (NDLR : le Monde du 12-13 novembre), voilà qu'un conseiller municipal d'une grande ville française, M. Jean Murguet, conseiller général de la Savoie, se défait en déclarant que le nombre de juifs habitant sa ville devient excessif. Cette escalade inquiétante interpelle tous les juifs français. Le CRIF en appelle aux pouvoirs publics pour réagir à de tels propos inacceptables ».

Polémiques au conseil municipal

Les juifs orthodoxes d'Aix-les-Bains sont accusés de « ne pas s'intégrer »

Le colonel Kadhafi dénonce l'« oppression » des musulmans en France

Le colonel Kadhafi a dénoncé « la campagne d'oppression menée en France contre les musulmans » dans un message adressé, mercredi 15 novembre, à M. François Mitterrand.

« Nous nous étonnons que dans un pays civilisé et conciliant comme la France les musulmans soient opprimés pour le seul fait qu'ils soient musulmans », écrit le dirigeant libyen, ajoutant qu'il doute que « le gouvernement français ait permis aux juifs d'utiliser la France dans une nouvelle guerre de religion contre l'islam ».

Il serait regrettable que (les juifs) parviennent à amener le Parlement et le gouvernement français à une guerre religieuse et raciste », ajoute le colonel Kadhafi. Selon lui, « plusieurs étudiants musulmans sont inquiets quant à leur avenir et à leurs droits en France » à la suite de la politique sur le port du foulard islamique dans les écoles. — (AFP.)

Cinq mille huit cents communes concernées

Les normes parasismiques seraient étendues à toutes les constructions des zones à risque

La réglementation des constructions parasismiques, qui n'est actuellement applicable qu'à certains édifices ou ouvrages d'art, devrait être étendue prochainement à toutes les constructions, aux termes d'un arrêté en préparation.

C'est ce qu'a annoncé, mercredi 15 novembre, M. Brice Lalonde. Cinq mille huit cents communes sont concernées. L'expérience de prévision des séismes selon la méthode grecque « VAN » — très controversée — sera par ailleurs étendue, à titre d'essai, à tout le sud-est de la France.

Les règles de construction parasismique datent des années 60. Elles ont été respectées sans défaillance, mais elles ne s'appliquent qu'aux ouvrages publics, aux bâtiments de l'Etat et aux immeubles de grande taille », a déclaré devant l'Assemblée nationale le secrétaire d'Etat chargé de l'environnement et de la prévention des risques technologiques et naturels majeurs.

Un décret d'application, « qui est déjà à l'étude, doit étendre les règles applicables à tous les bâtiments », y compris les locaux industriels. Un groupe de travail (le Monde du 8 mars 1989) prépare par ailleurs « un nouveau zonage de la France en fonction des risques sismiques et les moyens d'y faire face », a-t-il ajouté. Ses travaux serviront de base à un décret dont la publication est prévue au début de l'année prochaine.

ÉDUCATION

Selon le Comité national d'éthique

La bioéthique devrait être introduite dans les programmes scolaires

Dans un rapport qui sera rendu public le 15 décembre lors de ses journées annuelles, le Comité national d'éthique, présidé par le professeur Jean Bernard, souhaite l'introduction d'une réflexion éthique dans les collèges et les lycées.

Depuis deux ans, un groupe de travail intitulé « Sciences du vivant, éthique et pédagogie », piloté par Mme Michelle Sellier, inspecteur général de l'administration au ministère de l'Éducation nationale, a inventorié les moyens d'inciter les élèves à « une prise de conscience des problèmes moraux posés par les progrès de la biologie, de la médecine et de la santé ».

Une sensibilisation plutôt qu'un enseignement. « Nous ne voulons pas ressusciter les cours de morale de type troisième République, prévient Mme Sellier. Il s'agit de préparer le futur adulte à l'exercice de sa responsabilité individuelle et familiale dans la société ». Déjà, les élèves, sollicités par la télévision et les médias, bombardent leurs enseignants de questions d'ordre éthique, comme la prédiction anténatale des maladies héréditaires ou la procréation anténatale médicalement assistée. Or les professeurs n'ont souvent à leur offrir que les questions qu'ils se posent eux-mêmes. Contrairement à la morale de naguère qui se conjugait à l'impératif, la bioéthique ne peut « s'enseigner » qu'au mode interrogatif.

Alors que le débat est ouvert dans les facultés de médecine sur l'opportunité d'introduire des cours d'éthique dans le cursus des médecins, toutes les personnalités consultées par le Comité national d'éthique ont conclu à la légitimité d'une telle sensibilisation dès le secondaire. Le consensus s'est fait sur une première approche en quatrième et en troisième car, explique Mme Michelle Sellier, « plus de la moitié d'une classe d'âge ne fera plus de biologie après le collège ». Dans ce cadre, la pédagogie doit être suffisamment concrète pour éviter que cet enseignement soit générateur d'angoisse. An lycée, les classes de première et surtout de terminale seraient des moments privilégiés pour cette approche morale des sciences du vivant.

Quel contenu donner à cette formation ? Une information scientifique solide, répond le Comité, afin d'éviter des réactions irrationnelles chez les jeunes. Quant à la forma-

tion éthique, l'école ne peut se contenter d'une neutralité passive. Une attitude consensuelle se dégage sur certaines valeurs comme la gratuité pour les dons du sang, de sperme et d'organes, mais sur d'autres sujets brûlants, aucune norme ne pourra sans doute s'imposer. C'est pourquoi le Comité national d'éthique préconise une collaboration interdisciplinaire entre les professeurs de biologie, de philosophie, d'histoire, de sciences médicales, mais aussi de lettres ou d'éducation physique et sportive. « Aucune discipline ne peut s'approprier seule cette réflexion, mais toutes peuvent se sentir concernées », estime Mme Sellier.

Une pédagogie à inventer

Reste la question des méthodes pédagogiques à employer sur ces délicats sujets. « Elles sont pour une bonne part à inventer », reconnaît le Comité qui pense toutefois qu'on pourrait prendre appui sur certaines expériences déjà menées par certains enseignants, en particulier dans le cadre de projets d'action éducative (PAE). En tout état de cause, le Comité se félicite que ses travaux aient coïncidé avec la consultation nationale lancée par M. Lionel Jospin sur les contenus d'enseignement. Après avoir associé à sa démarche les présidents des commissions les plus concernées (biologie, philosophie, etc.), il compte sur les différents colloques régionaux à venir pour que les enseignants se déterminent en faveur de l'introduction de cet enseignement dans le cadre scolaire.

Dès le mois de juillet, les responsables du groupe de travail avaient communiqué au ministre de l'Éducation nationale une série de propositions. Dans ce document, ils faisaient remarquer que les programmes officiels actuels dans les collèges prévoyaient déjà « l'étude d'un thème transversal sur la santé et la vie, avec pour objectif l'éducation à la liberté et à la responsabilité de l'individu dans la société ». « Il conviendrait d'encourager et de développer ce thème transversal », écrivaient-ils en soulignant que soit mise sur pied une évaluation des actions engagées. Sur ce sujet, une démarche associant toute l'équipe pédagogique pourrait facilement s'inscrire dans le cadre des projets d'établissements encouragés par le ministère.

JEAN-JACQUES BOZONNET

LA BOURSE
LE 1
AUX STAGES
ETUDIANTS*
GAGNEZ
PLUS DE 100 STAGES
DANS LE MONDE ENTIER

Participez à la Bourse aux stages dans le Monde du 20 au 29 novembre 1989 (datés du 20 au 30-11-1989)

BAC + 3 minimum obtenu courant 1990

Le Monde
CAMPUS

AVEC

EUROPE 1

AVEC LA PARTICIPATION DE

COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

(programme Comett)

SOCIÉTÉ

Electeurs abstentionnistes, « nationalistes suspects », état civil

Plusieurs fichiers illégaux ou non déclarés découverts par la CNIL en Corse

BASTIA
de notre correspondant

Conduite par son président, M. Jacques Favet, une délégation de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) s'est rendue les 13 et 14 novembre en Corse. La mission de contrôle des responsables de la CNIL a découvert l'existence d'un fichier « illégal » d'électeurs abstentionnistes (le Monde du 16 novembre) constitué à partir de la mairie d'Ajaccio par le CERTI (Centre régional de traitement de l'information) et par la SITEC (Société informatique et télématique de Corse).

Le même type de fichier aurait été constitué pour cinquante-quatre des cent vingt-quatre communes de Corse-du-Sud. En considérant que l'abstentionnisme est une opinion, ce fichier est non conforme à l'article 31 de la loi qui exige l'acceptation de la personne concernée pour que soit informatisée son origine raciale, religieuse, politique ou syndicale. Le préfet de Corse, M. Favet.

D'autres irrégularités ont été relevées par la CNIL lors de son séjour en Corse. Ainsi, à la mairie d'Ajaccio, les policiers municipaux interrogent les fichiers des cartes grises de la police nationale à Marseille, alors qu'aucun texte légal ne l'autorise, même pour obtenir le règlement des contraventions. Le préfet de Corse, M. Favet, ajoutant : « La Commission va alerter le ministre de l'intérieur, comme elle l'avait fait pour des pratiques similaires de la police municipale d'Hyères ».

Au cours de leur mission de contrôle, les responsables de la CNIL ont également noté la présence d'un fichier d'état civil informatisé à titre expérimental depuis trois mois et qui n'avait pas encore été déclaré. La Commission nationale de l'informatique et des libertés avait d'ailleurs décidé de cette mission de contrôle à la mairie d'Ajaccio, ville de plus de cinquante mille habitants, parce que celle-ci n'avait pas répondu à la demande de vérification de la légalité de ses fichiers informatisés.

« Teneurs potentiels »

Dans la matinée de mardi, alors que la délégation de la CNIL rencontrait les journalistes, M. Yves Stella, directeur de l'Observatoire nationaliste U Ribombi, remettait

à M. Favet la copie du fichier informatisé de la gendarmerie. Ce document comprend plusieurs centaines de noms de personnes qualifiées de « séparatistes » et classées sous les rubriques « teneurs potentiels recherchés » ou « plastiques ». Selon M. Yves Stella : « des instructions ont été données à chaque compagnie pour enrichir en permanence ce fichier ».

Le commandement de la légion de gendarmerie de la Corse confirmait, mardi 14 novembre, l'existence du document comportant plusieurs centaines de noms de « nationalistes suspects ». La gendarmerie précisait que ce fichier avait été dérobé au cours de l'attaque d'un fourgon postal, le 18 juillet 1988, près du centre de tri d'Ajaccio, « alors qu'il était transmis au ministère de l'Intérieur aux fins de destruction ». Selon le commandement de la gendarmerie, « ce fichier avait été élaboré avant la trêve des attentats, en particulier après les assassinats des gendarmes Guy Asnard, et Stéphane Charrier, en mars 1988 à Ajaccio ». Après avoir pris connaissance du document, les responsables de la CNIL ont indiqué qu'ils allaient « étudier le document et effectuer des vérifications ».

De son côté M. Jean Thiebaut, le préfet de police, déclarait : « Je n'ai pas besoin de fichier pour savoir à qui j'ai affaire ». Une affirmation évidemment en rapport avec l'attentat de la veille contre la Maison de l'Agriculture (le Monde du 14 novembre). Toute la journée de mardi les services de police ont examiné chacun des bureaux de l'immeuble détruit à presque cent pour cent par l'incendie de la veille. Une première évaluation fixe à 10 millions de francs le montant des dégâts. Une expertise détaillée doit être effectuée dans les prochains jours.

MICHEL CODACCIONI

Aux Nations unies à Genève

Transparence française au Comité contre la torture

Un rapport de la France a été présenté pour la première fois, mardi 14 novembre, au Comité des Nations unies contre la torture, qui tient sa troisième session à Genève pour examiner l'application de la convention contre la torture, adoptée le 10 décembre 1984 par l'Assemblée générale de l'ONU. La France y avait adhéré le 4 février 1985 et avait ratifié le 9 janvier 1989 la convention européenne pour la prévention de la torture.

GENÈVE

de notre correspondant

Ce Comité, composé de dix experts siégeant à titre personnel mais élus par les Etats ayant adhéré à la convention, semble avoir apprécié la transparence du rapport français. Après avoir souligné le problème de l'isolement carcéral (notamment celui des détenus d'Action directe, imposé à la suite de la décision du juge d'instruction pour les besoins de l'enquête) et avoir décrit la situa-

tion des détenus placés dans un quartier spécial, le délégué français, M. Régis de Gouttes, a énuméré quelques cas d'abus perpétrés par des policiers qui se sont produits en France en 1988 et 1989, dont celui d'un commissaire de police qui avait commis des violences sur une personne gardée à vue, après l'avoir déshabillée. Il a été révoqué et condamné à trente mois de prison, dont deux mois fermes.

Le représentant a, en outre, évoqué l'affaire Aïme, colonel argentin soupçonné d'avoir participé dans son pays à la disparition de deux religieuses françaises et recherché par la France. Le délégué a enfin rappelé le travail accompli par le Comité médical pour les exilés et par l'Association pour les victimes de la répression en exil, grâce auxquelles sont suivis les réfugiés et demandeurs d'asile victimes de tortures dans leurs pays d'origine.

Le rapporteur du Comité, M. Dimitar Mikhailov (Bulgarie), a déclaré que la présentation du rapport français, ne serait-ce que par sa clarté, pourrait servir d'exemple.

ISABELLE VICHNIAC

Des magistrats à la rencontre des étudiants en droit lyonnais

Les juges-recruteurs

LYON

de notre bureau régional

« Tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur la magistrature et que... » S'ils se sont agités de ce côté d'œil à Woody Allen pour sous-titrer la première Rencontre université-magistrature organisée, mercredi 15 novembre à Lyon, les initiateurs de cette opération d'information-promotion avaient peut-être en tête des formules plus accrocheuses : « On embauche », ou « Recherche étudiants, désespérément ». L'heure, en effet, est au recrutement. Et le transport de justice exceptionnel qu'ont accompli MM. André Oriol, premier président de la cour d'appel de Lyon, Jean Reyrollet, procureur général, une quinzaine de magistrats du ressort et M. Hubert Dalle, le directeur de l'Ecole nationale de la magistrature (ENM) de Bordeaux, en venant librement dialoguer avec les étudiants en droit de l'université Jean-Moulin-Lyon-III, correspondait bien à une urgence.

Les chiffres suffisent à le prouver. En 1988, le nombre des inscriptions au concours de l'ENM était de 2 147. L'année suivante, il tombait sous la barre des 2 000. En 1988 il plongeait à 1 802 et, pour 1989, il a chuté à 1 670. Cette érosion constante des candidatures (compensée à celle que connaît l'ENM), qui s'essortit d'une féminisation rapide — les femmes représentent aujourd'hui près des deux tiers des postulants — se retrouve évidemment en aval. Sur les 190 postes de magistrats à pourvoir en 1988, 34 sont restés vacants faute de diplômés.

Alors qu'elle s'approprie à vivre une nécessaire mutation — cette modernisation que préfigure le dépoussiérage en cours du code pénal — l'institution judiciaire française risque bientôt de manquer de têtes. « Beaucoup d'étudiants en droit parmi les plus brillants sont tentés par le contentieux privé, note un magistrat lyonnais. En matière de rémunération, la fonction publique n'est évidemment pas la plus attractive. »

Grandeur et servitudes

Restent l'intérêt du travail, son utilité sociale, une certaine grandeur qui peut compenser des servitudes certaines. En amont sept ateliers autour desquels se sont regroupés, trois heures durant, plus de deux cents étudiants — parmi lesquels une écrasante majorité de jeunes filles, — les participants de la justice se sont employés à les illustrer.

Leur premier réflexe de timidité surmonté, les futurs juristes, avides d'informations concrètes et de renseignements pratiques, que le feu ne semble pas leur fournir, ne se sont pas privés de soumettre à la question ces magistrats dont les attributions et prérogatives étaient, souvent, pour eux très nébuleuses. Qu'ils fussent juges d'instruction, des enfants, des affaires matrimoniales ou de l'application des peines, magistrats du siège ou du parquet, juges civils ou présidents de la cour d'appel, tous les intervenants — visiblement heureux de cette escapade pédagogique — sacrifiaient à la transparence sans chercher à jouer les propagandistes ou les recruteurs. Poids de la hiérarchie et du pouvoir politique, indépendance,

rapports avec les avocats ou la police, mobilité, traitement, conditions matérielles de travail, frustrations : aucun sujet n'était tabou dans ces consultations-conférences souvent émaillées d'anecdotes et de tranches de vie « professionnelles ».

Au cours du débat général qui conclut cette journée d'information, les chefs de juridiction s'employèrent à donner de la justice une image moins noire que celle qui est trop souvent véhiculée par les médias. Sans nier l'engorgement de certaines cours dont celle de Lyon, ils soulignèrent le fait que globalement la justice ne peut être considérée comme un « service public pauvre ». « L'ordinateur et le photocopieur font énormément partie de nos outils de travail quotidiens, et malgré le minceur de ses effectifs la magistrature française offre sans doute le meilleur rapport qualité-prix d'Europe », insista le président Oriol.

Le directeur de l'ENM remarqua, pour sa part, que le crise du recrutement à travers le concours d'entrée à l'école tenait moins à une absence de connaissances ou de culture des candidats qu'à leur trop fréquente « incapacité à mener un raisonnement construit et à mettre en forme cohérente leurs acquis universitaires ». « L'orthographe et la grammaire ne doivent pas être négligées. Lorsque l'on trouve soixante-quinze fautes d'orthographe dans une copie d'examen, on a une tendance naturelle à le sabler », n'enchérit le directeur de l'Institut des études judiciaires de Lyon-III, qui formula un autre conseil : « Apprenez à faire preuve de bon sens. Pour un magistrat, c'est la qualité de base. » La magistrature recrute, certes, mais pas n'importe qui.

ROBERT BELLERET

JUSTICE

Aux assises de Paris

L'acquittement de Serge Livrozet

Serge Livrozet, cinquante ans, écrivain, fondateur du Comité d'action des prisonniers, qui comparait depuis le 13 novembre devant la cour d'assises de Paris sous l'accusation de « contrefaçon de billets de banque », a été acquitté le 15 novembre après deux heures de délibération. Bernard Chatron, quarante-trois

ans, qui avait reconnu avoir fabriqué près de 70 millions de francs en faux billets de 100 F, a été condamné à huit ans de réclusion criminelle.

Pierre Ciron, quarante-huit ans, « l'homme à tout faire » de l'imprimerie, a été condamné à trois ans d'emprisonnement.

Il y avait trop de place pour le doute dans ce dossier. Les empreintes de Livrozet sur les formes nécessaires à l'impression ne prouvaient rien, et des écoutes téléphoniques étaient sans signification précise. Au terme de trois jours de débats, ces « semi-preuves » ont été insuffisantes pour emporter l'intime conviction des jurés. Dans un réquisitoire mesuré, l'avocat général, M. Raymond Gallier-d'Aigue, avait estimé que Livrozet était, à tout le moins, complice de la contrefaçon. « Il a su, il a vu, il a laissé faire. Il est parti au moment opportun », avait soutenu le magistrat en demandant sept ans de réclusion cri-

minelle contre Livrozet. La faiblesse du dossier n'avait pourtant pas échappé à M. Gallier, qui avait parié d'« une série de coïncidences qui, selon la justice, constituent des charges ».

Après avoir en cette phrase sibylline : « Je comprends la vertueuse indignation de Livrozet s'il est vraiment innocent de ce qui se passait dans son entreprise. Mais cet ancien combattant de l'institution judiciaire ne pouvait ignorer l'enfant qu'on lui faisait dans le dos », l'avocat général s'était montré plus sévère envers Bernard Chatron, « le technicien imprimeur si habile », en

demandant huit à dix ans de réclusion criminelle.

« Bernard Chatron a payé le prix de la franchise », avait plaidé M. Thierry Fagart en rappelant que son client aurait pu légitimement être exempté de peine s'il avait révélé le nom du commanditaire car la loi prévoit une certaine immunité pour ceux qui permettent l'arrestation des faussaires.

Pour M. Henri Juramy, Serge Livrozet n'était ni auteur ni complice, et l'avocat avait admis que tout au plus son client avait pu se douter de ce qui se passait. C'était alors réduire les crimes reprochés au seul délit de non-dénonciation de malfaiteurs. « Il n'a pas dénoncé Chatron car les compagnons de misère sont des gens qui vous tiennent à cœur », avait estimé M. Juramy en rappelant l'étrange parcours judiciaire de Livrozet, détenu sept mois, libéré puis réincarcéré pendant trois mois pour être libéré à nouveau.

Dans son ouvrage intitulé *L'Empreinte* (1), qui relate cette affaire, Serge Livrozet écrit : « Pour ce qui est du zèle, les tribunaux sont là ! La condamnation appropriée de l'instruction, la peine qui couvre la détention provisoire, ils connaissent ! » La cour d'assises n'a pas cédé à ce travers.

MAURICE PEYROT

(1) L'Empreinte de Serge Livrozet, éd. La Brèche, 79 F.

POINT DE VUE : la réforme de la procédure pénale

Le geai et les plumes du paon

par Adeline Hazan

« N OUS souhaitons priver le gouvernement de ses pouvoirs dans la nomination des magistrats et lui ôter toute possibilité de donner des instructions au parquet. Ce dernier agit exclusivement au nom de la loi. En effet, l'indépendance du ministère public nous paraît indispensable pour mettre en œuvre une procédure pénale plus protectrice des droits individuels. » (Jacques Toubon, le Monde, 11 novembre 1989.)

Il est toujours agréable de se voir donner raison. Même avec vingt ans de retard. Même par M. Toubon et la droite. Mais a-t-on oublié les poursuites disciplinaires engagées par Jean Lecanuet contre Etienne Caccaldi parce qu'il avait tenté d'appliquer la loi contre les responsables d'ententes pétrolières à Marseille ? Etait-il envisagé, les poursuites d'Alain Peyrefitte et Alain Chalançon contre Monique Guémenn et Georges Apap, en méconnaissance totale de la liberté de parole des parquets ? Doit-on rappeler qu'Alain Chalançon, en toute illégalité, enjoignait au procureur de Marseille de ne pas engager de poursuites contre le policier qui tua Patrick Dorey ? A-t-on oublié les propos de Charles Pasqua soulignant la primauté de la raison d'Etat sur la justice et l'Etat de droit ? Les singulières relations entre certains magistrats « anti-terroristes » de Paris et la place Beauvau n'étaient-elles qu'illusion ?

Indépendance du parquet

Certes, seuls les imbéciles ne changent pas d'avis. Mais de là à ne pas douter de la crédibilité et du sérieux de certaines propositions de l'opposition en matière d'indépendance des magistrats, en particulier de ceux du parquet, il y a un pas que nous ne saurions franchir. Que n'a-t-on mis en œuvre alors qu'on était au pouvoir ce qui nous est aujourd'hui proposé en tant que la solution à la crise du recrutement ?

Par contre, le Syndicat de la magistrature a toute légitimité pour rappeler l'essentiel de ses réflexions sur le statut des parquets. Pour donner un contenu théorique à la notion d'indépendance, il faut poser les vraies questions : pourquoi revendiquer l'indépendance et liberté pour les magistrats du parquet ? Ne faut-il pas consacrer une nouvelle définition du rôle, de la mission, de

l'office des représentants du ministère public ? L'indépendance ne doit-elle pas avoir pour corollaire la responsabilité ? Selon quelles modalités ? A quelles conditions ?

Pour le Syndicat de la magistrature, l'indépendance des parquets ne doit pas avoir pour objectif leur confort ou leur impunité, mais elle doit être mise au service des citoyens. Dans un Etat en pleine mutation, la fonction des magistrats du parquet ne doit plus être réduite à l'exercice mécanique de la répression en application de directives gouvernementales impératives. Les parquets doivent devenir les maîtres d'œuvre d'une politique criminelle locale destinée à assurer la tranquillité publique et l'harmonie sociale, par une intervention préventive, répressive ou négociée, sous-tendue par le souci de réinsertion sociale et d'indemnisation des victimes. Toutes les études de sociologie administrative corroborent les attentes sociales : transparence et concertation doivent présider à la prise de décision.

Peut-on de nos jours concevoir une action publique en d'autres termes que de clarté, de lisibilité, de pédagogie, de partenariat, d'échange, de concertation ? Poser le problème en ces termes permet d'apporter des éléments de réponse en ce qui concerne la responsabilité de parquets dont un statut rénové garantirait l'indépendance : la responsabilité ne doit pas être conçue qu'en termes de sanctions disciplinaires, pénales ou civiles, elle doit être élargie à l'ensemble des mécanismes de contrôle et de critique existant actuellement dans la société française : un chef de parquet ne doit-il pas être tenu de définir les grands axes de sa politique criminelle et d'en rendre compte devant tous les partenaires de justice en assemblée générale, devant l'opinion aux audiences de rentrée et dans les médias, devant les responsables locaux dans le cadre des conseils de prévention de la délinquance notamment ?

En d'autres termes, la démocratie ne doit pas s'arrêter au seul des prétoires. Ces soucis inspirent-ils vraiment l'opposition ? Nous en doutons. Figurent-ils au nombre des priorités de M. Arpaillange et du gouvernement ? Nous l'espérons.

Adeline Hazan est présidente du Syndicat de la magistrature.

5521010101

COMMUNICATION

La création d'une « major » française

Les discussions entre Bouygues et Havas inquiètent les producteurs de cinéma

Les groupes Bouygues et Havas, respectivement premiers actionnaires de TF1 et de Canal Plus, ont engagé des discussions pour la création d'une société de production cinématographique. Un tel rapprochement, qui bouleverserait l'économie du septième art, inquiète déjà vivement les producteurs de cinéma indépendants.

« Nier qu'il y ait des discussions serait mentir. Dire que les choses vont se faire de telle ou telle façon, et à telle date, est totalement prématuré. Le ton est encore à la prudence, et l'on cherchera plutôt, de tous côtés, à minimiser l'état d'avancement et la portée des discussions engagées entre les groupes Bouygues et Havas. Contact, dit-on, a seulement été pris pour étudier la création d'une éventuelle société commune de production cinématographique, mais aucun tour de table n'est encore constitué. M. Philippe Labro, directeur général de RTL, mais aussi écrivain et cinéaste, a cependant déjà été pressenti par M. Francis Bouygues et Patrick Le Lay, PDG de TF1, pour occuper la présidence de la nouvelle société et dit avoir « demandé à réfléchir ».

Les deux groupes, bien qu'ayant eu jusqu'ici peu d'affinités, ont aujourd'hui, dans le cinéma, des « intérêts convergents », reconnaît-on chez Havas.

D'un côté, M. Bouygues s'inquiète des résultats insuffi-

sants de TF1 - 160 millions de francs de bénéfices attendus cette année, - chaîne dont la rentabilité, selon lui, est bridée par la politique gouvernementale des quotas et dans laquelle il a investi 1,5 milliard de francs. Le propriétaire de la Une recherche donc tout ce qui pourrait maximiser ses profits « à la marge » - en s'appuyant sur le marché publicitaire belge, par exemple, ou « en amont ». Il constate l'envol des prix des films, l'essor des sociétés détentrices de droits audiovisuels et la valorisation soudaine des portefeuilles de longs métrages. Après avoir caressé l'idée de créer une société de production audiovisuelle, il est aujourd'hui convaincu de la nécessité, pour TF1, de se constituer un catalogue de longs métrages.

Les intérêts de Canal Plus

Havas, de l'autre côté, a déjà fait de la production l'un de ses axes privilégiés de développement. Le groupe publicitaire détient ainsi 40 % de Télé-Images, société fondée il y a cinq ans par M. Simone Hattari, aujourd'hui leader français sur le marché des sitcoms (« Maguy », « Marc et Sophie ») et qui vient de conclure un accord avec l'américain Westinghouse. Au printemps encore, Havas avait cherché - sans succès - à se diversifier dans le septième art en tentant de reprendre Pathé-Cinéma.

La création d'une nouvelle compagnie cinématographique

française s'inscrirait dans la droite ligne de cette politique. Elle correspondrait aussi aux intérêts bien compris de Canal Plus, société avec laquelle Havas entretient des liens de grande consanguinité (Havas détient 24,7 % de la chaîne payante, et cette dernière possède 7 % du groupe publicitaire). Depuis des années, en effet, Canal Plus se plaint à la fois du manque de films français (elle en diffuse cent quatre-vingts par an, quand la production hexagonale oscille autour de cent quarante) et de leur manque de qualité et d'ambition. Faute de pouvoir y remédier directement - son cahier des charges le lui interdit, - la chaîne payante ne peut donc que se réjouir des intentions de sa maison mère... auxquelles elle n'est certainement pas étrangère.

Reste que l'éventuelle création d'une société commune Bouygues-Havas ne va pas sans susciter quelque alarme dans la profession. Avec 470 millions de francs investis en 1989, Canal Plus est le premier partenaire économique de la production cinématographique nationale. Avec ses 6 milliards de francs de chiffre d'affaires et ses 40 % de parts d'audience, TF1 est le premier client du cinéma français. Les trois syndicats de producteurs font part de leur « vive émotion » devant cette menace de concentration. Ils s'apprêtent à saisir les ministres compétents pour demander une modification du projet de décret garantissant l'indépendance des producteurs à l'égard des diffuseurs.

P.-A. G.

La crise de l'agence de presse L'ACP va déposer son bilan

M. Alain Couture, PDG de l'Agence centrale de presse (ACP), va informer, « dans les prochains jours », le tribunal de commerce de Paris de la situation de cessation de paiement de l'entreprise. La décision a été prise à l'unanimité par le conseil d'administration de l'agence, réuni le mercredi 15 novembre, en présence de M. Ian Maxwell, fils de Robert Maxwell, et président de Maxwell Media, actionnaire majoritaire de l'agence.

Saisi du dossier, sans doute avant la fin de la semaine, le tribunal de commerce de Paris devrait officialiser rapidement le dépôt de bilan et désigner un administrateur judiciaire pour contrôler la gestion des affaires courantes et tenter, dans le cadre d'un règlement judiciaire, de trouver une solution pour relancer l'agence. Aucune précision n'a cependant été fournie à l'issue du conseil d'administration sur le plan de sauvetage qui pourrait être ébauché ni sur le scénario de redressement mis au point par M. Couture.

Dans un communiqué publié en début de soirée, le conseil d'administration a déclaré « attendre maintenant des professionnels de la presse écrite et audiovisuelle, qui sont évidemment attachés au pluralisme des sources d'information, une prise de position concrète permettant la relance de l'agence dans des conditions d'exploitation normales ». M. Ian Maxwell a confirmé, d'autre part, l'intention de son groupe de participer « de manière toujours importante, mais minoritaire », au capital d'une « nouvelle ACP ».

M. Philippe Laubreaux, porte-parole de l'intersyndicale des journalistes, a indiqué, de son côté, que le Parlement avait été saisi du dossier ACP, précisant que la commission des affaires culturelles avait décidé de tenir, le 30 novembre, une série d'auditions publiques sur ces et le repositionnement des agences françaises.

Les projets de décret réglementant la programmation des chaînes

Le gouvernement suit largement l'avis du CSA

Le gouvernement devrait soumettre au Conseil d'Etat, « dans les jours qui viennent », ses projets de décret réglementant la programmation des chaînes aux heures de grande écoute ainsi que les rapports entre producteurs et diffuseurs. Une ultime étape avant la publication, à la fin de l'année, de textes très controversés.

Devant le tollé suscité en juillet dernier par ces projets de décret, le gouvernement avait dû annoncer ses intentions : il suivrait « très largement » l'avis consultatif du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA). Celui-ci ayant choisi d'assouplir les textes sans remettre en cause ni leur philosophie ni leur architecture (le Monde du 3 novembre), les deux ministres concernés, M. Catherine Tasca et M. Jack Lang, ont pu facilement tenir parole : les deux décrets que le gouvernement s'apprête à soumettre au Conseil d'Etat reprennent l'essentiel des suggestions des « sages ». Le gouvernement accepte ainsi le report au 1^{er} janvier 1992 des obligations de diffusion d'œuvres audiovisuelles aux heures de grande écoute. Il reprend également à son compte la définition « en creux » de l'œuvre audiovisuelle en considérant comme œuvre tout ce qui ne relève pas, notamment, des émissions d'informations, de la publicité, des retransmissions sportives, des variétés en plateau et des jeux.

Dans le même esprit, les pouvoirs publics acceptent de réduire de sept à cinq heures quotidiennes la tranche horaire pendant laquelle s'appliqueraient les quotas les plus sévères, tout en laissant au CSA le soin d'apprécier chaîne par chaîne

cette notion de « prime time ». « Nous conservons en revanche notre définition de l'œuvre européenne, précise-t-on au ministère de la communication, comme nous y autorise la directive « TV sans frontières ».

Sur le décret réglementant les rapports entre les producteurs et les diffuseurs, le gouvernement se montre cependant beaucoup plus réticent pour suivre les recommandations du CSA. STI a retenu l'idée - « pour faciliter la concentration des investissements sur des produits hauts de gamme » - de réduire de trois cents à cent vingt heures annuelles, le volume de diffusion d'œuvres audiovisuelles françaises pour les chaînes y consacrant 15 % de leur chiffre d'affaires net (contributions au compte de soutien aux industries de programmes déduites), il a décidé de revenir à sa rédaction initiale pour l'essentiel.

Les ministres ont en effet décidé de maintenir en l'état leur définition de la production indépendante : un producteur sera considéré comme libre de toute attache à l'égard d'une chaîne, s'il ne détient pas directement ou indirectement 5 % du capital de cette dernière, ou, inversement, si celle-ci ne contrôle pas plus de 5 % de son capital social (20 % s'il s'agit d'un actionnaire important de chaîne et non de la chaîne elle-même). « Nous avons voulu nous appuyer sur des critères objectifs, explique-t-on rue Saint-Dominique, quand les propositions du CSA autorisaient des interprétations beaucoup trop laxistes. Une décision qui pourrait paradoxalement placer la SFP publique en difficulté, ses principaux actionnaires étant A 2 et TF 1. Pour finir, le gouvernement a refusé d'abaisser de 3 à 2,5 % de leur chiffre d'affaires net, la contribution obligatoire des télévisions au cinéma.

Le subtil équilibre auquel on vient d'aboutir calmera-t-il définitivement les passions ? Le silence ou la modération relative des chaînes privées, pourtant en flèche pendant tout l'été, sur le sujet, pourrait le laisser croire. Mais rien n'est moins sûr, car une disposition passée un peu inaperçue heurte profondément la 5 et M 6. Du 1^{er} janvier 1990 au 1^{er} janvier 1992, celles-ci vont devoir appliquer un régime transitoire les obligeant à diffuser, de 6 h 30 à 1 heure du matin, 60 % d'œuvres européennes et 50 % d'œuvres françaises. Une disposition qu'elles affirment l'une et l'autre en privé ne pas pouvoir respecter. La tâche de guerre n'est donc pas complètement enterrée.

PIERRE-ANGEL GAY

Les messageries roses dans le rouge ?

Le phénomène des messageries roses est en régression : le constat a été dressé mardi 14 novembre à l'Assemblée nationale par le ministre des postes, des télécommunications et de l'espace, M. Paul Quilès, à l'occasion de l'examen du projet du budget de son ministère par les députés. Au plus fort de leur activité, les messageries roses ne représentaient d'ailleurs, selon le ministre, qu'un « aspect très secondaire de la télématique » puisqu'en 1988, avec 74 millions d'heures de connexion sur le minitel, elles ne totalisaient que 7 % des appels. Sur les deux dernières années, a encore précisé le ministre, ce pourcentage a été divisé par deux. M. Paul Quilès a aussi confirmé que France-Télécom « s'est attelé très sérieusement » à un contrôle plus rigoureux, en concertation avec la profession, de l'usage du minitel par les jeunes enfants. Un nouvel appel, le minitel 2, peut être verrouillé par un mot de passe.

Vendredi 1^{er} décembre : 12 h à 19 h
Samedi 2 - Dimanche 3 : 10 h à 19 h

EXPOSITION INTERNATIONALE

VENTE - ÉCHANGE

MINERAUX

FOSSILES

PIERRES PRÉCIEUSES - BIJOUX

HOTEL PULLMAN St-JACQUES

17, St-Jacques, 75014 PARIS

Miroir Saint-Jacques

Succession ouverte à la tête de Radio-France internationale

M^{me} Tasca annonce à M. Tézenas du Montcel que son mandat ne sera pas renouvelé

C'est par un appel personnel de M^{me} Catherine Tasca, ministre de la communication que M. Henri Tézenas du Montcel, président de RFI, a perdu tout espoir de voir renouveler le mandat que lui avait confié la CNCL en 1986 et qui arrive à échéance au mois de décembre.

M^{me} Tasca a informé M. Tézenas du Montcel que le premier ministre n'avait pas retenu sa candidature au poste d'administrateur de RFI, préalable indispensable pour pouvoir être nommé PDG par le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA). L'appel de M^{me} Tasca est intervenu quelques heures seulement après une conférence de presse dans laquelle M. Tézenas du Montcel avait fait part de son désir de poursuivre son activité à RFI et de pouvoir défendre librement sa candidature devant le CSA. Aucune explication ne lui a été donnée, pas plus, bien sûr, que les choix du premier ministre même si le nom de M. André Larqué, conseiller à Matignon est le plus souvent cité.

L'important, avait déclaré M. Tézenas du Montcel dans sa conférence de presse, c'est que cette mission ait des objectifs et un plan de développement pour l'avenir. Le reste est accessoire. C'est ce plan et un bilan de trois ans qu'il avait longuement développé.

« La familiarité avec la France passe aussi par les langues étrangères », affirme M. Tézenas du Montcel, qui estime symbolique que, pour la première fois en 1990, le budget des informations en langues étrangères de RFI dépasse celui des informations en français (qui lui-même continue d'augmenter). Après l'arabe et le chinois mis en place cette année et dont les émissions vont être renforcées, RFI va ainsi émettre en farsi et en vietnamien. Une trentaine de journalistes seront recrutés pour ces quatre langues, qui viennent s'ajouter aux langues étrangères déjà pratiquées par RFI. En volume de production, les émissions en polonais, en russe, en roumain et en serbo-croate ont doublé depuis 1986, pour atteindre ou dépasser 14 heures par semaine dans chaque langue.

Même si nos informations n'ont plus le même coefficient de rareté », à l'Est, l'ouverture de ces pays augmente l'intérêt pour l'international de nos auditeurs, commente M. Tézenas du Montcel. Radio mondiale, nous pouvons leur offrir une large gamme de ce qui bouge sur le continent. Nous pouvons aussi apporter aux médias de ces pays, qui nous sollicitent, un savoir-faire éprouvé.

Les émissions en français ne sont pas en reste. Leur volume hebdomadaire de production, passé de 117,5 heures en 1986 à 163 heures cette année, devrait atteindre 211 heures au terme du plan de développement, en 1995.

Même si nos informations n'ont plus le même coefficient de rareté », à l'Est, l'ouverture de ces pays augmente l'intérêt pour l'international de nos auditeurs, commente M. Tézenas du Montcel. Radio mondiale, nous pouvons leur offrir une large gamme de ce qui bouge sur le continent. Nous pouvons aussi apporter aux médias de ces pays, qui nous sollicitent, un savoir-faire éprouvé.

Les émissions en français ne sont pas en reste. Leur volume hebdomadaire de production, passé de 117,5 heures en 1986 à 163 heures cette année, devrait atteindre 211 heures au terme du plan de développement, en 1995.

Cet effort serait vain si les moyens de diffusion ne permettent pas d'entendre ces émissions. Le volume actuel de diffusion hebdomadaire total (594 heures en 1989, dont 736 en français) devrait être plus que doublé (1 144 heures) en 1995.

« Grève au République lorrain. - Les treize éditions du République lorrain n'ont pas paru, jeudi 16 novembre, pour la troisième journée consécutive, en raison d'un mouvement de grève du Syndicat du Livre CGT. Les grévistes protestent contre le mode de répartition de la prime d'ancienneté. Par sa durée, ce conflit est le plus important qu'a connu le quotidien lorrain depuis 1980.

envoyé « aucune lettre de démission », ni reçu « aucune notification » de son « remplacement » pas plus que de son « licenciement ». Son départ serait notamment lié aux problèmes rencontrés par TF1 dans la couverture des événements de Berlin (le Monde du 16 novembre), confiés en partie à Robert Namias, dont Jean-Claude Paris contestait les choix.

RFI aura-t-elle les moyens de ses ambitions ? De 1986 à 1990, son budget est passé de 335 à 460 millions de francs (dont la moitié provient maintenant du ministère des Affaires étrangères). Avec seulement trente-cinq personnes de plus, il traduit des gains de productivité importants, que les quatre cent soixante-cinq employés de RFI ressentent durement. M. Tézenas a beau remarquer que le seul poste en baisse, de 30 % en trois ans, est celui du fonctionnement général et des services communs, que les missions à l'étranger ont doublé depuis 1985, de même que le budget des correspondants, la réduction exprime une certaine lassitude. Les syndicats ont aussi violemment mis en cause le nouveau directeur de l'information, M. Pierre Cayrol, pour son « autoritarisme » et sa « gestion à la petite semaine de l'actualité et des hommes ».

Pour le PDG, la réponse à ces tensions semble résider aussi dans le plan de développement, qui prévoit deux cent quarante-cinq journalistes en 1995, contre deux cent trois aujourd'hui, et un budget total porté à 597 millions de francs.

MICHEL COLONNIA D'ISTRIA

VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP
64, rue La Boétie, 45-63-12-86
MINITEL 36.15 CODE A3T
puis OSP

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice à PARIS, le jeudi 30 novembre 1989 à 14 h 30
de type « ST 3 », rez-de-cha. Bât. B en cave, bât. D, dans un immeuble à Paris 19^e.
UN STUDIO
19, 19 bis, 21, 21 bis, quai de Poise - 2, r. de Nantes
Mise à prix : 200 000 F
S'adresser à M^{me} Guy Boudriot et Patrick Vidal de Veneuse, avocats à Paris (8^e)
55, bd Malesherbes - Tél. : 45-22-04-36 - S/plac pour visiter, le 27 novembre 1989, de 12 à 13 h.

Vente s./sais. pal. just. PARIS, JEUDI 30 NOVEMBRE 1989 à 14 h 30
APPELLEMENT À PARIS 18^e
8 et 10, rue Ordener et 11 et 13, impasse du Caré
avec une réserve au sous-sol et un emplacement de voiture au rez-de-chaussée.
S'adresser à M^{me} Guy Boudriot et Patrick Vidal de Veneuse, avocats à Paris (8^e)
55, bd Malesherbes - Tél. : 45-22-04-36 - Vis./s/plac, le 29 novembre 1989, de 11 h à 12 h et le 29 novembre 1989 de 14 h à 15 h.

Vente sur saisie immobilière, au Palais de Justice à Paris le JEUDI 30 NOVEMBRE 1989, à 14 h 30
APPELLEMENT DE 2 p. - 165, rue Legendre
à Paris (17^e) - au 5^e ét. et une cave
M. à P. : 200 000 F
S'adresser à M^{me} Guy Boudriot et Patrick Vidal de Veneuse, avocats à Paris (8^e)
55, bd Malesherbes - Tél. : 45-22-04-36 - Vis./s/plac, le 29 novembre 1989, de 11 h à 12 h et le 29 novembre 1989, de 14 h à 15 h.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de PARIS, le jeudi 30 novembre 1989 à 14 h 30 en un seul lot
APPELLEMENT À PARIS 17^e
26, rue du Printemps
Comp. 4 p. ppales au 1^{er} étage : cuis., entr., cab. toilette, débarras, w.-c. + cave
Mise à prix : 500 000 F
Pour tous renseignements s'adresser à M^{me} MALZARD, avocat à Paris 17^e, 26, rue du Printemps. Tél. : 47-66-16-23, au Greffe du trib. de grande instance de Paris. Et sur les lieux pour visiter le jeudi 23 novembre 1989 de 15 h à 17 h.

Vente sur licitation au Palais de Justice de PARIS, lundi 27 Novembre 1989 à 14 h
PAVILLON À PARIS 19^e
14, Boulevard de Dauterive (entrée 46/48, rue du Général Broust)
Plots-pied : 1 vest., 1 entrée pour voiture légère, 2 cuis.
Rez-de-chaussée : hall, cuis., salon, salle à manger, W.C. lavabo
1^{er} étage : 3 ch., salle de bain, pend. robe, débarras, jardin.
M. à P. : 800 000 F
S'adresser à M^{me} William DRIGUEZ, avocat à Paris (8^e), 6, rue Saint-Philippe-du-Roule - Tél. : 42-25-13-20 - M^{me} François DEYSINE, avocat (SCP D'AVOCATS) à Paris (8^e), 43, avenue Hoche - Tél. : 47-66-03-60.

Vente sur saisie immobilière, au Palais de Justice à Evry - 91
Rue des Mazettes, le mardi 21 novembre 1989 à 14 h
UNE MAISON D'HABIT. À VILLEJUISE (91)
6, impasse de la Ruelle
Comp. rez-de-jard. : bur. locaux de serv. garage, appart. séparé de 2 p. cuis. s. d'eau, bur. et locaux de serv. comm. bur. chauff. garage, cave à vins, buand. w.-c. - Étage : 3 ch. entr., s. de bain, w.-c. cuis. adj. salle à mang. - av. p. cheminée - Terrain 1 000 m².
M. à P. : 450 000 F
S'adresser à M^{me} de la Claudière, avocat à Evry-91
Imm. Le Mazette, rue des Mazettes
Tél. : 60-77-15-57 de 10 h 30 à 12 h 30 et de 16 h à 18 h 30.

VARIÉTÉS

Guy Bedos, « inconsolable et gai »

Au Zénith, jusqu'au 9 décembre
Guy Bedos s'avoue moins méchant
Il n'en est que plus drôle

Pas de panique. Ce n'est pas parce qu'il dit : « Ça devient difficile d'être de gauche surtout quand on n'est pas de droite », que Guy Bedos a tourné casseque. Son entrée au Zénith (1) pourrait le faire croire. Tambours martiaux, faisceaux lumineux style DCA. Dans la salle comble, quatre mille personnes trépidant et orientées de joie. On aurait peur à moins. Alors lui, il se passe une entrée à la Mussolini. Pour rire. Et ça n'est pas fini.

Le plateau est immense, noir, 300 mètres carrés de plancher en bois. Meublé seulement par une verrière de bois, genre vespasienne recouverte d'atmosphère, noire aussi. Dans ce décor caennais surgit de très loin un petit homme, en noir évidemment, qui arrive en courant avec un sourire d'enfant, pressé qu'il est de donner le plus de déceptions mauvaises nouvelles possibles.

Boomerang

Il attaque tout de suite dans le vif du sujet, le « génocide » des comiques. Coluche, Le Luron, dans un autre genre, et son ami Desproges à qui, rancunier, il ne pardonne pas sa défection prématurée. On est plusieurs dans ce cas.

Il va parler beaucoup de la mort et des aspects les plus

désolants du sexe. Eros et Thanatos, quoi de plus drôle ? « Le sida, c'est le Tchernobyl du cul, ça vous plaît, ça ? » Eh bien oui, ça leur plaît, ça nous plaît, parce que Bedos est inextinguible pour débrider les plaies, pour gratter là où ça fait mal, là où ça fait honte et pour transformer les rires d'égotisme en quintes de rire, gardant lorsqu'il profère ses sèches horreurs un inaltérable et séduisant physique d'Arlequin pied-noir.

Il arpente la scène à grands pas courbés comme s'il était pressé de rentrer chez lui, sauf qu'il est chez lui. Et qu'il y restera plus de deux heures, sans entracte. Faut pas croire, il y a danger. Des applaudissements dont on préférerait se passer. Bedos dit : « Les juifs, il ne faut pas tous les mettre dans le même sac. Pour Enrico Macias, par exemple, ce que fait Serge Gainsbourg, c'est de l'hébreu. Et qu'on en commun Drucker, Lévi et Elkabach ? L'arrivisme peut-être. » Ale ! Ovation. Que fait Bedos quand ça arrive, ces vilains coups de boomerang ? « Je passe, je glisse, je les prends comme ils sont ».

Il sort beaucoup. En trois semaines, il réunit sans doute plus de 100 000 spectateurs, autant qu'au Cirque d'Hiver en

trois mois, il y a trois ans. Les politiciens français étant ce qu'ils sont, paisibles, trop paisibles (le Les zénithes hexagonaux, je m'en tape, ça devient inquiétant pour eux !). Bedos donne beaucoup de sketches, des nouveaux. « Paul-Henri n'est pas méchant », par exemple, qui se termine par un aphorisme de Clément, ça ne peut pas nuire — « Si le dégoût du monde confère à lui seul la sainteté, je ne vois pas comment je pourrais éviter la canonisation » — et des anciens inoubliables. « L'Orient, mon vieux Robert ».

Tout de même, vers la fin, une robuste revue de presse en main comme il se doit. Un peu court sur les événements de Berlin (« Trop tôt, je ne donne pas des informations, je ne suis pas Poiré d'Arvor »), puis par ailleurs ruisselant de perles noires : « Le toulard, dernières nouvelles du front », « Mitterrand, quand il boit un verre d'eau, on croit que c'est la fin. Non, c'est la soif », « Si on les écoutait, les brasseurs, on tricoterait des brassières aux spermatozoïdes », « Autant-Lara, c'est le sphincter buccal qui a lâché ».

Parce que c'était « un écrivain qui venait lui en parler (Louis Cardin), parce que c'était la maison » (Le Seul) où avaient publié



PHOTO PIERRE OLIVIER DECHAMPEL / AGENCE VU

Simone (Signoret) et Pierre (Desproges). Il a dit oui. Lui qui n'avait jamais voulu qu'on écrive ses textes, le voilà avec *Petites Drôleries* et autres méchancetés sans importance, « apostrophé » par Pivot et best-seller par-dessus le marché. Il ne manquait plus que ça, ses sketches, ses moralités orales désormais ont passé l'écran.

Jouer enfin de profil...

Ce n'est pas sa faute. A cause de Jo, sa femme, et de ses enfants, depuis dix ans, le bon-

heur, comme un gros chien câlin, l'a rattrapé. Forcément, c'est un peu contagieux. « C'est vrai, dit-il, j'ai aimé être méchant. Et maintenant, je sais, il y a de l'affection qui passe. Une sorte de fraternité entre futurs cadavres et anciens bébés. Mais il ne faut pas abuser, je ne voudrais pas devenir le Paul Gauth du sketch. » Risque pas.

Le Zénith représente une sorte d'apogée. Bedos ne pourra probablement pas aller plus loin dans l'exercice périlleux de l'acrobate solitaire qui fait le saut de l'ange sans fil au-dessus de la foule. Il le sait. Il voudrait passer à autre chose. Au théâtre (on

est en train de lire pour lui toute l'œuvre du dramaturge autrichien Thomas Bernhard, encore des petites choses primées). « Ça me ferait du bien, dit-il, de jouer enfin de profil, avec des copains. »

En attendant, seul et triomphant, Bedos fait son Zénith à lui. Fidèle chaque jour davantage à la formule qui dit : « L'homme est un roseau pensant, inconsolable et gai. »

DANIELE HEYMANN

(1) Jusqu'au 9 décembre. Sans prolongation. Tél. : 42-40-01-01.

André Lamy bouffon

Au Casino de Paris, l'imitation
n'est pas seulement un exercice de style

Il y a deux ans, André Lamy a opéré un démarrage fulgurant en imitant la voix des autres, avec une rapidité et une précision vertigineuses. Deux années de tournée dans les régions lui ont ensuite appris à jouer avec le public, à adapter le rythme de ses sketches, à moins s'appesantir sur les effets.

L'évolution d'André Lamy a été rapide. Au moment même où une nouvelle génération d'imitateurs se bousculait à la porte du show-biz et postulaient les premiers rôles, Lamy a choisi d'être un jeune artiste comique proposant un show avec une petite équipe d'auteurs (Michèle Bernier, Jean-François Halin, Bruno Gaccio) et de musiciens donnant libre cours au détachement burlesque.

Patrick Sébastien privilégie dans ses imitations l'apparence physique. André Lamy développe un spectacle de music-hall autour de ses pastiches. Il multiplie les séquences visuelles, commence une imitation d'Yves Montand en faisant un numéro de claquettes sur le grand escalier du Casino de Paris.

ouvre sa caricature de Devos en arrivant des coulisses en monocycle, et son imitation de Jacques Chirac en surgissant des cintres dans un avion. Suivent ensuite un délire systématique, des inventions parodiques, une efficacité nourrie de sarcasmes et servie par un beau travail de mime.

Bouffon moderne, l'ironie incisive, presque dévastatrice, André Lamy donne ainsi de nouveaux prolongements à un genre (l'imitation) qui ne fut longtemps qu'un exercice de style.

Le spectacle du Casino de Paris, servi par une mise en scène rigoureuse et vive de Bernard Lion, est plein de jolies trouvailles dans la reconstitution d'univers (le cirque, l'Arche de la Défense, la cérémonie des Oscars), dans la conception même des séquences (celle par exemple de Laurel et Hardy), dans l'ordonnance et la présentation des sketches.

CLAUDE FLEOUTER

► Casino de Paris, 20 h 30.

Michel Musseau dans la stratosphère

Voyageur du non-sens, Musseau affiche sa fantaisie burlesque
aux Trottoirs de Buenos Aires

Dans la chanson française, Michel Musseau est un personnage curieux, hors norme, qui grimpe allégrement les chemins de l'absurde et du non-sens, esquive une pirouette verbale, enclenche par un gag ou des gestes de clown incongrus, glisse en fumée par-dessus les genres — chanson, jazz, tango, rock électronique, musique classique et contemporaine.

Découvert en 1983 à la Vieille Grille, puis au Printemps de Bourges, Michel Musseau a aussitôt marqué son territoire avec un humour baroque, des mélodies sophistiquées et des rythmes volatiles, enfin une mise en scène farfelue. Pourtant, avec sa tête de comptable pensant au masque immobile qui semble mise sur un corps vivant et élastique comme un prolongement en stuc, Musseau n'est pas sorti des petits lieux un peu confidentiels où il jongle comme un poète d'habitat.

► Les Trottoirs de Buenos Aires, 20 h 30.

du 5 Novembre
THEATRE 14
PARADISE BURLESQUE
45 45 4977
du 10 Décembre
POURQUOI N'AS-TU RIEN DIT, DESDEMON ?
de CHRISTINE BRUCKNER
mise en scène Alain RAIS, décor Yves PIERGIANNI
avec
Evelyn ISTRIA, Christine MURILLO, Maria VERDI
Un spectacle remarquable - FRANCE CULTURE. Des femmes parlent, un spectacle de qualité, beau travail - LE FIGARO. Éloge de la féminité, joliment joué - LIBÉRATION.

VIENT DE PARAÎTRE
PHOTO : Le Mont Blanc vu du ciel
Un reportage exclusif qui vous fera découvrir les sommets de la vallée de Chamoré comme vous ne les avez jamais vus. Des Grandes Jorasses à l'Écluse du Mad, des images vertigineuses qui font rêver.
HUIT PHOTO-REPORTAGES
■ SAFARI : Ramenez-les vivants
■ NEIGE : Les stations dans le vent
■ LOUXOR : Faut-il rendre l'obélisque ?
■ HONG KONG : La ville encerclée
■ DESROCHES : Ile-hôtel aux Seychelles
■ PORTUGAL : La fête des Saints
■ CROISIÈRES : L'Océan Pearl en mer de Chine
2 BANCS D'ESSAIS
■ TGV Atlantique
■ HERTZ au Mexique
INFOS VACANCES
chez votre marchand de journaux
BANCS D'ESSAIS DU TOURISME

KIMURA
Inédits II - 1956-1987
10 octobre
16 décembre 1989
Galerie
ART YOMIURI FRANCE
5, quai de Conti, Paris VI
43 26 15 35

NOUMEA
VOL ALLER RETOUR
A PARTIR DE
8 900 F
5, AV. DE L'OPERA
42 73 10 64 - 36 15 NF
NOUVELLES FRONTIÈRES

DISQUES

Gérard Manset, le maudit bien-aimé

On écoute Gérard Manset comme on lit adolescent les poètes maudits, en croyant que c'est juste pour soi, qu'on est seul avec eux. On aime Manset comme on aime une insomnie, quand on est sûr, sûr comme fer, d'être le dernier à veiller à cette heure-là, seul lucide. De ne partager avec personne d'autre le velours noir de cette mélancolie des départs, des trains déglissant, des avions plantés dans la brousse, des îles de la Sonde, des plages où dorment les enfants angéliques dont rêve le vieil Occident. Ce qu'il y a de plaisant dans le charme sorcier de Manset, dans cette confiance chantée sur galettes noires ou biscuits d'argent, c'est qu'on est bien quarante mille en moyenne à se croire uniques dans le privilège depuis 1968.

A force de se cacher (l'homme est toujours masqué, ou de profil, brouillé par la typographie de son nom sur la pochette), il exerce un contrôle assez rigoureux sur toute photo de lui, comme sur sa vie privée, ses interviews). Il ne peut qu'apparaître davantage de jour en jour. Parce qu'il est avec

Gainsbourg un des rares auteurs compositeurs français qui ont déjà entrepris de nous hanter, de leur vivant. L'un par son trop de show, l'autre par son incognito. Au départ, quelques années après la découverte des Beatles, un drôle de Français à la voix lointaine, nocturne, bricolait chez lui, avec son matériel d'amateur, comme un peintre avec ses pinceaux, seul contre tous, *Animal on est mal*. Puis la *Tolle du maître*, *Je suis Dieu* et *Orlon aveugle*. Et toute une série d'albums, dont *Lumières* ou *Il voyage en solitaire*, invariablement singuliers, inimitables.

Trier le bon grain de l'ivraie

Il y a quelques années, Manset décidait de faire ses adieux à la chanson, ce qui est banal, et de trier, par coupes franches, ce qui est moins fréquent, le bon grain de l'ivraie dans son œuvre avant édition en compact. On peut discuter de l'élimination de quelques titres, mais qu'importe, la démarche était irréprochable.

Matrice est sans conteste un de ses meilleurs albums, un des

plus « enlevés », ce qui semble un paradoxe pour quelqu'un qui n'est pas là et guère sujet à de furieux ravissements. On le doit au rythme de plusieurs titres comme *Banlieue nord* ou *Filles des jardins*, à la vitesse décollée du *Canon bachelé* ou la lenteur irrémédiable, ironique et funèbre d'un titre court :

Mort du cornettiste Will Bill Davison

Le cornettiste de jazz Will Bill Davison est mort le 14 novembre dans un hôpital de Santa Barbara (Californie) des suites d'une crise cardiaque. Il était âgé de quatre-vingt-trois ans.

Né à Defiance (Ohio), Will Bill Davison a été un des piliers du jazz dans le Chicago des années 20 et 30. Il a ensuite suivi Eddie Condon à New-York et joué dans le club de celui-ci pendant plus de quinze ans. Son style énergique lui a permis d'enregistrer plus de huit cents titres et avec l'âge il n'a pas ralenti une activité qui l'avait amené à de nombreuses tournées sur le continent européen. Il était un des derniers représentants du jazz traditionnel.

« Et toutes choses se défont comme le plâtre des plafonds comme le vin du carafond quand il devient couleur de [sang...] »

Ce n'est bien sûr pas simplement le meilleur disque de l'année qui s'achève. Probablement le préféré des dix prochaines qui commencent.

MICHEL BRAUDEAU

Un Picasso record à New-York

Une œuvre de la période rose de Picasso, peinte en 1905, au Lapin agile — un Arlequin dans un cabaret parisien — a été adjugée par Sotheby's à New-York, le 15 novembre, 40,7 millions de dollars (environ 256 millions de francs). Le tableau a été acheté par la Fondation Walter Annenberg. Le prix payé place le tableau en troisième position après les *Iris* de Van Gogh, vendu 53,9 millions de dollars en novembre 1987, et un autoportrait de Picasso vendu 47,8 millions de dollars en mai dernier. Les *Noces de Pierrette*, de ce peintre, qui sera mis en vente le 30 novembre à Drouot-Montaigne, risque d'atteindre ces prix extravagants.

سكزا من الالاحل

هكذا من الاعمال

DROUOT RICHELIEU
9, RUE DROUOT, 75009 PARIS
Tél. : 48 00 20 20 - Téléc. : DROUOT 642 260
Informations téléphoniques permanentes
en français et anglais au : 48 00 20 17
Compagnie des commissaires-priseurs de Paris

LUNDI 20 NOVEMBRE
S. 1 et 7. - Tableaux modernes. - M^{re} BOISGIRARD.
S. 13. - Collection de verreries contemporaines. - M^{re} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.
S. 14. - 14 h 15 : vente en vertu d'un jugement du tribunal de commerce de Paris, rendu le 20 juin 1989, pour cessation de commerce. IMPORTANT LOT DE BIJOUX FANTAISIE : bagues, bracelets, boucles d'oreilles, colliers, etc. - M^{re} ADER, PICARD, TAJAN.
S. 15. - Mobilier 18^e et tableaux. - M^{re} ROGEON.

MARDI 21 NOVEMBRE
S. 2. - Lettres et manuscrits autographes. - M^{re} OGER, DUMONT (ARCOLE).
S. 5 et 6. - TABLEAUX MODERNES. Estampes, dessins, aquarelles, gouaches, sculptures. - ARCOLE.
S. 12. - Timbres-poste. - M^{re} LENORMAND, DAYEN.

MERCREDI 22 NOVEMBRE
S. 1 et 7. - Estampes modernes, tableaux de l'école musicaliste et projets d'impression sur tissu. - M^{re} BRIEST.
S. 2. - Suite de la vente du 21 novembre. - M^{re} OGER, DUMONT (ARCOLE).
S. 9. - 14 h : CHAUMET. Bijoux anciens. - M^{re} LIBERT, CASTOR, MM. Fortier, Sorret et Monnaie.
S. 12. - Suite de la vente du 21 novembre. - M^{re} LENORMAND, DAYEN.
S. 13. - Tab., bib., mob. - M^{re} BOISGIRARD.
S. 15. - Bib., meubles. - M^{re} BONDU.

JEUDI 23 NOVEMBRE
S. 8. - LIVRES. Editions originales des 19^e et 20^e siècles : manuscrits, voyages, sciences et techniques. - PARIS AUCTION (M^{re} de CAGNY, tél. : 42-46-00-07).
S. 9. - Suite de la vente du 22 novembre. - M^{re} LIBERT, CASTOR.
S. 11. - Tableaux, meubles et objets d'art. - M^{re} LENORMAND, DAYEN.

VENDREDI 24 NOVEMBRE
S. 2. - 14 h 15 : objets d'art et de bel ameublement. - M^{re} ADER, PICARD, TAJAN, M. Dillès, M^{re} Finaz de Villaine.
S. 7. - Tableaux, Extrême-Orient, meubles et objets d'art, armes. - M^{re} DELORME.
S. 18. - Art déco. - M^{re} BOISGIRARD.
S. 14. - Tableaux, bibelots, objets mobiliers, meubles anciens et style. - M^{re} AUDAP, GODEAU, SOLANET.
S. 16. - Objets d'art, ameublement. - M^{re} PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN.

SAMEDI 25 NOVEMBRE
S. 4. - Tapis d'Orient. - M^{re} ROGEON.

DROUOT MONTAIGNE
15, AVENUE MONTAIGNE
75008 PARIS
Tél. : 48 00 20 80
Téléc. : 650 873

LUNDI 20 NOVEMBRE, à 21 heures
TABLEAUX IMPRESSIONNISTES ET MODERNES
M^{re} BRIEST, commissaire-priseur
Expositions : dimanche 19 novembre, de 11 heures à 22 heures et lundi 20 novembre, de 11 heures à 18 heures

MERCREDI 22 NOVEMBRE, à 20 heures
IMPORTANTES TABLEAUX MODERNES
M^{re} ADER, PICARD, TAJAN, commissaires-priseurs
M^{re} Fautin et de Lavrencoeur, experts
Expositions publiques : à Drouot-Montaigne, mardi 21 novembre, de 11 heures à 22 heures, et mercredi 22 novembre, de 11 heures à 17 heures
Veuillez contacter Thierry Picard au (1) 42-61-80-07, poste 428

VENDREDI 24 NOVEMBRE, à 14 h 30
TRÈS IMPORTANTES TABLEAUX MODERNES
par Bathus, Camoin, Ernst, Foulon, Kistling, Matise, Modigliani, Pissarro, Vlaminck, etc.
M^{re} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR
et M^{re} LIBERT, CASTOR, commissaires-priseurs
Exposition le jeudi 23 novembre, de 11 heures à 21 heures

ADER, PICARD, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 42-61-80-07.
ARCOLE (Groupement de C.F.), 40-22-02-50.
AUDAP, GODEAU, SOLANET, 32, rue Drouot (75009), 47-70-67-68.
BOISGIRARD, 2, rue de Provence (75009), 47-70-81-36.
BONDU, 17, rue Drouot (75009), 47-70-36-16.
BRIEST, 24, avenue Montaigne (75008), 42-68-11-30.
DELORME, 14, avenue de Messine (75008), 45-62-31-19.
LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR (anciennement RHEIMS-LAURIN), 2, rue Drouot (75009), 42-46-61-16.
LENORMAND, DAYEN, 12, rue Hippolyte-Lébas (75009), 42-81-50-91.
LIBERT, CASTOR, 3, rue Rossini (75009), 48-24-51-20.
OGER, DUMONT, 22, rue Drouot (75009), 42-46-96-95.
PARIS-AUCTION, 1, de Cagny, Carrière-Kalk, Dourbarges, Hobbes-Castellar, Ribeyre-Caron, 4, rue Drouot, 75009 Paris, 42-47-03-99.
PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN, 16, rue Grange-Batelière (75009), 47-70-88-38.
ROGEON, 16, rue Milton (75009), 48-78-81-06.

A VARENNE-SAINT-HILAIRE (94210)
DIMANCHE 19 NOVEMBRE, à 14 h 30
VINS FINS ET ALCOOLS
Renseignements : M^{re} F. LOMBRAIL et J.-P. TEUCQUAM
21, avenue de Balzac - Tél. : (1) 43-97-29-93
Fax (1) 42-83-68-48

CULTURE

CINÉMA

Violence, famille et sexe

Trois films américains, « Johnny Belle Gueule », « Portrait craché d'une famille modèle » et « Quand Harry rencontre Sally » sortent en même temps. Violence, famille, relations sexuelles : le cinéma standard hollywoodien

Quand on ressemble à Elephant Man, que de surcroît on est affligé d'un bec de lièvre, mais que l'on est adroit de ses mains, on peut gagner sa vie en ouvrant clandestinement des coffres-forts. Ce que fait Mickey Rourke, le *Johnny Belle Gueule* du film de Walter Hill, présenté au Festival de Deauville. Les choses iraient cahin-caha s'il ne travaillait pour un couple de vrais fumeurs (surtout elle). Au cours d'un casse dans un magasin de numismatique, le couple maléfisant descend tout le monde - magnifique scène de violence, avec ralenti sur les pièces de monnaie qui jaillissent et les vitrines qui explosent comme en un feu d'artifice - y compris le meilleur, le seul ami de Johnny, qui lui, laissé pour mort, échappe au massacre.

Après quoi, poursuivi par un policier noir, il tombe dans les mains généreuses d'un chirurgien également noir, Forest Whitaker, qui propose de l'aider à recommencer sa vie en lui arrangeant un nouveau visage et en lui donnant une nouvelle identité. Donc, pendant le reste du film, Mickey Rourke retrouve sa belle gueule à la Gérard Philipe façon toubard. Mais il se trimbalait dans sa nouvelle vie avec un emul si pesant que tout le film en est alourdi, malgré l'habileté de Walter Hill et son plaisir à mettre au point les bagarres sadiques.

Les scènes de bagarres convulsives font partie d'une tradition hollywoodienne relativement récente. Les scènes de famille sont la base même du cinéma populaire, aujourd'hui des feuilletons. *Portrait craché d'une famille modèle*, de Ron Howard, se rattache à la ligne *Happy Days* ou *les Voisins*, pas du tout aux fameux *Atrides* de *Dallas*, *Dynasty*, *Vengeance aux*

deux visages et autres richesses de *Santa Barbara*. C'est à dire qu'on a affaire à une brave famille de la moyenne bourgeoisie, américaine donc n'habitant pas en appartement, mais dans des maisons avec petit jardin, où les anniversaires se fêtent au barbecue.

Le comportement des enfants n'est pourtant pas si différent de celui des petits citadins européens. Leurs névroses non plus. En plus du stress de la compétition scolaire et sportive, ils subissent les doutes, les frustrations, les besoins de compensations des parents, qui se prennent la tête pour ne pas les traumatiser, leur racontent comme à des malades évanescents, et, finalement, les mettent dans des états de nerfs épouvantables, sans leur éviter les révoltes ni les béatitudes normales.

Du gentil boulevard

Les conflits de générations traversent les siècles, Ron Howard ne leur apporte rien de bien nouveau. Comme s'il avait entrepris une étude de comportements et d'anecdotes auprès de quelques amis, il aligne les scènes de comédie avec léger message moral, juste de quoi enseigner aux spectateurs qu'il n'y a pas de bons parents et qu'il ne faut rien dramatiser. Les Américains adorent, ils ont fait un triomphe à *Parent Hood* (titre original).

La distribution, efficace, est menée par Steve Martin, vieux roturier boulevardier. Les enfants cabotent sans excès, mais Dianne Wiest, dans son éternel numéro d'étouffante mamma pleurnicharde, coïncide à devenir plus exaspérante que ne l'exige le rôle.

C'est, malgré tout, *Quand Harry rencontre Sally* le meilleur des

trois films, présenté lui aussi au dernier Festival de Deauville. Le « malgré tout » est là pour freiner un enthousiasme qui déborderait trop vite. Car il s'agit seulement d'une comédie traditionnelle, bien ficelée, mise au goût du jour avec la séquence déjà fameuse (servant de promotion à la télévision) où Meg Ryan simule un orgasme en plein restaurant.

Meg Ryan - Sally - rencontre Bill Crystal - Harry - à plusieurs reprises. D'abord par hasard, car chacun trouve l'autre insupportable. Puis chacun fait de son côté sa vie de yuppie. Mondaines, réussies, sociales et désastre affectif. C'est alors que les deux deviennent amis. Parallèlement leurs copains Carrie Fisher et Bruno Kirby deviennent des amants hétérosexuels. La grande question est de savoir si une antipathie platonique et durable peut s'établir entre un homme et une femme.

Rob Reiner répond non, et met en place un petit monde bien défini, bien ciblé. Une comédie de caractères, en somme. Mais les réactions sont tellement convenues, tellement attendues, tout est tellement bien propre, sans un fil qui dépasse, sans un brin d'insulte, que l'on regarde, on s'amuse, et dix minutes après on a tout oublié.

Parce que le personnage de Bill Crystal est un hypochondriaque amer, cynique et malheureux, on a parlé de Woody Allen, on a précisé *Andie MacKaye*. Meg Ryan est aussi intéressante que Diane Keaton, Bill Crystal est crédible. Mais du Woody Allen sans Woody Allen, c'est seulement du gentil boulevard parce que manque l'essentiel : la force de la décision.

COLETTE GODARD

« Le Temps des gitans »

d'Emir Kusturica

Au Festival de Venise 1981, *Te souviens-tu de Dolly Bell* ? recevait le Lion d'or de la première œuvre. Le cinéaste yougoslave, singulièrement placé au carrefour de plusieurs cultures, avait depuis quelques années le vent en poupe dans les compétitions internationales. Et comme Emir Kusturica, jeune cinéaste né en 1954 à Sarajevo, évoquait dans son premier film les années 60 de son adolescence, on comprit *Dolly Bell*, à l'As de pique, de Milos Forman, jadis héraut de la nouvelle vague tchèque.

Au Festival de Cannes 1985, Emir Kusturica décrochait la Palme d'or avec *Papa est en voyage d'affaires*, qui, à travers le regard d'un gamin de six ans, donnait une vision très étonnante de la Yougoslavie de Tito se défendant contre les ennemis pro-soviétiques de l'intérieur, en 1950-1952.

Cette année, Emir Kusturica représentait à nouveau le cinéma yougoslave au Festival de Cannes, mais *Le Temps des gitans* ne faisait pas référence au passé. C'est une chronique de deux heures quinze minutes (la version pour la télévision comprend six épisodes de cinquante minutes) sur la vie misérable d'un groupe ethnique marginal, les Roma. Elle nous est arrivée tout au début de ce siècle national (2 millions de spectateurs entre janvier et mars 1989). Un tel succès impressionne car ce n'est pas dans ce film qu'on peut rencontrer des « Trizanes heureux » comme chez Alexandre Petrovic dans les années 60. Mais *Le Temps des gitans* a bénéficié d'un très gros budget et d'un effort artistique considérable. Kusturica raconte, avec nombre de péripéties qu'on pourrait dire mélodramatiques, mais qui correspondent à une réalité, l'histoire de Perhan, enfant naturel élevé avec sa petite sœur infirme, par une grand-mère incarnant la bonté et la sagesse.

Trafic d'enfants

Elle lui a fait cadeau d'un dindon destiné à traverser le film comme un symbole (mais de quoi ?). Perhan grandit en essayant de réaliser un rêve de bonheur, de confort, d'intégration sociale. Mais il est dupé par Ahmed, un escroc, et va travailler en Italie, sur la zone de Milan, dans un camp où sont rassemblés des enfants achetés, qu'on oblige à mendier et à se prostituer.

Ange gardien, de Goran Paskaljevic (1987), dénonçait ce trafic en situant le problème des Trizanes sur le terrain social et politique. Kusturica, lui, constate un état de fait. On ne dit pas qu'il s'agit d'un mode de vie, il a cherché à donner à l'histoire de souffrance et de malheur de Perhan, devenu lui-même un « cadavre » avant de se rebeller et de se redresser, une dimension morale et, pour un peu, mystique. Pour cela, il a particulièrement travaillé les couleurs des images, et son style cinématographique, dans la poésie, le fantastique social, l'ironie, le surréalisme même. Le film prend ainsi une dimension formelle certaine et des bouillottes esthétiques qui préparent à sourire ou à rire si le climat de cette œuvre n'était aussi noir.

Un métrage en scène trépassé ne s'enrichit pas. Kusturica, néanmoins, fait la preuve qu'on peut appartenir à une petite cinématographie et posséder la flamme et le don artistique des grands réalisateurs des grands pays. Voilà, sans doute, ce qui lui a valu le Prix de la mise en scène à Cannes.

JACQUES SICLER

Hollywood à Amiens

Pour sa neuvième édition, le Festival du film international d'Amiens, qui a lieu jusqu'au 26 novembre, propose un cycle sur le cinéma américain face à ses ennemis intérieurs ou extérieurs (les guerres mondiales, la guerre froide, le maccarthysme) au travers des œuvres, parfois inédites, de Griffith, Chaplin, Kazan, Losey ou Fuller. Le Festival d'Amiens présentera également un panorama du cinéma chilien des années 80. Comme chaque année, la compétition rassemblera vingt-cinq longs et courts métrages.

Tél. : 22-91-01-44.

La mort de Rémy Laurent

Le comédien Rémy Laurent, qui s'était fait connaître dans le film *A nous les petites Anglaises*, de Michel Lang, est décédé mardi

Révolution et cinéma à Beaubourg

En se basant sur l'ouvrage de Marc Ferro, *Révoltes, révolutions, cinémas*, le Centre Georges-Pompidou présente, jusqu'au 15 janvier, un panorama des révolutions, contre-révolutions, révoltes sociales ou paysannes à travers le cinéma. Outre la révolution des caillots au Portugal, soignée par Luis Simoes dans *Bon Poupie portugais* : la lutte contre l'apartheid dans *Mapantula*, d'Oliver Schmitz, ou encore la révolution mexicaine vue par Carmen Toscano de Moreno, dans *Mémoires d'un Mexicain*, cette rétrospective proposera également des grands classiques : le Cuirassé *Potemkine*, d'Eisenstein, *Pour qui*

Témoignages au Goethe Institut

Le Goethe Institut de Paris consacre jusqu'au 20 novembre sa série « Témoignages » au souvenir des victimes du nazisme. *Oradour*, de Las Rosh et Gurtler Schwarberg (le 17 novembre), sera suivi de *Meurtre parfait*, de Ralph Giordano et Jörg Friedrich (le 20) et de *l'Etoile jaune*, de Dieter Hildebrandt (le 21). Le Goethe Institut présentera également du 27 au 29 les trois volets du *Procès d'Eichmann* de Fischer, un film unique sur le procès de Meidank, mené de 1975 à 1981 en RFA contre d'anciens membres du personnel du camp de concentration de Lublin-Maidanek.

■ A PARTIR DU 17 NOVEMBRE ■
CITÉ DES OISEAUX

de Bernard Chartreux
mise en scène : Jean-Pierre Vincent
décors et costumes : Jean-Paul Chambas
■ LOCATION OUVERTE : 47.21.18.81 ■
SANTERRE AMANDIERS

MUSIQUE

VEN. 17 NOV. 18 H 30
MARIA JOAO PIRES
HUSEYIN SERMET
SAM. 18 NOV. 18 H 30
DIM. 19 NOV. 20 H 45
MICHEL PORTAL
MARIA JOAO PIRES
YURI BASHMET
ET
HUSEYIN SERMET (18)
DONNA BROWN (19)
JEU. 23 VEN. 24 NOV. 18 H 30
CHRISTIAN ZACHARIAS
PRX 60 F.LOC. 42.74.22.77
2 PL. DU CHATELET PARIS 4^e

Dans Télérama cette semaine
Les enfants malades de la télévision, est-ce bien sûr ?
La télévision mauvaise nourrice ? La télévision qui traumatise les enfants, qui les pousse à la violence ? Tout le monde le dit... sauf certains spécialistes des enfants. Au-delà des idées reçues, un débat contradictoire et... violent, que Télérama vous rapporte cette semaine.
La Perestroïka vue dans les rues de Moscou et de Leningrad. Un reportage de Télérama, surréaliste et inquiétant sur un peuple désorienté.
A propos du Prix Goncourt, vous vous amusez à lire les portraits drôles et vachards des écrivains de leur temps, les frères Goncourt.
Et toujours dans Télérama, les livres, les films, les musiques, la radio et tous les programmes TV heure par heure.

Télérama : l'intelligence des plaisirs.
Chaque mercredi, chez votre marchand de journaux.

Le projet

MADESON
CLAY
ENCOURI
15 FI

CULTURE

MUSIQUES

Le projet de budget pour 1990

Les orchestres et les opéras de province réclament un rééquilibrage des crédits

MM. Marcel Landowski, président de l'ANOR (Association nationale des orchestres de région), et Michel Carassonne, président de la RTLMF (Réunion des théâtres lyriques municipaux de France), ont tenu, mercredi 15 novembre, une conférence de presse pour réclamer de l'Etat une politique moins déséquilibrée au détriment de la province.

Le déséquilibre des crédits en faveur de Paris apparaît nettement dans les chiffres du budget de la direction de la musique, sans qu'il soit nécessaire de les accompagner, comme certaines statistiques présentées au cours de cette conférence tendent à le faire.

En 1989, l'Opéra de Paris (principal accusé, bien entendu) a reçu de l'Etat 425,63 millions de francs, auxquels il est adossé d'ajouter les 36,74 millions de francs de frais de fonctionnement pour l'établissement public qui construit l'Opéra de la Bastille.

En regard, les treize théâtres de la RTLMF ne reçoivent ensemble de l'Etat que 65,53 millions de francs, le reste étant à la charge des villes (73 %).

Côté orchestres, ceux de Paris (Orchestre de Paris, Ensemble intercontemporain, Ensemble orchestral de Paris, associations symphoniques) reçoivent 52,31 millions de francs, tandis que les vingt-trois orchestres régionaux reçoivent 120 millions (soit entre 20 % et 25 % de leur budget total) (1).

En additionnant ces chiffres, l'ANOR et la RTLMF tirent la conclusion que les subventions de l'Etat correspondent (pour 2,05 millions d'habitants) à 252 F par Parisien et (pour 53 millions d'habitants) à 3,47 F par non-

Parisien, Français ou provincial, traité en citoyen de seconde zone.

On remarquera que la région parisienne compte 10 millions d'habitants, qui ont vocation à venir à l'Opéra-Bastille ou à l'Orchestre de Paris. Par ailleurs, si la capitale et les collectivités locales, au lieu de ne pas payer un sou pour l'Opéra (ce qui scandalisait le premier ministre, M. Chirac, en 1976...), versaient la même quote-part que les villes de la RTLMF au lieu (soit 73 %), ce sont 310,71 millions de francs qu'elles auraient libérés et dont l'Etat aurait pu faire bénéficier la musique française. Mais on ne peut raisonner de manière aussi simpliste et chacun voit bien que l'Opéra de Paris ne s'adresse pas qu'aux Parisiens (d'autant qu'il remplit des missions générales de formation, école de chant, école de danse, de conservation patrimoniale, avec la Bibliothèque, etc.).

Ancien directeur de la musique, M. Landowski le sait bien et, s'il a parlé de « choc anastrot » à propos de l'Opéra-Bastille, c'est qu'il veut s'en servir comme d'un levier pour obtenir de l'Etat une aide plus vigoureuse pour les forces musicales de province, à l'heure où les collectivités locales commencent à trouver ces charges trop lourdes et peu rentables.

Défiance

Le budget 1990 de la direction de la musique annonce une augmentation non négligeable des crédits pour l'ensemble de la diffusion symphonique et lyrique : 25 millions de francs, dont 15 millions pour les opéras et les orchestres de province, ce qui devrait représenter approximativement 7,5 % d'augmentation.

Cette mesure est cependant considérée avec quelque défiance par les responsables de l'ANOR et

de la RTLMF, car ces 15 millions seront répartis par un fonds de programmation-diffusion d'après divers critères touchant la création, le patrimoine, les jeunes talents français, le nombre de concerts, de productions, de représentations, etc., ce que tout le monde n'apprécie pas. Le professeur Carassonne a dénoncé le risque de « dirigisme » que présente cette mesure.

On nous que, dès 1989, il y a eu une importante disparité des augmentations de subventions pour les différents opéras, d'après les efforts faits par les théâtres ou leurs nécessités criantes (2).

De nombreuses personnalités, députés, maires (notamment Dominique Baudis et Jean-Paul Fuchs), sénateurs, adjoints à la culture, directeurs, assistaient à cette conférence de presse et se sont plaints amèrement de la situation présente. On doute cependant qu'une loi-programme soit acceptée actuellement et que le ministre des finances augmente les crédits de la musique dans des proportions plus fortes que ces dernières années (en 1989, 12 % pour le fonctionnement et 13,7 % en 1990). A moins que la fin des travaux de l'Opéra-Bastille ait un effet d'entraînement aussi bien financier qu'artistique ?

JACQUES LONCHAMPT

(1) On laisse de côté (pour éviter des contestations) des ensembles à vocation aussi bien régionale que nationale (les Arts Florissants, le Groupe vocal de France, le Chœur royal, les Chœurs de Lyon) pour un total de 8,76 millions de francs, ainsi que des crédits lyriques destinés surtout à la province (festivals, théâtre musical, etc.) pour 22 millions, et enfin des « missions musicales » d'ensembles et de solistes, destinées à la province, pour un montant de 7,65 millions.

(2) Metz + 36,2 % ; Nice + 28,6 % ; Montpellier + 21,3 % ; (mais Rouen 0 ; Lyon + 3 % ; Tours et Toulouse + 3,6 %).

THÉÂTRE

L'Odin Theatre, vingt ans après

Presque aussi mythique que le Living Theatre, la troupe d'Eugenio Barba est de retour en France avec « Talabot », mais notre regard a changé

Qu'est-ce que la présence d'un acteur ? Pourquoi, de deux acteurs orientaux qui exécutent strictement les mêmes gestes, l'un a-t-il plus de présence que l'autre ? Existe-t-il une identité professionnelle, au-delà de l'identité culturelle, qui permette à un acteur européen de rencontrer un acteur japonais, indien ? Toutes ces questions, belles, inépuisables, Eugenio Barba n'a cessé de se les poser depuis que jeune Italien débarqué en Norvège à bord du navire *Talabot* (qui donne son nom à son dernier spectacle) il a fondé son théâtre-laboratoire, dans la petite ville d'Oslo. Avec la même équipe fondatrice, dans le même lieu, depuis vingt-cinq ans — record de longévité — il approfondit ses recherches inspirées de celui qui fut son maître, Grotowski, et, au-delà, Antonin Artaud.

L'Odin Theatre a également fondé une école internationale d'anthropologie théâtrale, et la troupe voyage beaucoup, longtemps, en Amérique du Sud notamment : « L'Esprit, dit Barba, on parle du sens du théâtre, et non pas, comme en Europe, de subventions ». Invité lors des rencontres mensuelles du Syndicat de la critique dramatique et musicale, il assure : « Je n'ai pas changé. J'ai les mêmes croyances, que du temps de ma jeunesse ».

Notre regard, notre sensibilité, en revanche, ont changé depuis la *Maison du père*, au début de la décennie 70 à la Cité internationale, ou même le *Livre des danses*, en 1977, au Festival d'Automne, qui coïncidaient avec leur époque. Aujourd'hui, *Talabot* semble surgir d'un monde étranger, celui d'une génération qui, à quarante ans, vit au post-baba cool. Assis autour d'une aïre de jeux écoliers, donc très près des acteurs, on reste indifférent à la narration qui sous-tend le spectacle : la vie d'une anthropologue danoise, spécialiste de la culture irlandaise, une vie qui fait des détours par la psychanalyse, l'Histoire, de Lénine à Che Guevara.

A côté se dressent des figures, dont celle d'Antonin Artaud. Là encore, en avant les citations : de la comédie dell'arte au poncho péruvien, sans oublier le verisme des pêcheurs d'Islande. Les objets et leur maniement suivent le spectateur de son débâcle : bois, lèche, terre, anneaux, visseaux d'enfant en flammes, truites écartelées... D'autres hommes de théâtre, on songe d'abord à Peter Brook, ancrent leur pratique aux mêmes racines sans se noyer.

ODILE COURTOT

Théâtre 71, Malakoff jusqu'au 19 novembre. Tél. : 46-55-43-45.

Le Ballet de l'Opéra annule sa tournée à Leningrad

La tournée des danseurs de l'Opéra de Paris à Leningrad, prévue en février 1990, a été annulée par les autorités soviétiques et renvoyée à une date ultérieure. Officiellement, cette décision est due à la fermeture pour travaux de deux hôtels de Leningrad. Il semble en fait que le coût de cette tournée soit en cause.

LES PETITS FRÈRES DES PAUVRES
CARTES ANSÉE
ROBERTO VALLE
CASADESUS
DUMAY
WILLIENCOURT

SAMEDI 18 NOVEMBRE 1989
20 h 30 SALLE PLEYEL
par téléphone : 45.63.88.73
de 13 heures à 18 heures
sauf dimanche
ou par réseau Pascal : 42.33.43.00
Prix des places : 70 F, 100 F, 150 F,
200 F, 500 F.
EMPLACEMENT OFFERT PAR LE JOURNAL.

IL Y A DE LA NEIGE A FLAINE!
INFORMATIONS RESERVATIONS
36 15 FLAINE 23 RUE CAMBON
75001 PARIS
Tél. : 42 61 55 17

Plus personne ne pourra dire,
on ne savait pas.



328 Pages 89 F
Soc. La Découverte.

Le rapport d'Amnesty International dénonce les atteintes aux droits de l'homme dans plus de 130 pays. Il est en vente en librairie et chez Amnesty International.

amnesty international.

4, RUE DE LA PIERRE-LEVEE, 75011 PARIS, MINITEL 3615 CODE AMNESTY.

TEP
THEATRE GERARD PHILIPPE

Danse
L. ET EUX.
LA NUIT

François Verret

15 au 18 novembre

POST-SCRIPTUM(S)
Stéphanie Aubin

23 au 25 novembre

Théâtre
LE CHIEN
MORT
de Bertolt Brecht

mise en scène Filip Forgeau
avec Denis Lavant,
Claude Guyonnet,
Pierre Lacar, Denis Imbert
8 novembre au 10 décembre

THEATRE GERARD PHILIPPE
CENTRE DRAMATIQUE NATIONAL
55, Bd Jules Guesde SAINT-DENIS
M° Saint-Denis Basique : R25 Saint-Denis
Réservations 42 43 17 17

OU
36 15
SAMOENS

Maison de la Poésie subventionnée par la Ville de Paris
101, rue Rambuteau, M° Hôtel, 4236 27 53

POESIE TUNISIENNE

jeudi 23 novembre 20 h 30

ABDELALIZ KACEM

avec Luc NORIN textes dits par Michel BOY en présence du poète

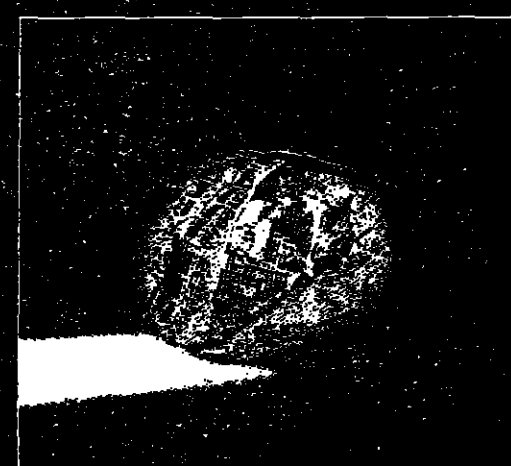
jeudi 30 novembre 20 h 30

POETES TUNISIENS FRANCOPHONES DE TUNISIE

avec Abdelalaz KACEM textes dits par Michel BOY

en présence des poètes Abdelmajid TLATLI Hamed DJADIDI

Mohamed RHIDA KET Moncef GACHEM



LA FONDATION TOTAL POUR LA MUSIQUE

SAISON 2000

FESTIVAL D'AUTOMNE A PARIS

LES 22 ET 23 NOVEMBRE 1989
CENTRE GEORGES POMPIDOU

MICHAEL JARRELL
MARCO STROPPA
PHILIPPE MANOURY
ENSEMBLE INTERCONTEMPORAIN
Direction : Peter Eotvos

* COMMANDES D'OPERA FESTIVAL D'AUTOMNE A PARIS
ET DE LA FONDATION TOTAL POUR LA MUSIQUE
RENSEIGNEMENTS : 42 96 12 27

سكن في الجبل

AGENDA

JEUDI 16 NOVEMBRE

EXPOSITIONS

Centre Georges-Pompidou

Place Georges-Pompidou (42-77-12-33).
T.J. et mar. de 12 h à 22 h, sam., dim. et jours fériés de 10 h à 22 h.
EMILE ALLAUD. Galerie des dessins d'architecture Ccl. Jusqu'au 15 janvier 1990.
COLLECTION DU CABINET DE LA PHOTOGRAPHIE, MNAM. Grande salle-premier sous-sol. Jusqu'au 14 janvier 1990.
DE MATISSE À AUJOURD'HUI. 3 et 4 étages. Entrée: 22 F. Jusqu'au 31 décembre.
L'ETRANGE UNIVERS DE CARLO MOLINO. Galerie du Ccl. Jusqu'au 28 janvier 1990.
INVENTAIRE 89. Atelier des enfants. Jusqu'au 2 décembre.
L'INVENTION D'UN ART. 180 ans de la photographie. Musée national d'art moderne, grande galerie. Jusqu'au 1 janvier 1990.
MOBIILIER SUISSE. Création-invention. Galerie des brèves du C.C.I. Jusqu'au 4 décembre.
BRAM VAN VELDE. Musée d'art moderne, grande galerie. Jusqu'au 1 janvier 1990.
VILLES NOUVELLES, NOUVEAUX PROJETS D'ARCHITECTURE. Centre d'information Ccl. Jusqu'au 1 janvier 1990.

Musée d'Orsay

1, rue de la Harpe (42-48-48-14).
Mar., ven., sam., dim. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 21 h 45, dim. de 9 h à 18 h. Fermé le lundi.
LOUIS-FRANÇOIS PHILIPPE BOITTE (1830-1906). UN FONDS D'ARCHITECTURE. Entrée: 23 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 21 janvier 1990.
L'INVENTION D'UN REGARD (1838-1918). CENT CINQUANTE-NAIRE DE LA PHOTOGRAPHIE. XIX^e siècle. Entrée: 20 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 31 décembre.
LIVRES D'ENFANTS, LIVRES D'IMAGES. Exposition dossier. Entrée: 23 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 21 janvier 1990.
UN CRÉATEUR D'AVANT-GARDE A VIENNE: KOLOMAN MOSER (1858-1918). Exposition dossier. Entrée: 23 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 11 janvier 1990.

Palais du Louvre

Entrée par la pyramide (40-20-53-77).
T.J. et mar. de 12 h à 22 h (d'information des entrées à 21 h 30).
ARABESQUES ET JARDINS DE PARADIS. Collections françaises d'art islamique. Hall Napoléon. Entrée: 25 F (possibilité de billets couplés avec billet d'entrée du musée). Jusqu'au 15 janvier 1990.
LE BEAU IDÉAL. Pavillon de Flore. Entrée: 25 F (billet d'entrée au musée). Jusqu'au 31 décembre.
DAVID (1748 - 1825). Galerie et salle Mollien. Entrée: 35 F (prix d'entrée du musée). Jusqu'au 12 février 1990.

Grand Palais

Av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. Gd-Ecluse.
ARCHÉOLOGIE DE LA FRANCE. TRENTA ANS DE DÉCOUVERTES. Galeries nationales (42-89-54-10). T.J. et mar. de 10 h à 22 h, sam. jusqu'à 22 h. Entrée: 32 F, sam.: 21 F. Jusqu'au 31 décembre.
CORPS SCULPTÉS, CORPS PARÉS. CORPS MUSCULÉS. Chef-d'œuvre de la collection d'œuvres de la Galerie nationale (42-89-54-10). T.J. et mar. de 10 h à 20 h, mar. jusqu'à 22 h. Entrée: 32 F. Jusqu'au 16 décembre.
LES ENVOIS DE JACQUES LARTIGUE. Canev. photographies au noir et blanc de 1904 à 1964. Galeries nationales. T.J. et mar. de 10 h à 12 h à 19 h. Entrée: 12 F. Jusqu'au 31 décembre.
EROS GREC. AMOUR DES DIEUX ET DES HOMMES. Galeries nationales (42-89-54-10). T.J. et mar. de 10 h à 20 h. Notamment mar. jusqu'à 22 h. Entrée: 28 F. Jusqu'au 5 février 1990.
MAC 2000. Peintures. Hall (42-89-54-10). T.J. et mar. de 11 h à 19 h. Notamment le 18 novembre jusqu'à 22 h, le 18 novembre: 500 artistes de 19 h 30 à 23 h. Entrée: 30 F. Jusqu'au 19 novembre.

CENTRES CULTURELS

EVA AEPPLI. Centre culturel suisse, 32, rue des France-Bourgeois (42-71-44-50). T.J. et mar. de 13 h à 19 h. Jusqu'au 26 novembre.
ART D'ORFÈRE. La Louve des Antiquaires, 2, place du Palais-Royal (42-97-27-00). T.J. et mar. et fêtes de 11 h à 19 h. Entrée: 20 F. Jusqu'au 28 janvier 1990.
LES ARCHITECTES DE LA LIBERTÉ. Ecole nationale supérieure des Beaux-Arts, 11, quai Malaquais (42-60-34-87). De 10 h à 19 h. Jusqu'au 7 janvier.
BLEU DE PRUSSE. PETER HERRMANN, HANS SCHUB. Galerie Institut, avenue Condé, 31, rue de Condé (43-26-09-21). T.J. et sam. et dim. de 12 h à 20 h. Fermé du 25 décembre au 5 janvier. Jusqu'au 11 janvier 1990.
CÔNIC ART. Ecole nationale supérieure des Beaux-Arts, chapelle des Petites-Augustines - 14, rue Bonaparte (42-60-34-57). T.J. et mar. de 13 h à 19 h. Entrée: 20 F. Jusqu'au 24 décembre.
LE CORBUSIER, LE POÈME DE L'ANGLE DROIT. Fondation Le Corbusier, 8, rue du Docteur-Blanche (42-88-41-53). T.J. et sam., dim. de 10 h à 12 h 30 et de 13 h 30 à 18 h. Jusqu'au 28 novembre 1990.

CYCLE ÉCOLOGIE, BREITWIESER, FISCHER, FOREST, GRAB, ULRICH, WEBER. Galerie Institut de Paris, 17, av. d'Alsace (47-23-51-21). T.J. et sam. et dim. de 10 h à 20 h. Jusqu'au 25 novembre.
DE L'INSTABILITÉ. Centre national des Arts plastiques, 11, rue Berryer (48-63-90-55). T.J. et mar. de 11 h à 18 h. Du 16 novembre au 10 décembre.
ÉGYPTES - ÉGYPTES. Institut du monde arabe, salle d'actualité, 1, rue des Fossés - Saint-Bernard (40-51-38-38). T.J. et mar. de 10 h à 22 h. Entrée: 35 F. Jusqu'au 30 mars 1990.
ÉLOGE DE LA NAVIGATION HOLLANDAISE AU XVII^e SIÈCLE. Tableaux, dessins de la collection Fritz Lugt. Institut néerlandais, 121, rue de la Harpe (47-05-85-89). T.J. et mar. de 13 h à 19 h. Jusqu'au 17 décembre.
JEHANNE LA PASSION ET LA MORT D'UNE SAINTE. Exposition sur le film Jeanne d'Arc de Dreyer. Maison du Danemark, 142, av. des Champs-Élysées (42-25-08-80). T.J. et mar. de 13 h à 19 h, dim. de 15 h à 19 h. Jusqu'au 24 décembre.
CARMEN ERRON, RICHARD MONNER, EMMANUEL SAULNIER. Hôtel de Ville, salle Saint-Jean, rue Lobou, porche côté Seine. T.J. et mar. de 11 h à 19 h. Jusqu'au 10 décembre.
DENIS ROCHE. Photographies 1965-1989. Espace photographique de Paris, Nouveau Forum des Halles, place Carreau - 4 à 8, Grande Galerie (40-28-87-12). T.J. et mar. de 13 h à 18 h, sam., dim. jusqu'à 18 h. Entrée: 7 F. Jusqu'au 3 décembre.

RÉTROSPECTIVE ÉDOUARD GERG. Musée d'Art et d'Archéologie, 71, av. Henri-Martin (48-03-21-18). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, sam. de 9 h à 12 h. Jusqu'au 25 novembre.
GUSTAVE SERRURER BOVY. Centre Wallonie-Bruxelles à Paris, 127-129, rue Saint-Martin (42-71-28-18). T.J. et mar. de 11 h à 19 h. Entrée: 20 F. Jusqu'au 31 décembre.
LE TAPIS: PRÉSENT DE L'ORIENT À L'OCCIDENT. Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard (40-51-38-38). T.J. et mar. de 13 h à 20 h. Entrée: 25 F. Du 21 novembre au 26 mars 1990.
LES TROIS COULEURS D'OCÉANOGRAPHIE. Dix années et la révolution française. Centre culturel de Mexico, 28, bd Raspail (45-48-16-28). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, sam. de 14 h à 19 h. Jusqu'au 20 janvier 1990.
LE VERRE GRANDIEUR NATURE. Carré des Arts, parc floral de Paris, esplanade du château de Vincennes (43-65-73-92). T.J. et mar. de 13 h à 19 h et de 14 h à 17 h 45. Entrée: 4 F (entrée du parc). Jusqu'au 30 décembre.
LA VIEILLE ALLIANCE FRANCE-ECOSSE. Fondation Mona Bismarck, 34, av. de New York (47-23-39-58). T.J. et mar. de 10 h à 19 h. Jusqu'au 2 décembre.

MUSÉES

1838 - LA PHOTOGRAPHIE RÉVÉLÉE. Archives nationales, 60, rue des France-Bourgeois (40-27-60-00). T.J. et mar. de 13 h 30 à 17 h 45. Entrée: 12 F (dim. 8 F). Jusqu'au 17 décembre.
LES ACCESSOIRES DU TEMPS. OMBRELLES ET PARAPLUIES. Musée de la Mode et du Costume, Palais Galliera, 10, av. Pierre-I-de-Serbie (47-20-85-23). T.J. et mar. de 10 h à 17 h 40. Rens. visites-conférences au 42.24.55.38. Entrée: 15 F. Jusqu'au 4 février 1990.
LES AMÉRICAINS DE CLAUDE LEVI-STRAUSS. Musée de l'Homme, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-63-70-60). T.J. et mar. et fêtes de 9 h à 17 h 15. Entrée: 20 F. 25 F (comportant la visite du musée). Jusqu'au 24 avril 1990.
L'ART DE CARTIER. Musée du Petit Palais, av. Winston-Churchill (42-65-12-73). T.J. et mar. et jours fériés de 10 h à 17 h 40, mar. jusqu'à 22 h. Visites-conférences jeu. et sam. de 14 h 30, par: 22 F + droit d'entrée. Entrée: 25 F. Jusqu'au 28 janvier 1990.
BERLIN: ARCHITECTURE ET UTOPIE. Pavillon de l'Arsenal, 21, boulevard Morland (42-76-33-97). T.J. et mar. de 10 h 30 à 18 h 30, dim. de 11 h à 19 h. Jusqu'au 3 décembre.
CLAUDE MONET, AUGUSTE RODIN, CENTENAIRE DE L'EXPOSITION DE 1889. Musée Bodin, Hôtel Bion, 77, rue de Varenne (47-06-01-34). T.J. et mar. de 10 h à 20 h. Entrée: 20 F. Jusqu'au 20 janvier 1990.
LE GRAYON QUI PARLE. Plocepoète, Musée Plocepoète, Hôtel Salé - 5, rue de Thorigny (42-71-25-21). T.J. et mar. de 9 h 15 à 17 h 15, mar. jusqu'à 22 h. Entrée: 28 F (prix d'entrée du musée). Jusqu'au 29 janvier 1990.
ET LA PIERRE DEVINT MÉTAL. Hôtel de la Mairie, 11, quai Conti (40-46-56-68). T.J. et mar. de 13 h à 18 h. Entrée: 18 F. Jusqu'au 31 décembre.
JE SUIS LE CAHIER: LES CARNETS DE PICASSO. Musée des Arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée: 20 F. Jusqu'au 31 décembre.
MODULIUM. Musée de Montmartre, 12, rue Cortot (46-06-51-11). T.J. et mar. de 14 h 30 à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée: 15 F. Jusqu'au 17 décembre.
MÉTAL, HOMMES ET DIEUX. Jardin des Plantes, galerie de minéralogie, 36, rue Geoffroy-Saint-Hilaire (43-36-54-26). T.J. et mar. de 10 h à 17 h, sam., dim. de 11 h à 18 h. Entrée: 25 F (comportant l'ensemble des expositions). Jusqu'au 30 janvier 1990.

PARIS ET LE DAGUERRÉTYPE. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (42-72-21-13). T.J. et mar. de 10 h à 17 h 40, jeudi jusqu'à 22 h. Entrée: 20 F. Jusqu'au 28 février 1990.
SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS 1945 - 1950. Pavillon des Arts, 101, rue Rambuteau (42-33-82-50). T.J. et mar. et jours fériés de 11 h 30 à 18 h 30. Visite guidée le sam. à 14 h jusqu'au 18 décembre (22 F) + droit d'entrée. Entrée: 25 F. Jusqu'au 7 janvier.
LES SIÈCLES D'OR DE LA MÉDECINE. Padoue XV^e - XVIII^e. Muséum d'histoire naturelle, galerie de zoologie 36, rue Geoffroy-Saint-Hilaire (43-36-14-11). T.J. et mar. de 10 h à 17 h, sam. et dim. de 11 h à 18 h. Entrée: 25 F. Jusqu'au 18 décembre.
SOUS LES PAVÉS, LA BASTILLE. Archéologie d'un mythe révolutionnaire. Caisse nationale des monuments historiques, Hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine (42-76-22-22). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée: 22 F. Jusqu'au 7 janvier 1990.
LA TOUR EIFFEL. Photographies d'André Martin, Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.J. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée: 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 20 novembre.
VERRES DE BOHÈME. Musée des Arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée: 20 F. Jusqu'au 28 janvier 1990.
JOEL-PETER WITKIN. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.J. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée: 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 20 novembre.

GALERIES

12 PLUS 12. Travaux récents peintures et sculptures de Jacques Fouquet. Galerie Nikki Diana Marquardt, 9, place des Vosges (42-78-21-00). Jusqu'au 23 décembre.
HÉLÈNE AGOFFROY. Galerie Baudouin Labou, 54, rue des Archives (42-72-09-10). Du 16 novembre au 9 décembre.
JOSEF ALBERS. Galerie Hadrien Thomas, 3, rue du Pâtre (42-78-03-10). Jusqu'au 20 décembre.
ALFARO. Galerie de France, 52, rue de la Verrerie (42-74-39-00). Jusqu'au 25 novembre.
LEONIDE ANDREYEV. Comptoir de la photographie, cour du Bat-Air, 56, rue du Faubourg-Saint-Antoine (43-46-11-36). Entrée: 10 F. Jusqu'au 14 février 1990.
MARTIN BARRÉ. Galerie David Temple, 1, impasse Beaubourg (42-72-14-10). Jusqu'au 22 novembre. / Galerie Laspe-Salomon, 57, rue du Temple (42-78-11-71). Jusqu'au 25 novembre.
BASQUAT. Galerie Enrico Navarra, 75, rue du Faubourg-Saint-Honoré (47-42-65-65). Jusqu'au 31 décembre.
GUSTAV BOLIN. Galerie Coard, 12, rue Jacques-Callot (43-26-99-73). Jusqu'au 16 décembre.
CENTENAIRE DE JEAN COCTEAU. DESSINS, PASTELS. Galerie Proscium, 35, rue de Seine (43-64-92-01). Jusqu'au 2 décembre.
CESAR. Galerie Beaubourg, nouvel espace - 3, rue Pierre-au-Lard (48-04-34-40). Jusqu'au 25 novembre.
ALLAN CHASSANOFF. Studio 666, 6, rue Maître-Albert (43-64-58-28). Jusqu'au 23 décembre.
TONY CRAIG, JOCHEN GERZ, ANNETTE MESSNER, GIORGIO POLKE. Galerie Croux-Robelin Bams, 40, rue Quincampoix (42-77-38-87). Jusqu'au 22 novembre.
VIERA DA SILVA. La Latine, galerie Renard, 20, rue du Temple (47-34-94-29). Jusqu'au 27 novembre.
VINCENT DECOURT. Galerie Caroline Costa, 14, rue Guénégaud (43-54-57-67). Jusqu'au 30 novembre.
HÉLÈNE DELPRAT. Galerie Maeght, Éditeur, 35, av. Matignon (45-62-28-18). Jusqu'au 30 décembre.
DIX 10, ENSEIGNES. Galerie Laro Vincy, 47, rue de Seine (43-25-72-51). Du 16 novembre au 9 décembre.
MARINA DONATI. Galerie Lucie Weil - Seligmann, 6, rue Bonaparte (43-54-71-95). Jusqu'au 30 décembre.
DORNER, MUNICH, MAAS, SAUER, ZUBER. Galerie Philippe Castin, 13, rue Chapoin (46-04-00-34). Du 18 novembre au 23 décembre.
DUCHAMP, MAN RAY, PICABIA. Galerie Montaigne, 36, avenue Montaigne (47-23-32-35). Jusqu'au 23 novembre.

ERRO. Galerie Montigny, 31, rue Mazenod (43-54-86-30). Jusqu'au 2 décembre.
ESPAGNE II. Gallery Urban, 22, av. Matignon (42-65-21-34). Jusqu'au 23 décembre.
BARBARA ESS. Galerie Ghislaine Hussenot, 5 bis, rue des Hautes-Écoles (48-87-80-61). Jusqu'au 25 novembre.
MAURICE ESTÉ. Galerie Tardieu, 105, rue Quincampoix (42-78-61-79). Du 16 novembre au 23 décembre.
WALKER EVANS. Fnac Montparnasse, 136, rue de Rennes (45-44-39-72). Jusqu'au 6 janvier 1990.
FAUVISME ET EXPRESSIONNISME DANS LA GRAVURE EN FRANCE ET EN ALLEMAGNE. Au début du siècle. Galerie Berggruen, 70, rue de l'Université (42-22-02-12). Jusqu'au 18 novembre.
MICHEL FOUR. Galerie Pascal Gabart, 30, rue Quincampoix (49-04-94-94). Du 16 novembre au 16 décembre.
ANNA GAEL. Galerie d'art Ror Volmer, 6, rue Miromesnil (42-66-09-60). Jusqu'au 2 décembre.

OLIVIER GAGNÈRE, KERCHI TA-HARA. Galerie Adrien Maeght, 42-46, rue du Bac (42-22-12-59). Du 16 novembre au 30 décembre.
PAUL-AIMAND GETTE. Galerie Claude Papière, 59, rue de Turenne (40-29-99-80). Jusqu'au 2 décembre.
GOVERNATORI. Galerie Jean Perrot, 14, rue de Sévigné (42-77-74-55). Jusqu'au 25 novembre.
GRISOR. Galerie Mousion, 110, rue Vieille-du-Temple (48-87-75-91). Jusqu'au 4 décembre.
MARCEL GROMAIRE. Cinquante années de dessins (1917-1968). Galerie de la Présidence, 50, rue du Faubourg-Saint-Honoré (42-65-49-80). Jusqu'au 16 décembre.
ROBERT GUINAN. Galerie Albert Loeb, 12, rue des Beaux-Arts (46-33-06-87). Jusqu'au 2 décembre.
JEAN-PIERRE GUYOT. Galerie Nana Stern, 26, rue de Charonne (48-08-78-64). Jusqu'au 16 décembre.
HANS HARTUNG. Galerie Patrice Trigano, 4 bis, rue des Beaux-Arts (48-34-15-01). Jusqu'au 18 novembre.
HASTINGS. Galerie Parnassus, 68, rue Saint-Martin (42-71-85-75). Jusqu'au 2 décembre.
HOMMAGE À CORDESSE. Galerie Chagès, 46, rue de l'Université (42-96-69-67). Jusqu'au 16 décembre. / Galerie Biran, 31, rue Jacob (42-60-25-30). Jusqu'au 6 décembre.
JEAN HÉLION. 1948-1950 peintures et dessins. Art of this Century, 3, rue Visconti (46-33-67-70). Jusqu'au 18 novembre.
JORG KUNENBORFF. Galerie Daniel Templeton, 30, rue Beaubourg (42-72-14-10). Jusqu'au 22 novembre.
ROBERT INDIANA. Galerie Natalie Séroussi, 34, rue de Seine (45-33-03-77). Jusqu'au 25 novembre.
IVANIC. Galerie d'art international, 12, rue Jean-Farand (48-84-84-28). Jusqu'au 10 décembre.

LASZLO IVANYI. Galerie Peinture fraîche, 28, rue de Bourgogne (45-51-00-85). Du 21 novembre au 8 décembre.
ALAN JOHNSTON. Galerie Bernard Jordan, 52-54, rue du Temple (42-72-39-54). Jusqu'au 25 novembre.
KASSAVA. Galerie Philo, 16, place des Vosges (48-04-58-22). Jusqu'au 25 novembre.
KHOA PHAM. Peintures. Galerie Jacob, 28, rue Jacob (46-33-90-68). Jusqu'au 9 décembre.
MARTIN KIPFERSBERGER. Galerie Sylvie Lorenz, 13, rue Chapoin (48-04-53-02). Du 18 novembre au 16 décembre.
PETER KLASSEN. Histoire de deux ordinateurs. Galerie Fanny Guillon-Lafitte, 133, bd Hausmann (45-53-52-00). Jusqu'au 2 décembre. / Galerie Louis Carré, 10, av. de Messine (45-62-57-07). Jusqu'au 2 décembre.
PAUL KLEE. Dessins de 1913 à 1938. Galerie Gianna Sisti, 29, rue de l'Université (42-22-41-63). Jusqu'au 31 décembre.
JOSEPH KOSUTH. Blow up idea as idea. Galerie La Gal-Peyrouzet, 18, rue Keller (48-07-04-41). Du 21 novembre au 23 décembre.
LACASSE. Galerie Callu Mérite, 17, rue des Beaux-Arts (46-33-04-18). Jusqu'au 2 décembre.
GER LATASSTER. Galerie Jaeger, 153, rue Saint-Martin (45-08-51-25). Jusqu'au 18 novembre.
LES U-FAN. Galerie de Paris, 6, rue du Pont-de-Lodi (43-25-42-63). Jusqu'au 25 novembre.
HENRI MACCHERONI. Galerie Jean-Pierre Hall, Art international prestige, 22, rue du Portou (42-77-66-37). Jusqu'au 21 décembre.
RAFAEL MAHDAVI. Galerie Stadler, 51, rue de Seine (43-26-51-10). Du 16 novembre au 22 décembre.
RAFAEL MAHDAVI. Galerie Polaris, 25, rue Michel-le-Comte (42-72-21-27). Jusqu'au 20 novembre.
MATRES IMPRESSIONNISTES ET MODERNES. Galerie Daniel Matignon, 28, av. Matignon (42-66-60-33). Jusqu'au 23 décembre.
GEORGES MGAOLUCHVILI. Galerie Julia Tosiak, 107, rue Quincampoix (42-71-99-33). Jusqu'au 16 décembre.
LES MODERNES CLASSIQUES A LA BASTILLE. Galerie Frankl-Berndt Bastille, 4, rue Saint-Gabriel (43-55-31-53). Jusqu'au 15 décembre.
MON SALON, MES HAÏNES. Une exposition présentée par Gérard-Georges Lemaître. Galerie l'Aire du verseau, 119, rue Vieille-du-Temple (48-04-86-40). Jusqu'au 21 décembre.
JASPER MORRISON. Galerie Mitsu, 25, rue du Renard (42-78-98-67). Du 16 novembre au 19 décembre.
PASCAL MOURGUE. La mémoire de l'eau. Galerie Clara Scrimini, 39, rue de Charonne (45-55-55-58). Du 21 novembre au 30 décembre.
HERMANN NITSCH. Galerie J. et J. Donguy, 57, rue de la Roquette (47-00-10-04). Jusqu'au 18 novembre.
PEINTRES ESPAGNOLS. Gallery Urban, 22, av. Matignon (42-65-21-34). Jusqu'au 31 janvier 1990.
LUC PIRE. Galerie Michèle Brouta, 31, rue de Berges (45-77-93-79). Du 16 novembre au 19 décembre.
EDGAR PILLET. Crousets et peintures de sonder. Galerie Claude Lemaire, 18, rue Littré (45-49-28-65). Du 16 novembre au 9 décembre.
POLKE. Galerie Croux-Robelin, 40, rue Quincampoix (42-77-38-87). Jusqu'au 30 décembre.

LES QUATRE QUARTS DE LA PEINTURE. MARCEL ALLOCO, CARMELO ARIZZI-OLINI, Jean-François Dubreuil, Henri Maccheroni. Galerie Alain Oudin, 47, rue Quincampoix (42-71-83-65). Jusqu'au 2 décembre.
ARDEN QUIN. Œuvres récentes. Galerie Krief, 50, rue Mazenod (43-28-32-37). Jusqu'au 26 novembre.

MARKUS RAETZ, GEORGES ROUSSE. Galerie Faridat-Cador, 77, rue des Archives (42-78-08-38). Jusqu'au 21 novembre.
REIZEL. Galerie des artistes, 55, rue du Montparnasse (42-65-24-99). Jusqu'au 28 novembre.
DENIS RIVIÈRE. Galerie du Centre, 5, rue Pierre-au-Lard (42-77-37-92). Jusqu'au 23 décembre.
MAURICE ROCHER. Galerie Pierre-Marie Vitoux, 21, rue Saint-Sabin (43-55-07-70). Jusqu'au 2 décembre. / Galerie Pierre-Marie Vitoux, 3, rue d'Ormesson, place Sainte-Catherine (48-04-81-00). Jusqu'au 2 décembre.
SATORU. Vingt ans à Paris. Galerie Convergence, 39, rue des Archives (42-78-57-45). Jusqu'au 25 novembre.
JEAN-CLAUDE SILBERMAN. Galerie Samy Krief, 54, rue de Vercueil (42-61-19-07). Jusqu'au 25 novembre.
SMALL IS BEAUTIFUL. Galerie Gabrielle Maubra, 24, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie (42-78-03-87). Jusqu'au 9 décembre.
DIDIER THÉBAULT. Galerie Polaris, 8, rue Saint-Claude (42-72-21-27). Du 16 novembre au 16 décembre.
TROIS MATRES ESPAGNOLS DU XX^e SIÈCLE. Pablo Picasso, Joan Miró, Antoni Tàpies. Gallery Urban, 22, av. Matignon (42-65-21-34). Jusqu'au 21 janvier 1990.
BERNARD TURBOT. Galerie Bernard et Grégoire, 18, rue de l'Abbé-Grégoire (45-49-10-22). Jusqu'au 9 décembre.
TYWOMBLY. Galerie Di Meo, 5, rue des Beaux-Arts (43-54-10-58). Jusqu'au 23 décembre.
HERVÉ TÉLÉMAQUE. Galerie Messine-Thomas Le Goullou, 1, av. de Messine (45-62-25-04). Jusqu'au 15 décembre.

GÜNTER UMBERG. Galerie Gilbert Brownstone et Cie, 8, rue Saint-Gilles (42-78-43-21). Jusqu'au 2 décembre.
GEORGES VANTONGERHOO. Galerie Denise René, 150, bd Saint-Germain (42-22-77-57). Jusqu'au 25 novembre.
BRAM VAN VELDE. Galerie Lucette Herzog, passage Molère - 157, rue Saint-Martin (48-87-39-94). Jusqu'au 16 décembre.
HANNAH VILLIGER. Galerie Zabrizia, 37, rue Quincampoix (42-72-35-47). Jusqu'au 22 novembre.
JAN VOSS. Galerie Lelone, 13-14, rue de Téhéran (45-63-13-19). Du 16 novembre au 13 janvier 1990.
LE VOYAGE DES IMMORTELS. Photographies d'Alain Fourny. Espace Bulloz, 21, rue Bonaparte. Du 21 novembre au 9 décembre.
DANIEL WALRAVENS. Gaudin Peintures bâtiment, 28, rue de Poissy (43-29-35-71). Jusqu'au 9 décembre. / Galerie Claire Burris, 30-32, rue de Lappe (43-55-36-90). Jusqu'au 9 décembre. / Galerie Art et Cie, 33, quai Bourbon (43-29-35-34). Jusqu'au 9 décembre.
WARHOL, BASQUAT. Galerie Didier Imbert Fine Arts, 18, av. Matignon (46-62-10-40). Jusqu'au 25 novembre.
JAMES WELLINGS. Galerie Samia Saouma, 2, impasse des Bourdonnais (42-36-44-56). Jusqu'au 25 novembre.
MONIQUE WENDER. Espace Donguy, 57, rue de la Roquette (47-00-10-04). Du 21 novembre au 23 décembre 1990.
HUGUES DE WURSTENBERGER. Galerie Agathe Gaillard, 3, rue du Pont-Louis-Philippe (42-77-38-24). Jusqu'au 25 novembre.
BRUNO YVONNET. Galerie Berggruen, 70, rue de l'Université (42-22-02-12). Du 21 novembre au 6 janvier 1990.
JOHANNES ZECHNER. Galerie Daniel Carré, 14, rue de Grenelle (45-44-61-90). Jusqu'au 2 décembre.

20 REPRESENTATIONS
10 NOV AU 3 DEC 89 - 21 H
RENSEIGNEMENTS: 42 40 60 00
RESERVATIONS: 42 40 01 01
LE ZÉPHIR - N° PORTE DE PANTIN
MATINEE DIMANCHE 16H - RELACHE LUNDI
LOCATIONS: SURPLACE ET FNAC - AGENCES - BILLET - VIRGIN-MEGASTORE - 36-15 CODE LIBE

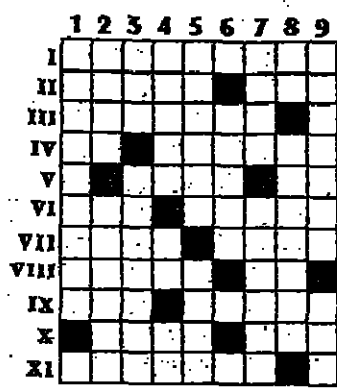
MARKUS RAETZ, GEORGES ROUSSE. Galerie Faridat-Cador, 77, rue des Archives (42-78-08-38). Jusqu'au 21 novembre.
REIZEL. Galerie des artistes, 55, rue du Montparnasse (42-65-24-99). Jusqu'au 28 novembre.
DENIS RIVIÈRE. Galerie du Centre, 5, rue Pierre-au-Lard (42-77-37-92). Jusqu'au 23 décembre.
MAURICE ROCHER. Galerie Pierre-Marie Vitoux, 21, rue Saint-Sabin (43-55-07-70). Jusqu'au 2 décembre. / Galerie Pierre-Marie Vitoux, 3, rue d'Ormesson, place Sainte-Catherine (48-04-81-00). Jusqu'au 2 décembre.
SATORU. Vingt ans à Paris. Galerie Convergence, 39, rue des Archives (42-78-57-45). Jusqu'au 25 novembre.
JEAN-CLAUDE SILBERMAN. Galerie Samy Krief, 54, rue de Vercueil (42-61-19-07). Jusqu'au 25 novembre.
SMALL IS BEAUTIFUL. Galerie Gabrielle Maubra, 24, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie (42-78-03-87). Jusqu'au 9 décembre.
DIDIER THÉBAULT. Galerie Polaris, 8, rue Saint-Claude (42-72-21-27). Du 16 novembre au 16 décembre.
TROIS MATRES ESPAGNOLS DU XX^e SIÈCLE. Pablo Picasso, Joan Miró, Antoni Tàpies. Gallery Urban, 22, av. Matignon (42-65-21-34). Jusqu'au 21 janvier 1990.
BERNARD TURBOT. Galerie Bernard et Grégoire, 18, rue de l'Abbé-Grégoire (45-49-10-22). Jusqu'au 9 décembre.
TYWOMBLY. Galerie Di Meo, 5, rue des Beaux-Arts (43-54-10-58). Jusqu'au 23 décembre.
HERVÉ TÉLÉMAQUE. Galerie Messine-Thomas Le Goullou, 1, av. de Messine (45-62-25-04). Jusqu'au 15 décembre.

GÜNTER UMBERG. Galerie Gilbert Brownstone et Cie, 8, rue Saint-Gilles (42-78-43-21). Jusqu'au 2 décembre.
GEORGES VANTONGERHOO. Galerie Denise René, 150, bd Saint-Germain (42-22-77-57). Jusqu'au 25 novembre.
BRAM VAN VELDE. Galerie Lucette Herzog, passage Molère - 157, rue Saint-Martin (48-87-39-94). Jusqu'au 16 décembre.
HANNAH VILLIGER. Galerie Zabrizia, 37, rue Quincampoix (42-72-35-47). Jusqu'au 22 novembre.
JAN VOSS. Galerie Lelone, 13-14, rue de Téhéran (45-63-13-19). Du 16 novembre au 13 janvier 1990.
LE VOYAGE DES IMMORTELS. Photographies d'Alain Fourny. Espace Bulloz, 21, rue Bonaparte. Du 21 novembre au 9 décembre.
DANIEL WALRAVENS. Gaudin Peintures bâtiment, 28, rue de Poissy (43-29-35-71). Jusqu'au 9 décembre. / Galerie Claire Burris, 30-32, rue de Lappe (43-55-36-90). Jusqu'au 9 décembre. / Galerie Art et Cie, 33, quai Bourbon (43-29-35-34). Jusqu'au 9 décembre.
WARHOL, BASQUAT. Galerie Didier Imbert Fine Arts, 18, av. Matignon (46-62-10-40). Jusqu'au 25 novembre.
<

AGENDA

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5133



HORizontalement

I. Peut faire essuyer les larmes.
II. De quoi avoir beau jeu.
III. Vend des enveloppes.
IV. Souvent émise par des Andalous. Proche de l'Andalousie et du marisme.
V. Fit la vie. Utilisé pour appuyer.
VI. Pour elle, certains n'hésitent pas à se mouiller. On l'on est bien obligé de rendre les armes.
VII. Arrive souvent quand il y a des histoires. Fait un tour.
VIII. Obtient de l'augmentation.
Note: - IX. Il est souhaitable qu'il se fasse bien recevoir. Moyen de voir si l'on a de grandes capacités.
- X. Consomme très peu. De quoi

rehausser le niveau. - XI. Qui a perdu l'équilibre.

VERTICALEMENT

1. Parties d'un tranchoir.
2. Est adapté au tranchoir. Sert à éduquer.
3. Personnel. Ont le cœur dur.
4. Fait profiter de ce qu'il reçoit. Symbole. Possessif.
5. Ebranlent les rochers. Deux de Troie.
6. Était aux pièces.
7. Éloigne le danger. La salade pouvait entrer dans sa composition.
8. Se met souvent sur les rangs. Qui a reçu quelque chose tombé du ciel.
9. Près d'un tableau de maître. Peut être sortie du nuageau.

Solution du problème n° 5132

Horizontalement

I. Cocorico. - II. Originale.
III. Rebattues. - IV. OK. Os.
V. Iriguer. - VI. Fol. Oc. An.
VII. Obus. Hâte. - VIII. Ramonage.
IX. Nabi. - X. Elan. Loir.
XI. Aie. Esse.

Verticalement

1. Cordiforme. - 2. Ore. Roba. La.
3. Ciborium. Ai. - 4. Ogaki. Sonné.
5. Rit. Go. Na. I.
6. Intouchable. - 7. Cause. Agloe.
8. Ois. Reté. Is. - 9. Est. Né. Pré.

GUY BROUTY

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi et dimanche-midi. Signification des symboles: ▶ Signifié dans le Monde radio-télévision - □ Film à évaluer - On peut voir - Ne pas manquer - ■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Jeudi 16 novembre

TF 1

20.40 Série: Le système Navarro.
22.10 Magazine: Les 90 rugissants.
23.05 Magazine: Futur.
23.45 Journal et Météo.
0.00 Série: Intrigues.
0.25 Série: Mémoires.
0.45 Documentaire: Histoires naturelles. La fauconnerie.

A 2

20.35 Cinéma: Paroles et Musique. Jean-François d'Elle Chourou (1984).
22.25 Flash d'informations.
23.30 Documentaire: Tout le monde s'appelle Danielle. Quand le sera grand.
23.35 Informations: 24 heures sur la 2. Avec le magazine européen Pulsance 12.
23.55 Météo.

FR 3

20.35 Cinéma: Ce merveilleux automne. Film italien de Mauro Bolognini (1968).
22.10 Journal et Météo.
22.30 Magazine: Océaniques. Bruta, de David, Salon de 1789, de Gilles

Olevaud et Guy Cogeval: Les mémoires de Jurgis Baltrušaitis, de Sandra Joss et Jean-Claude Carrière.
Musiques, musiques.
Missa Sancta Caecilia (Benedictus), de Haydn.
38.15, de Frédéric De Nezon.

CANAL PLUS

20.30 Cinéma: Vent de sable. Film franco-algérien de Mohammed Lakhdar-Harinas (1982).
22.05 Flash d'informations.
22.15 Cinéma: Bagdad café. Film allemand de Percy Adlon (1987) (v.o.).
23.45 Assassins et Voleurs. Film français de Sacha Guity (1957).

LA 5

20.40 Téléfilm: Le sex symbol.
22.15 Série: Deux flics à Miami.
23.15 Magazine: Désir.
0.00 Journal de minuit.

M 6

20.30 Cinéma: Causse singulière, tu m'interdises. Film français d'Edouard Molinaro (1978). Avec Annie Girardot, Jean-Pierre Marielle.

22.05 Série: Brigade de nuit.
22.55 Série: Câlins d'abord I.
23.25 Six minutes d'informations.
23.30 Midnight chaud.

LA SEPT

20.30 Feuilletton: Sainte Thérèse d'Avila (6^e épisode).
21.30 Série: It's our world (8).
22.00 Magazine: Mégamix.
22.30 Magazine: Dynamite.
23.00 Documentaire: Ici bat la vie.
23.30 Cinéma: Démon dans le jardin. Film espagnol de Manuel Gutiérrez Aragón (1983).

FRANCE-CULTURE

20.30 Le théâtre de l'Europe des douze. De la musique à la philosophie. Mort de chien.
21.30 Profils perdus. Jean-Marie Serreau.
22.40 Nuits magnétiques. Rondes de nuit.
0.05 Du jour au lendemain.
0.50 Musique: Coda. Art de noie.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (en direct du Châtelet): Symphonie n° 6 en la majeur op. 68, Symphonie n° 7 en la majeur op. 92, de Beethoven, par l'Orchestre national de France, dir. Lorrin Maazel.
23.07 L'invité du soir. Irène Kudeła, pianiste.

Vendredi 17 novembre

TF 1

13.35 Feuilletton: Les feux de l'amour.
14.25 Feuilletton: La Mafia II (2^e épisode).
15.35 Série: Tribunal.
16.00 Variétés: La chance aux chansons.
16.45 Club Dorothée.
17.55 Série: Histoires, police d'Etat.
18.50 Avis de recherche.
18.55 Feuilletton: Santa-Barbara.
19.25 Jeu: La roue de la fortune.
20.00 Journal, Météo et Tapis vert.
20.35 Variétés: Avis de recherche.
22.30 Magazine: 52 sur la Une. De Jean Bertolino.
23.30 Variétés: Et puis quoi encore! Enlèvement animé par Nguil.
0.30 Journal et Météo.
0.50 Série: Mémoires.
1.15 Série: Des agents très spéciaux.
2.05 Info revue.

A 2

13.45 Série: Falcon Crest.
14.15 Feuilletton: Le tourbillon des jours (2^e épisode).
15.15 Magazine: Du côté de chez Fred.
16.15 Série: Les mystères de l'Ouest.
17.10 Dessin animé.
17.20 Magazine: Graffiti 5-15.
18.15 Série: Les voisins.
18.40 Série: Des chiffres et des lettres.
19.00 Série: Top models.
19.25 Jeu: Dessinez, c'est gagné!
20.00 Journal et Météo.
20.35 Série: Panique aux Caraïbes. Anagramme, de Serge Korber et Jean-Claude Charney, avec Greg Gorman, Diane Piaras. Une histoire d'espionnage refait sur mesure.
21.30 Magazine littéraire de Bernard Pivot. Les livres du mois: Michel Antoine (Louis XV), Jean Bouchard (Bernard Grasset, vie et passion d'un éditeur), Jean-Michel Royer (François Mitterrand élu à l'Académie française), Jean Echenoz (Lac), Jean Dutoit, Eric Orenska, Frank Ténot.
22.55 Journal et Météo.
23.12 Soixante secondes. Tadeusz Kantor, scénariste.
23.15 Cinéma: Moutons dans un jardin anglais. Film britannique de Peter Greenaway (1982). Avec Anthony Higgins, Janet Suzman, Anne-Louise Lambert (v.o.).
1.00 Du côté de chez Fred (rediff.).

FR 3

13.30 Magazine: Regarde de femme.
13.57 Flash d'informations.
14.00 Magazine: L'heure du tee.
14.30 Magazine: La vie à cœur.
15.00 Feuilletton: À cœur ouvert.
15.25 Magazine: Tété-Caroline.
17.00 Flash d'informations.
De 17.05 à 18.00 Amuse 3.
17.05 Petit ours brun.

17.08 Denver, le dernier dinosaure.
17.10 Les petits malins.
17.30 Auto vélo bravo.
17.35 Les Didiots.
18.00 Magazine: C'est pas juste.
18.30 Jeu: Questions pour un champion.
19.00 Le 19-20 de l'information.
De 19.10 à 19.30, le journal de la région.
19.51 Dessin animé: Kimbo.
20.00 Jeu: La classe.
20.30 INC.
20.35 Magazine: Thalassa. Les naufrages de l'Antarctique - Expédition Shackleton 1914, commenté par Georges Pernoud et Isabelle Moeglin.
21.30 Série: Le retour d'Arsène Lupin. Lenormand, chef de la Sûreté, avec François Dunoyer.
22.30 Journal et Météo.
22.55 Documentaire: Histoire de la Révolution française. De François Furet et Roger Stéphane.
4. La Tauxer.
23.45 Musiques, musiques. Missa Sancta Caecilia (Agnus Dei), de Haydn.

CANAL PLUS

13.30 Cinéma: Mon ami le traître. Film français de José Giovanni (1988). Avec Valérie Kaprisky, André Dussolier, Thierry Frémont.
15.35 Cinéma: Jumpin' Jack flash. Film américain de Penny Marshall (1986). Avec Whoopi Goldberg, Stephen Collins, John Wood.
17.25 Cabou cadin.
En clair jusqu'à 20.30.
18.15 Dessins animés: Ça cartoon.
18.30 Top album.
19.20 Magazine: Nulle part ailleurs.
20.30 Téléfilm: Enlèvement à New-York. De Richard Michaels, avec Valérie Bertinelli, Rachel Ticotin.
Des bambins sont enlevés, puis revendus à des parents adoptifs.
22.00 Documentaire: Le cadeau du siècle. De Marianne Lamour et Anne Vergne.
22.55 Flash d'informations.
23.00 Cinéma: Y a-t-il enfin un pilote dans l'avion? Film américain de Ken Finkleman (1982). Avec Robert Hayes, Julie Hagerty, Peter Graves.
Cinéma: La Maison de jade. Film français de Nadine Trintignant (1988). Avec Jacqueline Bisset, Vincent Perez.
1.55 Sport: Les jeux du siècle. Jeux: Histoires: Robinson-La Motta; Carpentier-Damprey; Louis-Schmeling; Frazier-Foran; Tyson-Spinks; Hagler-Lonard.
4.30 Deux superflacs à Hongkong. Film chinois (Hongkong) de Corey Yuen (1987).
5.55 Série: Bergerac.

LA 5

13.30 Série: Kojak.
14.30 Série: L'inspecteur Derrick.
15.30 Série: Le renard.
16.45 Dessins animés.
18.50 Journal images.

19.00 Série: Happy days.
19.30 Le bar des ministères.
20.00 Journal.
20.30 Divertissement: Drôles d'histoires.
20.40 Téléfilm: Enquête à Beverly Hills. De Corey Allen, avec James Brolin, David Hemmings.
Une jeune hôtesse de l'air a été assassinée.
22.25 Magazine: Reporters.
23.30 Série: Génération pub.
0.00 Journal de minuit.
0.05 Génération pub (suite).
0.25 Téléfilm: La manipulation. De Denis de La Patellière, avec Robert Parry.
1.55 Feuilletton: Candice, ce n'est pas sérieux.
2.25 Tendresse et passion (rediff.).
2.50 Chéri-Bibi (rediff.).
3.15 Le journal de la nuit.
3.20 Voisin, voisine (rediff.).
4.20 La manipulation (rediff.).

M 6

13.20 Série: Madame est servie (rediff.).
13.45 Feuilletton: La clinique de la Forêt-Noire.
17.05 Série: L'homme de fer.
18.05 Variétés: Multitop.
18.35 Série: La Frelon vert.
19.00 Série: Magnum.
19.54 Six minutes d'informations.
20.00 Série: Madame est servie.
20.30 Téléfilm: Opération Cobra. De Marwin Chomsky, avec Ben Gazzara, Ricardo Montalban.
Pendant la seconde guerre mondiale.
22.10 Série: Brigade de nuit.
23.05 Série: Câlins d'abord I.
23.35 Capital.
23.40 Six minutes d'informations.
23.45 Sexy clip.
0.15 Variétés: You can dance.
1.00 Rediffusions.
Multitop: Poly en Espagne; Anna, jour après jour; Quand la science mène l'enquête (les animaux branchés); Poly en Espagne; Les chemins de la guerre (de la Pologne à la guerre mondiale); Culture pub; Poly en Espagne.

LA SEPT

16.00 Méthode Victor: Espagnol.
16.30 Documentaire: Ce qui me meurt. De Cedric Klapach.
17.00 Documentaire: Préfaces, Salvador Espriu. De Henri Colomer.
Feuilletton: Sainte Thérèse d'Avila.
18.30 Série: It's our world (5).
19.00 Magazine: Imagine.
19.30 Documentaire: Gaudi. De Manuel Huerga.
20.30 Opéra: le Pavillon aux pivoines. De Tang Xianzu.
Documentaire: Jean Weidt, le danseur rouge. De Petra Weissenburger, Klaus Peter Schmitt et Jean-Louis Sonzogni.
22.30 Documentaire: Angano. Angano, nouvelles de Madagascar. De Marie-Cécile et Cécile Paez.
23.40 Cinéma: le Beau Mariage. Film français d'Enc Rohmer (1982). Avec Béatrice Romand, André Dussolier, Arielle Dombasle.
1.20 Court métrage.

FRANCE-CULTURE

20.30 Radio-archives. Avec l'assent: Raimu, Fernandel.
21.30 Musique: Black and blue. Du nouveau sur le Bird.
22.40 Nuits magnétiques: Rondes de nuit.
0.05 Du jour au lendemain.
0.50 Musique: Coda. Art de noie.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (en direct de la salle Pleyel): Le chant du rossignol, de Stravinski; La ville d'en haut, de Messiaen; Le visage nuptial de Boulez, par le chœur et l'orchestre symphonique de la BBC, dir. Pierre Boulez, sol.: Phyllis Bryn-Julson, soprano, Elizabeth Laurence, mezzo-soprano, Yvonne Loriot, piano.
23.07 Le livre des mélanges.
0.30 Poissons d'or.

TALOTAT									
Le gagnant de TALOTAT se présente sous le nom de TALOTAT									
La somme 2 928 15 gagne 4 000 000,00 F									
Les numéros approchant									
à la somme de mille									
gagnent									
10 000,00 F									
Tous les numéros approchant aux									
gagnent									
4 000,00 F									
400,00 F									
300,00 F									
100,00 F									

TALOTAT									
Le gagnant de TALOTAT se présente sous le nom de TALOTAT									
La somme 2 928 15 gagne 4 000 000,00 F									
Les numéros approchant									
à la somme de mille									
gagnent									
10 000,00 F									
Tous les numéros approchant aux									
gagnent									
4 000,00 F									
400,00 F									
300,00 F									
100,00 F									

TALOTAT									
Le gagnant de TALOTAT se présente sous le nom de TALOTAT									
La somme 2 928 15 gagne 4 000 000,00 F									
Les numéros approchant									
à la somme de mille									
gagnent									
10 000,00 F									
Tous les numéros approchant aux									
gagnent									
4 000,00 F									
400,00 F									
300,00 F									
100,00 F									

Audience TV du 15 novembre 1989 (BAROMETRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

HORAIRE		FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)		TF 1	A 2	FR 3	CANAL +	LA 5	M 6
19 h 22	55.2	Série: Bergerac	24.1	Top models	3.6	Actual. régim.	2.8	Happy Days	2.5
19 h 45	56.4	Rouge tomate	24.5	Dessins	3.6	19-20 info	4.7	Bar minutes	5.1
20 h 18	70.7	Journal	28.6	Journal	15.1	La classe	5.4	Journal	4.9
20 h 55	70.1	Série: Câlins	25.8	Séquences	15.7	Veiller nuit	4.9	Balle perdue	4.0
22 h 8	62.0	Série: Câlins	23.1	Séquences	15.8	Sol 3	4.6	Balle perdue	3.3
22 h 44	35.7	Série: Câlins	20.2	Nouvelles	5.8	Océaniques	1.1	Football	0.8

سنة ١٤١٠ هـ

SPORTS

La Coupe du monde de football 1990

L'Ecosse en Italie, la France éliminée

Le miracle espéré par les footballeurs français n'a pas eu lieu. Mercredi 15 novembre, dans le stade d'Hampden Park à Glasgow, les Ecosse ont obtenu face aux Norvégiens le match nul (1-1) qui leur suffisait pour assurer pour la cinquième fois consécutive leur qualification pour la phase finale de la Coupe du monde.

Malgré une belle résistance en défense, les Norvégiens n'ont pu empêcher Ally McCoist de marquer juste avant la mi-temps en lobant le gardien sorti à sa rencontre. « J'y ai cru jusqu'à ce but marqué à la quarante-quatrième minute », avouera Michel Platini, le sélectionneur français, qui suivait la rencontre dans une salle de projection de Canal Plus. Après, je savais que ce serait difficile mais les Norvégiens nous ont enfoncé le

couteau dans la plaie en égalisant à la dernière minute.

Tout en se défendant de vouloir « refaire le monde », le sélectionneur français n'a pu s'empêcher d'exprimer quelques regrets. « Ce n'est pas ce soir que la France a raté sa qualification mais en novembre dernier en perdant 3-2 en Yougoslavie après avoir mené 1-0 puis 2-1. On peut également citer le match Chypre-Ecosse où les Ecosse ont marqué le but de la victoire à la 97^e minute... » Le der-

nier match éliminatoire du groupe, qui opposera la France et Chypre, samedi 18 novembre à Toulouse, sera donc sans enjeu. Même en gagnant, l'équipe de France, qui avait disputé les trois dernières phases finales des coupes du monde et atteint les demi-finales en 1982 en Espagne et en 1986 au Mexique, ne peut plus espérer mieux que la troisième place du groupe à un point de l'Ecosse et à cinq points de la Yougoslavie.

Malgré cette élimination, Michel Platini a estimé que les footballeurs français ne devaient pas perdre leur motivation. « S'ils ne sont pas motivés, il faut qu'ils restent chez eux, dit-il. Ce soir, c'est un nouveau départ. L'objectif de l'équipe de France, ce doit être maintenant de gagner la Coupe du monde en 1994 aux Etats-Unis. »

EN BREF

o **TENNIS : Masters féminin.** — Les huitièmes de finale du Masters féminin, disputés au Madison Square Garden de New-York, ont donné les résultats suivants : M. Selez (You.) b. C. Martinez (Esp.), 6-0, 6-1 ; G. Sabatini (Arg.) b. G. Magers (E-U), 6-4, 6-1 ; A. Sanchez (Esp.) b. C. Lindqvist (Sué.), 7-6, 6-3 ; M. Navratilova (E-U) b. M.-J. Fernandez (E-U), 6-2, 6-3 ; Z. Garrison (E-U) b. H. Klesli (Can.), 6-3, 6-1 ; H. Sukova (Tch.) b. R. Reggi (Ita.), 6-3, 7-5 ; S. Graf (RFA) b. J. Novotna (Tch.), 6-3, 6-4 ; M. Maleeva (Bul.) b. H. Mandlikova (Aus.), 6-1, 6-1.

o **VOLLEY-BALL : Coupe du monde féminine.** — L'équipe de Cuba a remporté, mercredi 15 novembre, la Coupe du monde féminine organisée au Japon. En sept rencontres, les Cubaines n'ont pas connu la défaite et n'ont concédé qu'un set face aux Chinoises. L'URSS, championne olympique en titre, a terminé deuxième devant la Chine.

Supporters est-allemands pour clubs ouest-allemands

Les dirigeants sportifs des deux Allemagnes vont se réunir, vendredi 17 novembre, à Berlin en vue de favoriser les relations entre leurs deux pays dans le domaine du sport, après l'ouverture des frontières de la RDA. Bonn a annoncé mercredi que le président de sa Fédération sportive, Hans Hansen, aurait des entretiens privés avec son homologue est-allemand Klaus Eichler. « Nous devons parvenir à une situation dans laquelle les clubs et les fédérations pourront organiser elles-mêmes leurs rencontres », a déclaré le président de la Fédération ouest-allemande d'athlétisme, Helmut Meyer.

L'ouverture du mur a également changé la qualité des relations sportives inter-allemandes. Dix mille Allemands de l'Est ont assisté gracieusement au stade olympique de Berlin-Ouest à un match de coupe entre le Hertha BSC Berlin et Westenhavens. Plusieurs clubs de première et de deuxième division de RFA ont décidé de laisser entrer gratuitement les Allemands de l'Est, du moins provisoirement. Selon le journal Bild Zeitung, le prochain match amical de l'équipe de football de RFA aura lieu à Berlin, vraisemblablement contre... la RDA. — (Reuters, AFP.)

AUTOMOBILISME : sans attendre l'expiration de son contrat chez McLaren

Alain Prost a rejoint Ferrari

L'écuyer McLaren a annoncé, mercredi 15 novembre, qu'elle autorisait Alain Prost à rejoindre Ferrari, sans attendre l'expiration de son contrat intervenant à la fin de l'année. En réponse, Ferrari a immédiatement accepté de libérer l'Autrichien Gerhard Berger, qui remplacera le Français chez McLaren.

Après les imbroglios sportifs et juridiques qui ont marqué la fin de saison de formule 1 autour du duel entre Alain Prost et son coéquipier Ayrton Senna, Ron Dennis, directeur de McLaren, avait menacé d'obliger le pilote français à différer sa prise de contact avec sa nouvelle écurie jusqu'au 1^{er} janvier

1990, à moins que l'écurie italienne ne verse un « dédommagement » de 300 000 dollars.

Le triple champion du monde a appris la bonne nouvelle à Fiorano, où il effectuait sa première visite du département sportif de la Scuderia. Il s'est aussitôt attaché à la mise au point de son habitacle pour pouvoir s'habituer, dès la semaine prochaine, à la conduite de la Ferrari dotée d'une boîte de vitesses à commande électromécanique depuis le volant. Il devrait ensuite se rendre à Estoril, au Portugal, du 4 au 10 décembre, pour la première semaine d'essais officiels en vue de la saison 1990.

Les résultats du groupe 5

14-09-88 : Norvège-Ecosse	1-2
28-09-88 : France-Norvège	1-0
19-10-88 : Ecosse-Yougoslavie	1-1
22-10-88 : Chypre-France	1-1
02-11-88 : Chypre-Norvège	0-0
19-11-88 : Yougoslavie-France	3-2
11-12-88 : Yougoslavie-Chypre	4-0
08-12-88 : Chypre-Ecosse	2-3
09-09-89 : Ecosse-France	2-0
27-04-89 : Ecosse-Chypre	2-1
29-04-89 : France-Yougoslavie	0-0
18-05-89 : Norvège-Chypre	3-1
14-05-89 : Norvège-Yougoslavie	1-2
05-09-89 : Norvège-France	1-1
06-09-89 : Yougoslavie-Ecosse	3-1
11-10-89 : Yougoslavie-Norvège	1-0
11-10-89 : France-Ecosse	3-0
29-10-89 : Chypre-Yougoslavie	1-2
15-11-89 : Ecosse-Norvège	1-1

Classement. — 1. Yougoslavie, 14 pts ; 2. Ecosse, 10 ; 3. France, 7 ; 4. Norvège, 6 ; 5. Chypre, 1.

(Résumé à jour : France-Chypre.)

Vingt et un qualifiés connus

Douze matches éliminatoires pour la Coupe du monde de football, qui aura lieu en Italie du 8 juin au 8 juillet 1990, ont été disputés mercredi 15 novembre les pays qui recevront sont en italique.

o Groupe 1 : Grèce b. Bulgarie, 1-0 ; Roumanie b. Danemark, 3-1.

o Groupe 2 : Pologne b. Albanie, 2-1.

o Groupe 3 : Autriche b. RDA, 3-0 ; URSS b. Turquie, 2-0.

o Groupe 4 : RFA b. Pays de Galles, 2-1 ; Pays-Bas b. Finlande, 3-0.

o Groupe 5 : Ecosse et Norvège, 1-1.

o Groupe 6 : Espagne b. Hongrie, 4-0 ; Rép. d'Irlande b. Malte, 2-0.

o Groupe 7 : Suisse b. Luxembourg, 2-1 ; Portugal et Tchécoslovaquie, 0-0.

A la suite de ces rencontres, vingt et un des vingt-quatre qualifiés sont connus.

o Zone Europe (14 qualifiés) : Italie (qualifiée d'office en tant que pays organisateur), Roumanie (gr. 1), Angleterre et Suède (gr. 2), URSS et Autriche (gr. 3), RFA et Pays-Bas (gr. 4), Yougoslavie et Ecosse (gr. 5), Espagne et Rép. d'Irlande (gr. 6), Belgique et Tchécoslovaquie (gr. 7).

o Zone Amérique du Sud (4 qualifiés) : Argentine (qualifiée d'office en tant que tenant du titre), Brésil, Uruguay et Colombie.

o Zone Asie (2 qualifiés) : Corée du Sud et Emirats arabes unis.

o Zone Amérique centrale et du Nord (2 qualifiés) : Costa-Rica, Etats-Unis ou Trinidad-et-Tobago.

o Zone Afrique (2 qualifiés) : Egypte ou Algérie, Tunisie ou Cameroun.

Le second qualifié pour la zone Amérique centrale et du Nord sera désigné dimanche 19 novembre au terme du match Trinitad et Tobago - Etats-Unis. Quant aux deux pays qui représenteront le continent africain, ils seront connus cette fin de semaine à l'issue des demi-finales (retour) qui opposeront respectivement l'Egypte à l'Algérie (aller 0-0), vendredi 17 novembre au Caire, et la Tunisie au Cameroun, dimanche 19 novembre à Tunis (aller 0-2).

Le tirage au sort des groupes et l'établissement du calendrier de la phase finale aura lieu le samedi 9 décembre au Palais des sports de Rome. La FIFA aura désigné, l'avant-veille, les six têtes de série.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27
Tél. MONDIPAR 660672 F
Télécopieur : (1) 45-23-08-81

Edité par la SARL Le Monde

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beauvillier, fondateur.Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 42-47-99-81.Le Monde
PUBLCITE5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Tél. MONDIPUB 286 136 FLe Monde
TÉLÉMATIQUE
Composés 36-15 - Tapez LEMONDE
ou 36-15 - Tapez LMImprimerie
du « Monde »
12, r. M. Gombert
94832 IVRYReproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration

ABONNEMENTS

BP 50709 75422 PARIS CEDEX 09 Tél. : (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS vols normaux
3 mois	365 F	399 F	504 F	700 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
1 an	1 300 F	1 380 F	1 800 F	2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, RENVOYEZ CE BULLETIN accompagné de
votre règlement à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABOPORTAGE : pour tous renseignements
tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à for-
muler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière
bande d'envoi à toute correspondance. PORT FAYE : PARIS RP

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Localité : _____ Code postal : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

PARIS-WASHINGTON DC

NON-STOP AVEC PAN AM.

LES LIAISONS CAPITALES.

LE NOUVEAU PARIS-WASHINGTON DC DE PAN AM EST CE QUE

L'ON PEUT APPELER UNE LIAISON PRIVILEGEE. 5 VOLS NON-STOP

PAR SEMAINE EN AIRBUS A 310, MODERNE ET SPACIEUX

AVEC CORRESPONDANCE IMMEDIATE VERS LOS ANGELES

CETTE LIAISON VIENT S'AJOUTER AUX VOLS PARIS-NEW YORK

ET NICE-NEW YORK QUOTIDIENS, ET AUX VOLS PARIS-MIAMI

NON-STOP, AVEC CORRESPONDANCES POUR PLUS DE 60 VILLES

AUX USA, CARAIRES ET AMERIQUE LATINE. WASHINGTON,

NEW YORK OU MIAMI AVEC PAN AM, VIVE L'AMERIQUE

EN DIRECT ! POUR EN SAVOIR PLUS, CONTACTEZ VOTRE

AGENT DE VOYAGES OU PAN AM AU (1) 42.66.45.45.

PAN AM

NUMERO UN SUR L'ATLANTIQUE

LIVRES • IDÉES

Le Colombien masqué

Mutis, un écrivain plus proche de Pessoa
que des lyriques sud-américains.

LA NEIGE DE L'AMIRAL
d'Alvaro Mutis,
traduit de l'espagnol par Annie Morvan,
Editions Sylville Messinger.
218 p. 96 F.

ILONA VIEN
AVEC LA PLUIE
traduit par Annie Morvan,
Sylvie Messinger. 212 p., 98 F.

LA DERNIÈRE ESCALE DU TRAMP STEAMER
traduit par Chantal Mairot,
Sylvie Messinger. 152 p., 92 F.

Cette simplicité qui est le refuge des écrivains compliqués, Alvaro Mutis l'a faite sienne pour raconter les « *entrepises et tribulations de Magroll et Gaviero* », une trilogie dont les deux premiers tomes ont paru en français, en même temps que la *Dernière Escale du Tramp Steamer*, où n'apparaît que fugitivement le « *Gaviero* », le gabier cher au cœur de Mutis, figure de chaque homme, vigile sur son mât de misaine, attaché à son bateau, dépendant de lui, comme celui-ci dépend de lui, figure du poète.

Les romans d'aventures, les histoires d'amour que raconte Mutis se lisent d'une traite, avec passion, avec fougue, suscitant ce prosélytisme en sourdine, ambigu, qui accompagne les lectures importantes : on souhaite à la fois faire partager et garder pour soi.

Pourtant ils résistent au résumé, comme leur auteur résiste aux présentations simplifiées : c'est en cela peut-être qu'ils sont, comme l'annonce Mutis lui-même, éloignés du « *goût qui prévaut de nos jours* ». Lui, l'auteur, masqué derrière toutes sortes de préfaces, de notes, de citations en exergue, est colombien, né à Bogota en 1923. Il n'a connu son pays qu'à l'âge de seize ans, et fut élevé à Bruxelles, en français. Aujourd'hui il vit à Mexico.

Disons d'emblée que ses romans rappellent bien davantage Pessoa, et le futuriste portugais, que les lyriques latino-américains. Mutis met en chaque mot quelque chose qui ressemble à du silence, à la mélancolie des gens de nulle part. Une mélancolie dure, au grain serré. Il la décrit ainsi : « *Les grandes lignes qui président à mon destin : vivre une époque étrangère à mes goûts. Sentir que glisser vers la mort est l'œuvre essentielle de chaque jour et que l'univers érotique est la condition implicite de cette œuvre. Savoir que je me déplace continuellement vers le passé, à la recherche du moment et du lieu où ma vie aurait pu avoir un sens.* »

La *Neige de l'Amiral*, où l'on voit Magroll remonter le fleuve Xurando vers une improbable scierie, pour des affaires qui s'annoncent mal, est de ces romans vers le passé. Elle a la forme d'un journal retrouvé, des feuilles tigrées, où sont conspécés en vrac : mémoires, souvenirs, rêves, chimères, mélange de détails et de réflexions métaphysiques.

Tout cela est absurde, note Magroll, qui s'interroge sur ses raisons de trembler sur une mauvaise chaise en compagnie d'un capitaine fantomatique, qui ne va pas tarder à se suicider (comme le font en général les capitaines d'Alvaro Mutis, tant il est vrai que c'est un métier impossible, capitaine, dans un monde où la boussole n'a plus cours). Il note aussi que



ce sentiment d'absurdité s'efface quand le voyage avance, c'est même la marque de l'accoutumance : quand s'installe « *l'indifférence bienveillante qui efface tout* ». Comme on voit : vive l'aventure !

Sur la chaloupe, Magroll établit des règles de vie, « *se souvenir par exemple que nous changeons jour après jour, mais oublier qu'il en est de même pour nos semblables* ». Il note aussi un tas d'embêtements tropicaux, et l'odeur de sépulture tiède et fade de la forêt tropicale, son vert de tunnel, les insectes, si différents les uns les autres, qu'on dirait un défilé didactique. Il fait une découverte que nous pouvons faire nôtre : une histoire de géométrie encore, de parallèles : « *Une autre vie s'est déroulée à côté de moi sans que je le sache, somme de tout ce qui n'a pas été, de tout ce qui, ici bas, continue d'être.* »

Mais surtout il pense à Flor Estevez. C'est à cause de Flor Estevez, de son établissement, La Neige de l'Amiral, avec son enseigne aux lettres rouges, qu'on atteint si difficilement, sur le haut plateau, que Magroll est en train de voguer vers les scieries de mauvais augure, une affaire de bois, encore une de ces affaires où, sous prétexte de gagner beaucoup sans trop d'efforts, on s'épuise à remonter l'invincible courant des destins contraires. Dans la brume verte et glau-

que du fleuve Xurando, Flor Estevez, blanche, sérieuse, décidée, loyale et sensuelle, est une île. Elle hante les rêves de Magroll, et ses souvenirs, il ira vers La Neige de l'Amiral, seulement « *il faut se souvenir de se méfier de la mémoire car la nostalgie est le mensonge grâce auquel nous nous rapprochons plus vite de la mort. Vivre sans souvenirs est peut-être le secret des dieux* ». Flor Estevez n'est plus là.

Des fantômes de navires

Comme les souvenirs, les dieux apparaissent à chaque tournant chez Alvaro Mutis. Dégénérés, comme il se doit. Dieu mineur, des bords de l'Achéron, tel est le lamenteur, dont le nom vient de Flandre et signifie benêté du plomb, pilote chargé de guider le bateau pour entrer et sortir des ports. Ilona Grabowska, l'héroïne d'*Ilona vient avec la pluie*, a le genre déesse, revu pour un film de Hawks. Elle apparaît au cours d'aventures brutales, c'est une fille de Trieste, petite-fille de Macédoniens, avec un père polonais. Comme Magroll, elle disparaît et réapparaît, Helsinki, Majorque, Chypre, ou Panama, selon le cours d'affaires qui sont toujours évoquées de manière elliptique, de manière à former un fonds de légende, un terreau d'allusions, une toile

d'araignée dont les fils passent par des points aux noms magiques.

Les mines d'or de Cocora, les gorges d'Aracuriara, le transport de peaux d'Alaska à San-Francisco, l'usine d'explosifs de Sereno, l'ossuaire d'algues en Anatolie, le transport de pèlerins de Tripoli à La Mecque font écho à l'histoire en cours ; la « *Villa Rosa* », maison de rendez-vous pour fausses hôteses de l'air. Croisent des fantômes de navires, et de vrais fantômes, comme ceux que transporte avec elle la tragique Larissa, qui fait basculer le destin d'Ilona dans la mort. L'art de saisir le moment où les destins basculent est l'une des clés de la tension que Mutis suscite. Les signes viennent toujours bien avant la fin.

Dans la *Dernière Escale du Tramp Steamer*, c'est l'apparition du cargo, sa « *lenteur de saurien blessé* », sa « *silhouette meurtrie* », sur le ciel magnifique d'Helsinki gelée, reine des neiges à la beauté rehaussée par l'évocation de la musique de Sibelius, par la présence au loin des coupoles dorées de Saint-Petersbourg, ses « *murs blancs et ses quais rouge sang* », qui condamne d'avance l'histoire d'amour que raconte au narrateur le capitaine basque Jon Iturri. Les destins des hommes se confondent avec ceux des bateaux, les destins des bateaux sont la métaphore de ceux des hommes, surtout quand ils cherchent un « *chargement occasionnel à transporter n'importe où* ».

Alvaro Mutis, par-delà le récit et ses volutes captivantes, par-delà les phrases, les aphorismes cachés ou exhibés au fil des histoires, par-delà sa mélancolie de transhumant et sa volonté d'arrêter presque en l'air deux ou trois cris féroces, deux ou trois grognements déchirants et cavernaux qui pourraient certainement mieux exprimer ce que je sens et ce que je suis », est un génie de la mise en perspective.

Perspectives des autres récits sans cesse rappelés, évoqués jusqu'à la litanie, mise en perspective du journal auquel viennent s'ajouter des notes, des graffiti, ou la pancarte à demi effacée de l'établissement de Flor Estevez, La Neige de l'Amiral. Aux lettres rouges de l'enseigne viennent se superposer les lettres elles aussi à demi effacées du cargo *Alcion*, le Tramp Steamer, tandis que brillent les lettres neuves du *Fairy of Trieste*, le bateau arrivé trop tard, Ilona est déjà morte. Dans les livres d'Alvaro Mutis, les femmes toujours disparaissent, laissant la douleur de l'absence inscrire leur silhouette fantomatique, un élanement douloureux.

Mais, comme dans les tableaux du vénitien Carpaccio, le lecteur éprouve violemment le sentiment de ce qui se répète, entend comme une résonance, celle d'autres histoires : c'est toujours le même naufrage, toujours la même histoire d'amour, puisqu'il n'y en a qu'une, à l'infini. Et toujours les marins, remontant des fleuves de cauchemar, demanderont le récit de la mort inutile de Louis, duc d'Orléans, assassiné par Jean sans Peur, ou bien celle de la mort de Jean sans Peur assassiné par les hommes du roi sur le pont de Montereau. Et cela parce qu'une fois Magroll et Gaviero la leur a racontée, et que, comme toute histoire, elle contient en elle-même toutes les histoires.

Généviève Brisac

LE FEUILLETON

de Michel Braudeau

Descendus de l'homme

Deux exemples de pensées en fragments : les aphorismes souvent haineux de Tony Duvert et le pessimisme humaniste et gai d'Alexandre Vialatte.

Page 26

DOSSIER

Au commencement était le texte

Le point sur une nouvelle approche de la littérature : la critique génétique, qui tente par un travail minutieux sur les manuscrits de saisir le texte à l'état naissant.

Page 30

HISTOIRE



Jours tragiques à Pékin

De la proclamation de la République populaire à l'enterrement du « printemps de Pékin », une floraison d'ouvrages sur la Chine.

Page 33.

Maupassant l'animal

La biographie d'un écrivain brutal en proie à tous les vertiges

MAUPASSANT
d'Henri Troyat.
Flammarion.
286 p., 110 F.

Aucune œuvre ne semble aussi élémentaire et aussi simple que celle de Maupassant, si l'on songe à la complexité de sa vie. Il suffirait, pour s'en convaincre, de rappeler que non seulement le thème du double lui inspira quelques-unes de ses meilleures pages, mais qu'il l'incarnera lui-même, et cela jusqu'à sa mort.

Le vieux thème du double qui doit remonter à ce moment où un premier homme surprit avec une prévisible frayeur son propre visage dans l'eau — moment que chaque enfant revit lorsqu'il rencontre son premier miroir — et

dont la plus ancienne désignation a été celle d'*alter ego*.

Dès 1885, huit ans avant sa mort, il arrivait déjà à Maupassant de voir un inconnu dans les glaces ou d'y chercher en vain sa figure ; la porte de sa chambre s'ouvrait la nuit, et, à ses yeux, c'était lui-même qui s'avançait vers son propre lit ; parfois, derrière les façades, il ne trouvait pas de maisons ; et derrière les fenêtres, même pas le vide.

Puis, il lui arrivait de se tirer un coup de revolver — prudemment déchargé par son major-domo, — parce qu'il se croyait invulnérable ; qu'il essayât de se trancher la carotide pour se le prouver, sans succès, certes — mais un filet de sang ayant taché sa chemise, calmement il dis-

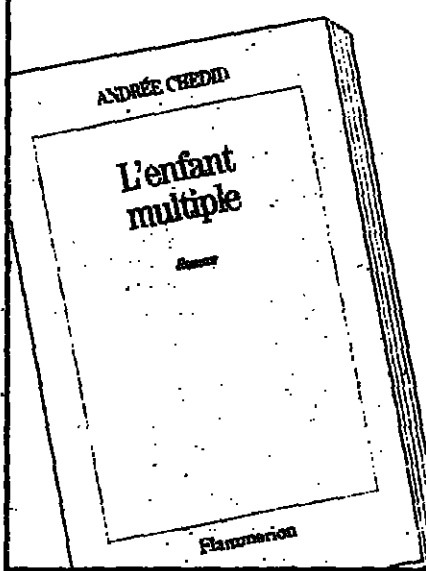
gnoistiquait devant ses domestiques : « *C'est un cas absolu de folie* ».

Enfin, peu de jours avant sa mort, le taureau triste dont parlait Taine léchait à quatre pattes les murs de sa chambre à la clinique du docteur Blanche, s'écriant soudain, à l'adresse d'un visiteur : « *Allez-vous en. Je ne serai plus moi-même dans un instant.* »

Il est curieux de penser que, exactement au même moment où Maupassant a senti que « *l'autre* » commençait à l'invalider, Stevenson publiait *Docteur Jekyll et M. Hyde*, et parlait de « *cet autre, mon compagnon* », le rêveur des histoires dont il n'était que le fidèle scribe.

Hector Bianciotti
Lire la suite page 28

Andrée Chedid Un formidable hymne à la vie.



Dominique Eddé - Le Monde
243 pages - 85 F

Flammarion

Mené avec une grande maîtrise... une métaphore sur l'égal entêtement de l'amour et de la tragédie dans les scénarios de la vie.

هكذا من الاصل

LIVRES • IDÉES
ROMANS

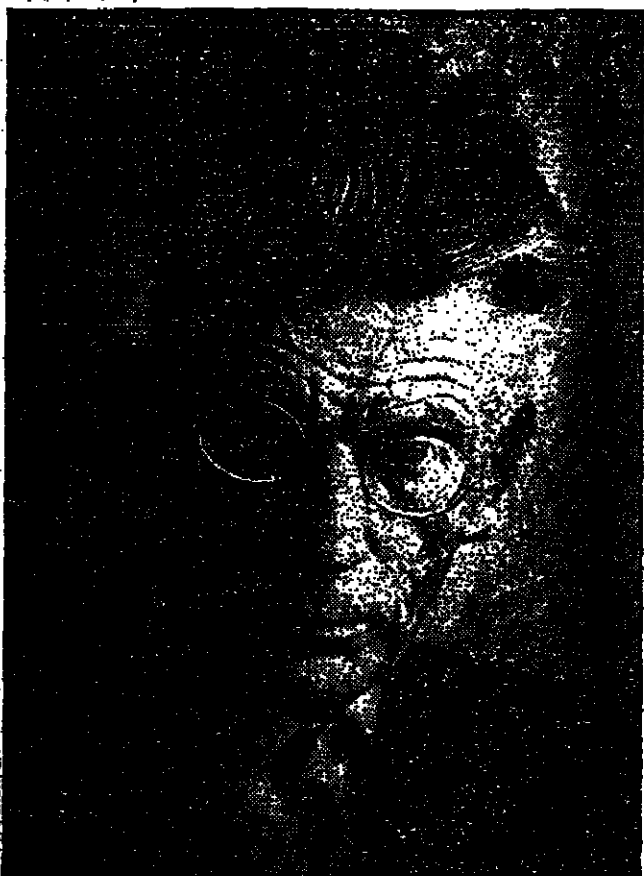
Après la littérature, Beckett

SOURPRESAITS
de Samuel Beckett.
Ed. de Minuit.
28 p., 40 F.

Les livres de Samuel Beckett, et plus encore ses derniers courts textes qu'égrènent depuis quelques années les Éditions de Minuit, semblent nés d'un postulat qui pourrait s'énoncer ainsi : le monde est saturé de littérature. Plus rien ne reste à dire, encore moins à donner et encore beaucoup moins à célébrer. Quant à tenter, à l'aide de mots, de comprendre le monde et de défaire le nœud d'opacité humaine qui se détache de lui, il n'y faut plus songer, et cesser enfin de s'échiner à la tâche. Nous sommes, depuis un certain temps déjà, de l'autre côté du point final, vraiment final, mis à l'interminable discours des littératures.

Y a-t-il une contradiction entre le fait que quelques mots parviennent encore à s'articuler, qu'un mince filet de voix soit encore audible, et ce postulat ? Oui, si l'on veut voir dans celui-ci la première phrase d'une théorie « catastrophique » du monde, la constatation d'une saturation et d'un effacement définitifs de la parole ; non, si l'on considère que, même informé dans le meilleur des cas, l'homme, cette créature obstinément discursive, reste voué à l'échec et donc à la parole.

Ces « sourpresaits » dans l'immobilité silencieuse, qu'expriment-ils ? Cette voix, fragile, précise, que dit-elle encore ?



Beckett et publié aujourd'hui. Un homme est là, assis, « la tête sur les mains ». Au-dessus de lui, un « soubresaut de lumière » : on lui le « soubresaut des jours et des nuits d'antan où la nuit venait pile relayer le jour et le jour la nuit ».

Depuis, la différence entre le jour et la nuit fut abolie ; sinon abolie, du moins rendue infiniment floue. Brouillée également la distinction entre l'état de mobilité et celui d'immobilité ; tout juste peut-on encore constater le déplacement, comme lorsqu'il disparaissait le temps d'apparaître plus tard à nouveau à une nouvelle place.

Si l'on regarde de près cet univers d'absolue pauvreté, force est de reconnaître que rien d'essentiel n'y fait défaut, même réduit à sa plus misérable expression : présence et lumière, mouvement, dedans et dehors avec ses bruits — cris, coups de l'horloge sonnant « l'heure et la demie » — temps et souvenirs — de « l'errance d'antan », de « l'arrière pays », du pré aux « longues herbes blafardes » — même enfin des noms qui ont peuplé l'ancienne solitude.

Littérature de l'extinction sans doute, mais d'une extinction sans cesse reconduite de ce côté-ci de la vie et s'y maintenant, côté où nous est encore donné d'entendre, avec affection et respect, la voix bouleversante du vieil homme sec et très droit, au regard clair, nommé Samuel Beckett.

Patrick Kéchichian

Rien d'autre que cette précaution, que cet « encore »...

Sourpresaits donc : quelques mots, quelques caractères d'un texte

écrit d'abord en anglais à partir de 1986, publié à tirage limité sous le titre *Stirring still* en 1988, puis repris dans le *Guardian*, mis en français enfin par

Odyssée dans un jardin

« A quoi servait-il de dessiner un jardin si l'on devait en perdre la crainte de s'y perdre »

LES JARDINS DE MORGANTE
de Jean-Paul Goux.
Payot, 300 p., 130 F.

Se perdre, suivre une piste avec des yeux aveugles, c'est là souvent le passage obligé des légendes mythiques. Il y a ce même égarement essentiel dans les *Jardins de Morgante* : un récit étrange, sorte d'odyssée envoûtante à travers un jardin, une maison et une bibliothèque.

De Morgante, habitant fictif du seizième siècle, il ne reste plus que des traces de son œuvre : des livres, une maison et sa bibliothèque, et des jardins magnifiques. Les livres, la maison et la bibliothèque ressemblent aux jardins, et les jardins ressemblent au monde : ni trop réguliers ni trop naturels, mais construits de telle sorte que l'on s'y promène comme un funambule effaré devant la puissance de la nature. « A quoi servait-il de dessiner un jardin si l'on devait en perdre la crainte de s'y perdre (...), si l'on n'acceptait pas qu'un jardin dû aussi faire sa part au désordre même de l'univers, à sa multiplicité puissante et immatrisable ? Car s'opposer à la nature ce n'était pas l'annihiler, c'était prendre le risque de l'affronter continuellement ».

Le risque est pris par les quatre personnages du roman qui s'improvisent détectives-archéologues pour exhumier ce jardin monstrueux et sublime, disparu ou volontairement camouflé, dont il ne reste pour témoignage d'existence que quelques ruines et les livres de Morgante. Devant ce monde si riche de signes, la fascination va de pair avec le découragement. Les quatre chercheurs du huis clos luttent avec le mystère, marchent, courent, s'interrogent, diffusent leurs hypothèses, leurs déductions, autant de voix entre-

lacrées qui se font écho dans un labyrinthe ténébreux.

Quatre regards se croisent : avec Thubert, le photographe qui sait « soupçonner les liens invisibles tissés entre les choses visibles », avec Maren, curieuse observatrice diaphane, il y a Chaunes, l'artisan-jardinier, et Wilhem, l'écrivain qui est aussi le seul lecteur des écrits de Morgante et que l'on écoute religieusement comme la voix de la vérité sur les jardins. La rivalité qui éclate entre Wilhem et Chaunes, entre l'homme des idées et l'artisan qui les réalise, entre le penseur prisonnier des livres et l'artiste ouvert sur tous les possibles, réplète le duel qui confrontait jadis Morgante et son jardin. Splendide tragédie : Morgante était divorcé d'une haine jalouse, « la haine de la beauté, quelque chose comme un interminable vomissement d'admiration ». Exaspéré par son œuvre humiliée face à ce monstre de perfection qui l'écrase et qu'il ne pourra jamais égaler, Morgante étouffe ses jardins sous la terre et brouille les indices.

Au terme des fouilles, les jardins enfouis reviennent au jour comme une cité ensevelie ou un vieux livre essentiel, « comme l'écriture originelle d'un parchemin gravé sous la main fragile d'un paléographe ». Sous la végétation, avec les terrasses et les allées, on trouve aussi le livre de J.-P. Goux, aussi magnifique, aussi fascinant que ses jardins, et dont le lyrisme exact, presque géométrique, parfois affolé, s'étend à l'infini avec les sonorités du rêve. « Touffu, sensuel, c'est un flux intarissable qui décrit, précise, ajuste, et pourtant creuse le mystère toujours plus profond. Il enveloppe la féerie, la totalité des choses vécues, des odeurs et des bruits essentiels, comme un mythe ».

Marion Van Renterghem

Baptiste-Marrey sous le signe de Nerval

La suite d'un cycle romanesque qui, après la musique, nous entraîne dans le domaine de la peinture

L'ATELIER DE PETER LOWEN
de Baptiste-Marrey.
Actes Sud.
464 p., 129 F.

Il y a une sorte d'adace à bâtir tout un roman sur l'amour fou, le désir d'absolu, la force des rêves. Après les *Papiers de Walter Jonas* (1), dédiés à la musique, le nouveau livre de Baptiste-Marrey, prolongeant un cycle romanesque que renforce le retour de certains personnages, nous entraîne dans le domaine de la gravure et de la peinture. *Passages d'hiver* — sous-titre de ce roman sombre et tourmenté — retrace une saison dans la vie de Peter Lowen. Comme dans *Peter Ibbetson*, le film qui plaisait tant aux surréalistes, le héros rejoint dans ses rêves celle qu'il aime, mais cet amour, sous le signe des *Chimères* de Nerval, s'adresse à une femme qui, dans la réalité, demeure inaccessible.

Mince, méditatif, mélancolique, Peter Lowen ressemble

« exactement » au jeune artiste représenté dans son atelier par Géricault — portrait dont la reproduction figure sur la couverture du livre. Géricault est d'ailleurs un de ses peintres préférés, peut-être parce qu'il est mort jeune et parce qu'il a osé donner place dans ses tableaux à la folie et à la détresse, comme dans le *Radeau de la Méduse*. Pour Peter Lowen, graveur et peintre, « la création requiert toute l'attention, toutes les minutes, sans en excepter aucune, de la veille et du sommeil. Elle est, elle ne peut être qu'une obsession ».

Le roman commence lorsqu'à l'automne une galerie lui commande une importante exposition de gravures (*la Chantreuse dans tous ses états*) et se termine début janvier, au lendemain de son inauguration. Entre-temps Peter Lowen, chargé par un organisme officiel de réaliser une maquette pour un colloque, « Santé et culture », rencontre une jeune « chargée de mission »

qui, toute à ses propres tourments amoureux, ignore totalement la passion qu'elle inspire au peintre. Celui-ci la surnomme Dafné.

Dafné, insaisissable, avec sa silhouette légère, son visage changeant, hante les rêves de Peter d'une promesse de bonheur. Ce sont ces rêves qui l'essaim de transcrire dans un triptyque mythologique : de part et d'autre de la ville en ruine, Ariane et Dionysos, Apollon et Dafné. Autour de ce thème central, le roman, dans une construction complexe, polyphonique, présente toutes sortes de personnages : le mannequin Akcha, le comédien Zacharias, qui servent de modèles au peintre, le poète Beatty, qui écrit les textes de l'exposition, et des milieux divers, galeries d'art, ministères et surtout ateliers de gravure.

Tout se noue et se mêle dans une sorte de finale majestueusement orchestrée. Célébrant en même temps ses dix ans d'existence, la galerie du Capricorne

organise, avec l'aide du metteur en scène à la mode, une superbe fête mondaine qui pourrait apparaître comme une consécration ou du moins un succès pour le peintre.

C'est pourtant pour lui la dernière étape avant l'abîme. Hanté par les ombres, Peter Lowen, dont le tableau préféré est celui où il a fait le « portrait d'une religieuse morte », sombre dans ce monde invisible qui, pour lui, « soutient notre monde visible et lui donne son relief ». Avec ce beau livre ambitieux, inspiré, Baptiste-Marrey semble vouloir, comme ses personnages, le poète et le peintre, se rattacher à une tradition romantique, « avant la grande déviation de la modernité ». C'est un livre fort, poignant, où les passions intemporelles se nourrissent aussi du tragique d'aujourd'hui.

Monique Pétillon

(1) Rédigé dans la collection de poche « Babel » (n° 18).

Claude Delarue et le lyrisme du désastre

On parle et on se tue en attendant la fin du monde, qui tarde à venir

EN ATTENDANT LA GUERRE
de Claude Delarue.
Seuil, 294 p., 95 F.

An sommet d'une montagne alpine, dans une forteresse, œuvre ultime d'un architecte obsédé par la guerre atomique et spécialisé dans l'art des abris enterrés, sa veuve, ex-tragédienne, impotente et riche, son garde-chasse, butor psychotique, et son secrétaire, contemporain tout juste sorti d'un couvent, s'épient, s'aiment et se haïssent.

Dans les corridors du bunker, une cuisinière colombienne muette fume la pipe, et des Tamouls, végétariens et méditatifs, passent en silence. De temps en temps, un jeune homme charmant et candide livre des quartiers de viande en hélicoptère et un juge d'instruction débonnaire vient questionner la veuve, qu'il soupçonne d'avoir assassiné son époux.

Tout cela n'est pas très vraisemblable, mais d'un sérieux inébranlable. Claude Delarue a composé une fable épique, où le destin avance à grand bruit d'orages et de coups de feu. A mesure que son récit se développe et que le secrétaire, sa principale figure, découvre les bizarreries de l'endroit, l'apologue prend forme. L'isolement des personnages les porte à la déraison.

La rivalité amoureuse du secrétaire et de Tanguy, le régisseur sanguinaire, tous deux épris de la tragédienne, finit par un suicide à l'aube. La folie du défunt architecte, Samuel, atteint du syndrome de Noé au point de peupler sa propriété d'animaux un peu trop sauvages, force les « autorités », comme on dit, à ordonner un carnage. Olga, qui récitait Euripide devant les glaciers et une patrouille de l'armée suisse peu auparavant, s'enferme définitivement dans ses squatters. Et le secrétaire

redescend enfin dans la plaine, où sont les gens simples. Là sont aussi la chaleur et la bonté.

La parabole est fort morale. Etait-il nécessaire cependant d'accumuler tant d'extravagances, de démenées et de crises de nerfs pour en arriver là ? Comme ces prédicateurs qui s'excusent de détailler les péchés et vices de leurs frères en prétendant vouloir les en débarrasser, Claude Delarue donne un prétexte métaphysique à sa tragédie.

Mais c'est le tragique qu'il aime, le pathétique le plus noir, plus que les enseignements qui peuvent en être tirés. Il n'évite ni la redondance, ni le macabre à flots, les charniers et les crématrices. Ses allégories sont à l'occasion un rien grand-guignolesques, et ses personnages si violemment typés que l'on a peine à leur prêter quelque existence. Ce sont des symboles plus que des figures, des êtres de conte.

Le style préfère l'éloquence à la simplicité, et l'adjectif au verbe. L'énumération s'y rencontre parfois, seul moyen de contenir le débordement de vocabulaire et d'épithètes auquel l'auteur prend son plus grand plaisir. S'il fallait une comparaison musicale, on dirait qu'il y a du Bruckner dans cet ouvrage, des motifs adroitement écrits et des orchestrations trop imposantes, du pompérisme et des moments de grâce.

Le temps de la description d'une matinée passée à recueillir des minéraux dans une carrière, de l'évocation d'un orage à la manière du Tintoret, le roman renonce à la mesure et au symbolisme, il dépeint la nature avec justesse et puissance. Eclaircies d'un instant : à la page suivante, le destin reprend sa marche funèbre, et Claude Delarue, le fil de son lyrisme métaphysique.

Philippe Dagen

DÉBUTS

Chronique au féminin parisien

PANNE DE COEUR
d'Anita Roustan.
Calmann-Lévy, 224 p., 85 F.

On y entre à petites foulées et on le traverse au pas de course. Dans le premier roman d'Anita Roustan, c'est l'héroïne qui donne le rythme : « Tous les matins, tous les jours, par tous les temps, je cours ». Le livre galope, lui aussi : deux cent vingt pages de roman-journal, de notes touchées et furtives, de bribes de lettres ou de conversations téléphoniques, tournées à grandes enjambées et qui s'achèvent avant que l'on ait repris son souffle.

Un thème banal, pourtant, une histoire sans histoire : à quarante, quarante-cinq ans, la narratrice d'Anita Roustan découvre l'angoisse de vieillir. « Le temps s'échappe, l'inconscience aussi, la conviction d'être mortelle se précise ». A qui s'en remettre ? A « lui », le mari, grand reporter et grand absent, « toujours imprégné

d'ailleurs » ? A « toi », l'amant technocrate surtout préoccupé de chiffres et de conjoncture ? Le cœur a des ratés. Et l'heure est à la lucidité : « Une histoire d'amour qui s'achève ressemble à une dédicace à la dédicée. On recommande une dédicature et ça craque juste à côté ».

Restent les amis à l'oreille plus ou moins complaisante (« Que dire de ces repas à deux où chacun pense à lui-même ? »), les vieux parents excentriques et volontiers accablés, ou le fils unique trop vite grandi, en révolte contre l'humanité entière. Alors, pour échapper aux perplexités métaphysiques, elle court. Entre deux tours de Luxembourg, un salon de thé fournit une halte, et, sous la plume d'Anita Roustan, Earl Grey s'écrit comme Dorian Gray : la peur de vieillir, sans doute.

Une langue quasiment parlée permet d'entrer de plain-pied dans le roman. Les riens du

quotidien sont notés avec humour et légèreté, le bonheur d'Anita Roustan consistant à suggérer plus qu'à décrire, sans s'apaiser. Elle ne cherche pas à expliquer, elle ressent. A l'affût des paradoxes ou des bizarreries de la vie, elle mêle les sentiments avec tendresse, mais reste en retrait, juste au bord, comme en spectatrice soucieuse de préserver la part de distance ou de dérision qui s'impose.

Et lorsque, finalement, submergée par des « bourrasques de nostalgie » à la pensée de l'âge avançant et des amours finissant, elle se console avec une poire de hot dogs bien croquants, c'est pour conclure avec Maupassant que « la vie, ce n'est jamais si bon ni si mauvais qu'on croit ». Dans cette chronique féminine, ironique et juste de la vie parisienne, Anita Roustan écrit sans se prendre au sérieux. Il faut la lire de même.

Florence Noëville

NOUVEAUTÉ

Pierre Skira
LA NATURE MORTE
De l'Antiquité à Morandi
240 pages, 160 ill., 680 F.

سكيرا من الاصل

حکذا من الاصل

HISTOIRE LITTÉRAIRE

La plus belle conquête des femmes

Le vingtième siècle est celui de l'émancipation des femmes. C'est aussi celui de la consécration des femmes-écrivains

LE XX^e SIÈCLE DES FEMMES
de Florence Montreynaud.
Nathan,
736 p., 295 F.
LA PETITE SŒUR DE BALZAC
de Christine Planté.
Seuil, collection
« Libre à elles »,
374 p., 130 F.

« Passe en revue tous les grands noms de la littérature occidentale, n'oublie ni Homère ni Brecht, et demande-toi auquel de ces géants de l'esprit tu pourrais te rattacher, toi qui écris. Nous n'avons pas de modèles authentiques, cela nous demande du temps, des détours, des erreurs, mais cela n'est pas forcément un problème. » Ces mots, dits par Christa Wolf à une amie dans *Cassandra*, paru en 1983 (1), cette vérité de la littérature est une vérité plus générale.

A l'absence de repères, à la poussière tendancieuse qui sans cesse se dépose sur les noms de femmes, empêchant qu'ils s'inscrivent dans l'Histoire, Florence Montreynaud a voulu répondre avec *Le XX^e siècle des femmes* que publient les éditions Nathan. C'est une sorte de dictionnaire organisé par année, une galerie de portraits, une somme formidable de faits, de noms, d'aventures, traités d'une manière libre, avec beaucoup de méthode, et autant de subjectivité, puisque, en tout état de cause, il était bien impossible d'être objective, et exhaustive. C'est le foisonnement qui domine, cela fait tellement d'inconnues présentées d'un coup, de mal connues tirées de leur linceul de clichés, et les stars aussi ont leur place, toute leur place, d'Anna Magnani à Marie Curie, de Rita Hayworth, qui disait tristement : « tous les hommes que j'ai connus se sont endormis avec *Gilda* et réveillés avec moi », à Selma Lagerlöf, prix Nobel de littérature en 1907.

Comme le fait remarquer Elisabeth Badinter dans une pré-

face chaleureuse autant que sérieuse, le livre montre que le vingtième siècle est bien le siècle de l'émancipation des femmes occidentales. En témoignent les « brèves » qui, au fil des pages, recensent les « premières » accomplies dans tel ou tel domaine. Mais ce qui est éblouissant, en même temps, ce sont les difficultés, les fragilités, les paradoxes de ce mouvement d'émancipation. Car le moins qu'on puisse dire, c'est que le « progrès » n'est pas la règle, rien de linéaire dans cette histoire, cela ressemble à des vagues, d'innombrables vagues, des choses se font, se défont, et la mémoire, d'une manière incroyable, s'efface de ce qui a été accompli, ou acquis, tandis que, malgré tout, les choses changent, irréductiblement.

C'est d'une manière délibérément positive, très « années 80 », que Florence Montreynaud a conçu son livre, pour faire une mémoire aux filles de quinze ans — et même moins. Christine Planté, en publiant *La Petite Sœur de Balzac*, sous-titré *Essai sur la femme auteur*, s'est plutôt intéressée à la bouteille à moitié vide : les douleurs et les difficultés de celles qui n'ont pas de modèle, qu'évoquait Christa Wolf, qu'à la bouteille à moitié pleine de Florence Montreynaud.

Supporter l'incompréhension

La « femme-auteur », c'est un titre de Mme de Genlis, qui rappelait combien les femmes ont peu l'esprit de corps — jolie expression — et, par conséquent, à quels déboires s'exposaient les femmes qui décidaient d'écrire, puisqu'elles tendaient à s'isoler à la fois des hommes, qu'elles inquiétaient et exaspéraient — il est totalement inutile qu'elles écrivent leurs inépuces, cela ne fait qu'embrouiller les choses les plus claires, disait Strindberg, et des femmes, ce qui fait beaucoup trop.



CHRISTINE PLANTÉ

C'est un livre ambitieux qui part de la condition de la femme qui écrit au dix-neuvième siècle, s'attarde sur les formes de la misogynie de l'époque, étudie les écrits de Laure Surville, la sœur de Balzac, d'Eugénie de Guérin, sœur de Maurice, de Delphine de Girardin, de Marceline Desbordes-Valmore, et débouche sur une réflexion beaucoup plus vaste et contemporaine sur la création littéraire et la féminité. Le résultat est à la fois drôle, inégal et passionnant. Drôle, l'histoire de Delphine de Girardin expliquant pourquoi elle a écrit un roman un peu inconsis-

tant : on la dissuadait de garder un chapitre qui racontait un conseil des ministres. Dange-reux. D'effacer celui qui s'intitule « Rêve d'amour » : peu convenable. D'enlever une satire, le mordant n'est guère féminin. Et l'éloge si triste, non plus. Le rapport entre réalité et fiction se pose avec une acuité particulière pour la femme-auteur, montre Christine Planté, ce qui explique en partie le gâchis plus ou moins consentant de leur vie et de leur œuvre par tant de femmes-auteurs du dix-neuvième siècle reculant devant l'incom-

préhension dont elles allaient nécessairement être victimes. Pour supporter l'incompréhension, il faut avoir la plus haute idée de soi-même, ce qui est assez rarement le cas des femmes, et encore moins, peut-être, de celles qui écrivent. N'écrit-on pas pour affronter ce manque ?

Aussi, décrivant les chagrins, les tourments de femmes qui furent souvent traitées comme des « hybrides », autant dire des monstres, par des hommes qui ne les ménageaient guère — car, comme le disait Germaine de Staël, « l'opinion semble dégrader les hommes de tous devoirs envers une femme à qui un esprit supérieur est reconnu », — Christine Planté est-elle amenée à s'appuyer sur les réponses apportées par des femmes du vingtième siècle à cette terreur du dix-neuvième, qui faisait dire à un homme aussi respectable que Victor Cousin : « Je ne conçois à la condition de femme-auteur que deux excuses : un grand talent ou la pauvreté. »

Sûreté et certitude

Elle passe en revue de la manière la plus divertissante les clichés attachés à celle qui prend la plume, les méchants fantasmes du style féminin, fait de bavardages charmants, de coups d'embryon syntaxique, d'omission du langage parlé, de confusion des genres : désordre, désordre, désordre. Ainsi d'un certain historien de la littérature féminine qui se nomme Larnac et met en forme les critiques habituelles, ou de Barbey qui assure tranquillement que « la tête et la main d'une femme sont trop petites pour écrire l'Histoire ». Pour écrire cela, il faut le regard clair et la main juste. Toutes considérations déplorables, mais pas entièrement fautes pour assurer le pas de celle qui s'enthousiasme, au prix, le plus souvent, du confort de vivre tout à fait comme les autres.

Dans les deux derniers chapitres de son livre, qui sont les plus forts, les plus pressants, Christine Planté s'attache, sous le vocable « l'exception et l'ordinaire », à réunir cette femme-centaure, sirène, ou schizophrène que nous a léguée le dix-neuvième siècle. A travers des portraits de biaux d'Ingeborg Bachmann, Marina Tsvetaeva, et à l'ombre douce de la perspicace Virginia Woolf, elle ouvre des pistes, livre des intuitions, des émotions.

Et il s'avère que les réponses des femmes du vingtième siècle leur ont coûté cher, puisqu'il fallait accepter « ce risque suprême : renoncer à comprendre ce qu'on écrit », ce qui paraît inconcevable, et n'en est pas moins profondément vrai, attesté cent fois par Virginia Woolf, Emily Dickinson, Flannery O'Connor, Gertrude Stein même, Nathalie Sarraute, ou Marguerite Duras. Avancer, sans savoir ce qu'on fait, ou si, comme écrivait Tsvetaeva, on est en train de brûler la maison.

Il faut sans doute que la nécessité soit bien forte pour s'aventurer sur des chemins aussi peu sûrs, avec si peu d'étoiles dans le ciel, et tellement peu d'espoir d'être entendue. Christine Planté analyse bien les motivations de ces femmes, donnant en particulier la parole à Mme de Staël, pour qui « les fictions doivent nous expliquer les mystères de notre sort, en particulier quand rien d'autre ne peut le faire ». Des fictions, des romans, qui souvent renvoient à l'enfance, « où l'on sait déjà tout mais où rien n'a encore commencé », et qui sont la seule manière, disait Woolf, d'être soi-même. Or « il est beaucoup plus important d'être soi-même que n'importe quel autre ».

Geneviève Brisac

Signaler, également le livre de Corinne Chapoutier, chez Olivier Orban, *Le Mythe féminin ou sagesse de démi de sexe*, 286 p., 145 F. Une analyse un peu circulaire de la privation de sens dans les représentations du corps féminin.

Maupassant l'animal

Suite de la page 25

Lorsque Henri Troyat rappelle le refus opposé par Maupassant à toute publication de son portrait ou de notice biographique, il se demande à juste titre si cette répugnance à voir sa propre effigie livrée à la curiosité de la foule n'était pas déjà la crainte sourde d'un dédoublement de la personnalité.

Né au pays de Caux en 1850, dans un château loué pour l'occasion par sa mère, tellement snob qu'elle n'avait accepté d'épouser Gustave de Maupassant qu'à la condition que celui-ci se trouvât quelque noblesse rendant possible l'usage de la particule, le petit Guy se rangea vite du côté des humbles, des paysans, des marins. Et c'est en compagnie de ces derniers que, à dix-huit ans, il participe au sauvetage en mer du grand poète

Algernon Charles Swinburne. Celui-ci habite dans les alentours d'Étretat, avec un ami, de très jeunes domestiques et un singe.

Invité chez eux, le sauveur adolescent se sent comme envoyé : à l'intérieur de la paisible maison normande, « il devine le lieu d'un culte où se marient l'amitié, le vice, le goût des enchantements funèbres » : des aquarelles représentent des têtes de mort sous une lune à figure humaine ; des ossements ornent les consoles de temps en temps, on masturbe le singe... Mais cette main d'écorché portant « des traces de sang anciennes » que Swinburne lui offre, Maupassant ne s'en séparera jamais, l'exposant aussi bien dans les premières chambres, exigües, de Paris, que dans les appartements cosus de l'écrivain de renom qu'il sera devenu.

Le disciple n'oublia jamais ces préceptes. Par surcroît, il partageait avec son maître le goût des farces, des facéties « hénarques », celles-ci pouvant atteindre chez Maupassant à une brutalité quelque peu monstrueuse : avec les filles, qu'il consommait comme s'il était atteint de priapisme — « il m'a écrit qu'en trois jours il avait tiré dix-neuf coups », rapporte Tourgueniev : « C'est beau ! mais j'ai peur qu'il ne finisse par s'en aller en sperme » ; ou bien, avec ce commis du ministère où il travaille lui-même, et qui l'exaspère par sa sottise au point de le pousser à lui donner, avec ses camarades de la « Société des Maque-reux », une leçon consistant à le

masturber avec des gants d'escrime et à lui enfoncer une règle dans le rectum. La victime devait mourir quelques jours plus tard, « sans qu'il soit possible, dit le biographe, d'affirmer que cette fin prématurée fut due aux mauvais traitements qu'il a subis... »

Il y a, en effet, chez Maupassant, comme un vertige de l'animalité : « Je sens frémir en moi quelque chose de toutes les espèces d'animaux, de tous les instincts, de tous les désirs confus des créatures inférieures. » Fasciné, au musée de Palerme, par la bestialité primitive qui se dégage d'un bronze représentant un bœuf, « il se reconnaît frère, par instinct, et presque par la fonction, de l'animal fortement membré ». Et si rien ne lui donne « une sensation plus délicate, plus raffinée, plus rare que la robe lisse et vibrante » du chat, elle lui met aux doigts, cette robe vivante, un désir étrange et féroce d'étrangler la bête qu'il caresse.

Même la mer, qu'il aime tant, ne lui inspire rien de métaphysique ; il n'y voit que la matière de l'eau et il s'y jette comme s'il voulait éteindre ce trop de feu qui affole sa chair. Il est fier de son corps d'athlète, de sa carrière, de sa sexualité surabondante — et la syphilis nerveuse que, à peine adolescent, il contracte mettra longtemps à le frapper pour de bon : et ce sera aux yeux, à en perdre la vue pendant de longs moments, son écriture devenant du coup illisible :

« T'épate pas, écrit-il à un ami, si j'ai un ail qui dit Zola à l'autre, de sorte que je suis obligé de laisser aux cabinets tous les deux... »

Plus tard, les défaillances visuelles iront de pair avec celles de la mémoire, des mots lui échappant, remplacés par d'autres, absurdes ; ou bien, lorsque la phrase s'est formée parfaitement dans son esprit, c'est la main qui lâche la plume. La folie le guette, et il en est conscient. Ah ! comme il voudrait cesser d'être, au moins se soulager en poussant « dans une grande plaine ou au fond d'un bois (...) cette plainte lamentable des chiens qui ne s'adressent à rien, qui ne va nulle part, qui ne dit rien et jette dans les nuits un cri d'angoisse enchaînée (...). Et je hurlerais ainsi durant des heures entières dans les ténèbres ».

Le surréaliste « le plus légitime »

Il arrive qu'un classique ne soit pas « un écrivain pour écrivains ». Ce qui étonne, dans le cas de Maupassant, c'est qu'une réticence assez répandue parmi les gens du bâtiment s'adresse à un disciple de Flaubert, à un fervent du « mot juste ». Edmond de Goncourt soutenait qu'« une page de Maupassant n'est pas signée », que « c'est tout bonnement de la bonne copie courante appartenant à tout le monde ».

Cinq ans avant la mort de Maupassant, dans un essai précautionneusement élogieux et scrupuleusement ambigu, Henry James affirme que c'est uniquement grâce aux sens de la vue et de l'odorat que la vie fait appel à lui. Plus tranchant, Valéry dira qu'on peut le lire en ignorant tout de la littérature, en n'ayant lu que des journaux. Quant à Alberto Savinio (1), il voit, lui, deux Maupassant. Le premier lui apparaît comme un homme

privé d'idées, de poésie, enfoncé dans la matière même de ses histoires, et dont les mots servent l'instant pour s'envoler tout de suite ; le second, en revanche — celui de *Le Horla*, de *Qui est-ce ?*, de *Lui*, de *La Chevreuse*... — est pour l'Italien un écrivain immense, et le surréaliste que les surréalistes ne sauraient pas reconnaître, alors qu'il était « le plus légitime ».

Comme le livre qu'on relit longtemps après qu'on l'a aimé nous offre des richesses que l'on n'avait pas soupçonnées sur-le-champ, chaque biographie d'un écrivain célèbre éclaire son œuvre d'une lumière différente, élargissant ainsi la vision que nous en avions. Ce n'est pas toujours vrai, que, comme disait l'autre, il vaut mieux que chacun écrive la sienne, car, autrement, c'est Judas qui s'en charge.

Mieux, et à la fois rapide, érudite, fournissant d'aperçus inédits et très encourageants, ce nouvel ouvrage sur Maupassant d'Henri Troyat en fournit une preuve éclatante. Car c'est l'enjeu de nous replonger dans l'œuvre du Normand qu'il nous donne, ce qui est le signe même de sa réussite et de sa qualité.

Hector Bianciotti

(1) *Maupassant et l'« être »*, Gallimard, 1977.

163 pages. 95F

SCIENCE EN CONSCIENCE

RENE LE GUEN

LE GUEN

RENE LE GUEN
SCIENCE EN CONSCIENCE

Une contribution polémique aux états généraux de la culture scientifique et technique.

messiaon
EDITIONS SOCIALES

Le Grand Prix de L'ACADÉMIE EUROPÉENNE DU LIVRE
récompense chaque année l'auteur, de préférence encore inconnu, d'une œuvre littéraire inédite. Toutes les œuvres sélectionnées : Romans - Nouvelles - Essais - Poésie - Théâtre sont publiées et diffusées après établissement d'un contrat régi par la loi du 11 Mars 1957 sur la propriété littéraire et bénéficient d'une véritable promotion auprès de tous les médias : Radio - Télévision - Presse - Jury Littéraires

Les manuscrits sont à adresser à :
L'ACADÉMIE EUROPÉENNE DU LIVRE-ÉDITEUR
17, rue de Galilée - 75116 PARIS - Tél. : (1) 47 80 11 08

100.000 LIVRES EN STOCK

5 CATALOGUES PAR AN

L'UNIQUE LE TOUR DU MONDE

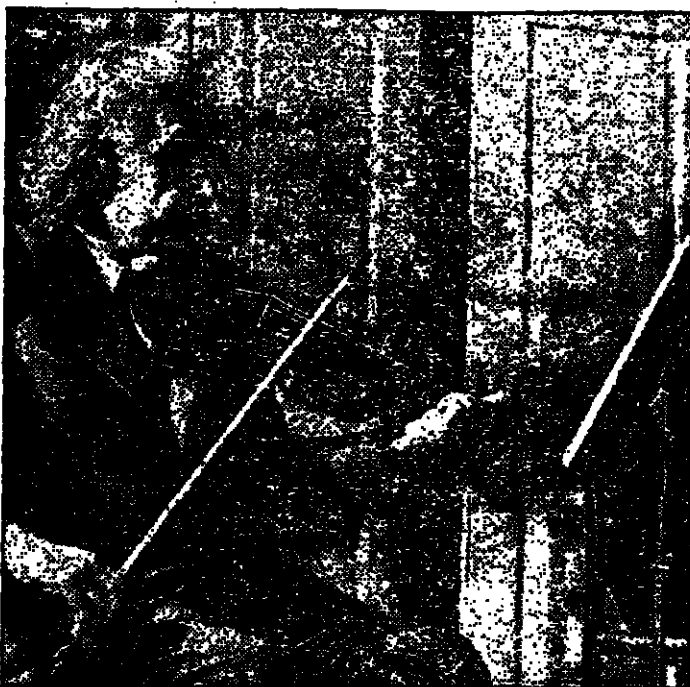
9 RUE DE LA POMPE 75116 PARIS

SCIENCES

Le mythe Einstein

Six volumes pour mieux connaître l'un des grands génies du siècle dont les interrogations éthiques nous semblent dater de la semaine dernière

ŒUVRES CHOISIES d'Albert Einstein, collection « Sources du savoir », Seuil - CNRS. Tome 1 : Quantité, mécanique statistique et physique quantique, 256 p., relié, 280 F. Textes choisis et présentés par Françoise Balibar, Olivier Darrigol et Bruno Jech. Tome 4 : Correspondances françaises, 384 p., relié, 290 F. Lettres choisies et présentées par Michel Biezanski. Hors série, album Einstein, un recueil de photos offert en cadeau aux souscripteurs des six volumes, Seuil.



Albert Einstein en 1941.

Un jour qu'ils étaient, côte à côte, acclamés par la foule, Charlie Chaplin aurait déclaré à Albert Einstein : « Moi, on m'acclame parce que tout le monde me comprend, et vous, on vous acclame parce que personne ne vous comprend. » Tout autant que Charlot, Picasso ou Marilyn Monroe, le célèbre physicien fait partie des grandes figures mythiques du vingtième siècle. Mais le connaît-on aussi bien que ces autres monstres sacrés ?

Certes, chacun a entendu parler de sa célèbre théorie de la relativité générale. Mais la rumeur populaire voulait (évidemment à tort !) que ces travaux qui lui valurent la notoriété en 1916 ne fussent compréhensibles que par deux ou trois personnes.

On se rappelle vaguement que cette espèce de professeur Tournesol chevelu était plutôt pacifiste, mais on ne se souvient pas

forcément que, par crainte du danger nazi, il signe en 1939 une lettre attirant l'attention du président Roosevelt sur la possibilité de réaliser l'arme atomique (il la combattra avec acharnement à partir de 1945). On oublie sans doute qu'il refusa, en 1952, de devenir président de l'Etat d'Israël, ou qu'il présida la Ligue des droits de l'homme.

« Je suis devenu un vieil enfant solitaire, une sorte de figure antique, connu surtout pour ne pas porter de chaus-

settes, que l'on exhibe comme une curiosité dans certaines occasions », écrivait-il en 1942. Pourtant, l'influence des travaux d'Albert Einstein sur la science contemporaine est toujours aussi déterminante. Et, à l'heure des grandes interrogations éthiques que suscitent les progrès de la biologie, ses réflexions et prises de position sur l'impact social de la science et la responsabilité des chercheurs pourraient avoir été écrites la semaine dernière.

La publication en français des Œuvres choisies d'Albert Ein-

stein contribuera sans doute à faire renaître la figure de l'homme derrière l'image du vieux savant génial. Un travail remarquable réalisé par une équipe du CNRS comprenant des physiciens, des germanistes, des philosophes et des historiens des sciences, sous la direction de Françoise Balibar. Cette entreprise, qui associe en coédition Le Seuil et le CNRS (avec l'aide du Centre national des lettres), s'appuie sur la publication, commencée en 1915 aux Etats-Unis, de tous les écrits et de la correspondance d'Einstein et est réalisée en concertation avec les responsables de ce projet qui prévoit la sortie de trente-huit volumes en trente ans.

La sélection française est plus modeste et tiendra en six volumes dont le dernier sera publié en 1993. Trois portent sur la correspondance et les écrits à caractère philosophique ou politique. Dans les trois autres, qui traitent des œuvres scientifiques, les textes techniques indispensables sont accompagnés d'articles de vulgarisation ou de lettres d'Einstein, qui permettent d'affirmer les auteurs, de « voir la science en train de se faire ».

J.-P. D.

□ A paraître. — Tome 2 : *Relativités I, relativité restreinte* (en 1992) ; Tome 3 : *Relativités II, relativité générale, cosmologie et théories unitaires* (en 1993) ; Tome 5 : *Science, éthique, philosophie* (en 1990) ; Tome 6 : *Ecrits politiques* (en 1991).

AU FIL DES LECTURES

L'explosion d'une étoile

La science est une grande aventure. Tous les chercheurs sérieux savent cela. Les journalistes scientifiques aussi : sinon, à quoi bon user sa plume et sa salive pour tenter de faire partager sa passion ?

L'aventure, elle a fondé une nuit de février 1987 sur l'astronome canadien Ian Shelton, alors que, derrière son télescope antique à l'observatoire chilien de Las Campanas, il observait le Grand Nuage de Magellan (une galaxie) au son d'un disque du groupe rock The Cure. Le flash de l'explosion d'une étoile venait d'arriver jusqu'à lui, après cent soixante-dix mille ans de course folle dans l'espace interstellaire. L'aventure, Dominique Legu l'a pressentie quand, de son bureau du quotidien *L'Espresso*, elle a vu monter, de dépêche en coup de fil, l'excitation des astronomes du monde entier s'apprêtant à suivre en direct dans leur télescope l'évolution de ce phénomène unique.

Des observatoires andins au capteur géant de neutrinos niché sous le Mont-Blanc, de colloque en labo, elle a suivi les trajectoires de la « supernova » de Shelton. Un récit passionnant où la rigueur scientifique n'efface jamais l'action.

► *Supernova*, de Dominique Legu, Plon, 175 p., 95 F.

Voyage initiatique

« Toujours plus loin » : telle pourrait être, aujourd'hui, la devise des physiciens. En cherchant à comprendre la structure intime de la matière, ils sont tombés sur les quarks. Ces particules — les plus « élémentaires » connues à ce jour — sont les acteurs d'un monde étrange régi par les lois de la physique quantique, où les constituants ultimes de la matière ne sont plus des points matériels, mais des « interactions », des forces relevant des plus hautes énergies, et qui renvoient aux temps de l'univers primordial, au moment du fameux big-bang, quand la matière était encore une énergie indifférenciée.

Aujourd'hui, « toute découverte dans l'univers de l'infiniment petit a des conséquences directes sur notre connaissance de l'infiniment grand, sur l'origine et le destin de notre univers », écrivent Jean-Pierre Baton et Gilles Cohen-Tannoudji. Ces deux chercheurs au département de physique des particules élémentaires du CEA à Saclay nous emmènent à la découverte de ces « horizons » vertigineux. Un voyage initiatique fascinant, mais qui exige une certaine motivation, et un minimum de bagage scientifique.

► *L'Horizon des particules*, de Jean-Pierre Baton et Gilles Cohen-Tannoudji, Gallimard (« NRF essais »), 248 p., 150 F.

Dans l'univers des laboratoires

Lorsque l'un des pères fondateurs de la biologie moléculaire nous livre, pour la première fois, la récit de ses recherches, cela mérite que l'on s'y attende. Francis Crick avait trente-sept ans lorsqu'il écrivait, en 1953, avec son collègue James Watson, la structure en double hélice de l'ADN, support de l'hérédité — découverte qui leur valut à tous deux le prix Nobel de médecine en 1962.

Tout en s'intéressant ici et là aux idées qu'aux personnes, c'est avec humour et vivacité qu'il brosse le tableau de cette période-clé dans l'histoire de notre siècle, faisant avec passion et humilité la part des hasards heureux et des choix réfléchis qui l'ont conduit à la découverte de la double hélice. Souvenirs, réflexions, son livre nous entraîne dans l'univers souvent mal connu des laboratoires, dévoilant en douceur les méandres du raisonnement scientifique. Un régal.

► *Une vie à découvrir*, de Francis Crick, Odile Jacob, 240 p., 110 F.

L'avenir du futur

Les machines pensantes, devenues plus intelligentes que leurs inventeurs, sauront-elles un jour découvrir de nouvelles lois scientifiques ? Les femmes se passeront-elles complètement des hommes pour mettre au monde des « enfants du Pyrex », conçus en éprouvette ? Les « sportophiles » que seront les futurs cosmonautes interplanétaires auront-ils encore des jambes ? Si elles nous projettent très loin dans le futur, ces questions, et bien d'autres, ne laissent pas d'éveiller le seul imaginaire.

Fournissant d'anecdotes et d'exemples concrets, ce livre, accessible à tous les publics, dresse un panorama des perspectives — souvent prometteuses, parfois terrifiantes — qu'ouvre à l'humanité la science de cette fin de siècle. Au passage, on y apprend la taille de l'homme le plus grand du monde, le degré d'adaptation au froid des Indiens eskimaux, ou comment Gauss comptait à l'âge de trois ans...

► *L'Homme mutant*, de Robert Clarke, Robert Laffont, 220 p., 90 F.

Une nouvelle géométrie

Combien mesure donc la côte de Bretagne ? Quelle est la forme exacte du mont Blanc, ou de ce nuage qui passe dans le ciel ? Questions simples, mais réponses impossibles selon les lois classiques de la géométrie. Polytechnicien et docteur en mathématiques, Benoît Mandelbrot fut le premier à concevoir puis à développer le moyen de soumettre ce problème à la démarche scientifique. Il y a quinze ans naissaient ainsi les fractales, base d'une nouvelle géométrie de la nature et du chaos.

Mélangeant délibérément la vulgarisation et le travail de recherche (à l'image des figures fractales elles-mêmes, faites d'images et de science pure), ce livre réunit deux parties. On y retrouve tout d'abord la troisième édition des *Objets fractals*, document historique qui fut, en 1975, le premier exposé de ces travaux.

Le nouvel essai qui lui fait suite, *Survival du langage fractal*, fait le point sur cette nouvelle géométrie qui, aujourd'hui, entre dans l'âge des congrès, des cours et des manuels, n'en continue pas moins de susciter la polémique. Un ouvrage de référence à l'usage des spécialistes, mais difficilement accessible à un public non averti.

► *Les Objets fractals*, de Benoît Mandelbrot, Flammarion (« Nouvelle Bibliothèque scientifique »), 270 p., 99 F.

De Babylone à l'ordinateur

Réunir en un seul volume l'ensemble des avancées scientifiques de l'humanité, dans toute leur richesse et leur complexité... l'entreprise est quasiment impossible. Évitant l'écueil des « grands génies », du classement thématique et d'une prétendue exhaustivité, Michel Serres et son équipe ont donc choisi une autre voie. Illustré et bien présenté, l'ouvrage décrit une vingtaine d'étapes majeures qui, de *Babylone en 1800 avant Jésus-Christ* à *l'invention de l'ordinateur*, retracent dans ses grandes lignes l'histoire scientifique et technique de l'humanité. Traité dans un souci constant de ne pas séparer le savoir de son contexte culturel, ces « éléments » s'adressent à l'honnête homme tout comme au scientifique intéressé par le passé de son art. Avec l'espoir de favoriser l'institution d'un enseignement ordinaire de l'histoire des sciences, discipline encore largement absente tant dans le secondaire que dans le supérieur.

► *Éléments d'histoire des sciences*, sous la direction de Michel Serres, Bordas, 575 p., 295 F.

Jean-Paul Dufour et Catherine Vincent

PHILOSOPHIE

Retour à Kant

Pour Vincent Descombes, on ne demande pas au philosophe de prophétiser, mais d'argumenter

PHILOSOPHIE PAR GROS TEMPS de Vincent Descombes. Minuit, 192 p., 85 F.

Vincent Descombes est un philosophe qui prend la philosophie au sérieux. Meticuleux, hostile aux généralisations hâtives, il manifeste en revanche un goût très vif pour la démythification. Depuis *l'Inconscient malgré lui* (Minuit, 1977), il s'est attaché à pourfendre quelques illusions chères à l'intelligentsia française (*Le Même et l'Autre*, 1979) et nous a donné, en 1987, un livre sur Proust. Mais voici qu'il retourne, avec son dernier travail, à son jeu favori : renvoyer dos à dos les adversaires qui se disputent la scène intellectuelle contemporaine en montrant que ni les uns ni les autres ne respectent les règles du jeu philosophique.

Philosophie par gros temps se compose de sept essais dont l'unité tient au projet critique qui les anime. Descombes y analyse différentes polémiques empruntées à l'actualité récente pour arriver, chaque fois, à la même conclusion : la question était mal posée, le problème était un faux problème. Prenez, par exemple, le débat entre Habermas et Foucault. Tous deux croient édifier une philosophie politique. Mais le premier, en prétendant fonder la rationalité sur le consensus, manque une dimension essentielle du politique, celle du conflit ; tandis que le second, en s'attachant à esquisser une « ontologie du présent », laisse échapper certaines questions proprement philosophiques.

Il est vrai, ajoute Descombes, que Habermas et Foucault — celui-là à travers Marx, celui-ci à travers Nietzsche — se réclament l'un et l'autre de Hegel. Or n'est-ce pas avec la dialectique hégélienne — bonne à tout, bonne à rien — que commencent les malheurs de la philosophie moderne ?

Descombes trouve une confirmation de cette vue dans un autre exemple, celui de Heidegger. Ce dernier a, comme Hegel, prétendu « penser son époque » plutôt que de s'interroger sur les conditions de la pensée. Le résultat n'est pas brillant : d'un côté, une « pensée de l'Etre », métaphysique douteuse, de l'autre, des déclarations pronazies jamais reniées ; mais, entre celles-ci et celle-là, aucune médiation.

Heidegger ne s'est nullement soucié — et Descombes a sur ce point mille fois raison — d'argumenter ses choix politiques par des raisons d'ordre philosophique. Il s'est contenté d'affirmer ses opinions — tantôt sur l'Etre, tantôt sur le Führer — sans jamais préciser à quel niveau il s'exprimait.

On voit où mène le chemin de Descombes : à refuser au philosophe le droit de se croire, en tant que philosophe, mieux placé que les autres pour analyser l'actualité. La lecture d'un livre de philosophie et celle du journal du matin (cette « prière de l'homme moderne », selon Hegel !) ne sont pas substituables. On ne demande pas au philosophe de prophétiser mais d'argumenter. Bref, retour à Kant !

A condition de préciser que ce retour est surtout méthodologique : ce n'est pas du Kant des kantien que nous avons besoin, mais de celui qui nous a appris comment diviser la raison en raisons. Seule une telle « analytique » peut permettre de fonder, aujourd'hui, une théorie du politique. Les travaux de Cornélius Castoriadis et de Louis Dumont ouvrent, selon Descombes, la voie. Une voie dans laquelle les philosophes pourraient s'avancer pas à pas, en se rappelant que — n'en déplaise à Hegel et à Marx — il n'existe pas plus de point de vue absolu sur la société humaine qu'il n'en existe sur l'Histoire.

Christian Delacampagne

HISTOIRE THÉMATIQUE DES ÉTATS-UNIS

NOUVEAUTÉS

Marianne Debouzy
LA CLASSE OUVRIÈRE DANS L'HISTOIRE DES ÉTATS-UNIS

Marie-France Toinet
LA COUR SUPRÊME : LES GRANDS ARRÊTS

Jean-Pierre Martin
LA RELIGION AUX ÉTATS-UNIS

Environ 190 pages - 11 x 18 - En librairie : 50 F

PRESSES UNIVERSITAIRES DE NANCY
25, rue Baron Louis - 54000

WALTER BENJAMIN PARIS

CAPITALE DU XIX^e SIÈCLE

Le livre des Passages

« Livre-ocean, labyrinthe inachevé, les passages » de Walter Benjamin, paraît enfin en français.
J.M. Palmier / Libération

« ... le projet le plus fou de cet écrivain hors normes... restera comme l'une des œuvres les plus énigmatiques de l'entre-deux-guerres »
P. Org / Le Nouvel Observateur

cerf

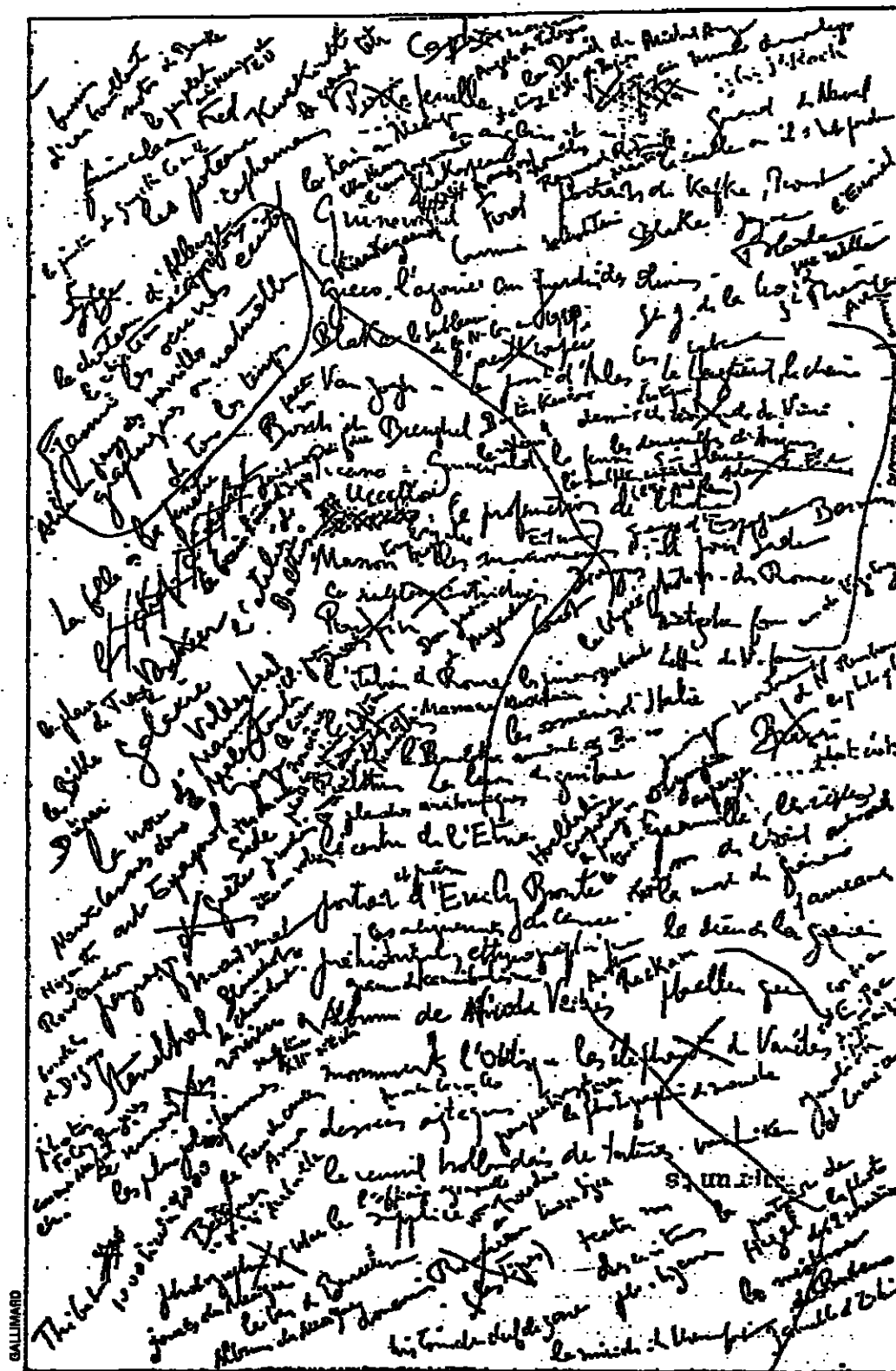
128 pages
30 illustrations
couverture rigide
50 F

حکذا من الاصل

حکذا من الاجل

Au commencement était le texte

Parmi les nouvelles approches de la littérature, la critique génétique, qui tente par une étude attentive des manuscrits de saisir le texte à l'état naissant, se révèle d'une remarquable fécondité. Michel Contat montre comment une telle démarche renouvelle l'analyse des conditions de production de l'œuvre littéraire, et Gérard Genette défend contre ses détracteurs cette exploration méthodique des sentiers de la création



Georges Bataille : Notes des années 50 pour une « Histoire universelle » (coll. particulière)

Pour une esthétique de la production

LA NAISSANCE DU TEXTE ensemble réuni par Louis Hay (et comprenant notamment des textes de B. Cerquiglini, R. Dragonetti, H.-W. Gabler, Cl. Gothot-Mersch, A. Grésillon, H.-J. Jauss, H. Mitterand, P. Ricœur, J. Starobinski, M. Walser). José Corti, 226 p., 150 F.

DE LA LETTRE AU LIVRE, de Louis Hay et autres. Editions du CNRS, coll. « Textes et manuscrits », 195 p., 150 F.

Un sketch des Monty Python : Thomas Hardy, dans une forme éblouissante, commence, en direct, son neuvième roman. Deux reporters commentent la performance : « Le maître trempe sa plume dans l'encrier, la porte vers le coin supérieur

gauche de la feuille blanche placée devant lui et trace le premier mot. Il s'agit de l'article « le ». Mais que se passe-t-il ? Pense d'inspiration ? La mâchoire du fameux écrivain se crispe sous l'effort, attention, il... il biffe. C'est extraordinaire, chers auditeurs, le premier mot du neuvième roman de Thomas Hardy, l'article « le », vient d'être biffé !!! Thomas Hardy trempe à nouveau sa plume et écrit à côté de la rature : « Sam », pardon je ne lis pas bien, attendez, oui sam... édi, c'est bien ça : samedi 13 novembre, c'est ça, et maintenant il écrit : « Il ». Tout laisse attendre à présent l'apparition d'un verbe, ce serait tout à fait dans la manière du maître, et, oui, en effet, le verbe est tracé, là, sous nos yeux, c'est le verbe « était ». L'événement est absolument fabuleux, le roman est maintenant lancé... Il promet d'être un très grand roman, comme les huit précédents... A vous les studios.

Dans la conscience de l'écrivain ?

Voilà bien le rêve de la critique génétique : assister comme en direct à la naissance du texte et le commenter au fur et à mesure qu'il se produit, suivre le développement de l'écriture elle-même, la voir se constituer en texte pour aboutir à sa forme publiée, qui apparaît alors comme l'une des formes possibles du texte en devenir.

Se glisser en somme dans la conscience à jamais inaccessible de l'écrivain, en interprétant les traces de ses hésitations, de ses repentirs, de ses inspirations, interruptions, reprises, adjonctions, suppressions, déplacements, rapporter ces données objectives à tout ce qu'il est possible de savoir au moyen d'informations extérieures sur les circonstances et la durée dans lesquelles l'écrit a été composé,

et proposer enfin des conjectures plausibles sur ce qui s'est passé dans cet esprit qui commande à la main et trace les mots sur un support.

A quel travail de l'esprit correspond la crispation des muscles faciaux du Thomas Hardy typographique ? Les neurosciences ont des choses à nous dire à ce sujet, mais rien, hélas, de décisif. Entre le cerveau et la main qui trace, la route de la connaissance, actuellement, est coupée. La science, si elle existe en ce domaine, au sens exact du terme, doit se contenter du produit de l'activité cérébrale : l'écriture, le texte. Le CNRS a créé un institut pour étudier le texte in statu nascendi dans les

manuscrits littéraires de quelques grands auteurs modernes (voir encadré page 31). Et il a consacré en 1987 un grand colloque international à cette question de « La naissance du texte », qui fait à présent l'objet d'une publication où l'on trouvera l'état actuel d'une problématique nouvelle dans le champ des études littéraires.

Comme le dit fort bien Jean Starobinski, « publier des avant-textes (1) », c'est placer, sur la route où s'engageant tant de théoriciens (avec pour léger bagage le compendium des théories du jour), le signe avertisseur : « Attention, travaux ». Pour le généticien du texte, le

piège à déjouer est de prophétiser ce qui est advenu, de voir une nécessité dans le texte final, de décrire un processus là où se développait une dynamique intentionnelle qui se heurtait à la résistance des mots et des formes syntaxiques, littéraires, ou suivait leur pente, bref de prendre l'écriture comme un fait objectif (et ce serait là le « positivisme à la loupe » que reprochent à la critique génétique ses détracteurs), alors qu'écrire est d'abord une activité de l'esprit qui cherche à se traduire en mots, pour produire sur un lecteur supposé un certain effet, et qui met donc en jeu une communication et une esthétique.

C'est dans les manuscrits que ces questions de communication et d'esthétique se manifestent le plus radicalement comme des problèmes. La critique génétique, née elle-même d'une interrogation sur la nature du texte et non sur sa réception, a trouvé dans les manuscrits le matériau d'une esthétique de la production. En cela, elle est autre chose que la philologie « rafraîchie » à quoi des observateurs veulent parfois la réduire.

Un texte en trois dimensions

De la philologie classique elle a repris les exigences de rigueur et de minutie dans l'établissement d'un texte et de ses variantes. L'activité « éditoriale » des généticiens littéraires, dans laquelle ils ont investi des technologies de pointe, notamment en optique et en informatique, est à la source d'une activité proprement critique qui est en train de faire bouger l'idée que nous nous faisons de la littérature, de la création.

En effet, si le texte est rendu à sa mobilité première par l'enlèvement de ses avant-textes, il trouve une dimension supplémentaire, une troisième dimension, comme l'a dit Louis Hay, initiateur et responsable scientifique du colloque, fondateur aussi de la critique textuelle en France. Cette dimension est celle du temps même de la création, temps parallèle à celui de la lecture et incommensurable à elle, mais temps qui problématisait le texte sous l'angle de la communication, et non plus seulement de la performance. A vous les studios.

Michel Contat

L'édition des « Cahiers » de Valéry

CAHIERS 1894-1914 de Paul Valéry. Editions établies sous la responsabilité de Nicole Celeyrette-Pietri et Judith Robinson-Valéry. Gallimard. T. 1, 1987, 489 p., 255 F. T. 2, 1988, 379 p., 235 F.

« L'originalité des Cahiers, et c'est un exemple unique dans la littérature, c'est d'être un livre qui se déclare lui-même impossible, car il s'écrit indéfiniment, seulement interrompu par la mort », écrit Yvon Belaval, dans sa préface au tome II. Publiés en fac-similé par les éditions du CNRS il y a une trentaine d'années, en vingt-neuf volumes qui ne se trouvent plus aujourd'hui qu'en bibliothèque, manuscrits originaux consultables à la Bibliothèque nationale, disponibles dans « La Pléiade » en deux volumes, dans une édition qui en sélectionne et en classe par thèmes les fragments les plus frappants, en cours de publication intégrale, pour les vingt premières années (1894-

1914), en une série de douze volumes qui ont commencé à paraître en 1987 et sortent au rythme d'un par an, les Cahiers de Valéry sont probablement l'œuvre de l'esprit la plus énigmatique qui soit dans notre modernité, et aussi celle qui a suscité les efforts d'édition les plus variés.

Considérés par Valéry lui-même comme son activité principale, celle où il a mené pratiquement tous les jours, pendant quelques heures du petit matin, l'observation et l'exercice de toutes ses facultés intellectuelles, les Cahiers, où il avait puisé des fragments pour certains de ses recueils de Variétés et de Tel Quel et opéré plusieurs fois des tentatives de classement, méritaient certes cet effort d'édition exceptionnel. Avec les Carnets d'enquêtes, de Zola, publiés par Henri Mitterand chez Plon en 1987, et les Carnets de travail, de Gustave Flaubert, procurés par P.-M. de Bissi chez Balland en 1987, l'édition intégrale des Cahiers de Valéry, publiée sous la co-

responsabilité de Nicole Celeyrette-Pietri et Judith Robinson-Valéry chez Gallimard, est certainement l'une des plus fascinantes productions des chercheurs généticiens de l'ITEM. Le lecteur, même non spécialiste, qui s'attachera à la disposition des pensées, fragments, calculs, dessins sur la page manuscrite, trouve dans l'édition typographique un aliment d'autant plus riche à sa réflexion qu'il est affranchi des difficultés de déchiffrement et qu'il peut, s'il le souhaite, confronter la transcription à l'original. Ainsi, cette œuvre foisonnante, inépuisable, littéralement folle d'intelligence, s'offre à présent à une étude qui peut se mener à tous les niveaux de sens.

M.C.

► A signaler aussi, sur Valéry : Paul Valéry, le Dialogue des choses divines, de Paul Gifford. José Corti, 443 p., 170 F. Paul Valéry, une vie d'écrivain, de Benoît Peeters. Les Impressions nouvelles (7, rue Taclat, 75020 Paris), 238 p., 88 F.

Quelques publications récentes

- A. Grésillon et M. Werner : *Leçons d'écriture : ce que disent les manuscrits*. Minard, 1988.
- Cl. Jacquet : *Genèse de Babel : Joyce et la création*. Editions du CNRS, coll. « Textes et manuscrits », 1985.
- L. Hay : *Le Manuscrit inachevé*. Editions du CNRS, coll. « Textes et manuscrits », 1985.
- A. Grésillon : *De la genèse du texte littéraire*. Editions du Lérat, 1987.
- M. Malicet : « Exercices de critique génétique », *Cahiers de textologie*, n° 1, Minard, 1987.
- R. Debray-Genette : *Métamorphoses du récit*. Seuil, 1988.
- M. Contat : « Problèmes de l'édition critique », *Cahiers de textologie*, n° 2, Minard, 1988.
- Revue *Texte* (Toronto), « La genèse du texte », n° 7, 1988.

(1) Nom que les généticiens donnent aux brouillons et documents de rédaction qui préparent le texte publié. Le terme est dû à Jean Belletun-Noël (*Le Texte et l'Avant-Texte*, Larousse, 1972).

LIVRES • IDÉES
DOSSIER

Ce que nous disent les manuscrits

par Gérard Genette

Il se répand depuis quelques années dans les gazettes un discours lourdement démagogique selon lequel les méthodes d'analyse du structuralisme et du post-structuralisme n'auraient introduit que « *distorsion desséchante* » et « *jeu funèbre pour mandarins abstraits* ». A ces tournures gracieuses, on reconnaît que l'esprit du regretté Raymond Picard souffle encore où il veut, et comme il peut.

Mais le thème de la querelle semble être aujourd'hui l'idée que « *le savoir* » est « *d'un autre ordre* » que « *la culture littéraire* » ; que le premier a, rien de moins, « *sué et remplacé* » la seconde, et que des mesures d'urgence s'imposent pour interrompre, s'il se peut, ce « *neuf-frage* » (l'enfile ici, quelques perles dont les auteurs se reconnaîtront).

Opposer le savoir à la culture est une très vieille manœuvre de l'obscurantisme, qui ne mérite sans doute aucun (autre) commentaire. La nouveauté de ces derniers mois est l'entrée, dans ce collimateur détraqué, des études de manuscrits et de la critique génétique, que l'on aurait cru protégées par la sobriété de leur démarche. Mais si l'on veut renouer la barque de la Culture en jetant par-dessus bord toute charge de savoir, il n'est pas de petits allègements.

L'invitation à la lecture

L'offensive recourt, fort classiquement, à deux arguments quelque peu contradictoires. L'un dit que l'analyse génétique n'est pas nouvelle (ses prémices remontent en effet à Lanson), et que les ci-devant « *châtiments de la structure* » qui « *passent à la palinodie* » et découvrent précipitamment les charmes de la genèse (encore une opposition *ad hoc*) ne font que suivre la mode du retour à l'Histoire. Il serait facile de montrer, textes en main, que le structuralisme n'a jamais eu partie liée de principe avec un rejet de l'Histoire, que la valorisation de l'œuvre ouverte et du *work in progress* fut un de ses thèmes favoris, que certains de ses tenants ont très tôt salué l'étude des manuscrits, et que réciproquement les praticiens actuels de la génétique reconnaissent volontiers leur dette envers la poétique formelle.

L'autre grief, moins conjoncturel, est qu'en tout état de cause

le « *positivisme à la loupe* », l'étude « *du grain du papier, des virgules, des jambages des majuscules* », ne sauraient nous livrer « *le secret de la naissance de l'écriture* », et donc que l'accumulation de ces données ne peut fournir qu'un savoir inutile. Notons au passage qu'une telle objection vaudrait encore davantage contre l'histoire littéraire, la biographie, la critique des sources et autres vénérables disciplines d'érudition. Mais laissons ces querelles très subalternes. Si l'on veut bien cesser de lier la culture à ce rejet mortifère de toute connaissance, il me semble, comme simple lecteur, que l'analyse des manuscrits, quand elle est possible, ne peut qu'éclairer notre « *aptitude à lire et à aimer les textes* », et cela au moins de trois façons.

La première, purement quantitative, tient à la publication de pages inédites, esquisses préparatoires ou fragments abandonnés, dont la relation à l'œuvre « *finale* » est des plus variables, mais qui représentent autant d'« *écrits* » sortis de la plume de l'auteur, dont la découverte augmente, de façon parfois considérable, le corpus de sa production : qu'on songe à la révélation des « *ébauches et fragments inédits* » de *Bovary*, ou à l'extraordinaire expansion du texte postérieur de la publication de *Jean Santeuil* à la nouvelle édition « *Pléiade* » de la *Recherche*. Il faudrait bien peu d'« *aptitude à lire et à aimer les textes* » pour dédaigner de telles invites à la lecture.

La deuxième est bien — fandra-t-il s'en affliger ? — de l'ordre de la connaissance et de la compréhension. Elle tient à la reconstitution, certes difficile et parfois conjecturale, du trajet génétique, c'est-à-dire au classement chronologique des avant-textes, qui permet de suivre au plus près le travail de l'écrivain, des premières notes aux dernières corrections.

Lacunaire par essence, puisqu'il manque au dossier toute cette part sans trace et sans témoin qui, entre deux séances d'écriture, ne se joue que dans l'esprit, elle n'en jette pas moins une lumière précieuse sur les « *sentiers de la création* » — sentiers, en effet, fort divers : quoi de commun entre le robuste organisation zolienne et l'erratique prosodie, entre la « *nourriture* » proliférante de la

Recherche et les sacrifices ascétiques d'un *cœur simple* ?

L'interprétation de tels documents exige, sans doute, une grande prudence, et parfois quelque méfiance envers une éventuelle mise en scène auctoriale, mais il faut souffrir d'une sévère occlusion intellectuelle pour la décrier en bloc inutile.

La troisième, et peut-être la plus importante, est de l'ordre de l'interrogation philosophique. La multiplication des états et des versions nous ramène, parfois, à la situation de « *mouvance* » textuelle que connaissent bien, par exemple, les médiévistes : une œuvre comme *la Chanson de Roland* ou *Perceval* consiste en plusieurs textes concurrents et non hiérarchisables, et ce statut, qui est encore celui du *Roi Lear*, interdit en principe l'assimilation simpliste d'une œuvre à un texte.

Le hasard et la littérature

Pour celles dont le texte est fixé par une édition canonique, l'étude des manuscrits ne peut que jeter un doute salutaire sur l'idée superstitieuse d'un état final vers lequel convergerait toute la masse du travail antérieur : la contemplation de l'avant-texte révèle la part de hasard qui hante cette apparente nécessité ; elle montre que l'œuvre achevée n'est que possible parmi d'autres, et peut-être que toute œuvre n'est qu'une plus ou moins longue hésitation que vient trancher la presse, la fatigue ou la mort.

Des *Pensées* de *Bouvard* et *Pécuchet*, de *Leuven* à l'*Homme sans qualités*, quelques-uns des plus grands œuvres, interrompues ou abandonnées, forment un amas de brouillons où personne ne viendra mettre un ordre sûr et « *autorisé* ». Ce trop plein d'avant-texte, cette absence de *variété*, n'invitent pourtant pas leur qualité d'œuvre, ni leur idéalité identique. Et ce seul fait, qui ne concerne pas seulement la littérature (combien d'esquisses pour les *Démolisseurs d'Avignon*, combien de prises pour *Parker's Mood*, pour la *Porte du Paradis* ?), donne l'art à penser sur la nature de l'art, cette nature que Proust, élargissant le propos de Léonard, déclarait tout uniment *cosa mentale*.

» Gérard Genette est directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales. Il a écrit notamment *Palimpsestes* et *Figures* (Seuil).

Au fil des lectures critiques

LA MÉLANCOLIE AU MIROIR
Trois lectures de Baudelaire, de Jean Starobinski.
Julliard, 94 p., 60 F.

QU'EST-CE QU'UN GENRE LITTÉRAIRE ?
de Jean-Marie Schaeffer.
Seuil, coll. « Poétique », 185 p., 100 F.

LA POÉSIE MODERNE ET LA STRUCTURE D'HORIZON
de Michel Collot.
PUF, coll. « Écriture », 261 p., 160 F.

LA BATAILLE LITTÉRAIRE
Essai sur la réception du naturalisme à l'époque de Zola, d'Alain Pagès.
Séguier, 273 p., 145 F.

Parmi les ouvrages critiques publiés durant ces derniers mois, quatre paraissent caractéristiques de notre période, non plus d'anthologie, comme on a pu désigner les années 70, par contraste avec les années 60 où domina la théorie, mais de séparation, sans doute dommageable, entre la recherche théorique et la critique littéraire. Je les choisis pour cette petite chronique, ou à tout le moins pour illustrer la variété des travaux qui coexistent aujourd'hui sans véritable débat et de signaler ceux qui entendent remédier à cette stérilité ou à ces mesquines polémiques qui, au lieu de discuter les idées, s'en prennent aux hommes qui les formulent.

L'étude de Jean Starobinski sur la mélancolie chez Baudelaire ne s'apparente pas à ces grands ouvrages sur Rousseau, Montaigne ou à celui qu'il annonce sur Diderot. Il ne s'agit pas non plus d'un fragment du livre depuis longtemps en préparation sur la mélancolie, mais plutôt d'une sorte de réduction de ce *magnum opus* à venir, présentée à l'occasion d'une série de huit leçons données par Starobinski en 1987-1988 au Collège de France, sur l'histoire et la poétique de la mélancolie, ce « sang d'encre », cette « humeur pesante », comme le désigne l'étymologie et le sens commun, ce « mot périlleux », comme nous en avertit l'auteur.

Texte court, la *Mélancolie au miroir* illustre à merveille la critique des maîtres, à la bonne distance de celle, didactique et rigoureuse, des professeurs, et de celle, intuitive et aventureuse, des écrivains. Se fondant sur une culture qui semble indépassable, Starobinski, avec cette élégance de style qui rend celui-ci presque inapparent à force de justesse et de discrétion, tisse entre le texte baudelairien (essentiellement le *Cygne*) et quelques célèbres représentations iconiques de la mélancolie le fil d'une analyse qui apparaît déjà classique : le mot mélancolique se prend au miroir de la réflexion et parvient à échapper au ressassement angoissé et à la pesanteur de l'existence corporelle seulement si un double miroir finit par réfléchir dans le vide une lumière enfin pure, parce que spirituelle de part en part. C'est à quoi l'ange baudelairien de la mort, « fidèle et joyeux », viendrait inviter la

cohorte désespérée des mélancoliques.

Tout à l'opposé du spectre critique, semble-t-il au premier abord, voici l'ouvrage d'un jeune chercheur en théorie littéraire, épris de rigueur, et attelé à une question difficile, celle du « genre » en littérature, question qui elle-même a déjà toute une littérature, laquelle mérite examen si l'on veut penser clair. Remontant au plus rigoureux de tous les théoriciens, Aristote, et au « modèle biologique » que celui-ci a suivi innocemment pour construire sa théorie des genres, passant à nouveau par Hegel pour voir comment réside sa théorie « organique », trouvant chez Brunetiere l'accomplissement du modèle biologique selon lequel les genres littéraires se génèrent les uns des autres comme les espèces darwiniennes, Jean-Marie Schaeffer, avec une belle et entraînant intransigeance, propose un renversement radical.

Il consiste à admettre la complexité, le pluralisme, voire l'éparpillement nécessaire de la « théorie des genres », dès lors que celle-ci se fonde sur les quatre logiques du texte : à savoir que « tout texte a une structure à partir de laquelle on peut extraire des règles [...] ; tout texte [...] se situe par rapport à d'autres textes [...] ; tout texte ressemble enfin à d'autres textes ». Cela admis, la prise en compte du contexte (de la culture où le texte surgit puis est lu, parfois à grande distance spatiale et temporelle) pose la question générique sous l'angle de l'auteur et sous celui du lecteur aussi bien. Elle ouvre sur une philosophie de la littérature. Ce livre ne fait qu'en déblayer logiquement les voies d'accès, mais c'est ce qui assure son importance : il faudra désormais passer par lui.

Le livre de Michel Collot, spécialiste de poésie (il est « *clerman* » de littérature française de la rue d'Ulm), commence par un appel, auquel on ne peut que souscrire, pour reprendre le débat théorique au-delà et non pas en-deçà du formalisme des années 70 qui avait prôné une lecture strictement immanente au texte. Empruntant à la théorie de la réception de l'École de Constance la notion d'« horizon d'attente » et à la phénoménologie celle de « structure d'horizon », rencontrée chez Husserl et à une réflexion sur l'expérience poétique, laquelle « engage au moins trois termes : un sujet, un monde, un langage ». L'étude de la structure d'horizon dans la poésie moderne (de Baudelaire à Du Bouchet) invite à tenter de comprendre comment ces trois termes jouent entre eux un jeu complexe où chacun est en permanence solidaire des deux autres.

Livre ambitieux qui propose modestement, c'est-à-dire sans la moindre arrogance de ton, sinon tout à fait un nouvel espace théorique, du moins un espace théorique renouvelé grâce aux enseignements conjoints de

la phénoménologie, de la psychanalyse et de la poétique. La *Poésie moderne et la structure d'horizon* complète deux volumes publiés précédemment par l'auteur : l'*Horizon fabuleux*, tome I (XX^e siècle) et tome II (XX^e siècle) chez José Corti (242 p., et 220 p., 280 F.). On doit ainsi à Michel Collot une façon, qui fera date, d'aborder et de penser la poésie moderne, car elle restitue à celle-ci, avec méthode et sensibilité, l'indépassable que n'ont cessé d'y verser les poètes eux-mêmes.

Avec Alain Pagès, spécialiste de Zola (il édite les *Cahiers naturalistes*, en poursuivant le travail d'Henri Mitterrand), c'est l'histoire littéraire qui trouve une impulsion nouvelle, donnée par Michel Foucault, sous le patronage intellectuel de qui ce jeune enseignant-chercheur se place. Pour qui déplore l'abandon de la plupart des critiques et des écrivains eux-mêmes sur la production des confères, le consensus mou qui règne aussi, du moins publiquement, dans la république des lettres et dans celle des professeurs, voici de quoi nourrir leur nostalgie des bagarres et des estocades partisans du temps du Nouveau roman et de la Nouvelle critique.

En décrivant avec finesse et pénétration les « stratégies discursives » à l'œuvre dans les articles de presse et de revues sur la question du naturalisme aux alentours de 1880, notamment ceux de Brunetiere, d'Armand de Pontmartin, de Françoise Sarracoy, tous fortement opposés à Zola, qu'ils condamnent comme un pourrisseur, l'analyste-historien met au jour le fonctionnement du monde littéraire d'alors, ses réseaux, ses haines, ses jeux, ses complicités avec les publics divers de l'époque, et nous sommes constamment tentés de reporter sur notre vie littéraire à nous, et même sur nos propres articles, ce regard clairvoyant. Mais pas plus que l'œil ne peut se voir, une époque ne peut tout à fait échapper à sa propre duperie.

M. C.

» A signaler aussi : l'interprétation des textes, ouvrage collectif sous la direction de Claude Reichler. Minuit, coll. « Arguments », 222 p., 69 F. ; *Conscience linguistique et lectures littéraires*, de Harald Weinrich, Ed. de la Maison des sciences de l'homme, 298 p., 160 F. ; *Lire le temps*, de Michel Picard. Minuit, coll. « Critique », 185 p., 99 F. ; *Fabrique d'illuminations*, d'Antoine Reybaud, Seuil, 219 p., 99 F. ; *Vies et vers des cercles : l'autodéfiance en poésie et pragmatique*, de Daniel Bougnoux. La Découverte, 286 p., 140 F. ; *Introduction à l'herméneutique littéraire*. De Chladenius à Schleiermacher, par Peter Szondi, traduit de l'allemand par Mayotte Bollack, avec un essai sur l'auteur par Jean Bollack. Cerf, 154 p., 120 F. ; *Les Trois Amuseux. Petite métaphysique de la critique littéraire*, d'Etienne Barilier. Ed. de Fallois, « l'Age d'homme », 133 p., 75 F. ; revue *Poétique* n° 80, novembre 1989, études de « Narratologie », 83 F.

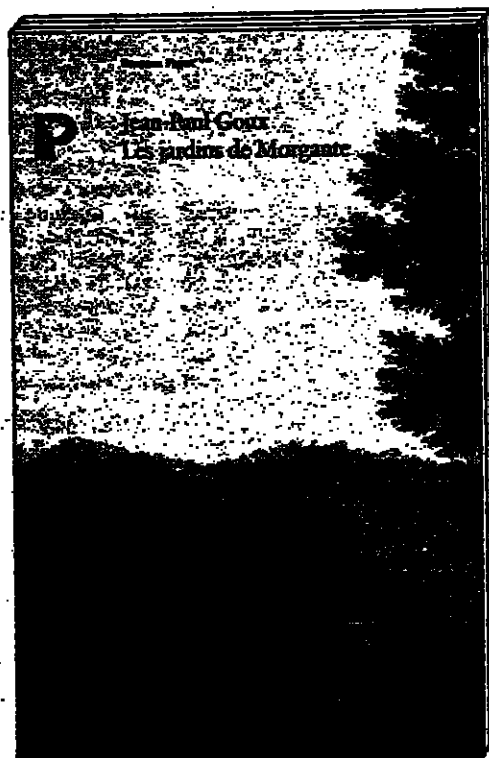
Les recherches de l'ITEM

A l'origine de ce gros institut de recherche fondamentale en littérature, conçu par le CNRS comme un frère cadet de l'IRHT (Institut de recherche et d'histoire du texte) qui regroupe les médiévistes, il y a l'initiative d'un chercheur, Louis Hay, chargé de classer les manuscrits de Henri Heine, acquis par la Bibliothèque nationale en 1983. A un premier groupe de germanistes sont venus se joindre des spécialistes de Proust et de Zola. Les recherches de cette équipe éveillent l'intérêt de Louis Aragon, qui décide, en 1978, de faire don de ses manuscrits et de ceux d'Elie Trépolet au CNRS, pour qu'ils soient scientifiquement exploités.

Au cours des ans, de nouvelles équipes se constituent, vouées à l'étude des manuscrits de Flaubert, Valéry, Joyce, Nerval, Sartre. Cent vingt chercheurs et enseignants-chercheurs (dont un dixième seulement sont appointés par le CNRS) cherchent ainsi, dans d'abondants et complexes corpus manuscrits, avec méthode et application, une sorte de pierre philosophale, qui serait le secret du fonctionnement de l'esprit créateur. Cet institut est unique en son genre dans le monde. Après vingt ans de travaux relativement obscurs et marqués par une extrême médiocrité, l'ITEM suscite à présent l'intérêt sur un plan international, où la richesse et l'importance des patrimoines manuscrits commencent à être reconnues.

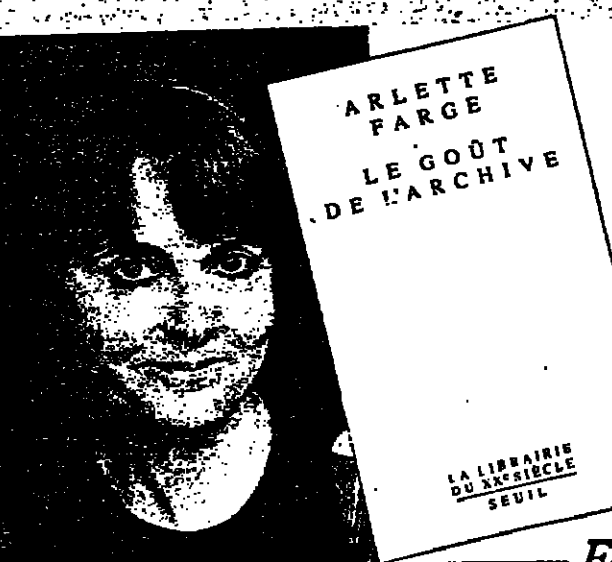
Dès les premières pages, le charme opère, et la première victime — consentante et ravie — en est le lecteur, pris dans les rets d'une écriture sinueuse, poétique et savante.

D. Autrand, La Quinzaine Littéraire



Payot Roman

ARLETTE FARGE



Subtil, animé, ironique, joueur, sérieux, ce livre est évidemment une œuvre d'écrivain.

Pierre Lepape / Le Monde

Les historiens lui seront redevables d'avoir su traduire, avec des mots justes et simples, ce qui est leur labeur et leur passion. Roger Chartier

Le Magazine Littéraire

Collection La Librairie du XX^e siècle dirigée par Maurice Olender - 65 F



Editions du Seuil

سكن من الاصل

حکذا من الامم

HISTOIRE DE LA FRANCE
sous la direction d'André Burguière et Jacques Revel.
- L'Espace français -
sous la direction de Jacques Revel.
Le Seuil, 672 p., 290 F.
- L'Etat et les pouvoirs -
sous la direction de Jacques Le Goff.
Le Seuil, 656 p., 290 F.

L'AMBITION qui a rassemblé ces historiens proches des *Annales* n'est pas mince : rien de moins que renouveler le genre de l'histoire nationale. Le vieil Augustin Thierry, jadis, n'avait-il pas senti à sa façon qu'il fallait « voir le fond des choses sous la lettre des chroniques » ? L'Ecole des hautes études en sciences sociales, qui abrite la quasi-totalité des auteurs de cette *Histoire de la France*, relève le gant et nous dit ce qu'il faut penser, à quelques années de l'an 2000, d'un destin multiséculaire et mémorable qu'on baptise du doux nom de France.

André Burguière et Jacques Revel, les maîtres d'œuvre de l'entreprise, nous rappellent toutefois que l'ardente obligation d'une histoire du pré carré hanta les fondateurs des *Annales*, le Marc Bloch de l'*Etrange Défaite*, le Lucien Febvre du *Problème de l'incroyance* et le Fernand Braudel de l'*Identité de la France*. Mais que les économies-monde, les traits méisés des sociétés, les charmes des civilisations plurielles, le *librato* du temps long et l'amour fou pour une Histoire du grand large les auraient trop continuellement sollicités pour qu'ils aient eu loisir d'embrasser une bonne fois l'Hexagone. Leurs héritiers en ligne directe font donc œuvre pie en se penchant sur cette hantise, cette lacune ou ce remords des pères.

Les circonstances, il est vrai, les y ont poussés bien plus fortement encore. Dans la querelle, lancée il y a une dizaine d'années, sur l'enseignement de l'histoire à l'école primaire et au collège, les *Annales*, on s'en souvient, furent injustement accusées par des politiques et des savants d'avoir répandu une conception de l'histoire sans repères chronologiques ni rivages familiers, dont la vulgarisation en classe aurait sournoisement déceuvé les jeunes Gaulois et aurait contribué à fabriquer des orphelins du « Marignan 1515 » et à démolir la nation. Ce diagnostic, aussi sommaire qu'alarmiste, n'est certes plus de mise aujourd'hui, quand tant d'autres questions sur l'identité nationale nous assaillent. Mais deux précautions valent mieux qu'une, il n'était pas inutile de rappeler que tous les historiens ont leur mot à dire par temps de crise.

Depuis dix ans aussi, les « Histoires de France » ont fleuri en librairie et y ont connu un franc succès, le prestige des grands noms chez de grands éditeurs — Duby, Goubert, Favier, Chenu, Le Goff, Le Roy Ladurie, Furet, Rémond et quelques autres — a rencontré à l'heure propice l'appétit des

lecteurs pour une saga nationale, mise en forme scientifique moderne (1). Chacun ayant sa riche collection ou son heureux essai, la mouvance la plus proche des *Annales* ne pouvait guère être en reste. Elle se mit à la tâche et nous livre aujourd'hui une entreprise à mi-parcours, avec deux volumes publiés sur les quatre prévus.

La rupture est affichée, éclatante même, avec les grandes liturgies commémoratives, les scènes de genre bien ordonnées et les récits fondateurs dont toute une historiographie fit son miel, des *Grandes Chroniques* à Michelet ou à Lavisse. En ce sens, cette *Histoire de la France* est l'envers de la série des *Lieux de mémoire* que rassemble Pierre Nora chez Gallimard. Elle se refuse à reconsidérer le poids de la mémoire collective dans l'identification progressive d'une « personne France ». Elle défait les constructions narratives pour enfants sages. Elle ne présuppose pas une nation en gènes. Aux fausses harmonies d'un récit à double chronologie, celle des faits et celle de leurs représentations, elle préfère l'examen de quelques points de friction contemporains, soigneusement sélectionnés, dont l'étude rétrospective dessinera une France bien plus singulière, un terroir de l'Europe qu'il est grand temps « de comprendre et d'aimer autrement ».

Quatre enjeux ont été retenus, un par volume : notre familiarité avec un espace national qui va entrer demain en compétition européenne ; la force et la faiblesse d'un Etat qui marqua dès longtemps la société à son fer et nous tenaille encore ; la permanence, quasiment pathogène, de l'affrontement « franco-français » ; la mêlée culturelle qui fait vibrer masses et élites. On voit la force et les risques d'un pari qui prétend traiter sous forme problématique une Histoire qui fut toujours organisée et mémorable, qui s'écarte délibérément du cours du temps et des « périodes », pour mieux sculpter des formes thématiques dans un immense matériau supposé brut.

Le lecteur sentira bien vite combien est de mise en œuvre délicate ce refus d'une gestion linéaire et rétrospective du passé national. Sous une maquette et une illustration assez austères, les deux volumes mêlent, en effet, des contributions dont on aurait pu mieux unifier le ton : on déguste tour à tour de la très haute vulgarisation bien enlevée et convaincante, puis des textes pétris de références aux bons auteurs et d'une subtilité un brin allusive dans le raccourci. L'hétérogénéité est omniprésente, pour mieux combattre la narration

L'HISTOIRE

par Jean-Pierre Rioux



La France sous le scalpel des « Annales »

faire de quartier. Ce découpage, qu'on se rassure, n'a rien d'une boucherie : la patiente est si vivante, le scalpel est si intelligemment affûté et l'antisepsie historique, aux *Annales* comme ailleurs, a fait de si grands progrès que cette intervention d'équipe débide et libère.

Le premier volume, *L'Espace français*, dirigé par Jacques Revel, est bâti dans le plein axe du projet général : l'espace national, nous disent ses auteurs après Michelet et Vidal de La Blache, est « une énigme parce qu'il paraît être une évidence ». Comment ce fragment d'Europe sans unité physique est-il devenu une « contrée politique » puis une patrie ? Ou plutôt : comment

la France, qui n'était pas une nécessité géographique, l'est-elle devenue ? La réponse croise des analyses qui refusent unanimement les déterminismes du sol et présentent l'espace français comme « le produit des activités des hommes qui l'habitent ». Daniel Nordman et Jacques Revel disent l'invention d'une France des frontières et des langues, Patrice Bourdelais détaille la fluidité des espaces de peuplement, Louis Bergeron suit l'irrigation nouvelle que le capital a imposée, Dominique Julia et Daniel Milo rappellent la verdeur des échanges culturels qui unirent en esprit, puis Marcel Roncayolo examine plus classiquement les politiques d'aménagement du territoire. On sent à chaque page combien cette géographie hexagonale (l'examen de l'empire colonial a été écarté) fut tout au long un mélange d'ambitions des pouvoirs et de sociabilités pressant leurs aînés. Si bien qu'on approuve tout à fait, *in fine*, Marcel Roncayolo qui craint moins pour demain la désertification des terroirs que celle de nos rapports sociaux.

Le second volume, *L'Etat et les pouvoirs* sous la direction de Jacques Le Goff, suit un plan nécessairement plus chronologique. Le maître d'œuvre, puis Robert Descimon et Alain Guéry, suivent à la trace l'Etat monarchique du Moyen Age à la Révolution, en soulignant fortement le trait constitutif de l'aventure française : cette antériorité de l'Etat sur la nation, bien dégagée naguère par Bernard Guenée, qui imposa à notre sentiment patriotique des contorsions originales pour s'installer durablement. Pierre Leveau rappelle ensuite ce que furent la gestion des libertés et l'exercice de la souveraineté depuis 1789. Et Pierre Rosanvallon clôt le livre par une éblouissante réflexion sur les rapports si inégaux qu'entretient depuis Napoléon un Etat libéral ravageur, devenu providentiel et adipeux, avec une société bien désarmée, mal encadrée et chroniquement impuissante à se gouverner elle-même.

C'est à Tocqueville, on le voit, à son intelligence du fait français, qu'on décernerait volontiers le parrainage de ces deux premiers volumes d'une aventure éditoriale et historiographique qui n'emportera pas toujours, peut-être, la pleine adhésion, mais dont on saluera l'intelligence et la subtilité. Elle mérite tout au long lecture attentive. En suivant l'onde fraîche de ce torrent qui coule des hauteurs des *Annales*, on trouve, en outre, sachez-le, en récompense pour l'ascension, de bien jolies pépites.

(1) L'excellente *Histoire de France*, dirigée par Jean Carpentier et François Lehoucq, publiée par Jacques Le Goff, vient d'être rééditée en « Points Histoire » au Seuil : manuscrits, chronologie, bien informée, elle a toutes les vertus du manuel indispensable. La veine d'une histoire des représentations historiques des grands personnages est suivie avec humour et bonheur par le récent *Verdoyances et Pédagogie française*, d'André Simon, Imago, 162 p., 110 F.

Les vagabondages de Giordano Bruno

Jean Rocchi reconstitue l'itinéraire de celui qui demeure l'un des authentiques martyrs de la liberté spirituelle

L'ERRANCE ET L'HERÈSE
DE GIORDANO BRUNO,
de Jean Rocchi, 286 p., 110 F.
Ed. François Bourrin

Ce Bruno, s'il n'avait pas fini sur un bûcher à Rome, et s'il n'était pas devenu ainsi l'un des authentiques martyrs de la liberté spirituelle, son prestige auprès de nous serait moins grand, car le personnage n'est certes pas en tous points admirable. Un drôle de corps, vrai, et parfois déconcertant ou pire. Jean Rocchi nous propose sur lui un livre substantiel.

Ce Filippo, né à Nola, au pied du Vésuve, en 1548, devient, à dix-sept ans, novice chez les dominicains qui (pour quelle raison ?) remplacent Filippo par Giordano. A vingt-huit ans, en 1576, Giordano s'évade. Il n'est plus d'accord avec l'Eglise. Avant tout, il croit, précédant Gallilée, que la Terre tourne autour du Soleil — ce qui est un attentat à la Bible — et, de plus, il met sérieusement en doute que Marie ait été à la fois mère et vierge, que sont fils était Dieu et que la « transsubstantiation » soit une réalité. Or c'est l'heure de la Contre-Réforme et l'interminable concile de Trente (1545-1563) s'est donné pour mission (comme l'écrit fort bien Jean Rocchi) de « rétablir l'unité du savoir pour la domination ecclésiastique » et de « maintenir ferme le couvercle de

l'aristotélisme thomiste sur la marmite de la recherche ».

La carrière du moine détroqué sera chaotique. L'aplomb ne lui manque pas ; le mensonge ne lui fait pas peur. Ecrivain polyvalent, on le verra à Paris, sous Henri III, dans la vaste « colonie » italienne de la capitale, lancer une comédie-bouffe qui connaît un certain succès, produire à Londres, en même temps qu'une trilogie hautement philosophique, un libelle assez frénétique, intitulé *Expulsion de la Bête triomphante*, où le christianisme est traité à peu près comme le traitera Nietzsche, et composer d'ardents poèmes qu'il appelle *Fureurs héroïques*.

Mnémotechnicien émérite

Il est passé par Genève où, signant Philippe Brun, il s'est donné pour bon calviniste, mais il a eu tout de suite des difficultés avec le consistoire. Impossible ici de le suivre pas à pas dans ses perpétuels vagabondages où il tire parti, le plus efficacement possible, d'une réputation qu'il s'est faite, — où ? comment ? — de mnémotechnicien émérite, exceptionnel, hors ligne. En 1586, il quitte la France pour l'Allemagne et le voila à Marbourg, où il s'inscrit hardiment à l'université comme « docteur en théologie de Rome », puis en divers lieux où il

mène une enquête passionnée mais redoutable sur la magie et la sorcellerie. On l'aperçoit à Prague, à Francfort, à Zurich, puis en 1591 (il a quarante trois ans) il choisit Venise, où un grand seigneur Giovanni Mocenigo l'accueille en raison, toujours, de sa renommée de mémorisateur. Là se noue le drame qui finira au plus mal. Pour de très obscurs motifs, Mocenigo le prend en haine, le fait ligoter par ses gens le 22 mai 1592, et le dénonce, le lendemain, à l'Inquisition vénitienne.

L'Inquisition romaine suivait depuis des années Bruno à la piste grâce à ses abondantes publications (en dix ans, près de quarante ouvrages), et Rome réclame à Venise l'extradition de l'hérétique. Bruno arrive à Rome le 27 février 1593. Son « procès » traînera huit ans. Il se défend en trichant (qui lui jetterait la pierre ? Jeanne l'a bien fait aussi devant Cauchon) et jusqu'à soutenir qu'il n'a « jamais rien enseigné contre la religion catholique », consentant tout au plus à reconnaître qu'il n'a « pas réussi à comprendre de quelle façon l'Esprit divin peut être considéré comme une personne, et la troisième de la Sainte Trinité ». Bruno avait même, pour tenter d'échapper au transfert à Rome, accompli un reniement en règle, « détestant, abhorrant » les erreurs théologiques dont il s'était rendu coupable, mais il se reprendra, au der-

nier moment le 21 décembre 1599, déclarant : « qu'il ne veut pas se repentir et qu'il n'a pas à se repentir ».

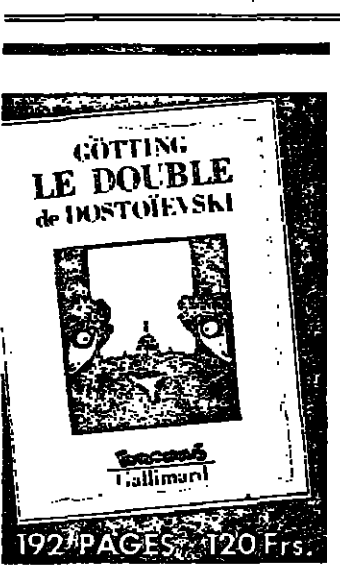
Un pressentiment de Teilhard

Que reste-t-il d'essentiel pour nous, la postérité, dans ce qu'il a cru et dit ? Résumons : que, pour lui, l'univers est infini et en perpétuelle création, qu'il faut réhabiliter la matière, car « toute particule de matière est vivante » et que se manifeste en elle quelque chose comme une immensité de transcendance, et qu'enfin (je cite, car c'est capital) le chemin de la vérité « est de descendre au plus intime de soi, considérant que Dieu est proche, que chacun l'a avec soi ».

et au-dedans de soi plus que lui-même peut être n'y être ». Qui ne reconnaîtrait là un pressentiment de Teilhard ? Mais des choses par bonheur sont intervenues entre-temps qui permettaient mal à Pie XII d'interdire Pie V ou Clément VIII.

Revenu de la chemise de soufre, Bruno fut donc brûlé vif, le 17 février 1600, à Rome, au Campo dei Fiori. Le témoin Scoppio raconte par lettre à un ami un détail qui l'a frappé. Bruno est sur son bûcher auquel on va mettre le feu : « Comme on lui montrait l'image du Christ, il l'a repoussée avec dédain et d'un air farouche. » Il avait tort, car le Nazaren était pour lui un frère, assassiné comme lui par les prêtres de son temps.

Henri Guillemin



BIBLIOTHEQUE BEAUCHESSNE 16
MICHEL RIQUET

AUGUSTIN
DE BARRUEL
Un jésuite face aux
Jacobins francs-maçons
1741-1820

200 pages 8B 126 FF

BEAUCHESSNE
72, rue des Saints-Pères
75007 PARIS

HISTOIRE
DE LA LANGUE
FRANÇAISE

J. PICOCHÉ, C. MARCHELLO-NIZIA

NATHAN

LIVRES • IDÉES
HISTOIRE

Jours tragiques à Pékin

De la révolte de Mao à l'enterrement du « printemps de Pékin »

De même que le « printemps de Pékin » de 1989 n'est pas apparu comme un orage dans un ciel serein, de même la proclamation de la République populaire de Chine, le 1^{er} octobre 1949, ne trouve pas uniquement son origine dans le génie de Mao Zedong et la pensée éternellement correcte du Parti communiste chinois. L'ouvrage présenté par Marie-Claire Bergère, Lucien Bianco et Jürgen Domes, regroupant des articles d'experts, permet de retracer la genèse du communisme chinois. Sans doute l'un des ouvrages majeurs sur la Chine en cette année particulièrement fertile — ne serait-ce que sur le plan statistique — ce livre est à signaler à côté des souvenirs du général Guillaumaz (*Une vie pour la Chine*, le Monde daté 24-25 septembre).

L'histoire se répétant, en Chine comme ailleurs, et peut-être plus qu'ailleurs, le dix-neuvième siècle s'était achevé par une tentative de modernisation et d'ouverture de l'empire vite écartée dans le sang par le clan conservateur de l'impératrice Ci Xi (Tseu-Hi). Vingt ans plus tard, les étudiants descendaient dans les rues de Pékin — déjà — en criant des slogans en faveur de la science et de la démocratie... comme leurs camarades sept décennies plus tard.

La Chine se trouvait en pleine décadence, sous le poids de ses faiblesses comme sous les coups de boutoir de l'Occident, soumise aux forces centrifuges et à la surpopulation, à la fois cycle de chaos englobant l'ancien régime et crise pré-révolutionnaire dont saura profiter le PCC.

Quand, au terme d'une guerre civile, Mao et ses partisans prirent le pouvoir à un Kuomintang qui avait perdu le « mandat du Ciel » pour n'avoir pas su s'adapter à son temps, la Chine se trouvait, toutes proportions gardées, dans une situation qui ressemble à celle d'aujourd'hui. « Il est difficile, écrit-il, d'exagérer l'échec, le désespoir, la lassitude des citoyens chinois en 1948-1949. La victoire de Mao n'aurait-elle donc été que la défaite de Tchang Kai-shek ? Toujours est-il que le capital dont disposait le PCC à son arrivée au pouvoir, à travers crises politiques et économiques, et répressions, il ne restait plus grand-chose.

On attend donc avec intérêt la publication du second tome l'année prochaine. L'ensemble constituera une somme dont la qualité de réflexion l'emporte sur la fresque de deux siècles d'histoire publiée en 1986 par le vieux sinologue américain Fairbank et qui vient de sortir en traduction avec une nouvelle préface intégrant les événements



La Chine de mai 1989, vue par un photographe chinois : Davy

récents. La journaliste Agnès Gaudu brosse, pour sa part, un tableau vivant et concret de la Chine de la fin de 1988 et du début de 1989, à travers les reportages qu'elle a effectués dans les mois qui ont précédé le drame.

Deux autres livres, très différents, nous parviennent des Etats-Unis. D'abord celui de Harold Isaacs. *Epitaphe pour une révolution*, avec une préface du correspondant du Monde en Chine, Francis Deron. Auteur de ce monument sur la Chine des années 20 que fut *La Tragédie de la révolution chinoise*, l'époque préfacée par Trotsky, Isaacs est retourné en Chine avec sa femme, Viola, quelques années avant sa mort, en 1986, et y a retrouvé — vieillards s'accrochant au pouvoir — les jeunes révolutionnaires qu'il avait connus naguère. Il dresse un tableau fascinant et sans concession d'un pays qui, alors, tentait de s'ouvrir et qui se termine sur ces mots : « Quelle chose aléatoire que l'Histoire ! »

Deux mois d'espoir et de drame

Treize Jours à Pékin. L'ouvrage de Harrison Salisbury, connu pour ses travaux sur l'URSS et sur la Longue Marche, est, au contraire, le type même du livre vite écrit et vite traduit. L'auteur est venu à Pékin le 2 juin, à la veille du massacre, pour faire un reportage, avec une télévision japonaise. Il est passé à côté de l'événement, se rendormant en s'écriant « Oh ! merde ! » (sic) quand le bruit des chars entrant sur la place Tiananmen le réveille en pleine nuit. Il parait avoir débarrqué sans comprendre grand-chose au mouvement étudiant, n'a presque rien vu, se contentant essentiellement

d'écouter la BBC, et a quitté Pékin dès le 5, ses rendez-vous officiels ayant été annulés. Ce qui ne l'a pas empêché de prendre la plume. Était-ce vraiment nécessaire ?

Vieux connaisseur de la Chine, où il fit ses premières armes en 1937, Jean-Michel Huon de Kermadec, grand connaisseur en astrophysique chinoise, n'a pas fait appel à la divination pour tenter d'expliquer comment la Chine en est arrivée là. Peut-être les sciences occultes auraient aussi bien, ou mal, prévu ce qui s'est passé. Plus prudent, l'auteur ne cache pas son scepticisme sur l'ouverture — essentiellement destinée à gruger le partenaire étranger — et sur le communisme chinois lui-même, dont, selon lui, la filiation remonte plus au premier empereur qu'à Marx.

Le Père Jean Charbonnier, dans un recueil d'articles, nous fait profiter de ses carnets de voyage en Chine depuis 1977. Prenant son bâton de pèlerin, ce familier de la Chine (1) est aussi mieux placé que quiconque pour parler de la situation précaire des catholiques chinois, écartelés entre l'obéissance politique à un régime qui continue à les surveiller de près et la fidélité à une Rome lointaine.

Mais il n'y a pas que les textes qui parlent. Le témoignage de sept photographes chinois sur l'enthousiasme du « mai pékinois » et la répression de juin est bouleversant. L'événement est vu, cette fois, non plus à travers les yeux des journalistes étrangers, mais de Chinois qui ont vécu ce drame dans leur chair. La photo de couverture rappelle, dans son élan lyrique, la *Marseillaise* de Rude.

Francis Deron a aussi signé le texte du recueil de photos *Chine, la révolution inachevée 1949-1989*. Cet album s'ouvre avec la fin de l'empire mandchou et

replaces les événements récents dans leur contexte historique, dont les quarante ans de régime communiste. Témoin privilégié du « printemps de Pékin » que l'on a pu lire quotidiennement dans *le Monde* (et dont de nombreux articles viennent d'être repris dans notre numéro spécial sur *Quarante ans de Chine populaire*), Francis Deron en suit le déroulement jusqu'à la nuit sanglante du 3 au 4 juin pour prévoir au régime un avenir « sombre après ce gâchis insensé ».

Les clichés de l'agence Sygma composent une sorte de roman-photo de la vitalité de ces deux mois d'espoir et de drame. Certaines sont fortes, ou symboliques, comme celle de la statue de la déesse de la Démocratie faisant un « bras d'honneur » au portrait de Mao.

Autre vision de la Chine, celle de la revue *l'Illustration*, dont Hachette publie dans ses « Grands dossiers » un florilège depuis 1854, six ans avant le sac du Palais d'été, à 1937 et au début de la guerre sino-japonaise. Anecdotes et reportages — parfois réalistes et savoureux, parfois d'un racisme devenu insupportable, qui attribue même à l'Occident la paternité de la civilisation chinoise, — gravures et photos nous font revivre une Chine désormais bien lointaine.

Patrice de Beer

(1) Jean Charbonnier a publié, en 1988, *La Chine sans muraille* (Fayard).

Marie Holzmann et Tsong-hong Liang viennent de publier chez Seghers (collection « Mémoire vive ») *Chinois de Paris*, témoignage sur les Chinois en France à travers les souvenirs de l'un d'entre eux, arrivé à Paris en 1935 (334 p., 135 F.).

Le moine, le guerrier, le marchand

Dix historiens dessinent, à travers les hommes du Moyen Age, le portrait de la société féodale

L'HOMME MÉDÉVAL

Sous la direction de Jacques Le Goff. Le Seuil, 435 p., 220 F.

L'homme ou les hommes du Moyen Age ? s'interroge Jacques Le Goff en introduction à cet ensemble d'études qu'il a demandées à dix des meilleurs médiévistes actuels. « Peu d'époques ont autant que le Moyen Age chrétien occidental eu la conviction de l'existence universelle d'un modèle humain. » Ce modèle, c'est celui qui fournit la théologie : l'homme créature de Dieu et dominant la nature, mais l'homme aussi enjeu du combat que se livrent autour de son âme Satan et Dieu. Mais il y a aussi un homme médiéval de l'ethno-histoire, dont Jacques Le Goff esquisse le portrait. Clercs et laïcs, riches et pauvres, puissants et faibles sont pris dans un même système idéologique et culturel, habités d'un imaginaire semblable qui leur impose des structures mentales communes, des objets communs de croyance, de fantasme ou d'obsession.

Pourtant, ce sont bien les hommes qui évoquent les différents articles. Voici d'abord, en bon ordre, le moine, le guerrier-chevalier et le paysan. On suit le moine depuis son apparition dans l'Antiquité jusqu'aux rudes coups que lui porte la Réforme, tandis que la profession de guerrier n'apparaît en pleine lumière que dans la révolution féodale des X^e et XI^e siècles. Franco Cardini, dans un texte musclé, décortique les interprétations multiples de la chevalerie et voit en elle un des plus vigoureux éléments du processus de conquête de soi de l'homme occidental. Le paysan est à sa place pour nourrir hommes de prière et hommes de guerre, c'est bien connu.

Quelle place pour les femmes ?

Plus original est le citadin, présenté par Jacques Rossiaud. Vivant derrière les murs de sa ville, en rapport constant avec les espèces monétaires, il est décidément multiple : pas seulement marchand ou artisan, mais aussi mendiant, chanoine ou prostitué. Tout ce monde entretient des solidarités nombreuses, soigneusement hiérarchisées, et étalonne ce que vers 1350 on appellera la civilité ou l'urbanité. Ces citadins partagent alors un même « amour du monde » qui s'exprime dans le souci de la table et des filles, de l'école et des comptes bien tenus, des grandes fêtes collectives aussi, qui soulèvent la société citadine autour des valeurs civiques.

C'est parmi ces citadins qu'est apparu l'intellectuel, travailleur de la parole et de l'esprit, qui sait sa différence par rapport aux autres catégories sociales, avec de prestigieux représentants comme Thomas d'Aquin, Bonaventure ou Roger Bacon. L'artiste médiéval, au contraire, serait resté anonyme, mais beaucoup moins qu'on ne le croit sou-

vent, constate-t-on avec Enrico Castelnuovo, qui esquisse une histoire personnelle des artistes depuis l'Antiquité.

En rapport avec la ville, voici évidemment le marchand, confié à l'historien soviétique Aron J. Gourevitch. Il le présente dans une situation contradictoire, faisant d'une part tous ses efforts pour entrer, par acquisition de domaines, par mariage ou par achat de titres, dans la structure féodale, tandis que de l'autre il mine par ses activités la domination traditionnelle de l'aristocratie terrienne et militaire, paupérise artisans et paysans et précipite l'avènement du capitalisme. « Le capitalisme, conclut Gourevitch, qui devait permettre à l'Europe de se détacher au-devant de toutes les civilisations du monde. »

Quelle place pour la femme dans cette galerie d'hommes du Moyen-Age ? Tous, répond Christiane Klapisch-Zuber, perçoivent la femme comme une catégorie, définie par son corps, son sexe et ses relations aux groupes familiaux. Epouse, veuve ou vierge, c'est par rapport aux hommes que se dessine sa personnalité juridique et l'éthique quotidienne. C'est dans le cadre familial, celui qui lui assignait l'homme médiéval, que la femme est ici étudiée, mais on voit se dessiner des éléments de discussion sur la condition de la femme subordonnée à la reproduction familiale, signes d'une possible remise en cause.

Restent les hommes de la limite ou des extrêmes : le marginal et le saint. Bronislaw Geremek, qu'on est heureux de retrouver ici dans son métier d'historien, caractérise le premier : homme différent soit par son métier, soit par son degré de détachement par rapport à la norme sociale, mais toujours rejeté par la société, qui le craint ou le déteste. Est marginal l'exilé, bien sûr, mais aussi l'homme de spectacle et la prostituée, le malade et l'infirme, et bien sûr l'hérétique et le juif.

André Vauchez montre que le saint occupe une place fondamentale dans le christianisme des origines. Il montre aussi comment ces hommes, qui donnaient cohérence au monde par leur rôle médiateur entre la terre et le ciel, se sont transformés au cours du Moyen-Age dans le sens d'une croissance spirituelle.

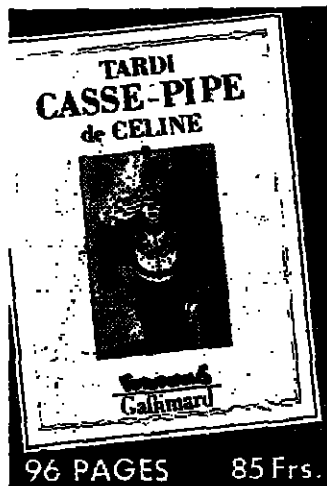
Qu'on ne s'y trompe pas ! Cet ouvrage collectif n'a rien d'éclaté. A la lecture de chacun de ces profils, c'est au cœur des structures économiques, sociales, mentales et imaginaires du Moyen-Age que l'on pénètre. Cinq Italiens, trois Français, un Polonais et un Soviétique ont travaillé autour de Jacques Le Goff, guide très sûr pour introduire le lecteur dans des domaines ici confiés à d'autres, mais qu'il n'a cessé de féconder de ses propres recherches.

Michel Sot

Bruno

Utilisez votre Macintosh à 100 % de ses capacités

Formation et conseil en micro-édition et infographie. Impression laser en libre service. Transcodage IBM-Macintosh. **LASERMARK** 48 bd Richard Lenoir 75011 Paris. Tél : 48 06 84 01. Lun - Ven 9.00-18.30 Sam 14.00-18.00



96 PAGES 85 Frs.

LA CHINE AU XX^e SIÈCLE tome 1, D'une révolution à l'autre, 1895-1949, sous la direction de Marie-Claire Bergère, Lucien Bianco et Jürgen Domes. Fayard, 444 p., 150 F.
LA GRANDE RÉVOLUTION CHINOISE, 1800-1989 de John K. Fairbank. Flammarion, 548 p., 195 F.
CHINE, L'EMPIRE DÉCHIRÉ d'Agnès Gaudu. Ramsey, 76 p., 99 F.
ÉPILOGUE POUR UNE RÉVOLUTION Journal d'un retour en Chine au crépuscule du siècle, de Harold R. Isaacs, préface de Francis Deron. Collection « Témoins », Gallimard, 228 p., 120 F.
TREIZE JOURS À PÉKIN Le Journal de Tien An Men, de Harrison E. Salisbury. Ergo Presse, Carrière Distribution, 92 p., 83 F.

LES PARADOXES DE LA CHINE de Jean-Michel Huon de Kermadec. Encre, 189 p., 89 F.
LA FORÊT DES STILES Mutations de la vie en Chine depuis la mort de Mao, de Jean Charbonnier. Le Sarmant-Fayard, 178 p., 92 F.
CHINE 89 Les 55 jours de Pékin par 7 photographes chinois. Flammarion, 128 p., 195 F.
CHINE, LA RÉVOLUTION INACHEVÉE 1949-1989 texte de Francis Deron, avec le concours de Michel Bonnin, Denoël, 118 p., 195 F.
LA CHINE Les grands dossiers de l'illustration. Par correspondance, au Livre de Paris Hachette, 77214 Avon Cedex, 212 F., port compris.

ARIS FAKINOS



Par l'auteur de *Récit des temps perdus* et de *L'Aïeul*, "l'un des grands écrivains grecs contemporains" (La Quinzaine littéraire).

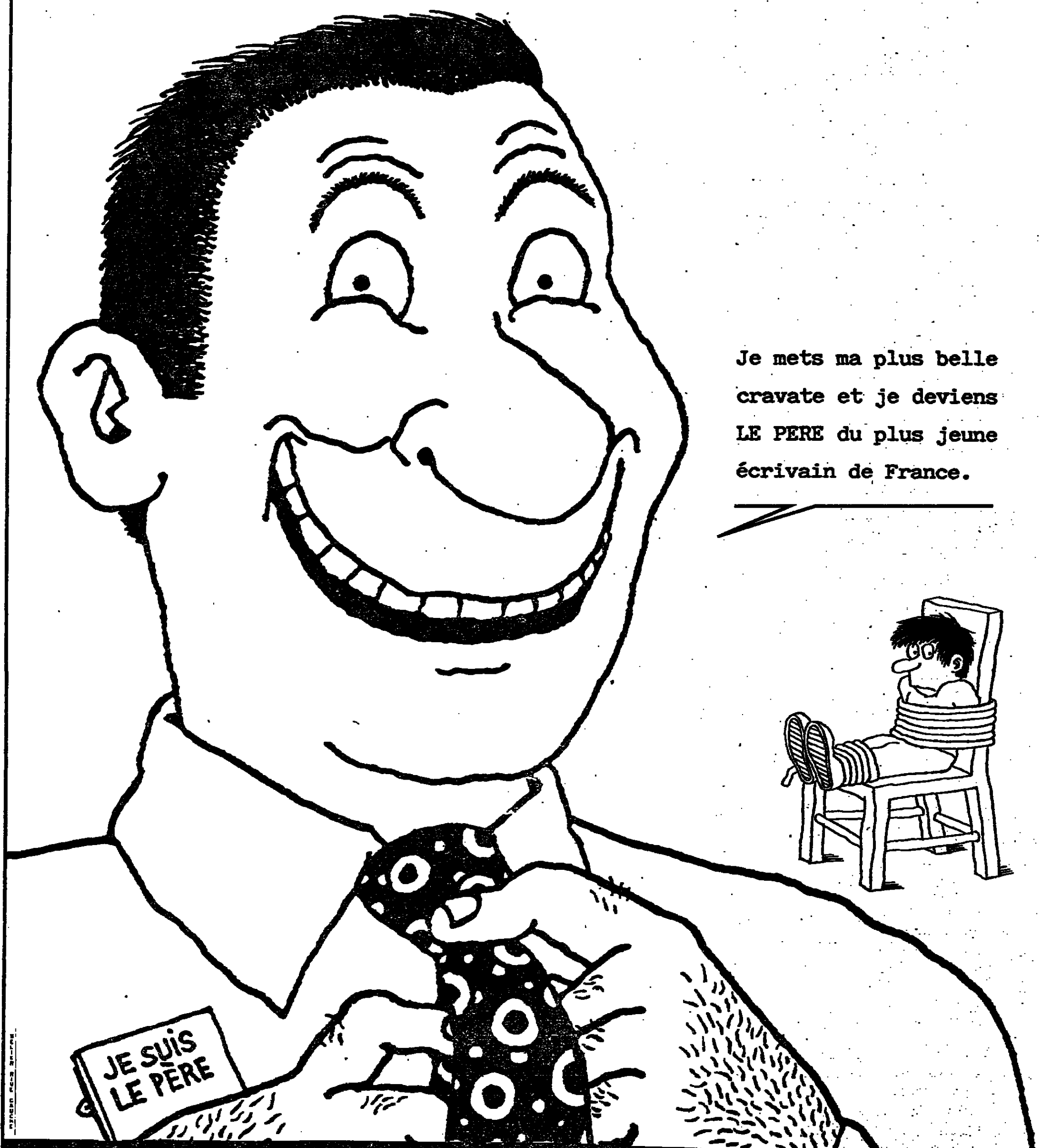
Editions du Seuil

سكنا من الاصل

هكذا من الاول

34 Le Monde • Vendredi 17 novembre 1989

Admettons : le fiston devient "le plus jeune écrivain de France". Comme un fait exprès, le jour où il doit passer à Apostrophes, il attrape une rougeole. Que faites-vous ?



GRAND CONCOURS PLUME EN HERBE



A partir d'images à paraître dans Le Monde du samedi 25 novembre (daté 26/27 novembre), des enfants âgés de 9 à 13 ans écrivent une histoire : la plus belle deviendra un vrai livre édité par Nathan/Le Monde. Clôture du concours le 31 janvier 1990.

NATHAN Le Monde

LIVRES • IDÉES
ACTUALITÉS

Mort du poète tchèque
Jan Skácel

L'un des plus grands poètes tchèques contemporains vient de s'éteindre à l'âge de soixante-sept ans à Brno, en Moravie. Peu traduit en France, son œuvre a pourtant été couronnée par le prix Pétrarque en Italie (printemps 1989) ainsi que par le prix international Vilémica (« le Monde des livres » du 29 septembre) destiné aux écrivains d'Europe centrale. Lors de la seconde guerre mondiale, Skácel fut réquisitionné dans un « camp de travail » des Alpes autrichiennes. De 1945 à 1948, il poursuivit des études littéraires à l'université Masaryk à Brno, puis travailla régulièrement comme journaliste.

Trois fois primé en Tchécoslovaquie, en 1961, 1963 et 1968, il ne publiera aucun recueil de poèmes dans son pays après l'écrasement du « printemps de Prague » — et ce jusqu'en 1981. Poète universel et humaniste, proche de la simplicité du quotidien dans les villages de Moravie, dont son compatriote Peter Kral disait : « Il a le don de dire beaucoup en une ligne tremblante ». Jan Skácel s'est également consacré à la poésie pour les enfants.

Anne-Lise David

Dernière sélection
pour le prix Médicis...

Médicis français : *Paris-Athènes*, de Vassilis Alexakis (Le Seuil) ; *Le livre brisé*, de Serge Doubrovsky (Grasset) ; *Jours de colère*, de Sylvie Germain (Gallimard) ; *Le Cinéma des Jours*, de Dan Frank (Flammarion) ; *La Rumeur du soleil*, de Philippe Le Guillon (Gallimard) ; *Je suis écrivain*, de François Weyergans (Gallimard).

Médicis étranger : *Le Mal noir*, de Nina Berberova (Actes Sud) ; *Rondo*, de Kasimierz Brandys (Gallimard) ; *Le Livre des désastres*, de Klesieritzky (François Bourin) ; *La Nègre de l'Amiral*, d'Alvaro Mutis (Sylvie Messinger).

Médicis essais : *Traité des courtes merveilles*, de Yacov James (Grasset) ; *Versant sud de la liberté*, de Mohamed Hussein (La Découverte) ; *Les Langues du paradis*, de Maurice Olender (Gallimard) ; *Danube*, de Claudio Magris (L'Arpenteur) ; *Science nazie, science de mort*, de Bruno Muller-Hill (Odile Jacob).

... et pour le prix Renaudot
Le Livre brisé de Serge Doubrovsky (Grasset) ; *Les Comptoirs du Sud*, de Philippe Doumenc (Le Seuil) ; *Le Brelain*, de Richard Joffé (François Bourin) ; *Conciliabule avec la reine*, Jean-Marie (Gallimard) ; *Un grand pas vers le Bon Dieu*, de Jean Vautrin (Grasset) ; *L'Empire des livres*, de Pierre Bourgeade (Gallimard).

Traduire le théâtre

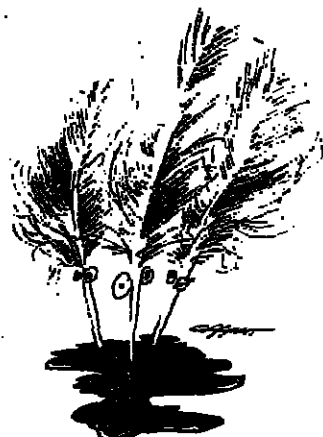
Les sixièmes Assises de la traduction littéraire, organisées par Atlas et animées par Jean-Michel Déprats, avaient pour thème unique : « Traduire le théâtre » (Arles, 10-12 novembre). Trois journées très pleines, plusieurs dizaines d'exposés et d'interventions, ne se laissent pas aisément résumer.

Si une notion a été au centre des travaux, c'est sans doute celle de l'adaptation, dont les frontières sont indécises. Est-il une traduction qui ne soit pas une adaptation ? En revanche, on a vu que les adaptations ne passent pas toutes par la traduction : voir le travail de Jean Jourdeuil sur Montaigne, ou celui d'Antoine Maillet transposant *le Bourgeois gentilhomme* dans la langue et le contexte québécois. On a appris qu'il existe des adaptations de traductions, mais aussi des traductions d'adaptations. On a tenté de définir la spécificité de la traduction théâtrale : elle doit tenir compte de l'oralité, du geste, du jeu. On a étudié les problèmes soulevés par la réécriture du traducteur de théâtre, tant pour la publication que pour la scénarisation de théâtre : homme de passion, d'héroïsme et d'ingéniosité — que pour la représentation : le traducteur se sent incomplètement reconnu.

Les Assises ont posé plusieurs questions importantes, constatées des divergences parfois vigoureuses et établies les bases d'un dialogue qu'on espère fructueux entre la Société des auteurs, compositeurs et dramaturges (SACD) et les associations de traducteurs littéraires.

La librairie Tschann sauvée

Expulsée, la librairie du boulevard du Montparnasse semblait condamnée à mort. Tout le monde s'est mobilisé. Mais d'autres sont menacées



La librairie Tschann est une des meilleures librairies françaises, l'un des bastions de la littérature, « une figure du patrimoine moderne », comme l'écrit Tahar Ben Jelloun. Installée depuis 1928 au 84 boulevard du Montparnasse, cette prestigieuse boutique est aujourd'hui dirigée — de main de maître — par la fille cadette de son fondateur, qui propose à ses lecteurs — parmi lesquels de nombreux écrivains — seize mille volumes de fonds.

L'an dernier, le propriétaire des murs de la librairie a avisé M^{me} Tschann qu'il ne lui renouvelerait pas son bail en 1990, préférant louer la boutique à un marchand de balles de golf. Expulsée de Montparnasse, la librairie paraissait condamnée à mort.

Tout le monde s'est mobilisé pour sauver ce lieu de culture menacé, comme tant d'autres — comme Autrement dit, qui dut fermer ses portes il y a quelques mois pour des raisons identiques — par la logique de la spéculation immobilière, qui interdira bientôt aux librairies de se maintenir dans le centre des villes.

Les écrivains, les éditeurs, les lecteurs, d'autres librairies multi-

plièrent les démarches et les pétitions. La direction du livre au ministère de la culture, discrètement, travailla de son côté à trouver, dans le quartier Montparnasse, un lieu de réimplantation compatible avec les besoins de la librairie et avec ses possibilités financières. Cette mobilisation a porté ses fruits. La librairie Tschann a ouvert officiellement, lundi 13 novembre, ses nouveaux locaux au 125 boulevard du Montparnasse, à quelques pas, sur le trottoir d'en face, de son ancien site.

Cette affaire heureusement conclue ne doit pas faire oublier les menaces qui pèsent sur nombre de bonnes librairies, à Paris et en province, qui sans avoir le prestige de Tschann sont des éléments indispensables à la vie du livre et à la création littéraire et intellectuelle. Créée il y a un an à l'initiative des Editions de Minuit, de Seuil, de Gallimard, de La Découverte et de France-Loisirs, l'Association pour la défense de la librairie de création (ADELC) a dressé un premier bilan de son action (1).

Intervenant pour aider ponctuellement des « vraies » librairies en difficulté, ou désireuses de mieux assurer leur progression, cette fondation a déjà sauvé de la disparition ou du déclin plusieurs établissements. Soutenue désormais par le ministère de la culture, rejointe par plusieurs éditeurs, ainsi que par Samuel Beckett, qui participe ainsi concrètement au combat pour le livre, l'ADELC, que préside M. Jérôme Lindon, ne va manquer de travail dans les années à venir.

Pierre Lepape

(1) S'adresser à la Maison des écrivains, 53, rue de Veneuil, 75007 Paris.

CORRESPONDANCE

Après la mort de Kateb Yacine

Une mise au point de M^{me} Anissa Boumediene

Nous avons reçu de M^{me} Anissa Boumediene, veuve de l'ancien président algérien Houari Boumediene, la lettre suivante :

Grandes ont été ma stupeur et mon indignation de lire dans l'article intitulé « L'homme blessé » que votre collaborateur, M. Tahar Ben Jelloun, a consacré à l'écrivain algérien Kateb Yacine dans le *Monde* du vendredi 3 novembre 1989, les propos suivants :

« Il a toujours dit ce qu'il pensait, même aux pires moments, les dernières années du règne de Boumediene où on cherchait à le faire taire ».

Or jamais du vivant de mon époux, feu le président Houari Boumediene, une quelconque pression ne fut exercée en Algérie sur Kateb Yacine qui, au contraire, monta toutes les pièces qu'il soulevait et à qui on confia, d'ailleurs, la direction du Théâtre régional de Sidi-Bel-Abbes. Mais le plus sage n'est-il pas encore de laisser la parole à Kateb Yacine lui-même, au sujet duquel M. Ben Jelloun écrit qu'il « ne savait pas maquiller ses sentiments ni accommoder ses opinions ».

Je rencontrai en effet Kateb Yacine aux éditions Sindbad au début du mois de mars 1987, et là, il m'exprima devant témoins sa vive admiration pour la personnalité du président Boumediene, décédé en décembre 1978. Lors de cette rencontre, Kateb me consacra son livre *L'œuvre en fragments*. Je reproduis donc intégralement la teneur de cette dédicace, écrite de sa main, et dont je vous adresse ci-joint la photocopie, étant bien entendu que je tiens l'original à la disposition de toute personne intéressée : « A Anissa Boumediene, en souvenir de l'homme d'Etat, le seul qui m'impressionne par son attachement à la révolution socialiste, et avec tous mes vœux de succès avec Al-Khansa, Paris, 2 mars 1987. Kateb Yacine. » (Al-Khansa est cette poète arabe du septième siècle dont j'ai traduit l'œuvre intégrale en français.)

Un mois plus tard, lors d'un déjeuner organisé par une journaliste algérienne, je retrouvai Kateb Yacine, qui, de nouveau, me fit part de son admiration pour Houari Boumediene. Le dernier contact que j'eus avec lui remonte à l'année 1988 où il m'appela au téléphone pour me demander de sélectionner deux poèmes de mon recueil *Le Jour et la Nuit*, dédié au souvenir de mon mari, car il désirait les publier dans une revue de poésie.

C'est pourquoi il me paraît nécessaire aujourd'hui, par respect de la mémoire de ces deux hommes qui s'estimaient réciproquement, de porter tous ces faits à la connaissance du public.

[L'épilogue de Sidi-Bel-Abbes a été vécu par Kateb Yacine comme une sorte d'exil. Il a été éloigné à 500 km d'Alger jusqu'en 1978, quand son théâtre, écrit dans la langue du peuple, avait de plus en plus de succès. Il m'avait confié à l'époque qu'il vivait une situation absurde, qu'à d'ailleurs provoqué des tensions au sein de la troupe, laquelle, me disait-il, devait jouer la même pièce devant le même public. « Qu'il ait eu une telle réaction pour la personnalité du président Boumediene », n'est pas en cause. Le fait est que l'éloignement à Sidi-Bel-Abbes, décidé par un conseiller à la culture, ne lui a pas permis de développer son expérience théâtrale jusqu'au bout. Sa biographe, Jacqueline Armand, qui le connaissait mieux que quiconque, écrit dans la thèse qu'elle lui a consacrée : « Etant donné la signification ambiguë qu'on peut trouver à cette désignation de résident, je doute de la part des responsables de la culture une logique quand ils proposent à Kateb, en ce printemps 1978, un départ pour Sidi-Bel-Abbes ? (...) (la littérature maghrébine de langue française, tome II, « le cas de Kateb Yacine », T.B.J.)

Les « Insolites » d'Allemagne

Intitulée « Les Insolites », une rencontre littéraire avec six écrivains de langue allemande aura lieu du mardi 21 au vendredi 24 novembre. Placée sous l'égide de l'Association Paris-Berlin, patronnée par le maire de Paris, cette manifestation fait suite au dialogue interrompu qui, à Berlin, en septembre 1988, avait présenté des auteurs encore inconnus du public berlinois. J.-L. Benoziglio, Philippe Djan, Jean Echenoz, Leslie Kaplan, François Bon, Valérie Novarina, Marie N'Diaye. La plupart des écrivains invités par Gisela Lerch et Christiane Baumann à ces « Insolites » n'ont pas encore été traduits en France, mais leur venue devrait stimuler la curiosité des éditeurs. Il s'agit de : Liouba Monikova, née à Prague en 1945 (dont la *Facade* vient de paraître chez Belfond) ; le Suisse Felix Philipp Ingold, né à Bâle en 1942 (Maison des écrivains le mardi 21) ; Katja Lange-Müller, née à Berlin-Est, Jürg Lauderach, né à Bâle en 1945 (Librairie Le roi des Aulnes, le mercredi 22 novembre) ; Adolf Endler, né à Düsseldorf en 1939, émigré en RDA en 1955 et Schult, né à Hambourg en 1941 (Maison des écrivains, vendredi 24).

En outre, un débat animé par Lionel Richard réunira les écrivains sur le thème de « Plaisir de lire, ludisme et nouvelles écritures ». (Centre Georges-Pompidou, jeudi 23, 20 heures).

EN BREF

□ Le prix Aujourd'hui attribué à Didier Eribon. — Le vingt-huitième prix Aujourd'hui a été décerné, mercredi 8 novembre, à notre confrère Didier Eribon, journaliste au *Nouvel Observateur*, pour sa biographie de Michel Foucault (Flammarion). Présidé par Roger Giron, le jury du prix Aujourd'hui est composé de quinze journalistes.

□ Le prix du premier roman à Patrick Carré. — Le prix du premier roman a été attribué lundi 13 novembre à Patrick Carré pour *le Palais des nuages* paru aux éditions Phébus, au troisième tour de scrutin, par sept voix contre quatre à Anne Wiazemsky pour *Mon beau navire* paru aux éditions Gallimard.

□ Colloque Pierre Emmanuel. — Organisé par le Centre de recherche Pierre-Emmanuel et l'Institut de littérature française de l'université de Paris-Sorbonne, le colloque international « Lire Pierre Emmanuel » se tiendra les 17 et 18 novembre en Sorbonne. Renseignements : Malik Noul (43-56-00-07 ; 40-15-74-74).

□ A quel sert la littérature ? — Tel est le thème d'une rencontre qui réunira plusieurs écrivains à la faculté des lettres et des langues de l'université de Poitiers, du 20 au 24 novembre. Renseignements :

Office du livre en Poitou-Charentes, 2 bis, rue du Jardin-des-Plantes, 86000 Poitiers. Tél. : 49-88-33-60.

□ Précédence : Marie Luzi, qui participera les 30 novembre, 1^{er} et 2 décembre aux « Rencontres pour lire de Caen », sera également présente et interviendra le 29 novembre, à 21 heures, aux côtés de ses traducteurs, à l'université de cette même ville (amphithéâtre Copernic, bâtiment des lettres).

□ Séminaire autour d'Edmond Jabès. — Edmond Jabès : la création du livre ? Tel est le thème d'un séminaire qui se tient actuellement, sous la direction de Didier Cahen au Collège international de Philosophie. Les prochaines séances auront lieu les jeudis 23, 30 novembre, 21 décembre et 4 janvier à 18 h au collège (1, rue Descartes, 75005 Paris).

□ « L'érotisme sous un ciel d'orage ». — Sous ce titre éponyme, la jeune association Anthropolos, présidée par l'écrivain Malek Chebel, organise, le samedi 18 et le dimanche 19 novembre, un colloque au ministère de la recherche (amphithéâtre Poincaré, 1, rue Descartes, 75005 Paris). Renseignements et inscriptions (200 F) : Anthropolos, 6, rue Veronèse, 75013 Paris ; tél. : 45-87-19-60, 46-28-05-64.

EN POCHÉ

Passage d'Umberto Saba

Franck Venaille vient de réaliser, à propos d'Umberto Saba, un essai biographique exemplaire, fait d'émotion et de pudeur, d'affection et de lucidité. Grâce à sa connaissance intime de l'œuvre et des lieux d'écriture, il compose non une étude, mais une escorte à la vie du poète triestin. Alors celui-ci se révèle peu à peu, séquence après séquence, pour imposer sa présence douce et douloureuse.

Homme des limites du réel, poète du dévoilement et du retrait, Saba poursuit avec les mots les plus simples une chimère quotidienne : aller se fondre dans la foule, devenir le semblable de quiconque pour effacer son tourment personnel. Il sait pourtant comme est facile cette tentation de l'anonymat quand on se sent l'enjeu d'une malédiction singulière et que l'on survit en murmurant à l'oreille de son double.

Etre du non-lieu qui a trouvé sa ville, Saba naît à Trieste en 1883 alors que la cité maritime n'est déjà plus qu'en marge d'elle-même, de son histoire, de sa mémoire. Et c'est dans ce no man's land du destin qu'il inscrit ses pas et ses poèmes, là qu'il trouve, au spectacle de mornes enfers, de brefs instants de résurrection ! « Là en compagnie des humbles/je sens ma pensée se faire/plus pure quand plus abjecte est la rue ».

André Velter

► UMBERTO SABA, de Franck Venaille, collection - Poètes d'aujourd'hui - Seghers, 190 p., 75 F.

● « Une erreur dans la rite obstrue la bouche du sacrifice : mais quelle douceur dans l'offrande d'une noisette ! » Ces vers sont extraits des très beaux *Psaumes du pèlerin*, de Toukhrâm G.-A. Deldrey avait traduit du marathe et présenté cette œuvre du mystique indien du dix-septième siècle dans la célèbre collection « Connaissance de l'Orient » (Gallimard-UNESCO) en 1956. Cette œuvre est reprise dans la version poche de cette excellente collection (n° 381), où paraît également, dans la série vietnamienne, le *Vaste recueil de légendes merveilleuses*, de Nguyen Du, traduit et présenté par Nguyen-Tran-Huan (n° 37).

● En « Folio-Essais », dans l'édition due à Ferdinand Alquie, la *Critique de la raison pratique* et celle de la *Faculté de juger*, de Kant (n° 133 et 134).

● La revue *Le Débat*, dirigée par Pierre Nora, avait publié dans son cinquantième numéro une chronologie des idées en France, 1945-1987. Elle est reprise, complétée par l'année 1988, en « Folio-Histoire ». Chronologie coordonnée et établie par Anne Simonin et Hélène Clastres (n° 25).

● René Pomeau présente une nouvelle édition du *Traité sur la tolérance*, dans lequel Voltaire, en 1762, apportait son témoignage dans « cette étrange affaire de religion, de suicide, de parricide » dont fut victime Jean Calas (« GF-Flammarion », n° 552).

Dans la même collection, *Sarrasine*, de Balzac, suivie de la lecture qu'en fit Michel Serres en 1986 (n° 540).

● De Michel Serres également, est repris, en « Champs-Flammarion », *Statues*, livre paru en 1987 (n° 195).

● Même pour les lecteurs qui restent réticents à l'égard de l'œuvre d'André Breton, son livre *Arcane 17*, publié en 1947, peut apparaître comme l'une des grandes poésies poétiques de ce siècle. *Arcane 17* est repris au Livre de poche, en « Biblio » (n° 3123). Dans la même collection, *Litth*, recueil de nouvelles de Primo Levi, traduites de l'italien par Martine Schruoffeneger. Dans la série « Biblio-Essais », signalons également *Un siur Rimbaud*, la *Terra et les Pierres*, d'Alain Borer, extrait d'un livre plus vaste publié il y a quelques années (n° 4071) et la *Conscience des mots*, recueil d'essais d'Elias Canetti, traduit de l'allemand par Roger Lewinter (n° 4021).

Ibn Arabî

Quatre livres essentiels du plus grand des Maîtres spirituels de l'Islam

Les Illuminations de La Mecque

Anthologie d'une somme mystique et inspirée dont l'Occident ignore si longtemps l'existence. Traduite soit en français, soit en anglais, sous la direction de Michel Chodkiewicz.

La vie merveilleuse de Dhû-I-Nûn l'Egyptien

Un inédit retrouvé. Les plus beaux textes et l'enseignement soufi d'un personnage complexe et fascinant. Traduit, présenté et annoté par Roger Delachère.

Le chant de l'ardent désir

Poésie du sublime. La présence divine saisie dans la présence de la Bien-Aimée. Choix, traduction et présentation par Sami-Alî.

Les Soufis d'Andalousie

Une fresque des Maîtres soufis de l'Espagne musulmane. Traduit, présenté et annoté par R.W.J. Austin, version française de G. Lecomte. Deuxième édition.

Sindbad

En librairie et chez l'éditeur, 1 et 3 rue Feutrier, 75018 Paris. Tél. 1/42 55 35 23

هكذا من الاصل

حکذا من الامم

D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand

La folie ou le cachot

LE FOU DU TZAR

de Jaan Kross.
Traduit de l'estonien
par Jean-Luc Moreau,
Robert Laffont, 402 p. 115 F.

Le roman historique réserve bien des plaisirs et des surprises. Et la découverte, à la fois de l'histoire d'un pays balte nommé Estonie (1) et de l'écrivain Jaan Kross dont les éditions Robert Laffont publient le *Fou du tzar*, est à marquer d'une pierre blanche. Un vrai, beau roman plein d'aventures et de retournements, une écriture savante et simple à la fois qui prend son temps pour distiller, sans en avoir l'air, une leçon d'histoire et de politique à travers une parabole sur le combat de l'homme pour la liberté. Et cela dans le cadre de la vieille cité hanséatique de Tallin, de la ville universitaire de Tartu, des ports de la Baltique et des lacs de Livonie au temps des guerres de *Punapari* (« Canard rouge » en estonien) et du Congrès de Vienne. Quel film (la première coproduction franco-estonienne ?) cela pourrait être !

La prudence n'inspire pas le jeune baron balte Timotheus von Bock lorsqu'il adresse au tsar Alexandre I^{er} un long mémoire, suivi d'un projet de Constitution : « L'empereur aime ordonner des choses qui portent de jolis noms. Car il veut être loué comme chrétien et comme législateur, comme héros et comme libérateur, comme protecteur des arts et des sciences, comme créateur de la prospérité nationale, écrit-il. Mais s'il s'agit de concrétiser les belles phrases, on commence par inventer des uniformes et par constituer des comités. De ces comités, l'empereur est naturellement le membre le plus important. Mais on confie l'exécution des décisions à des flatteurs et à des aventuriers. Car les gens d'honneur et de talent pourraient faire de l'ombre à Sa Majesté ! Plus un ministre est bas et borné, plus il est assuré des grâces du monarque. Il suffit d'avoir caractère et talent pour être exilé de la cour... »

Peut-on imaginer sain d'esprit l'homme qui adresse ces propos sacrilèges au tsar de toutes les Russies, accusant le souverain d'être « un tartu », la proie des « flatteurs et des maquerelles », et de faire le malheur de son peuple, d'avoir « engendré la Sainte-Alliance avec une prostituée » (2) ? Ne vaut-il pas mieux croire que seul un fou pouvait affronter l'autocrate, s'interroger sur la valeur respective de la république et de la monarchie, et exposer crûment ce qu'il attendait de la politique dans une lettre qui méritait cent fois la mort ? L'auteur de cette vigoureuse et impie adresse, Timotheus von Bock, baron de Livonie, tel le Masque de fer, sera, en effet, envoyé dans un cachot secret de la forteresse de Schlüsselburg. Traître à l'Etat, au monarque, à la patrie, à sa

caste. Il aurait dû, normalement, y finir ses jours, mais par une grâce incompréhensible venue du souverain, il sera relâché après neuf années, astreint à résidence sur les terres du domaine de ses ancêtres. Déclaré fou.

Un personnage tout à fait hors du commun que ce Timotheus - Timo - dont on dit qu'il est l'ami intime du tsar en personne, et qui fut, avant sa disgrâce, un important personnage, un des espoirs de l'Empire, membre de la Diète, aide de camp de l'empereur. Déjà, il avait osé braver toutes les règles et tous les interdits en épousant, par amour, une roturière, une fille « sortie du fumier », Eva, fille de paysans estoniens, devenue Katharina von Bock, ou Kitty, qu'il fera éduquer pendant cinq années par un pasteur érudit avant la noce ; obligé, pour se marier, d'abandonner la rigide Eglise luthérienne et de se convertir à « la religion des Russes », car tout pasteur de Livonie, d'Estonie ou de Courlande qui aurait osé les unir aurait été à tout jamais chassé du clergé. Créateur belle, tendre et forte, Eva-Kitty va assister à l'arrestation de son mari, donner le jour à un fils, sans rien savoir pendant des années du lieu où on le détient. Jusqu'à cette libération inespérée, en 1827, après neuf années de cachot. Fou dangereux qu'il avait fallu extirper de la société à cause de l'insolence avec laquelle il avait osé s'adresser au souverain qui avait exigé de lui la vérité.

Le *Fou du tzar* commence justement lors des retrouvailles, en mai 1827, du couple qui va être confiné dans le domaine de Viljandi, objet de toutes les humiliations, chassé par des membres de la famille de la demeure des maîtres pour être relégué dans la maison du régisseur, vivant sous la surveillance policière constante de mouchards de tous acabit, sous la menace des perquisitions, des provocations, des rapports sur les moindres faits et gestes. Le roman se présente sous forme d'un journal intime tenu, secrètement, par Jakob, le frère d'Eva, que Timo n'a pas voulu séparer de sa sœur et qui, témoin d'événements tout à fait exceptionnels, décide de se faire, pendant quarante années, le greffier des aventures familiales. Un journal dans lequel le beau-frère consigne, au gré des circonstances et de son humeur, ce qu'il sait et ce qu'il apprend, tout ce qui concerne le mystérieux Timo et sa folie, vraie ou prétendue, passant du passé au



Jaan Kross, l'Estonien.

présent et de l'intime au politique avec la liberté que permet l'exercice du mémorialiste. Liberté dans l'écriture constamment menacée par la peur de voir le précieux cahier noir découvert.

Liberté surtout du romancier qui, par une construction savamment agencée, avec des personnages de chair et de sang, tient en haleine jusqu'au bout de ses quatre cents pages le lecteur en une succession de rebondissements inattendus et déconcertants qui finissent par circonscrire un destin stupéfiant. Destin d'un homme hors du commun, prisonnier d'un système totalitaire, qu'il cherche à détruire, annonciateur de ces Déembristes légendaires qui, pour la première fois depuis Pougatchev, fomentèrent une révolte sévèrement réprimée, Timo refusa finalement de fuir, avec sa famille, hors de son pays (« Somme toute, ne partent à l'étranger que ceux qui désirent se venger. Celui qui veut quelque chose de plus important reste chez lui ») ; sa mort (suicide ? assassinat ?) restera un mystère. Pour l'auteur même, qui préfère laisser planer l'ambiguïté.

C'est tout un monde étouffé, ligoté, rusé, mais encore sous la domination des nobles baltes, que Jaan Kross reconstitue dans cet apologue construit sur des faits et des documents réels.

Car, de même que Timotheus von Bock a existé (il figure même dans l'Encyclopédie estonienne), de même ce sont les citations exactes de son *Mémoire au tsar* (conservé aux Archives de Moscou) qu'a reprises le romancier. De même la plupart des événements sont exacts. Même les plus fous : comme la mystérieuse extinction d'une dette de 60 000 roubles qui sauve in extremis la famille (attestée par un document conservé aux Archives historiques de la République d'Estonie), comme l'incroyable épisode du piano à queue envoyé par le tsar au prisonnier dans le cachot de Schlüsselburg (attesté par des rapports de police), comme la légende familiale selon laquelle Timo aurait juré à l'empereur de lui dire la vérité.

ANALYSANT dans une postface pleine d'humour et de science les questions posées au romancier quant à la frontière entre vérité et imagination, Jaan Kross - qui se qualifie de « premier lecteur du journal de Jakob Mäitlik » - reconnaît avoir eu une attitude « extrêmement flottante, confronté que j'étais au chaos des questions foisonnantes, des énigmes insolubles, des réponses inattendues. Il m'a parfois semblé que Jakob Mäitlik me menait par le bout du nez comme un badaud crédule dans un palais des glaces fait d'événements notoire et d'équivoques apparences ». Servi par une traduction qui respecte admirablement le style démodé de cette chronique des événements d'Estonie et de Livonie dans la première moitié du dix-neuvième siècle (d'où le charme dénoté de la transcription ancienne « tzar »), et par une série de notes savantes et simples qui, en remédiant à notre ignorance, rendent la lecture complètement accessible, rappelant à la fois Alexandre Dumas (*Les Trois Mousquetaires*), Kleist (*Le Prince de Homburg*) et le Finnois Mika Waltari, le *Fou du tzar* est une remarquable introduction à l'œuvre inconnue du romancier le plus célèbre d'Estonie, déjà traduit dans vingt-quatre langues. Sauf en français.

Né à Tallin en 1920, l'année même où l'indépendance de l'Estonie, province de l'Empire russe depuis 1721, est reconnue par l'URSS, diplômé de droit de l'université de Tartu, Jaan Kross a été, comme des milliers d'autres Estoniens, arrêté après la guerre et déporté. Libéré en 1954, il devient bientôt un des grands poètes de

sa génération, tout en faisant, pour vivre, de nombreuses traductions en estonien : Shakespeare, Balzac, Romain Rolland, Stefan Zweig. Le roman historique va lui permettre de traiter des sujets oubliés dans son pays sans perdre de vue l'actualité. Il y a une certaine ironie à constater que le seul passage coupé dans la version russe du roman concerne « ce qui pour la dixième année consécutive se passe en Pologne... ». Nos journaux ne permettent pas de se faire une idée complète de ce qui s'est réellement passé là-bas. Écrit Jakob dans son Journal (...). L'éthos Constitutionnel des Français a, dit-on, écrit que maintenant l'ordre régnait en Pologne... »

Publié en 1978, alors qu'on se préparait à accueillir à Tallin les Jeux olympiques d'hiver et que rien ne semblait devoir changer dans la « stagnation », le *Fou du tzar* a été reçu, dans les pays baltes, avec la connivence qu'exige ce grand roman dit « historique » où l'ironie fait supporter la chape d'un pouvoir absolu. Jaan Kross, subrepticement, donne sa solution : « Je suis fou, fait-il dire à son personnage. Je peux donc dire la vérité. »

(1) Ennemi entre la Finlande, la Lettonie et la Russie, l'Estonie avait été intégrée au dixième siècle à l'ancien Etat russe avant que les Etes, de race finno-ougrienne et païens, soient christianisés par les Allemands puis par les Danois qui fondèrent Tallin (1219). Rachetés par les chevaliers teutoniques au quatorzième siècle, tandis que se développait la Hanse, l'Estonie fut ensuite soumise au Suédois, qui lui apportèrent le luthéranisme, puis conquise par Pierre le Grand, pour subir, au dix-neuvième siècle, une politique de russification qui rencontra des résistances. Indépendante après la première guerre mondiale, occupée par l'Armée rouge le 21 juin 1940, puis par les Allemands en 1941, elle est, avec environ un million d'Estoniens (et 350 000 Russes) une des plus turbulentes Républiques soviétiques dont l'annexion par l'URSS n'a jamais été reconnue par la France.

(2) Il s'agit de la baronne de Krüdener, femme de lettres et mystique iroussienne, qui exerça en 1815 une grande influence religieuse et indirectement une influence politique (la Sainte-Alliance) sur le tsar Alexandre I^{er}.

Un colloque sur Jaan Kross. - « Le *Fou du tzar*, un apologue balte dans l'actualité politique », tel était le thème d'un colloque consacré à l'œuvre de Jaan Kross et organisé du 3 au 5 novembre par l'Académie évangélique de Loccum en Allemagne fédérale. Ce colloque, qui s'est déroulé en présence et avec la participation de l'écrivain et de sa femme, la poétesse Ellen Nilt, réunissait notamment des journalistes, des universitaires, des personnalités politiques et religieuses, venus non seulement des diverses régions d'Allemagne fédérale mais aussi de Finlande, de France, de Grande-Bretagne, de Suède, de Suisse, ainsi que de Berlin-Est et des Etats-Unis. Au cours des débats, la question de l'identité culturelle et nationale de l'Estonie ainsi que celle de sa place dans l'Europe de demain ont été largement évoquées. Les acts du colloque (en allemand) peuvent être commandés à l'adresse suivante : Evangelische Akademie - Protokollstelle - 3056 Rehburg-Loccum, Allemagne fédérale.

Les fleurs rouges de Région

Le très beau roman d'un étrange pays, un territoire de fiction : le nôtre

TU REVIENDRAS A REGION
de Juan Benet.
Traduit de l'espagnol
par Claude Murcia.
Editions de Minuit, 416 p.
145 F.

Il faudrait parler comme les livres de géographie : la Terre et les hommes. C'est un bien étrange pays que celui dont nous parle *Tu reviendras à Région* et dont la capitale se nomme Région, un pays où pousse une inquiétante fleur rouge d'aspect « séduisant et pernicieux ». En l'espace d'une semaine d'avril, elle recouvre d'un tapis sanglant et proliférant les prés, rives et talus de la montagne impénétrable qui est la région de Région. Cette fleur est la fleur du désir des cimes, la fleur de ce désir d'absolu qui étire le cœur des hommes et les précipite dans le rouge du sang. « fleur de l'inquiétude, du chagrin de l'âme ». Fleur de tous les vertiges. « Le paysan la maudit, jamais il ne la cueille ni ne l'arrache, ni n'ose mener le troupeau là où elle pousse. » Car la fleur rouge est la fleur des morts, elle pousse là où repose un reste

de corps, « un os ou un scapulaire clamant vengeance, souvenir et rédemption pour le monde des vivants ».

Oui : un bien étrange pays, impénétrable, hostile, labyrinthique, qui compte autant de vallées - dépourvues de toute liaison transversale entre elles - « qu'il y a de jours de l'année », de sorte que la communication entre deux vallées parallèles doit se faire, pendant les huit mois froids de l'hiver, le long des cours d'eau jusqu'à leur confluent, et en sens opposé. Violence non maîtrisable, force irracionnelle, la montagne aux intraduisibles oracles fait des présomptueux qui voudraient conquérir ses pics autant de fleurs rouges ensanglantant les prés dès que survient l'avril. Un col ne s'y nomme-t-il pas le col des Morts ? Et l'hôtel où descendent les voyageurs que meurt l'ivresse de la montagne n'est-il pas à l'enseigne de l'Hôtel de la Mort ?

Un matin, c'est l'été, la saison de la folie, la saison du désir de l'absolu blanc des sommets. « Cette civilisation démoniaque,

dit le docteur, personnage qui est le lien du récit, devait, pour être séduisante, offrir une contrepartie et inventa donc l'été, les voyages de loisir... Et, pour jouir de tout cela, on inventa aussi Région. » L'été et Région sont une seule et même chose, ils sont le moment d'une trêve où le chasseur s'engloutit lui-même, ils sont le moment de Moby Dick, comme en témoigne cette métaphore de tous les étés, cet été de 1936, « violent, intempérif et fugace où devaient mourir, avec ses éclats oranges et ses gros nuages d'encre, avec l'écho des nuagées et des coups de feu solitaires, avec le chuchotement des boulaux et les croisements des corbeaux autour des montures agonisantes et des cavaliers affolés, un âge sans raison et un peuple qui avait perdu toute mesure dans son orgueil ». L'été est fou, il n'en reste qu'un cri.

Parce que la terre est les hommes et que les hommes sont la terre, aussi impénétrables et labyrinthiques qu'un pays où l'on ne peut faire que ceci : perdre le visage de l'autre et défaire le sien. Tout assaut du ciel, par la

montagne ou la guerre, se fait « au prix de sa raison ». Les hommes sont des vallées parallèles dépourvues de liaisons transversales. Personne ne parle à personne : les dialogues de *Tu reviendras à Région* sont des soliloques, des histoires de bruit et de fureur narrées par un idiot, c'est-à-dire un indigène, un homme de la région qui a compris que Région était le monde et que le monde n'était que Région. Le trop d'espace de la montagne détruit l'espace, le trop de temps des solitudes détruit le temps. L'anachronisme narrative règne en maître dans ce monde où rien ne s'accumule que la peur. Temps d'un mythe qui est celui de la décomposition, de la ruine

d'un temps où toute parole est lacunaire, indéterminable, trouée, comme celle de ce docteur Sébastien - qu'on retrouvera dans *l'Air d'un crime* (1) - au discours pâteux d'alcoolique.

Certitude et répétition

Région n'existe pas, c'est un espace aussi fictionnel et fictif que celui du Comté Faulknerien, là-bas dans la moiteur du sud des Etats-Unis. Pourtant, Région est si « présent » que la violence de sa montagne demande autant que celle de la guerre. Cette mise à nu n'éclaire rien ; elle obscurcit. Plus on raconte le « réel », plus le « réel » devient énigmatique. La parole alcoolique du docteur Sébastien le sait bien qui dit : « Si la vérité ressemble à quelque chose, c'est aux ténèbres qui se referment après l'éclaircie de l'erreur. » A Région, non de pays fictif qui est un terme géographique, la guerre est celle de l'espace et des espèces entre elles : une main mystérieuse pend les chiens aux branches des arbres ; les canons des fusils dépassent « dans l'attitude de la vipère aux aguets qui, après

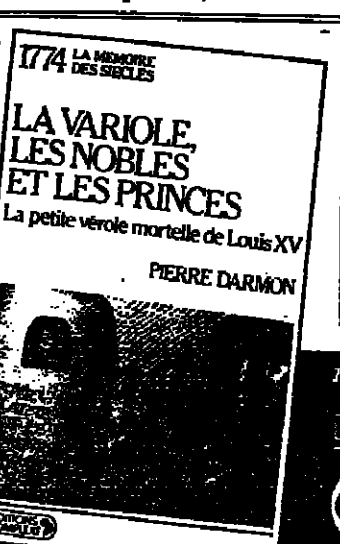
avoir mordu et inoculé son venin, sort la tête de sous la pierre pour s'assurer du résultat » ; les combats continuent sans rime ni raison alors que tout est perdu pour les uns et pour les autres. Guerre sans vainqueur dont le seul objectif est la défaite de tous et l'extermination du genre humain. Région est maudite : *Tu reviendras à Région* ne s'ouvre-t-il pas sur la description d'un désert ?

On aura compris que ce grand roman, commencé en 1951, publié seulement en 1967, travaillé et retravaillé - le premier de Juan Benet - nous parle de l'absolu des désirs dans l'absolu des sommets de la terre, de l'orgueil et de la folie des hommes dans l'horreur des massacres de la guerre civile espagnole, du regard tragique des jeunes hommes dans le désastre qui transforme une vie en destin, de l'égarment des jeunes filles qui eurent vingt ans en 1936 dans l'éblouissement de la découverte du sexe sur le sol d'une camionnette cahotante qui fait devant l'ennemi, toutes choses qui ne peuvent se dire que dans la reconstitution « ténue et balbutiante de ce qui, peut-être, n'a jamais été. Pour Région, c'est pas le nom d'un lieu, mais le nom d'un genre, parce que Région est notre seul monde, notre lot.

Joan Borrrell

(1) Ed. de Minuit, 1987.

Au milieu des intrigues,
la variole mortelle de Louis XV prend
des allures de tragi-comédie de sérail



172 pages - 49 F
LA MEMOIRE DES SIECLES
EDITIONS COMPLEXE

BILLET

Baisse
des prélèvements
obligatoires?

Les prélèvements obligatoires, c'est-à-dire les impôts et les cotisations sociales, doivent continuer de baisser, a déclaré M. Pierre Bérégovoy mercredi 15 novembre au cours d'un colloque organisé sur le sujet par l'École nationale d'administration (ENA). Pensez donc les apparences anodines cache un débat de fond dont le pays devrait sérieusement se préoccuper.

Il y a quelques années — c'était en 1982 — M. François Mitterrand avait pris l'engagement, au cours d'un débat télévisé, de stabiliser puis de faire baisser les impôts et les cotisations sociales, qui étaient globalement, eu égard à la richesse nationale, parmi les plus élevés des pays industrialisés. Promesse imparfaitement tenue mais qui a eu un immense mérite : attirer l'attention sur la facilité qui consistait pour l'Etat à laisser filer les dépenses sans vraiment s'interroger sur leur bien-fondé.

Depuis 1987, la situation économique s'étant considérablement améliorée, est revenu un certain appétit pour la dépense publique qui se traduit dans les chiffres depuis que Michel Rocard s'est installé à Matignon. Est également revenu le goût immémorial et bien français pour les réformes fiscales permanentes.

M. Bérégovoy a donc quelques raisons de s'inquiéter et de rappeler les engagements du président de la République. Car si l'on n'y prenait garde, un certain nombre de taxes et d'impôts pourraient augmenter, à commencer par ce prélèvement social général sur les revenus que M. Evén, ministre de la Solidarité, appelle de ses vœux, soutenu en cela par Mitterrand.

Si les recettes sont là, quel barrage le gouvernement pourra-t-il opposer au gonflement des dépenses publiques ou sociales ? Telle est la question de fond posée par Pierre Bérégovoy. Les Américains y ont répondu à leur manière en refusant d'augmenter taxes et impôts, méthode qui viendrait facilement à bout d'un déficit budgétaire réputé à tort insurmontable.

A. V.

INSOLITE

Bataille
de chiffonniers

C'est un ancien président de la Cour de cassation — excusé du peu — qui a été désigné pour arbitrer le conflit à l'intérieur de la Fédération patronale du prêt-à-porter féminin. Le tribunal de grande instance de Paris a, en effet, désigné le mardi 15 novembre M. Simone Roche comme médiateur pour résoudre la crise qui oppose l'équipe dirigeante de la Fédération à sept de ses administrateurs.

Le licenciement fin octobre du délégué général William Lauriol et la négociation d'un contrat de 2 millions de francs avec une société de conseil pour l'organisation à Paris des salons d'octobre dernier et de ceux prochains sont à l'origine de cette crise.

Celle-ci masque une véritable « guerre des salons ». Depuis quelques années, en effet, les rivalités entre les fédérations entraînent une multiplication des manifestations, quelquefois à la même période. Ces dysfonctionnements nuisent à l'image de Paris comme capitale de la mode et profitent notamment aux organisateurs de salons italiens et allemands.

La « déclaration d'automne » du nouveau chancelier de l'Echiquier

« 1990 risque de ne pas être facile »
pour l'économie britannique

M. John Major, chancelier de l'Echiquier, a, mercredi 15 novembre, dans sa « déclaration d'automne », dressé un tableau assez sombre de l'économie britannique. En 1990, la croissance devrait être de 1,25 % (en forte baisse) et l'inflation resterait supérieure à 7 %.

LONDRES

de notre correspondant

La « déclaration d'automne » du chancelier de l'Echiquier est un de ces rituels qui ponctuent l'année parlementaire britannique au même titre que les discours du Trône qu'elle précède généralement de peu. C'est traditionnellement l'occasion pour le grand orateur d'annoncer combien le gouvernement entend dépenser lors du prochain budget, qui court d'avril 1990 à avril 1991.

Mais, depuis une quinzaine d'années, la loi fait aussi obligation au chancelier de se livrer ce jour-là à un exercice risqué : prévoir, chiffres à l'appui, l'état de l'économie l'an prochain.

Ce rendez-vous était d'autant plus attendu cette année que le nouveau chancelier de l'Echiquier, M. John Major, n'est en fonction que depuis vingt jours. Son prédécesseur, M. Nigel Lawson, a remis spectaculairement sa démission le 26 octobre parce qu'il ne supportait plus l'autoritarisme de M. Thatcher et qu'il avait de graves désaccords avec elle en matière de politique monétaire.

M. Major devait donc se livrer, quasiment au pied levé, à un exercice très technique. Il s'en est acquitté avec professionnalisme, ce qui ne surprendra pas de la part d'un ancien haut fonctionnaire du Trésor, et les sourires de M. Thatcher, assise à côté de lui au banc des ministres, disaient assez le soulagement du gouvernement que tout se soit bien passé. Mais le fond de son message est plus inquiétant :

le chancelier de l'Echiquier prévoit un fort ralentissement de la croissance britannique en 1990.

Celle-ci ne sera selon lui que d'environ 1 % l'an prochain. « 1990 risque de ne pas être une année facile », a déclaré mercredi M. Major. Le chancelier anticipe en effet très précisément une augmentation de 1,25 % du produit national brut en 1990, un chiffre inférieur aux prévisions les plus pessimistes de la City.

Si cette sombre prédiction se réalise, l'économie britannique connaîtra en 1990 sa plus faible croissance depuis la récession de 1980-1981 déclenchée par la stratégie monétaire imposée par M. Thatcher. M. Major rovit également en baisse la croissance pour l'année en cours. En mars dernier son prédécesseur annonçait 2,5 %. Il n'est plus question désormais que de 2 %.

Messages
de récession

La « priorité du gouvernement reste la lutte contre l'inflation ». M. Major affirme, qui n'est pas davantage optimiste à court terme dans ce domaine. Celle-ci « restera élevée pendant quelques mois ».

Elle devrait demeurer au-dessus de 7 % jusqu'en juin. Ce n'est qu'à partir de juillet 1990 que M. Major espère la voir redescendre à 5,7 %. On apprend au passage, ce qui est une pierre discutable lancée dans le jardin de M. Lawson, qu'elle a brèvement dépassé 8 % en mai et juin.

Les prévisions pour la balance des paiements ne sont pas davantage enthousiasmantes. Il faut s'attendre à un déficit de 20 milliards de livres (environ 200 milliards de francs) pour 1990, lequel ne sera réduit, si tout va bien, qu'à 15 milliards de livres en 1991. Tous ces chiffres sont nettement plus élevés que ceux que M. Lawson avait laissé entendre. Dans sa dernière « déclaration d'automne », ce dernier avait en effet envisagé

un déficit de 11 milliards de livres pour 1989, ce qui paraissait déjà beaucoup.

Tous les indicateurs, y compris peut-être celui du chômage (omis par M. Major) sont donc au rouge. Les menaces de récession sont prises très au sérieux dans la City. L'idée que la croissance interrompue depuis 1981 arrive peut-être à sa fin fait son chemin parmi les analystes financiers. Après avoir créé 2 750 000 emplois en six ans, l'économie britannique risque-t-elle d'en supprimer prochainement 150 000 ? Ce serait un retournement de situation spectaculaire après un mouvement continu de baisse du nombre des chômeurs, lequel est récemment passé sous la barre des deux millions.

Il serait cependant naïf de voir l'annonce d'une quelconque conversion au keynésianisme dans l'attitude de M. Major, qui a annoncé mercredi une substantielle augmentation des dépenses publiques dans le budget 1990-1991 au profit de secteurs tels que la santé, l'éducation et les transports. Le nouveau chancelier de l'Echiquier est à la fois ultra-libéral en matière économique et ultra-monétariste, et il n'entend pas redresser la situation de cette manière.

Le gouvernement a révisé en hausse ses prévisions de dépenses pour 1990-1991 à 179 milliards de livres, contre 168 milliards pour le budget en cours. L'Etat va augmenter notamment de 2,6 milliards de livres les sommes allouées au Service national de santé qui délivre des soins médicaux totalement gratuits à la population. Il y aura également un demi-milliard de livres supplémentaire affecté à British Rail et au métro londonien.

Le dogme libéral est cependant à peu près respecté. La proportion des dépenses publiques par rapport au produit national brut n'augmentera pas. Elle devrait se situer entre 38,75 % et 39 % en 1990-1991, approximativement au même niveau que dans l'exercice en cours.

DOMINIQUE DHOMBRES

La Commission accorde trois mois de délai au gouvernement français

Le différend sur Renault
persiste entre Paris et Bruxelles

La Commission de Bruxelles a donné trois mois à la France, le mercredi 15 novembre, pour se mettre en règle avec les « engagements » pris en 1988 lors de l'apurement de la dette de la Régie Renault à l'égard de l'Etat. (Nos dernières éditions du jeudi 16 novembre.)

BRUXELLES

(Communautés européennes)
de notre correspondant

Le bras de fer entre le gouvernement et la Commission européenne se poursuit dans l'affaire Renault. Le délai de trois mois consenti mercredi 15 novembre à la France pour exécuter « correctement » les engagements pris en mars 1988 par M. Alain Madelin, alors ministre de l'Industrie, n'élimine pas les risques d'affrontement.

Sans doute, M. Leon Brittan, commissaire européen à la concurrence, n'a pas obtenu de ses pairs ce qu'il souhaitait faire immédiatement, mais le report de trois mois ne change rien à ce stade à la position de Bruxelles : l'autorisation d'apurer la dette de 12 milliards de francs est « nulle et non avenue ». La France doit formuler des propositions d'ici au 15 février. « En cas de réponse insatisfaisante », la Commission prévient que « l'affaire sera portée devant la Cour européenne de justice ».

Autant dire que M. Brittan est toujours aussi déterminé — et jusqu'ici il n'a pas été contredit sur fond par la majorité du collège bruxellois — à faire respecter à la lettre le plan Madelin. En contrepartie de l'effacement des 12 milliards, la France avait accepté de diminuer de 25 % les capacités globales de la Régie : 15 % pour les voitures de tourisme avant la fin 1989 et 30 % pour les véhicules utilitaires (RVI) avant la fin 1990. Selon l'évaluation des services de M. Brittan, les fermetures se sont limitées à 4 % pour la première catégorie et à 9 % pour la

deuxième, ce qui représente 25 % des réductions prévues. Les Français arrivent à un chiffre beaucoup plus élevé, indique-t-on dans les milieux communautaires. Aussi, certains commissaires disent que la première chose à faire est de procéder à une expertise de la restructuration opérée par Renault. De son côté, M. Brittan, sûr de ses estimations, demande une réduction des trois quarts de « l'aide ».

Calcul un peu trop simpliste pour Paris, qui adhérait toutefois à l'idée « de proportionnalité mais avec des chiffres plus généraux », comme l'indiquait une lettre des autorités françaises, adressée le 13 février au commissaire britannique. Derrière l'arithmétique se cache en réalité un débat doctrinal.

M. Rocard : « Il y a
des limites à tout »

Déçu par la non-privatisation de Renault — qu'avait visée M. Madelin en engageant un changement de statut — M. Brittan n'a pas l'intention de transiger. D'autant moins que le plan Madelin avait été validé par son prédécesseur, l'Irlandais Peter Sutherland. A l'évidence, sa préférence va à la négociation d'un nouveau projet. De ce point de vue, le commissaire a atteint son objectif puisque les Français sont désormais tenus de soumettre des propositions officielles.

En cours des discussions de ces derniers mois, Paris a soigneusement évité de transmettre une nouvelle « notification ». L'idée était d'arriver à un arrangement à l'amiable, afin de ne pas remettre le dossier à plat. Dans le refus de pourparlers sur un programme de rachat, les Français craignent que Bruxelles ne fasse valoir les bons résultats enregistrés depuis deux ans par la Régie, pour contester l'opportunité d'un apurement de la dette. En outre, la bonne conjoncture du marché automobile ne les incite pas à réduire de 25 % les installations de Renault. Même

la fermeture de l'usine de Billancourt ne suffirait pas, assure-t-on à Bruxelles, à atteindre ce pourcentage.

M. Michel Rocard — compte tenu des contraintes politiques, singulièrement la réunion du prochain congrès du PS, des discussions entre la Régie et Volvo — aurait préféré un enterrement en douceur. La position de la Commission l'oblige à hausser le ton. Le premier ministre avait déclaré, la semaine dernière à l'issue de sa réunion de travail avec l'exécutif communautaire, que « la Commission devrait comprendre qu'il y a des limites à tout, notamment au prix que l'on peut payer dans la recherche d'un compromis ».

MARCEL SCOTTO

Avec la bénédiction de la GMF

Nouvelles Frontières et Groupe A
s'associent dans le transport aérien
et la location de voitures

M. Jacques Maillot, PDG de l'agence de voyages Nouvelles Frontières, et M. Lofi Belhassine, PDG du groupe de tourisme Groupe A ont signé un accord d'exclusivité dans l'affrètement de charters pour sept ans. Ils créent, ensemble, un loueur de voitures Liberty rent a car. Appuyé par la Garantie mutuelle des fonctionnaires (GMF), actionnaire à 50 % de Groupe A, ce rapprochement est destiné, notamment, à redresser la situation de la compagnie Corse Air, dépendante de Nouvelles Frontières, et à mieux rentabiliser les avions d'Air Liberté, filiale du Groupe A.

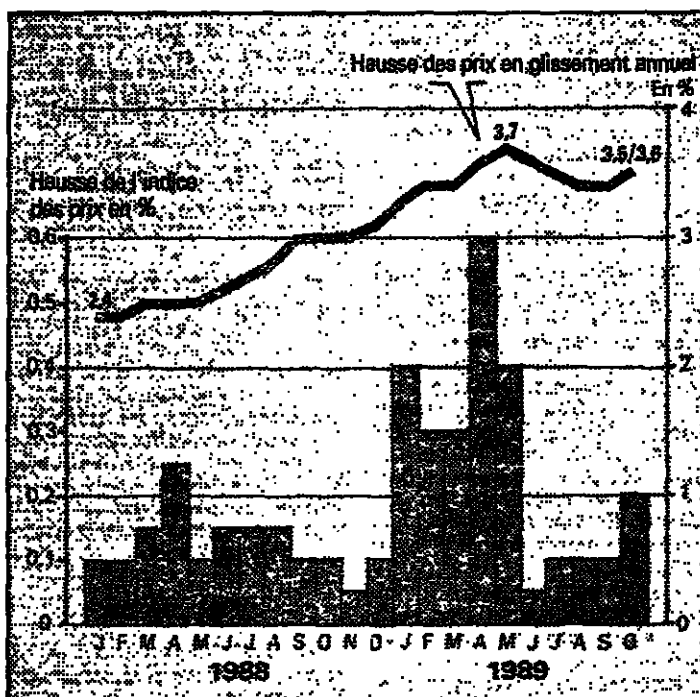
que ceux-ci soient pleins, et ce n'est qu'alors qu'elles se tourneront vers d'autres compagnies pour transporter leurs clients. Ce partenariat sera institutionnalisé sous la forme d'une « société de participation aérienne » (SPA) au capital de 1 million de francs détenus à parité par les deux associés. La SPA aura pour mission de redresser la compagnie Corse Air que Nouvelles Frontières porte à bout de bras et qui avait, le 31 décembre 1988, une situation nette négative de 57 millions de francs. La SPA, qui procédera à une augmentation de 20 millions de francs de son capital, apportera cet argent frais à Corse Air en prenant 70 % du capital de cette compagnie, les 30 % restant demeurant propriété de la famille Rossi.

ALAIN FAUJAS

Lire la suite page 38

L'accord signé entre Nouvelles Frontières et Groupe A (1) comporte plusieurs promesses de coopération et des perspectives de partenariat à la carte. Tout d'abord, les deux sociétés se promettent l'exclusivité d'affrètement aérien pour les sept années à venir, ce qui veut dire que, pendant ce laps de temps, elles s'achèteront mutuellement des places d'avion jusqu'à ce

(1) Le Groupe A appartient à parité à la GMF et à Club Aquarius (55 % pour M. et M^{me} Belhassine ; 20 % pour l'encadrement ; 25 % pour le Crédit national, la Banque Rivand, le Crédit savat, la Société lyonnaise de banque, le Crédit du Nord et la Société de développement régional du Sud-Est). Le Groupe A est formé de Go-Voyages, FNAC-Voyages, Club Aquarius, Air Liberté, Loti Voyages.

Hausse des prix :
0,4 % en octobre

Indice des prix un peu décevant en octobre, avec une hausse de 0,4 %, selon l'estimation provisoire publiée par l'INSEE jeudi 16 novembre. On attendait plutôt 0,5 %, après 0,2 % au mois de septembre. La hausse des loyers a pesé sur l'indice et les produits alimentaires continuent de flamber. « Le phénomène est général dans la plupart des pays européens », a commenté M. Pierre Bérégovoy, le ministre de l'économie et des finances, ajoutant que le chiffre d'octobre est « traditionnellement un peu élevé ». La hausse des prix sur les douze derniers mois s'établit entre 3,5 % et 3,6 %, et, depuis le début de l'année, entre 3,2 % et 3,3 %.

Paris-Banlieue.
L'immobilier passé au crible.

Le Journal des Finances insérera dans son numéro du 18 Novembre 89 le Guide de l'Immobilier en région parisienne.
16 F chez votre marchand de journaux.
Des armes pour négocier.

FINANCES
LE BULLETIN

هكذا من الاصل

ÉCONOMIE

INDUSTRIE

Après l'achat de Combustion Engineer

Bonnes perspectives d'expansion pour ABB dans les pays de l'Est

STOCKHOLM

de notre correspondant

« Il est plus facile d'acheter le tout que des morceaux », déclarait mardi 14 novembre, à Stockholm, M. Percy Barnevik, le PDG de ABB (Asea-Brown-Boveri) en commentant l'achat par son groupe de l'américain Combustion Engineering pour la somme de 1,6 milliard de dollars (le Monde du 15 novembre). « Le tout », c'est Combustion, et les morceaux, en l'occurrence Westinghouse. Une affaire menée et bouclée en six semaines, qui offre à ABB l'avantage de renforcer sa présence en Amérique du Nord et d'être désormais considérée comme entreprise américaine aux États-Unis.

« D'essentielle européens, nous sommes maintenant devenus euro-américains », affirme ABB : numéro un mondial dans la construction de chaudières, Combustion Engineering a des problèmes dus à la stagnation du marché de la production énergétique aux États-Unis mêmes, mais il a réussi à retourner les pertes de 1988 en un bénéfice net de 66 millions de dollars (416 millions de francs) pour les neuf premiers mois de 1989.

M. Barnevik estime que Combustion pourra maintenant, avec davantage de moyens, améliorer sa production et faire remonter

ses ventes, compte tenu aussi du resserrement prochain de la réglementation sur l'environnement aux États-Unis. Les centrales de production d'électricité ont été construites dans les années 50 et 60 et ont un grand besoin d'être renouvelées. « Une grande chance pour ABB et Fläkt », a-t-il souligné.

Le principal concurrent de ABB outre-Atlantique reste General Electric mais aussi, pour la construction de centrales nucléaires, Babcock et Wilcox. Combustion et ABB ont « signé » trente des cinq cents centrales dans le monde et, dans ce créneau, M. Barnevik espère que Combustion aidera ABB à introduire aux États-Unis sa conception « radicalement nouvelle des centrales ultra-sûres ». Une conception qui pourra également être appliquée dans les pays asiatiques (Corée du Sud et Taïwan) qui développent leurs programmes nucléaires.

Le pied dans la pétrochimie

Combustion Engineering étant par ailleurs la plus grande société américaine implantée en Union soviétique, M. Barnevik voit un autre grand avantage à cet achat : il offre des perspectives très intéressantes d'expansion

dans le bloc de l'Est, à commencer par la Pologne, la Hongrie et l'URSS, dans les secteurs auxquels les Américains donnent la priorité, à savoir la production d'énergie, l'automatisation industrielle et l'environnement. Et, enfin, grâce à l'acquisition de Combustion, ABB met aussi un pied dans la pétrochimie.

Satisfait, M. Barnevik présente ABB sous un jour très favorable : « bonne position en Europe et en Amérique du Nord pour l'énergie, une évolution « du feu de Dieu » dans les transports, avec « quelques possibilités de fusion en RFA et en Italie », et une expansion qui se développe d'elle-même sans achats dans le domaine de l'environnement.

Aux États-Unis, il n'y a pas grand chose à faire, « sinon acheter par-ci par-là dans certaines niches » ; mais c'est vers l'Asie que M. Barnevik a les yeux tournés. « C'est là qu'il faut gagner la bataille et ABB est bien armé pour se mesurer aux Japonais sur un terrain qu'ils considèrent comme domestique. C'est là qu'à l'avenir se passeront les grandes choses ».

FRANÇOISE NETO

● **ERRATUM** : dans notre édition du 15 novembre, une coquille nous a malencontreusement fait parler de « la course à la taille qui se déroule dans l'électronique ». C'est de l'électro-technique qu'il s'agit.

L'américain General Electric prend le contrôle d'un fleuron industriel hongrois

Le groupe américain General Electric va réaliser le plus gros investissement d'une société occidentale dans un pays de l'Est en prenant le contrôle du fabricant hongrois de lampes Tungram. Selon un accord annoncé le mercredi 15 novembre, il va racheter 50 % du capital plus une action pour 150 millions de dollars (un milliard de francs) avec une option sur 20 % supplémentaires.

Cette opération s'inscrit dans la nouvelle politique de privatisation des pays de l'Est. Tungram est un fleuron de l'industrie hongroise avec un chiffre d'affaires d'environ deux milliards de francs dont 85 % à l'exportation. Son PDG, M. Andras Gabor, a déclaré : « La Hongrie a pris le chemin de la démocratie et de la libre entreprise. Nous ne pouvons pas revenir en arrière, mais aller seulement de l'avant. La participation de GE nous offre la possibilité de développer nos activités d'éclairage et d'emprunter résolument le chemin du changement ».

Pour le groupe américain, cette opération permet un fort accroissement de sa position en Europe dans ce secteur, face notamment à Philips, en disposant des dix-huit mille salariés de Tungram, où le coût de la main-d'œuvre est réduit. Sa part du marché des lampes passera d'environ 3 % à 10 %.

SOCIAL

Un sondage Sofres-Liaisons sociales

L'image des syndicats demeure négative

L'image des syndicats reste négative dans l'opinion, selon un sondage réalisé par la Sofres du 23 au 26 octobre auprès d'un échantillon national représentatif de 1 000 personnes et publié par Liaisons sociales de novembre 1989.

51 % des Français et 48 % des salariés ne font pas confiance à l'action des syndicats contre respectivement 49 % et 48 % lors d'un sondage identique en octobre 1988. Comme il y a un an, 53 % des Français jugent que les syndicats ne traduisent pas bien « les aspirations et les revendications des travailleurs ». Mais le pourcentage de salariés partageant la même opinion est tombé dans le même temps de 56 % à 51 %. Par ailleurs, 34 % des salariés et 29 % des Français estiment que l'influence des syndicats n'est pas assez importante contre respectivement 28 % et 22 % en octobre 1988.

Ce sondage apporte également des indications intéressantes sur la note des différentes confédérations et de leurs dirigeants après les changements à la CFTD et à FO. Chez les salariés, la CGT et FO font jeu égal avec 25 % (-2 points pour la CGT et +4 pour FO) devant la CFTD 20 % (+2). Pour l'ensemble des Français, FO (27 %), en tête, gagne 2 points et la CFTD (16 %) un, la CGT reste stable (21 contre 21,52). M. Marc Blondel, secrétaire général de FO, recueille la sympathie de 21 % des

Français et de 20 % des salariés. M. Jean Kaspar, secrétaire général de la CFTD de 11 % et 12 %, se trouvant ainsi bien distancé par M. Krasucki (14 % et 18 %). Mais 50 % des salariés ne se prononcent pas.

Un autre sondage, réalisé par l'Ifres du 9 au 18 octobre, auprès d'un échantillon national représentatif de 1 007 personnes, et publié par le *Nouvel Observateur* du 17 novembre, confirme cette dégradation de l'image des syndicats. 43 % de l'ensemble des personnes interrogées et 47 % des salariés jugent le rôle de FO plutôt positif contre respectivement 53 % et 55 % en mai 1989. Un recul similaire des opinions positives s'observe pour la CFTD.

En revanche, la CGT bénéficie d'une moins mauvaise image : 41 % des salariés (-4 points) et 39 % des salariés (-7 points) considèrent que son rôle est plutôt négatif, alors que 28 % des sondés (-9 points) et 35 % des salariés (-4) le jugent plutôt positif. Tous les dirigeants syndicaux reculent : 19 % des Français (-7 points) ont une image plutôt bonne de M. Blondel et 17 % (comme en mai 1989) plutôt mauvaise ; 18 % (-7) ont une bonne opinion de M. Kaspar et 16 % (-1) une mauvaise ; enfin M. Krasucki, qui se retrouve ainsi en tête à 21 % (-1) de bonnes opinions et 50 % (-8) de mauvaises.

Nouvelles Frontières et Groupe A s'associent dans le transport aérien et la location de voitures

Suite de la page 37

D'autres partenaires corses pourraient se joindre au tour de table, car MM. Maillot et Belhassine voudraient faire de Corse Air le pilier aérien d'un développement maîtrisé du tourisme insulaire, un peu comme la compagnie Alisarda a su l'être en Sardaigne.

Une école de tourisme

Carburants et assurances négociés en commun permettront à Corse Air et à Air Liberté d'économiser sur certains postes. Leur affrètement réciproque leur assurera, au printemps 1990, une flotte de onze avions, soit les deux Boeing-737 exploités par Corse Air et six MD-83, deux Airbus A-300/600 et un Airbus A-310 exploités ou commandés par Air Liberté. De quoi transporter, chaque année, plus de deux millions de passagers.

D'autre part, Groupe A a proposé à Nouvelles Frontières, qui a accepté, de créer une société de locations de voitures baptisée Liberty rent a car. Celle-ci exploitera, au printemps 1990, mille véhicules (vraisemblablement des R 5, la GME étant très liée à Renault) en Espagne, aux États-Unis, en Grèce, en Tunisie et au Maroc. Il l'a aussi convaincu de mettre sur pied, au même moment, une école de tourisme qui formera, ex nihilo ou dans le cadre de recyclages, de la distribution, du tour opérateur et du transport aérien dont ils ont besoin.

Enfin, Groupe A et Nouvelles Frontières se sont promis de ne pas vendre tout ou partie de leur capital sans en avertir l'autre et sans lui proposer de l'acquiescer.

Cet ensemble souple et pragmatique répond à plusieurs logiques. La première de celles-ci est la nécessité de préserver l'identité des partenaires. M. Maillot a été échaudé par l'échec de son mariage avec le Club Méditerranée (le Monde du 29 août). « Nous sommes, Lotfi Belhassine et moi, des personnalités très indépendantes, et chacune de nos entreprises possède une culture typée affirmée », dit-il. « Nous mettrons nos forces en commun, nous nous posons des partenariats complémentaires : nous avancerons ensemble en conservant notre indépendance. Peut-être cela débouchera-t-il sur un mariage. Peut-être pas... »

La deuxième logique est aérienne. Pour affronter la concurrence et abaisser le prix des voyages et des séjours, il est indispensable de réduire les coûts aériens qui entrent pour 40 % dans l'addition finale. Pour transporter son million de clients, le patron de Nouvelles Frontières avait l'habi-

tude de mettre en concurrence les compagnies aériennes du monde entier en retenant le moins-disant. Ce temps n'est plus. La pénurie d'avions et de pilotes et la croissance de la demande ont rendu les transporteurs beaucoup plus gourmés. Ils sont moins intéressés à transporter des passagers voyageant à tarif réduit. D'où l'idée d'une intégration verticale qui assurerait au voyageur des sièges d'avion à des tarifs très économiques.

Mais le charter français vit une malédiction. Les Français partent tous en vacances au même moment, l'été, ce qui n'assure pas un nombre d'heures de vol convenable pour pratiquer les prix des avions britanniques, qui volent plus de quatre mille heures par an. « En joignant nos forces », explique M. Jacques Maillot, nous multiplierons le nombre des heures de vol et nous augmenterons le coefficient de remplissage ».

Indépendance

M. Lotfi Belhassine, qui est en train de constituer avec Air Liberté l'une des plus jeunes flottes charters d'Europe, est plus sensible aux risques du métier. « Une compagnie charter se trouve aujourd'hui dans une situation redoutable », explique-t-il. « D'un côté, ses risques sont énormes puisqu'un Airbus coûte dans les 70 millions de dollars et qu'il ne lui est pas possible de stocker ses capacités excédentaires. De l'autre, elle vit dans l'incertitude de contrats précaires et saisonniers avec des voyageurs. Il nous fallait coupler nos réseaux de vente et nos avions pour que ceux-ci se remplissent sur une longue période... »

Donc Nouvelles Frontières et ses soixante-cinq points de vente, Groupe A et les vingt-sept FNAC-Voyages, les trente agences Aquarius et les quatre cents bureaux de GME Conseil, vendront à qui mieux mieux les sièges d'avion du nouvel ensemble, qui se veut ouvert à d'autres voyageurs, voire à d'autres compagnies aériennes.

M. Jean-Louis Pétrot, président de la GME, ne tarit pas d'éloges sur l'accord Nouvelles Frontières-Groupe A, qui satisfait son rêve de fonder l'un des pôles du tourisme français. « L'intégration verticale mise en place forme un tout cohérent, dit-il. Elle est souple et permet, comme on dit, de maintenir l'indépendance de chacun dans l'interdépendance. Nous avons mené notre affaire sans précipitation en nous assurant que chaque entreprise y trouvait son compte et faisait confiance à l'autre. Aujourd'hui, nous constituons un ensemble franco-français. Demain, nous déboucherons inévitablement sur la dimension européenne... »

ALAIN FAUJAS

L'un des quatre meilleurs millésimes du siècle

Le prix du beaujolais 1989 en hausse de 30 % en France...

Le beaujolais 1989 est très beau, très bon et... très cher. Telles sont les conclusions d'un été sec et chaud, et de la hausse la plus des raisins de sorte que ce vin déploie cette année une « robe somptueuse », une « chair exceptionnelle, riche et musquée », avec un goût « de framboise et de cassis ». Ce sera même un véritable beaujolais, car à la concentration des jus a permis aux cuvées de tirer les 12,5 degrés d'alcool réglementaires en évitant, presque, les additions de sucre, qui permettent, légalement, de relever les titrages lors des années maigres, dans la limite de 2 degrés à l'hectolitre. Les viticulteurs ont même dû, dans certains cas, solliciter des dérogations. Lorsque les teneurs en alcool atteignent 13 degrés, voire davantage, on n'avait pas vu cela depuis trente ans.

Un excellent millésime donc, un des quatre grands du siècle avec 1929, 1947, 1976, mais en quantités plus réduites du fait de la sécheresse. A la fin des vendanges, il manquait 150 000 hectolitres pour satisfaire totalement la demande, tant étrangère que domestique.

Déjà lors de la première exposition-vente, qui se tient traditionnellement au milieu d'octobre à Lacenas, dans le Rhône, les prix avaient flambé. L'an dernier, la barrique de 216 litres valait de 2 050 F à 2 100 F. Cette année, les enchères ont commencé à 2 500 F.

A ce prix-là, les viticulteurs n'ont pas bougé, pas plus qu'à 2 600 F ou à 2 700 F, niveau auquel l'interprofession, qui regroupe vigneron et négociant, voulait plafonner la hausse. Mais tous les barrages ont cédé et la barrique s'est envolée à 2 800 F, 2 900 F et, enfin, jusqu'à 3 000 F, avec un prix moyen de 2 800 F, soit une hausse supérieure à 30 %, ce qui poussera certaines bouteilles, au détail, à des prix voisins de 30 F plus sur un prix de 22 F départ négociant.

Les lois de l'offre et de la demande ont joué, élevant les récoltants : le cru 89 est exceptionnel et il est moins abondant, donc il faut le payer. Du côté des négociants, on juge cette envolée très préoccupante, notamment par rapport aux concurrents étrangers qui, la plupart du temps, tiennent mieux leurs tarifs. Sans doute les prix du beaujolais étaient-ils restés « sages » depuis trois ans, passant de 1 850 F à 2 100 F la barrique. Mais le rattrapage est explosif et, de toute façon, estiment les professionnels, « l'interprofession en a pris son coup », puis qu'elle a échoué dans ses efforts de stabilisation.

Une simple question, un peu naïve sans doute : si, l'an prochain, la vendange est médiocre en qualité et abondante en quantité, les prix du beaujolais redescendront-ils, et de combien ?

FRANÇOIS RENARD

... et en baisse de 30 % au Japon malgré le doublement des ventes

TOKYO (correspondance)

Le beaujolais nouveau est arrivé à Tokyo. Et cette arrivée est triomphale. Avec 4 800 000 bouteilles commandées contre 2 180 000 l'année passée, l'archipel est passé d'un coup du septième au troisième rang dans la hiérarchie des pays importateurs de beaujolais nouveau. Il absorbe 12 % de la production, soit un chiffre d'affaires estimé d'environ 72 millions de francs.

Détachage honoraire aidant, les Japonais sont les premiers à pouvoir boire la cuvée de l'année. Certains ont pu la déguster à 0 heure locale jeudi. Un train spécial a été affrété dans la capitale du Japon entre la gare de Shinjuku et l'aéroport de Narita pour les amateurs les plus impatients. Jeudi matin, l'ensemble des détaillants d'un bout à l'autre du pays ont été livrés dans la nuit et leur boutique était à l'heure française. Drapeaux français, présentoirs de bouteilles, donnant aux villes japonaises un goût de 14 juillet inimitable.

Cette mise en place a posé d'énormes problèmes techniques. « Nous avons dû faire voler 6 « 747 cargo » supplémentaires », explique un porte-parole de Japan Airlines. Un pont aérien a été organisé entre la France et le Japon entre le 13, date de la livraison aux négociants, et

le 16, jour de mise sur le marché. Pour satisfaire la demande, Air France et Japan Airlines ont mobilisé d'autres compagnies : Lufthansa, Swissair, British Airways, Flying Tiger... et jusqu'à Aeroflot, la compagnie soviétique.

Lancée en 1982, l'opération beaujolais nouveau bénéficie cette année de la réforme fiscale. Vendue l'année dernière 3 400 yens (150 F), la bouteille vaut aujourd'hui 2 900 yens (100 F) grâce à l'abolition, en avril dernier, des taxes frappant vins et spiritueux importés au Japon. En outre, ce vin tire profit du vœu pieux des Japonais pour tout ce qui est « nouveau ». Le *Shinkutsu*, quelque chose comme « nouveau produit », fait toujours recette au Japon, que cela soit pour l'alimentation, l'électronique ou l'automobile. Sans oublier le tourisme. « Le beaujolais nouveau attire une clientèle peu habituée à boire du vin. Mais comme il est de bon ton de boire du beaujolais nouveau », explique-t-on au poste d'expansion économique de l'ambassade de France.

L'opération n'est certainement pas rentable pour les importateurs », note un expert. Mais pour les gros d'entre eux, Sumory, Kikkoman, Sanyo, Toyonaka... il s'agit d'une opération de prestige pour conquérir la plus grande part de marché et placer ensuite le reste de leur portefeuille de marque auprès des détaillants.

La réforme de l'ANPE au conseil des ministres

Remaniement du service public de l'emploi

M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, a présenté une communication au conseil des ministres du mercredi 15 novembre sur la réforme de l'ANPE et du service public de l'emploi (le Monde du 16 novembre), qui fera l'objet d'un projet de loi examiné à la session de printemps.

La tâche est urgente. Dans le résumé du rapport de M. Marie-Thérèse Join-Lambert et M. Philippe Lacourrière, appelé à constituer jusqu'à la fin de la phase de concertation, il est admis que l'ANPE se caractérise « par la complexité et la confusion des responsabilités ». La tutelle du minis-

tre « est marquée par le manque de confiance dans l'établissement public », qui contribue « à déresponsabiliser l'établissement ». y li-on. Les auteurs imaginent trois scénarios d'évolution, avec une préférence pour une formule proche des propositions de M. Soisson, et ils préconisent « la création progressive de 886 emplois », ainsi que l'adoption d'une nouvelle grille des emplois.

La CGT a fait connaître son hostilité au projet et estime qu'il viendra « compléter la cohérence gouvernementale d'un dispositif faisant de l'ANPE l'instrument du pouvoir ou service du patronat ».

Débrayages à la Poste

Perturbations à Lille et à Marseille

Les débrayages se poursuivent au centre de tri de Lille-Lesquines et, en dépit des propositions formulées par la direction sur les problèmes d'effectifs et de primes, 45 % des agents étaient toujours en grève le jeudi 16 novembre au matin. Selon la direction de la Poste, le trafic est, au moins, partiellement perturbé.

Si de nombreuses lettres - représentant l'équivalent d'une demi-journée de travail - sont bloquées, aucun colis n'est en souffrance, car ce type d'objet n'est pas traité par le centre de Lille-Lesquines.

Par ailleurs, une grève des facteurs du bureau de poste du septième arrondissement de Marseille perturbe la distribution du courrier, les plus urgents étant néanmoins acheminés. Mis à part un débrayage d'une heure prévu jeudi à Rennes, aucun autre mouvement de grève n'a été recensé par la direction de la Poste, en dépit du dépôt de plusieurs préavis.

CONJONCTURE

Le rapport de conjoncture du Conseil économique et social

« Le cap doit être maintenu »

déclare M. Bérégovoy

« En dépit des résultats prometteurs obtenus au cours des deux dernières années », le cap doit être maintenu », a déclaré, mardi 14 novembre, M. Pierre Bérégovoy qui s'exprimait devant le Conseil économique et social (CES). Pour le ministre, qui répondait au rapport du CES sur la conjoncture au second semestre, il convient de rester « vigilant » car la conjoncture mondiale est « incertaine » et « nos performances demeurent incertaines ».

M. Bérégovoy a ainsi souligné que le chômage touchait encore 9,5 % de la population active et que « la situation de notre commerce extérieur restait un élément de fragilité ». Le ministre a annoncé que les échanges commerciaux de la France seront déficitaires de 40 à 50 milliards de francs cette année, confirmant la fourchette haute des dernières prévisions de l'INSEE (45 à 50 milliards de francs). Pour M. Bérégovoy, il est donc « essentiel d'éviter tout dérapage », en faisant en sorte que « l'évolution de

la demande intérieure reste compatible avec celle de nos capacités de production ».

Dans le rapport présenté par M. Georges Bouchamp (personnalité qualifiée), le CES avait estimé que la situation actuelle permettait une augmentation du pouvoir d'achat dans les secteurs et les entreprises qui enregistraient de bonnes performances économiques. « Le risque de dérapage inflationniste que d'aucuns craignent mais qui n'a aucun élément objectif ne nous inquiète pas », a déclaré M. Bérégovoy. « Le CES avait estimé que la situation actuelle permettait une augmentation du pouvoir d'achat dans les secteurs et les entreprises qui enregistraient de bonnes performances économiques. »

M. Bérégovoy a répondu au rappelant que la population active augmentait et qu'il fallait penser aux dépenses d'avenir (investissement, recherche, formation) autant, sinon plus, qu'à la distribution immédiate des revenus.

ÉCONOMIE

Le programme d'action de la Commission de Bruxelles

Treize points pour la charte sociale

Afin d'assurer la mise en œuvre effective de la charte communautaire des droits sociaux fondamentaux que le conseil européen de Strasbourg doit approuver les 8 et 9 décembre, la Commission de Bruxelles s'apprête à soumettre aux Douze un programme d'action décrivant en treize chapitres un certain nombre d'initiatives nouvelles et concrètes à arrêter au niveau de la CEE.

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

Soucieuse de ne pas se voir reprocher une ingérence excessive dans l'élaboration d'une politique sociale qui doit continuer à relever pour l'essentiel de la compétence des États membres ainsi que du dialogue entre employeurs et syndicats, la Commission de Bruxelles a limité ses propositions de directives et de règlements, autrement dit de dispositions contraignantes, aux cas où une législation communautaire lui a paru nécessaire pour réaliser la dimension sociale du marché unique.

Exemple de matière réservée aux autorités nationales où la Com-

mmission s'interdit toute incursion et où elle ne peut donc agir que par voie de recommandations, la politique salariale. « Il n'appartient pas à la Communauté de fixer un salaire de référence décent. Cette notion répond, en effet, à des critères différents selon les pays de la CEE, et sa définition doit être déterminée au niveau des États membres. »

Les propositions qu'elle annonce pour son programme d'action sont cependant suffisamment ambitieuses pour faire grincer bien des dents, notamment en Grande-Bretagne, même si elles recourent largement les suggestions faites par la présidence française du conseil à la suite de la réunion des ministres des affaires sociales des Douze de la fin octobre.

Il semble peu probable dans ces conditions que l'analyse du programme d'action conduite M^{me} Margaret Thatcher à modifier sa position et à accepter à Strasbourg de signer la charte. L'Europe sociale se bâtira donc à contre-courant. On guettera avec intérêt les réactions du Parlement européen et des syndicats, dont on sait le prix qu'ils attachent à ce que la charte trouve pour ses principales dispositions une traduction juridique contraignante.

Au stade actuel, un élément crucial manque encore pour évaluer

comment va se développer le débat social entre les Douze : pour chacune des propositions de directives ou de règlements envisagées, la Commission ne précise pas encore sur quelles bases juridiques elle compte s'appuyer. Le moment venu, fera-t-elle preuve d'audace, comme le Parlement l'y a invitée, en suggérant, grâce à une interprétation nouvelle et élargie du traité, que certaines dispositions particulièrement sensibles soient adoptées à la majorité qualifiée et non pas à l'unanimité ?

Réglementer l'emploi dans la sous-traitance

La Commission indique son intention de proposer de nouvelles directives régissant, d'une part, l'aménagement du temps de travail, d'autre part, le travail à temps partiel. Une organisation souple du temps de travail est utile, reconnaissent les services bruxellois, pour assurer la compétitivité des entreprises. De plus en plus souvent, des accords sont conclus dans cet esprit par les partenaires sociaux. Cependant, afin d'éviter le développement de pratiques nuisibles à la qualité de vie des travailleurs, la Commission souhaite que soient prévues des prescriptions minimales en ce qui concerne la durée maximale du travail, le temps de repos, de congé, de travail de nuit, d'heures supplémentaires systématiques.

Les services de M^{me} Vasso Papandréou, la commissaire compétente, après avoir constaté que le travail à temps partiel, sous toutes ses formes, s'était considérablement développé au cours des dernières années, et cela souvent de façon anarchique, estiment que, là aussi, pour écarter le risque de dumping social, il serait opportun de prévoir des exigences minimales qui devraient être respectées sur l'ensemble du territoire communautaire.

La Commission part de l'idée que chaque travailleur devrait bénéficier d'un contrat de travail. Afin de mieux garantir les droits

des salariés, et notamment ceux liés par un contrat atypique, elle préconise l'établissement par voie de directive d'un formulaire devant être exigé par le salarié, et où l'entreprise devrait définir la nature de l'emploi, la durée du contrat, indiquer le système de protection prévu ainsi qu'une référence à la loi ou la convention applicable.

La directive qui existe depuis 1975 sur les licenciements collectifs devrait être révisée afin que soient désormais couverts les cas où la décision de licenciement est prise par un organe du groupe concerné installé dans un autre État membre (exemple, la direction générale de Michelin en France décide un licenciement collectif dans une de ses filiales en Belgique).

Autre période rendue particulièrement nécessaire en raison du marché unique, la Commission veut que soient réglementées les conditions d'emploi en matière de sous-traitance et de marchés

publics. Il s'agit d'assurer aux travailleurs des Douze, mais en particulier à ceux des pays les moins prospères, l'égalité de traitement en ce qui concerne l'accès à l'emploi, les conditions de travail et la protection sociale dans le pays d'accueil (une entreprise grecque ayant remporté un contrat de travaux publics en RFA devra garantir à ses salariés grecs des conditions de travail analogues à celles dont bénéficient les salariés allemands).

Afin de supprimer un obstacle à la mobilité des salariés, la Commission souhaite favoriser la transférabilité des retraites complémentaires à travers la CEE. Dans un premier stade elle propose d'ouvrir un débat politique sur ce thème difficile.

Pour s'assurer que les restructurations accompagnant la mise en place du marché unique se réalisent dans des conditions de protection sociale satisfaisantes, elle estime nécessaire d'établir au niveau de la CEE des procédures ayant trait à l'information, la

consultation et la participation des travailleurs. C'est là un domaine très sensible à propos duquel les États membres et la Commission se sont déjà sérieusement penchés dans le passé (proposition Vredling). À la veille du débat en Commission, on ne savait pas encore si elle proposerait finalement une directive ou bien une simple recommandation.

A la suite de demandes pressantes des partenaires sociaux en Allemagne, la Commission annonce qu'elle soumettra une proposition de directive concernant la protection des femmes enceintes sur le lieu de travail ainsi que la nécessité de développer les crèches. En matière de formation professionnelle, elle préconisera un programme opérationnel pour le développement de la formation continue au niveau de la Communauté. Elle insistera pour que soit harmonisés dans des conditions satisfaisantes le travail des jeunes de moins de dix-huit ans.

PHILIPPE LEMAITRE

(Publicité)

CONSEIL DE PARIS

MODIFICATION DU CHAMP D'APPLICATION DU DROIT DE PRÉEMPTION URBAIN

Par délibération du 10 octobre 1989, le Conseil de Paris, en application des dispositions de l'article L. 211.4 du code de l'urbanisme, a institué au profit de la Ville de Paris un droit de préemption urbain renforcé sur les secteurs suivants :

- A - Secteur « Valmy-Jean-Poulmach » (10^e) constitué par les immeubles :
 - 73 à 77, quai de Valmy et 4-6, rue Jean-Poulmach ;
 - 79, quai de Valmy et 8, rue Jean-Poulmach ;
 - 81, quai de Valmy ;
 - 10, rue Jean-Poulmach.
- B - Secteur « Passage Stinville » (12^e) constitué par les immeubles :
 - 26, passage Stinville ;
 - 29, passage Stinville et 29, rue Montgallet ;
 - 33, rue Montgallet ;
 - 33 bis, rue Montgallet.
- C - Secteur « La Reine Blanche » (13^e) constitué par les immeubles :
 - 12 à 18, rue Berber du Metz et 4 à 10, rue Gustave-Geffroy ;
 - 15, rue des Gobelins ;
 - 17, rue des Gobelins ;
 - 19, rue des Gobelins.
- D - Secteur « Villa Fondary » (15^e) constitué par les immeubles :
 - 32-34-36, rue de la Croix-Nivert et 81-81 A, rue Fondary (villa Fondary) ;
 - 48-50, rue Letellier ;
 - 52, rue Letellier ;
 - 54, rue Letellier ;
 - 58, rue de la Croix-Nivert.
- E - Secteur « La Jonquière-Paul-Brousse » (17^e) constitué par les immeubles :
 - 94, rue de La Jonquière ;
 - 96, rue de La Jonquière ;
 - 98, rue de La Jonquière ;
 - 100, rue de La Jonquière ;
 - 102, rue de La Jonquière ;
 - 3, rue du Docteur-Paul-Brousse ;
 - 5 et 7, rue du Docteur-Paul-Brousse.
- F - Secteur « Clichy-Lemercier » (17^e) constitué par les immeubles :
 - 47, avenue de Clichy ;
 - 1, cour Saint-Pierre et 49, avenue de Clichy, cité Lemercier (sans n°) ;
 - 51, avenue de Clichy ;
 - 53, avenue de Clichy ;
 - 55-57, avenue de Clichy ;
 - 59, avenue de Clichy ;
 - 61-63, avenue de Clichy ;
 - 65, avenue de Clichy ;
 - 67, avenue de Clichy ;
- G - Secteur « Petit-Cerf » (17^e) constitué par les immeubles :
 - 184, avenue de Clichy ;
 - 2, passage du Petit-Cerf ;
 - 4, passage du Petit-Cerf et 7, rue Boulay (partie) ;
 - 8, passage du Petit-Cerf ;
 - 10, passage du Petit-Cerf ;
 - 12, passage du Petit-Cerf et 13, rue Boulay (partie).
- H - Secteur « Belleville-Lemon-Denoyez » (20^e) constitué par les immeubles :
 - 8, rue de Belleville et 17-19, rue Denoyez ;
 - 13-15, rue Denoyez ;
 - 11, rue Denoyez et 3, rue Lemon ;
 - 122, boulevard de Belleville et 1, rue Lemon ;
 - 124, boulevard de Belleville ;
 - 2, rue Lemon et 118-120, boulevard de Belleville ;
 - 4, rue Lemon et 9, rue Denoyez ;
 - 7, rue Lemon et 116, boulevard de Belleville ;
 - 5, rue Denoyez et 114, boulevard de Belleville ;
 - 3, rue Denoyez et 112, boulevard de Belleville ;
 - 1, rue Denoyez, 1 et 3, rue Rampeau et 110, boulevard de Belleville.
- I - Secteur « Rue du Surmelin » (20^e) constitué par les immeubles :
 - 26-28-30, rue du Surmelin ;
 - 32, rue du Surmelin ;
 - 34, rue du Surmelin et 29-31-33, rue de la Dhuis ;
 - 36, rue du Surmelin et 32, rue de la Dhuis ;
 - 40, rue du Surmelin ;
 - 42, rue du Surmelin ;
 - 44, rue du Surmelin ;
 - 46, rue du Surmelin ;
 - 52 à 56, rue du Surmelin et 50-52, rue Alphonse-Pénaud (partie) ;
 - 58, rue du Surmelin ;
 - 58 bis, rue du Surmelin ;
 - 60, rue du Surmelin ;
 - 62, rue du Surmelin ;
 - 64, rue du Surmelin ;
 - 66, rue du Surmelin ;
 - 68, rue du Surmelin et 4, rue de la Justice ;
 - 70, rue du Surmelin et 2, rue de la Justice ;
 - 6 et 8, rue de la Justice.

Le droit de Préemption urbain renforcé est également institué à l'intérieur du périmètre de la zone d'aménagement concerté « Bassin de la Villette » (19^e), tel qu'il a été défini et approuvé par la délibération D-495-2, en date du 27 avril 1987, et confirmé par l'arrêté préfectoral du 1^{er} mars 1988, déclarant d'utilité publique la réalisation de ladite ZAC.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

*La Compagnie Financière
Edmond de Rothschild
Banque*

SICAV

Le Conseil d'Administration de la SICAV SAINT-BONORE REAL, réuni le 8 novembre 1989, a décidé de proposer à une prochaine Assemblée Générale Extraordinaire d'opter pour la capitalisation de ses revenus, conformément aux nouvelles dispositions en vigueur.

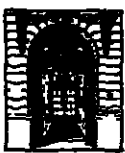
GAGNER SUR LE TEMPS

SICAV	CARACTÉRISTIQUES	PERFORMANCES (1)	
		1988	9 mois 1989
Sicav Diversifiées :			
PARIBAS PATRIMOINE	PROTECTION DU PATRIMOINE	14,50 %	11,06 %
GESTION ASSOCIATIONS		15 %	10,82 %
INSTITUTIONS OPPORTUNITÉS	ATTRAIT DES OPPORTUNITÉS	Crée en Déc. 88	11,49 %
Sicav Actions :			
FRANCE INDEX	PREMIÈRE SICAV INDICIELLE FRANÇAISE	Crée en Nov. 88	19,84 %
JAPON FRANCE INDEX	PREMIÈRE SICAV INDICIELLE JAPONAISE	Crée en Déc. 88	10,98 %
PARAMÉRIQUE	PREMIÈRE SICAV AMÉRICAINE QUANTITATIVE	22,59 %	30,28 %
PARUROPE	GESTION EUROPÉENNE	19,60 %	22,30 %
Sicav Obligataires :			
INSTITUTIONS COURT TERME	COURT TERME MONÉTAIRE	7,60 %	6,49 %
ENTREPRISE COURT TERME		7,64 %	6,54 %
ÉPARGNE ASSOCIATIONS	COURT TERME RÉGULIÈRE	10,02 %	5,55 %
PUBLICCOURT		9,63 %	5,21 %
OBLI-ASSOCIATIONS	LONG TERME DYNAMIQUE	10,57 %	3,38 %
SCORBI		10,65 %	3,94 %
ÉPARGNE ASSURANCE	LONG TERME INTERNATIONALE	9,47 %	0,24 %
EUROMONNAIES		9,59 %	0,45 %

(1) Les performances sont calculées après réinvestissement au jour du jugement, des distributions nettes de la période.

UNE GAMME COMPLÈTE D'INSTRUMENTS ADAPTÉS AUX BESOINS DE GESTION SPÉCIFIQUES ET RÉPONDANT AUX CONTRAINTES RÉGLEMENTAIRES DES INVESTISSEURS INSTITUTIONNELS.

SICAV PARIBAS



Société de Gestion : PARIBAS ASSET MANAGEMENT S.A.
Renseignements : Tél. 42.98.15.32

هكذا من الاجل

هكذا من الاجل

L'EXIGENCE EST UNE FORCE: Série N° 1

Quand on vise la perfection, on découvre que c'est une cible qui bouge.

Une entreprise satisfaite de ses

progrès peut vite découvrir que ses clients ne le sont

pas. ■ Cette conviction a poussé Motorola à multiplier

par 100 la qualité de ses produits

depuis 1981. ■ Notre philosophie est

simple: ne jamais se satisfaire

du niveau de qualité atteint et mettre sans cesse la

barre encore plus haut. ■ Nos exigences

en termes de qualité sont définies

par le programme Six Sigma : pas

plus de 3,4 défauts par million de pièces

d'ici 1992. ■ C'est l'objectif que se sont

fixés les 3 000 collaborateurs de Motorola en France,

notamment dans les usines de Toulouse, Angers et

Bordeaux. ■ Aujourd'hui, nous savons que la satisfac-

tion totale de nos clients n'est pas un

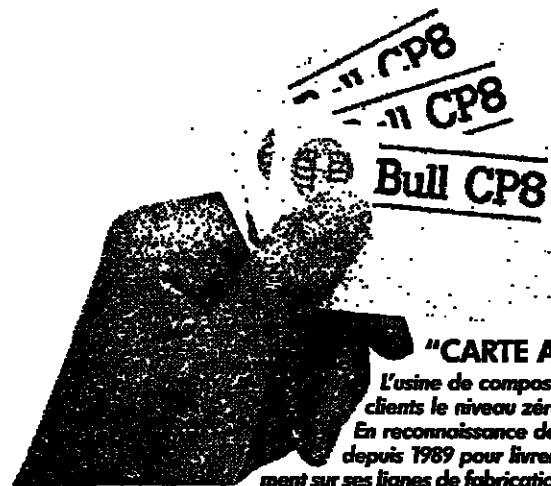
but utopique. ■ Et nous faisons tout

pour l'atteindre.

© 1989 MOTOROLA INC. MOTOROLA et le M sont des marques déposées de MOTOROLA INC.



RADIO COMMUNICATIONS
L'utilisation de postes portatifs Motorola par les pompiers constitue une preuve permanente de qualité. Ce matériel hyper-fiable doit en effet résister à la chaleur, la poussière, les fumées, les aspersions d'eau et de produits chimiques.



"CARTE A PUCE" DE BULL

L'usine de composants de Toulouse garantit à ses clients le niveau zéro défaut dans ses livraisons. En reconnaissance de cette qualité, BULL l'a certifiée depuis 1989 pour livrer les semi-conducteurs directement sur ses lignes de fabrication, sans aucun contrôle d'entrée.



ELECTRONIQUE AUTOMOBILE

L'usine d'Angers fête la sortie de son 10 millionième régulateur hermétique pour alternateur d'automobile avec un niveau de qualité de moins de 20 défauts par million de pièces sur 12 mois d'usage.

La Force De Nos Convictions.



MOTOROLA

Le Monde

AFFAIRES

Les cicatrices de l'après-grève

« Savoir finir une grève » est une chose. Se remettre à travailler en est une autre. La rentrée sociale « chaude » vécue en France chez Peugeot, aux finances ou à RVI Annonay laissera des traces. Nous avons voulu aller voir ce qui se passait sur le terrain quand la dynamique du conflit s'est éteinte et que les portes, à nouveau, s'ouvrent. A l'évidence, rien n'est plus comme avant. Et d'autant plus dans le contexte actuel, où la grève est devenue plus rare et où les syndicats sont affaiblis. Lorsque la mayonnaise revendicatrice prend malgré tout, après des années de frustration (comme aux finances), il se crée des relations nouvelles, des solidarités, des rancœurs aussi, difficiles à effacer, la grève étant devenue

un drame, l'après-grève est forcément une sorte de tragédie en sourdine.

Pour comprendre ce qui se passe à la sortie d'un conflit il faut rappeler le contexte économique qui prévaut lors de son émergence. Les profits retrouvés des entreprises françaises, la concurrence internationale qui impose des coûts de personnel bien « tenus », un gouvernement de gauche, des consommateurs ou usagers de plus en plus exigeants, dix années de réhabilitation de l'entreprise et de ses patrons... tout cela donne à la grève un contenu subversif devenu inacceptable.

Cette subversion, il faut ensuite en vivre les conséquences au jour le jour. Les outils managés

riaux peaufinés dans les cabinets de consultants ces dernières années ainsi que d'autres méthodes plus archaïques (primes individuelles) seront sans doute fort utiles pour canaliser un peu cette énergie revendicatrice. Mais la prise de parole à laquelle la grève donne lieu ne peut être aussi facilement et totalement récupérée. Il va falloir parler.

Parler de quoi ? Des conditions de travail des soudeurs d'Annonay par exemple. On va « étudier » ce problème, c'est ce qu'on leur a promis, faute d'une prime spécifique. Discuter de la façon intelligente d'intéresser les salariés à la compétitivité de leur entreprise. Reparer des rapports hiérarchiques remis en cause par les bouleversements des conflits. Revivre le rôle de

l'encadrement et sa formation réelle au dialogue social, au-delà des stages de motivation dans le désert du Ténéré ou des gadgets behavioristes américains ingurgités en trois demi-journées « stages-fastfood ».

Les « après-grèves » ressemblent trop souvent à des gueules de bois sociales. Celles que nous observons aujourd'hui et d'autres (l'après-Saint-Nazaire) risquent de donner des indications précieuses sur la façon dont il faudra désormais traiter le social dans l'entreprise. Les syndicats sont peut-être ringards et les patrons des nouveaux héros, ce n'est pas une raison pour traiter la base à travers les seuls bilans sociaux.

D. Py.

Le réveil douloureux des agents du Trésor

Amertume et rancœur dans cette administration où les pressions pour la reprise du travail ont été nombreuses. Mais la grève a laissé des traces profondes dans les rapports avec la hiérarchie. Négatives et positives.

« L'après-grève, c'est fait sous la menace. Lorsqu'un gendarme frappe le sol à votre porte pour vous remettre une lettre de mise en demeure, vous êtes bien obligé d'arrêter la grève. » M^{me} Nicole Langnet, responsable syndicale Force ouvrière dans les Yvelines, en a gros sur le cœur. Il est vrai que, durant les dernières semaines de la grève des finances, l'administration du Trésor a été le centre névralgique du mouvement. Ayant entre ses mains la gestion des rémunérations des fonctionnaires, elle a fait l'objet de multiples pressions.

Aussi, lorsque le 14 octobre le syndicat FO (principale organisation du Trésor avec 43 % des voix) a menacé de bloquer le versement de la paie, la riposte de M. Pierre Bérégovoy a été immédiate et a pris la forme de très officielles mises en demeure. Que les responsables du syndicat affirment aujourd'hui que celles-ci ont été adressées avant même que les menaces de blocage aient été brandies ne change pas grand-chose à l'affaire. M. Marc Blondel, secrétaire général de la confédération, a rapidement demandé à ses troupes de revenir sur leur décision et un certain nombre de syndicalistes d'autres secteurs du ministère des finances ont, eux aussi, amicalement pressé leurs camarades du Trésor de ne pas mettre leur projet à exécution.

Cet effet boomerang a sans doute hâté la reprise du travail au Trésor, intervenant pour l'essentiel dans les derniers jours du mois d'octobre. Une reprise difficile, selon M. Yvon Musset, agent national. « La première chose que l'on a demandée aux personnels de la paie informatique a été de remettre les jours de grève sur les salaires. Depuis, assure-t-il, on ne fait que le travail demandé. On s'en tient aux strictes directives. Dans les postes comptables, les chèques mis à l'encaissement s'accumulent. »

« Briser la glace »

D'autres agents font état de « pressions » de la hiérarchie (congrès refusés, charge de travail accrue). Néanmoins, la grève a parfois permis de « briser la glace » avec certains agents du cadre A, le plus élevé de la fonction publique. « Avant, nos relations étaient très hiérarchisées mais certains inspecteurs se sont retrouvés avec nous, au coude à coude, et ont même versé une partie de leur salaire pour les autres grévistes », souligne un agent de Nanterre (Hauts-de-Seine).

Dans d'autres départements de la région parisienne, les choses se sont moins bien passées, notamment dans l'Essonne où les syndicalistes reprochent à la hiérarchie d'avoir tenté d'écarter les tâches effectuées par du personnel en grève. De même, FO assure qu'un de ses militants, chef de division dans un département des Pays de

Loire, a été « mis en quarantaine par ses supérieurs ».

« Rien ne sera plus comme avant », assurent les agents du Trésor comme pour se convaincre que leur mouvement n'aura pas été vain. Mais, ajoutent-ils aussitôt, « rien n'a bougé dans nos rapports avec les trésoriers payeurs généraux ». Lors des comités techniques paritaires, chargés notamment de répartir localement les enveloppes budgétaires des crédits de fonctionnement (auxquelles un supplément de 270 millions de francs a été affecté au titre de 1989 et de 262 millions au titre de 1990), les syndicats se lamentent de voir le trésorier-payeur général « sortir avec ses propositions et refuser tout dialogue, à quelques exceptions près ».

Les « projets de service » que le ministère propose de discuter dans chaque direction, les agents du Trésor n'y croient guère. Pas plus qu'à « la réflexion sur les modes de commandement et le dialogue social » que souhaitent lancer MM. Bérégovoy et Charasse : « Nos supérieurs ne nous comprennent pas avant, ils ne nous comprennent pas davantage après. »

Administration préhistorique

« Grève historique dans une administration préhistorique », titrait il y a quelques semaines un cahier de doléances des agents des impôts de Colombes. L'expression est reprise au bond par bien des fonctionnaires du Trésor. « Le mouvement a surtout été lancé par rapport à nos conditions de travail et à nos locaux vétustes. On ne voulait plus se faire marcher sur les pieds », estime une ex-gréviste du Val-d'Oise, qui évoque « les fuites d'eau et les installations électriques défilant les normes de sécurité ».

Quant aux acquis salariaux du conflit, ils sont jugés plus que sévèrement, quitte à nier quelques évidences. « Depuis le mois de mai, M. Bérégovoy n'a pas modifié l'enveloppe de revalorisation initiale », affirme M. Claude Delaunay, secrétaire général adjoint du syndicat FO du Trésor. Pourtant, lors des réunions du 5 septembre et du 20 octobre, le ministre a fait des concessions non négligeables (primes et augmentations de crédits de fonctionnement couvrant environ 1 milliard au budget en année pleine).

L'amertume des agents du Trésor, dont la plupart ne font pas mystère de leurs sympathies socialistes, vise aussi le « lâchage des députés PS ». « Certains peuvent dire adieu à leur circonscription », lance avec une belle assurance un militant syndical. Mais, en ces lendemains de grève, une chose irrite plus que toute autre les fonctionnaires du Trésor : voir défiler sur leurs télévisions les messages donnant les instructions pour intégrer dans le traitement des enseignants les revalorisations indiciaires accordées par le gouvernement à l'éducation nationale.

J.-M. N.

Les « singes » d'Annonay ressoudés mais amers

Six semaines de conflit sans avoir rien obtenu... Depuis, les soudeurs refusent d'effectuer les heures supplémentaires de récupération des journées perdues.

« Si j'ai fait la gueule sous mon masque de soudeur... » Ce premier vers d'un poème anonyme, écrit dès le début du conflit, a servi d'hymne aux grévistes de Renault-Véhicules industriels. Depuis le 25 octobre, les soudeurs ont remis le masque, recommencé leurs contorsions de « singes » sous les châtiments des cars. « On fait moins la gueule, raconte l'un d'eux, vingt-huit ans de maison, pourtant, il n'est rien lâché ». Ils, c'est la direction, l'encadrement, « les blouses blanches », comme ils disent, qui ont toujours refusé de négocier. Ils n'oublient pas ce petit matin où la maîtrise les a délogés, avec un élévateur, du bâtiment qu'ils occupent. « On ne les voit plus beaucoup en ce moment », ils précisent, en riant, qu'à chaque fois qu'un cadre se hasarde à entrer dans un atelier les soudeurs envoient une chanson en chœur. « L'ambiance est tendue ».

Ils ont repris le boulot avec juste la promesse que les sanctions annoncées ne seraient pas prononcées. Parfois leur vient un rien de rancœur contre les politiques : « Quand je pense que j'ai collé des affiches pour le PS... » Mais du plus loin que remonte leur mémoire, cette grève-là fut une grande grève. « On a appris à se connaître, à parler de notre vie. Avant, on avait plutôt tendance à se tirer dans les pattes. »

Ils n'en reviennent pas de leurs six semaines de conflit, des assemblées générales quotidiennes, d'avoir gardé leur calme malgré les tensions, des collectes qui leur ont permis de tenir. Ils tiraient presque un trait sur les conditions de la reprise. « Ils auraient pu céder, 600 balles, c'est pas le bout du monde ! » Ils ne prononcent jamais le mot de défaite, même si certains ont pleuré en retrouvant leur poste de soudeur. Un délégué CFTD a entrepris la rédaction d'un livre qui raconterait cette épopée.

La honte de l'arbitre

« J'ai redécouvert la solidarité ouvrière », Jean Charroin, quarante-cinq ans, marié, trois enfants, vient de la terre, d'un petit village de la Loire. Gamin, il gardait les vaches : « Je me jouais chez les paysans, ça payait les patates, on était douze à table. » Après son certificat d'études, il est tourneur sur bois dans une entreprise qui fabrique des canettes et des bobines pour l'industrie textile, une activité traditionnelle du haut Vivarais. Il franchit, en 1965, le portail de cette usine accrochée au-dessus du vieux bourg. Depuis la création de l'établissement Beussot, dans les années 20, Annonay fait dans l'automobile. L'usine s'appellera SACA (Société anonyme de carrosserie automobile), Savien et enfin RVI. Jean Charroin milite à la CFTD. Pour lui, le mois de mai 1988 dure cinq semaines.

Puis, presque plus rien. Des heures de grève qui se comptent sur les doigts d'une main, des suppressions d'emplois, un conflit en 1983, les soudeurs déjà. Jean Charroin lâche le terrain syndical. Chaque dimanche, il revêt l'habit noir de l'arbitre de football, et court sur les pelouses râpées des stades de la région. « Ça me paie mon assurance-auto ». Cet OP2, avec vingt-cinq ans d'ancienneté, touche 5750 francs par mois.

Jean Charroin convient qu'il ne s'est pas vraiment mis en avant au début de la grève. « J'étais per-

turbé. Le premier dimanche, j'ai arbitré n'importe comment. J'ai accordé un but qui avait été marqué de la main. A la fin du match, je me suis excusé auprès des deux capitaines. J'avais honte. » Maintenant, il se sent disposé à reprendre sa carte syndicale.

Ils ne sont pas très nombreux dans ce cas. Sur les cent soixante soudeurs de RVI Annonay, 15 % peut-être paient leur timbre. Les non-syndiqués ont pris largement leur part dans ce conflit, où la COT, la CFTD et FO ont su faire l'union.

« Le refus de négocier a ressoudé les soudeurs », selon le jeu de mot risqué par un ex-gréviste. Depuis le 25 octobre, la direction leur a demandé de récupérer les journées perdues avec des heures supplémentaires. « On passerait de 38 heures 30 par semaine à 43 heures. Il n'en est pas question. Ils nous narquent. »

Malgré les masques, les boucs chons dans les oreilles, le bruit, la

chaleur des ateliers, les soudeurs goûtent avec plaisir au retour de leur convivialité bon enfant, chahuteuse. Même si le conflit a laissé quelques déchirures entre eux et les non-grévistes ou ceux qui ont été touchés par le chômage technique. Car RVI Annonay, en Ardèche, c'est aussi une famille. Les deux mille cent salariés qui y travaillent pour produire des cars et des autobus sont pour la plupart originaires des environs. Lors de l'évacuation du bâtiment, un soudeur s'est trouvé face à face avec son frère, membre de l'encadrement. « Il nous a cassés, je suis pas prêt de lui pardonner. »

Beaucoup se demandent comment maintenant va évoluer la situation. Certains estiment le climat complètement miné par l'attitude de la direction, « ces gens qui viennent de Lyon, qui ont des réactions d'un autre âge ». D'autres évoquent les primes individuelles qui seront sûrement distribuées et crai-

gnent qu'avec le temps tout le monde fasse « le dos rond ».

Rares sont ceux qui se laissent caresser par l'idée de partir, de quitter l'usine. Pour aller où, pour trouver quoi ? Quarante-deux ans de moyenne d'âge, vingt années de présence, sans formation, pas de quoi remplir un CV. Et puis, même si la vie est un peu grise dans « le trou » d'Annonay, « une ville ravitaillée par les corbeaux », ils sont chez eux dans cette cuvette, ils y ont tissé leurs habitudes, leurs amitiés.

Jean Charroin ne se fait guère d'illusions. La vague enivrante de la grève finira bien par s'échouer. Chacun retournera à ses soucis. Lui, c'est sa maison. Construite il y a cinq ans, elle prend l'humidité, les papiers peints se décollent. « C'est une maison de prolo ! »

BRUNO CAUSSÉ

Lire la suite de notre dossier page 42.

Views that know no frontiers.

The Economist

Independent Views of World Affairs, Business, Finance, Science. Every Friday.

Traduction de l'annonce ci-dessus :

Points de vues au-delà des frontières. The Economist, des analyses indépendantes sur les affaires du monde, de la finance, de la science. Tous les vendredis.

سكنا من الامم

AFFAIRES

L'après-grève chez Peugeot

A Mulhouse, le travail a repris, mais rien n'est plus vraiment comme avant. Les ouvriers sont plus combatifs et la direction parle de « management participatif »

À l'usine Peugeot de Mulhouse, l'après-grève se veut combatif, si ce n'est allégre. Les sept semaines de conflit survenues après dix-sept années de calme social pratiquement ininterrompu n'auront pas constitué une simple parenthèse mais la remise en cause d'une certaine forme de relations sociales chez le constructeur automobile, assurent les syndicats. La direction de l'établissement paraît, quant à elle, implicitement partager cette analyse. Trois semaines après la reprise du travail, intervenue le 23 octobre dernier, deux mots reviennent invariablement dans les propos des responsables du personnel : « management participatif ».

C'est d'abord à l'aune des rapports entre ouvriers et agents de maîtrise que l'on peut mesurer le chemin parcouru. Témoin l'atelier de câblerie où travaillent quelque quatre cents ouvrières. Au plus fort du conflit, elles n'étaient qu'une trentaine à débrayer. Aujourd'hui, ce sont les ex-généralistes qui donnent le ton. « Au moindre incident, ou pour une réflexion de travers, les filles vont chercher le représentant syndical et montent voir le chef d'atelier. Du jamais vu ! » souligne Mme Monique Faruggia, militante FO.

« De temps en temps, poursuit-elle, des slogans partent spontanément dans l'atelier, et, comme l'utilisation des radiocassettes est autorisée, certaines vont enregistrer le disque de la grève (un quarante-cinq tour réalisé par un gréviste de Sochaux) pour en faire profiter tout le monde... »

« Maintenant, on s'exprime, on n'est plus des moutons », affirme

un ouvrier de l'emboutissage. « Je n'ai plus peur de m'engueuler avec le chef. Désormais, ça fait des étincelles », assure un agent de production de l'atelier de tôlerie.

Si les anciens grévistes considèrent avoir, selon l'expression consacrée, « relevé la tête » et si les syndicats estiment avoir retrouvé une nouvelle légitimité, chacun est conscient que les objectifs de la

gamme dont la marge bénéficiaire est plus élevée mais dont la fabrication est plus longue compte tenu des options. « C'est la panique en carrosserie », assurent les syndicats.

A tout cela, il faut ajouter la volonté des représentants du personnel de maintenir la pression. D'où, reconnaissent certains

Dans son bureau, où le cliquetis des chaînes parvient à peine, M. Noël Derouet, chef du personnel de l'unité de carrosserie, répète les priorités que s'est fixées Peugeot en matière de « gestion de ressources humaines ». « En 1988, rappelle-t-il, nous avons lancé une opération de grande envergure de formation au management participatif pour la maîtrise et l'encadre-



Même si les objectifs de la grève n'ont pas été atteints (ci-dessus l'occupation de la forge pendant le conflit), les syndicats estiment avoir retrouvé une nouvelle légitimité.

Les acquis des luttes

Chez Peugeot, les sept semaines de grève ont conduit la direction à relever de 5 000 francs à 4 400 francs le salaire minimum d'embauche. Les salaires les plus bas vont bénéficier d'un léger coup de pouce, dégressif, jusqu'à 6 000 francs environ. L'intéressement (1 000 francs à 3 000 francs au titre de 1988 par salarié) sera revalorisé en 1989. Il ne sera plus plafonné et sera désormais calculé sur 2,5 % (et non plus 2 %) du bénéfice net. Les salariés de Citroën bénéficieront également de cette mesure. Par ailleurs, l'essentiel des primes sera inclus dans le calcul du treizième mois, et la prime de lancement de la 605 (500 francs) a été accordée à tous les salariés, grévistes ou non. Enfin, les sanctions prises lors du conflit (licenciements, notamment) ont été levées. Après sept semaines de grève, le bilan est maigre. Pour sa part, la firme automobile a « perdu » plus de 50 000 véhicules.

Aux finances, les syndicats ont finalement obtenu une indemnité mensuelle de 250 francs, qui sera intégrée dans le calcul des retraites. Il faut y ajouter un « toilettage » de certaines primes, qui représentera une revalorisation de 65 francs par mois et par agent. Au total, l'augmentation mensuelle moyenne des traitements est de 315 francs par mois. Les 180 000 fonctionnaires des finances recevront, comme tous les autres salariés de la fonction publique, une prime de croissance de 1 200 francs. Quant aux crédits de fonctionnement, ils augmenteront de 270 millions de francs en 1989 et de 262 millions de francs en 1990. Le gouvernement ne procédera pas aux suppressions d'emplois programmées aux douanes, « dégèlera » certains postes budgétaires et embauchera une centaine de personnes pour renforcer la direction des impôts et assurer la gestion de l'impôt de solidarité sur la fortune.

À Annonay, les soudeurs grévistes revendiquaient une prime de 600 francs et l'établissement d'une grille spécifique à leur profession. Ils n'ont rien obtenu.

grève n'ont pas été atteints. « On a reçu des clopinettes et, sur le plan des relations sociales, la direction n'a, de plus, rien compris », lâche un militant CGT. Depuis le retour des grévistes sur les chaînes, plusieurs débrayages localisés ont eu lieu pour exiger qu'une ouvrière soit réintégrée dans son poste ou pour protester contre les procédures de licenciement engagées contre deux agents, dont un leader de la CFDT, M. Christophe Dominguez.

Ce dernier, élu au comité d'entreprise et délégué prud'homme, est accusé par la direction d'avoir malmené un agent de maîtrise dans la forge, au lendemain de la reprise du travail. Il fait l'objet d'une mise à pied conservatoire de dix jours. Son licenciement a été refusé par le CE et c'est désormais l'inspecteur du travail qui doit trancher.

Mise à pied

Les cadences constituent une autre pomme de discorde. La nécessité de rattraper la production perdue (25 000 véhicules) et les difficultés que rencontre Peugeot pour revenir à un rythme de travail normal créent de multiples problèmes. La direction a décidé, malgré l'avis du CE, d'augmenter de six minutes la durée du temps de travail quotidien. Par ailleurs, les syndicats protestent contre l'alourdissement de la charge de travail, l'encadrement privilégiant le montage de véhicules de haut de

anciens grévistes, « un climat malsain » du fait de l'apparition d'une ligne de fracture entre ceux qui ont participé au mouvement et ceux qui n'y ont pas pris part. Un clivage auquel ne résistent pas les anciennes affinités. « Il y a des gens qui ne me serrent plus la main. Mais, avec le temps, tout cela va se tasser », espère un jeune ouvrier qui n'a jamais cessé le travail.

A Sochaux, CGT et CFDT créent des « cercles de revendication »

Loin des « cercles de qualité » qu'ils considèrent comme une idée par trop patronale, les syndicats CGT et CFDT de l'usine Peugeot de Sochaux ont inventé les « cercles de revendication ». Il s'agit d'organiser régulièrement, tous les mois par exemple, une assemblée générale et des défilés dans l'usine, reprenant ainsi les habitudes nées durant les six semaines du conflit. Une façon de maintenir les liens entre anciens grévistes, d'échanger des informations et de « garder la pression sur la direction ». Jeudi 9 novembre, le premier « cercle de revendication » a mobilisé plusieurs centaines de salariés.

ment, car nous n'avons pas attendu la grève pour nous rendre compte qu'il existait un manque ». Les expéditions nocturnes de cadres et d'agents de maîtrise contre les occupants de la forge étaient-elles une expression de ce « management participatif » ? « Ne jetons pas le bébé avec l'eau du bain », plaide M. Derouet. D'ailleurs la direction ne voit pas pourquoi elle devrait se livrer à un mea culpa (M. Philippe Lenoir, directeur du centre de production de Mulhouse, en poste depuis février 1987, a quand même présidé son premier comité d'entreprise mardi 7 novembre...).

Elle entend poursuivre sur la voie qu'elle s'est tracée, notamment en ouvrant des perspectives de carrière supplémentaires aux agents de production, ce qui permettrait d'élargir la hiérarchie des salaires ouvriers que les décisions salariales consécutives au conflit ont quelque peu tassées. Une ambition, insiste M. Derouet, qui sera difficile car la concurrence internationale ne permet pas de mettre entre parenthèses la course à la productivité.

Enfin, la proximité de la Suisse et de ses salaires, de même que les conditions souvent avantageuses offertes par certaines sociétés alsaciennes, ne sont pas de nature à faciliter une telle évolution. Au cours du conflit, cent salariés, dont quarante-six ouvriers professionnels, n'ont-ils pas volontairement quitté Peugeot-Mulhouse ?

JEAN-MICHEL NORMAND

CONSOMMATION ET HABITAT

Les paradoxes du « petit noir »

« Garçon ! Un café ! » Une dizaine de fois par mois, chaque Français, en moyenne, lance cette injonction au comptoir ou en terrasse. Ce produit si simple, si courant, dissimule pourtant un nombre de paradoxes impressionnant. Son prix a follement augmenté, les cours du café se sont effondrés, la marge bénéficiaire des limonadiers est plus que confortable... mais ceux-ci ne s'y retrouvent pas ! Un comble !

Voyons cela de plus près. En 1980, un café au comptoir, à Paris, selon l'INSEE, valait 1,55 F. En août dernier (dernier relevé), il coûtait 3,79 F. Soit une augmentation, en francs constants, de 38,8 %. Dans le même temps, sur le marché du Havre (deuxième échelonne), le cours du café chutait, toujours en monnaie constante, de 69,4 %. Rien d'étonnant que le café lui-même ne compte que pour 50 centimes dans le « petit noir » que le garçon pose brûlant devant vous sur le comptoir. Il faut y ajouter, selon la Confédération des cafetiers et limonadiers, le prix du sucre (20 centimes), l'amortissement de la machine (10 centimes), les frais généraux (10 centimes), les frais de personnel (30 centimes), le service (50 centimes) et la TVA (50 centimes). En tout, un prix de revient de 2,20 F, ce qui

laisse une marge bénéficiaire de 42 %.

Il ne s'agit là, bien sûr, que de moyennes. Le prix de la tasse de café diffère avec le quartier, le standing de l'établissement, sa situation sur une avenue du « triangle d'or » ou au fin fond d'une ruelle de Ménilmontant. Et d'un bout à l'autre de la France, selon que vous la commandez sur la grande-place de la capitale de région ou dans une bourgade rurale aujourd'hui presque désertée. Et elle coûte beaucoup plus cher en salle ou sur la terrasse qu'au comptoir. Normal.

Pour un établissement moyen, la vente de « petits noirs » représente 20 % du chiffre d'affaires. On peut penser que les bistros se succèdent ! « C'est un faux calcul », a expliqué un cafetier à l'AFP. La marge est effectivement importante, mais elle s'applique à un petit montant. N'oubliez pas que le client qui s'assoit une demi-heure à une table pour consommer un café à 6 F nous rapporte beaucoup moins que celui qui va rester à peine plus longtemps pour consommer un plat du jour à 40 F avec un quart de vin.

Alors, les cafetiers-limonadiers diversifient leurs activités, ajoutant à la vente des boissons la brasserie ou la restauration.

Les Français satisfaits de leur logement

Interrogés dans un sondage Ipsos publié par le *Moniteur* du bâtiment (3 novembre), 68 % des Français se disent satisfaits de leur logement (44 % très satisfaits). Les habitants de maisons individuelles, les propriétaires ou les Parisiens. Emplacement, proximité des commerces, superficie, clarté, équipements sanitaires sont aussi jugés satisfaisants, avec les mêmes différences. C'est du bruit que se plaignent surtout les personnes interrogées : 31 % s'en plaignent et 28 % se disent mécontentes de l'insonorisation de leur

logement, les pourcentages atteignant respectivement 54 % et 40 % pour les occupants d'appartements.

Plus d'un quart des Français interrogés ont effectué des travaux dans leur logement au cours de l'année passée (pour 53 % de peinture), et autant ont l'intention d'en réaliser dans les deux ans à venir (35 % des propriétaires et 15 % des locataires), notamment dans la cuisine (33 %) et à l'extérieur (31 %).

Le sondage a été réalisé du 25 au 29 septembre sur un échantillon représentatif de 900 personnes.

Un guide tous azimuts

Plus connue du grand public pour son numéro de téléphone, SVP-11-11, devenu 47-87-11-11, qui pour ses activités de consultant, qui constituent pourtant 98 % de son chiffre d'affaires, SVP fait le pari de présenter dans un guide de 288 pages « tout ce qui est nouveau et utile à la vie des ménages ». Le Guide de vos intérêts 1990 a été mis en vente le 10 novembre dans les librairies et les grandes surfaces.

Ce guide vous apprendra qu'une réduction de prix est obligatoire pour un paiement au comptant si le produit fait l'objet d'une offre de vente en crédit gratuit, il vous renseignera sur les avantages fiscaux dont bénéficient les concubins et sur les procédures de divorce, sur la manière d'échapper à un service militaire, de payer moins d'impôts, de faire un bon placement immobilier... En fait, presque toutes les informations ont trait de près ou de loin à l'argent. On y trouve certes des conseils pour tirer partie de certains dispositifs législatifs ou réglementaires, mais surtout des indications pour mieux gérer ses revenus et son patrimoine, mieux dépenser, consommer et bien s'assurer.

A la lecture des titres des chapitres, le pari paraît très ambitieux. « Les études après le bac » et « Les vacances des Français » tiennent en cinq pages. Cependant, si le manque de place et l'étendue des sujets traités aboutissent parfois à une information superficielle, ce guide a le mérite de signaler un grand nombre d'adresses et de numéros de téléphone. Il est d'autre part de lecture facile grâce aux dessins de Philippe Honoré. Son ambition est de toucher le public le plus large, « du chef d'entreprise à la jeune de Carpentras ». Mais peut-on s'adresser de la même manière à l'un et à l'autre ? L'information, claire, simple (voire élémentaire) est d'abord destinée aux non-initiés. Ainsi, ceux qui souhaitent lancer dans la spéculation boursière apprendront que pour « acheter les bonnes actions », il ne faut « pas mettre tous ses œufs dans le même panier » ! Mais le guide fournit aussi les dernières mesures prises par le gouvernement (indemnisation du chômage, sécurité sociale...), ce qui explique qu'il y aura une livraison chaque année.

Le Guide SVP de vos intérêts 1990. Editions Jean-Pierre de Monza, 149 francs.

TABLES D'AFFAIRES

DÉJEUNERS RIVE DROITE

YVONNE F. ven. soir et sam. 13, rue de Bassano, 16^e 47-20-98-15

Vieille Cuisine de Tradition. Spéc. de POISSONS, Huîtres et Gibiers en saison. Foie gras frais, confit de canard. Carte 250/300 F. Diplôme Club P. Montagné. OUVERT DIM.

RIVE GAUCHE

AU MOULIN VERT 45-39-31-31 34 bis, rue des Plantes, 14^e

Dans un cadre champêtre, venez déguster foie gras de canard, saumon mariné, poisson du jour ou viande, desserts. Menu 155 F VSC. Salon 40 personnes.

DODIN BOURFANT 43-25-25-14 25, c. Frédéric-Santos (Mab-Montmartre) F. dim.

12 h 30-14 h 30, 20 h 30-24 h. Ouvert le samedi. Toujours son rapport qualité-prix, dont le menu 155 F. Poissons, fruits de mer et crustacés toute l'année. Parking Lagrange.

YUGARAJ 43-26-44-91 14, rue Dauphine (9^e) F. lundi

SPECIALITÉS INDIENNES. « De tous les Indiens celui-ci est de très loin le meilleur et le plus authentique. » (Gault Millau.)

RESTAURANT VINH PHAT 44, av. d'Ivry, Paris (13^e)

GRANDE CUISINE CHINOISE Métro Paris-Ivry. Tél. : 45-86-88-79. OUV. T.L.L.

SUR FRANCE INFO TOUTES LES DEMI-HEURES

Avec Jean-Pierre Gaillard et Christophe Raffie Toute l'information économique et financière

À 7 h 57, la clôture des grands marchés

TOKYO, WALL STREET, PARIS

La Bourse de Paris en direct

La vie des affaires

De 6 heures à 1 heure du matin.

حکذا من الاعمال

OFFRES D'EMPLOIS

Magasin de la presse industrielle sur secteur technologique diversifié en expansion internationale

JOURNALISTE
bonne expérience de l'anglais. Envoyer C.V. sous le n° 8032. LE MONDE PUBLICITE 5, rue de Montessuy 75007 Paris.

automobiles

URGENT
VENDS CAUSE DOUBLE EMPLOI BMW 520i 9 CV, gris métallisé, modèle 84, bon état général, 114 000 km, moteur 52 000 F, 35 000 F.
Tél. bur. 42-41-52-53

L'AGENDA

Bijoux

BIJOUX ANCIENS
BAGUES ROMANTIQUES se choisissent chez GILLET
ACHAT OR
actuellement 20 % de réduction
GILLET, 18, rue d'Arcole, 75004 PARIS.
43-54-00-83

Piano

Part. vend piano digital Technica PK7 complet, usé 20 heures, 9 000 F.
42-01-15-34

Décoration

L'ENTREPOT DU CANAPÉ
Les 17 et 18 novembre vente exceptionnelle de canapés et fauteuils. Nouveaux modèles en cuir et tissu.
Par exemple canapé 3 places entièrement déhoussable : 2 480 F.
Canapé 3 places cuir pleine fleur aniline 9 900 F au lieu de 17 450 F.
Venez vite pour avoir le choix, tous les modèles sont disponibles.
Entrepôt du Canapé, 28, rue des 7-Arpes, Le Pré-Saint-Gervais. Tél. : 48-44-83-81, ouvert de 10 h à 18 h.

Modèles

POURQUOI PAS VOUS ?
Ouvert, sympathique, l'envie de changer vous tente, pour cela les créateurs de **SAINT ALGUE** vous attendent nombreux pour « coupe-brushing » (140 F), coupe-permanente (80 F), coupe-couleur (80 F) au **CENTRE DE PERFECTIONNEMENT SAINT ALGUE**, 14, rue des Deux-Sœurs, Paris-10^e (M^o Gare du Nord ou Gare de l'Est).
Des conseils vous seront apportés en fonction de votre style, de la nature et de la longueur de vos cheveux. Pour prendre R.V. tél. au 46-37-17-00.

Le Monde L'IMMOBILIER

appartements ventes

4^e arrdt
PL. DES VOSGES PR.
Bel imm. 18^e, 148 m² en duplex, livr., 3 chbres, de-
Tél. : 42-72-40-19

5^e arrdt
PROX INTERESSANT
M^o CENSIER
Bon imm. s/jard., calme, salon, s. à manger, entrée, 5 p., cuis., 150 m² divisibles. Chf. centr. int., 4 étages, travaux à prévoir.
Jeu-vendredi 14 h-17 h.

11^e arrdt
PRÈS NATION 2 P.
Entrée, cuis., équipée, bain, 4^e ét. rue, soleil.
43-45-37-00

PRÈS PLACE VOLTAIRE
TRÈS BEAU 2 PIÈCES entrée, cuis., gd living, plain sud, chbrs, w.c., s. d'eau, bain, bel imm. P. 1 000 000 F. NEW-
GESTION 40-07-20-85. Mon référent habitations.

12^e arrdt
PL. DAUMESNIL PRÈS
3 p., cuis., bain, 1^e ét., rue, calme, clair.
43-45-37-00

PL. DAUMESNIL PRÈS
Pptaire vd beau 4 p., tt. cf., imm. pierre de L. asc.
43-45-37-00

16^e arrdt
AUTEUIL
Imm. récent stand., studio plein sud s/jard., bain, 1100 000 F.
GESTION 46-34-13-18

19^e arrdt
PL. JOURDAIN PRÈS
3 p., cuis., bain, 1^e ét., rue.
43-45-37-00

20^e arrdt
PÈRE-LACHAISE 58 m²
rue, s/jardin, soleil, 1 050 000 F.
Tél. : 43-48-57-10

92 Hauts-de-Seine
NEUILLY. Près hôpital américain, imm. récent 3^e ét., STUDIO vue s/Seine, bain, balc., box fermé.
960 000 F.
GESTION 46-34-13-18

RUE LYCEE
Résidence haut standing 4 p., 1 470 000 F.
STUDIO vue s/Seine, bain, balc., box fermé.
Tél. : 47-09-39-13

ST-CLOUD stand. magnifi- que vue sur Paris, séj., 3 chbres, 2 bain, gd cuis. équipée, 2 parkings.
3 150 000 F.
DE HAVILLAND
Tél. : 46-02-50-50

ST-CLOUD App. 82 m² refait à neuf, séjour, 2 chbres, cuis., équipée, garage. P. 1 530 000 F.
DE HAVILLAND
Tél. : 46-02-50-50

ISSY, R. Georges-Maria, 2 Pcs, corr., 40 m², P. 530 000 F.
Tél. : 47-77-97-86

appartements achats
Rech. 2 à 4 p., PARIS préf. 15^e, 8^e, 7^e, 14^e, 15^e, 4^e, 9^e, 12^e, av. ou sans travail. PAIE CPT chez notaire. (1) 46-73-48-07 online soir

locations meublées demandes

Paris
BARBARA FRELING
24, 16, 6 place Vendôme
40-20-96-00
recherche pour clientèle nationale et internationale APPTS DE PRESTIGE vides ou meublés. URGENT. PARIS RESIDENTIEL

bureaux
Locations
DOMICILIATION DEPUIS 50 F/m² par mois. 12^e, 15^e, 17^e. CREADOM 17^e 42-67-05-69 INTER DOM 12^e 43-40-31-45

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
Constitution de sociétés et tous services.
Tél. : 43-55-17-50

GROUPE ASPAC
1^{er} RESEAU NATIONAL DE CENTRES D'AFFAIRES propose bureaux et salles de réunions équipés des cartes à la semaine, 10, 15, 20, 25, 30, 35, 40, 45, 50, 55, 60, 65, 70, 75, 80, 85, 90, 95, 100 F. 46-20-22-25 Vincennes et Marne
Marseille 35-71-80-80
Rouen 35-71-80-80
Paris 35-71-80-80
+ de 20 centres en France Infos tél. : 3616 ASPAC

DOMICILIATION
BURX, TELECOPIE, TELE. AGECS, 42-94-95-28.

fonds de commerce

Ventes
1 h 30 Paris direct aut. sud
GIEN (45)
Vallée de la Loire. AUBERGE-MANOIR. 30 chbres. Splendide installation, cuis. 130 m², matériel m. Nbreuses dépend. VÉRITABLE PARC 8 HA. Mais. gardien. Affaire recommandable. P. 2 000 000 F. Céd. tot. 100 % remboursable comme un loyer.
(16) 38-56-22-92, 24h/24

boutiques
Ventes
CARDON-PÉRIER
Mars bout. en burz.
Libra ref. nt
43-45-37-00

termittes
VDS CAUSE DÉCÈS
1 h PARIS DIRECT AUT. SUD
COURTENAY (45)
Grds village, ts comm., splendide ferme toute aménagée. PLEIN SOLEIL. TOUTE LA JOURNÉE. Terrain 2 500 m² pelouse arborée, séj., cheminée, cuis., 3 chbres, bain, w.c., beau garage aménagé. P. 2 000 000 F. Céd. tot. 100 % remboursable comme un loyer.
(16) 38-56-22-92, 24h/24

propriétés
MONTARGIS-LOIRET
110 km AUT. SUD
Proximité golf, forêt domaniale, FERME TOUTE GATINAISE sur 1,32 ha clos, 4 chbres, salon, séj., cuis., aménagé, bain, w.c., dépendances, tt cf. P. 740 000 F. Céd. tot. 100 % remboursable comme un loyer.
ACTE IMMOBILIER EUROPÉEN (16) 38-56-22-92, 24h/24

viagers
16^e M^o MUETTE
superbe 5 p., 130 m² s-jardin, vue sur Seine, pierre de taille, 5 500 000 F. vendue groupée avec 2000 F. H. LAPOUS
23 000 F. H. LAPOUS
46-54-25-88

AFFAIRES

Une querelle « quinze ans d'âge »
L'accord Rémy Martin - Cointreau dans les tourmentes familiales

VENDREDI 10 novembre, André Cointreau apprend par la radio la fusion de Rémy Martin et de Cointreau. Au même moment, son frère Jean-Pierre et son père Max lisent cette nouvelle dans les quotidiens économiques du matin. Ce mariage dont ils ignorent tout bien qu'étant actionnaires des deux firmes a été concocté à leur insu par leur propre famille. Les artisans de cet accord sont, pour Rémy Martin, André Hériard Dubreuil, beau-frère de Max Cointreau, et, pour le firm de liqueurs, Robert et Pierre Cointreau, respectivement frère et cousin de Max.

Gaffe, oubli malencontreux des porteurs minoritaires ? Non, ce coup de Jarnac illustre une nouvelle fois les différends qui opposent ces groupes depuis près de quinze ans, particulièrement chez Rémy Martin. Les Hériard Dubreuil et les Cointreau s'y affrontent sur la conception et la gestion de l'entreprise de spiritueux, n'hésitant pas à porter leurs désaccords devant les tribunaux. Pourtant, une tentative de réconciliation s'était amorcée au début de l'été. Elle devait se concrétiser le 7 novembre dernier. Au dernier moment, la réunion était annulée à la demande des Hériard Dubreuil.

Les hostilités entre les deux familles ont éclaté au grand jour au début des années 80 après une coexistence plus ou moins agitée à Cognac. En 1965, M. André Renaud meurt laissant à ses deux filles le groupe Rémy Martin. L'aînée, Anne-Marie Hériard Dubreuil, hérite de 51 % des parts et la seconde, Geneviève Cointreau, obtient les 49 % restants. Leurs époux - respectifs, MM. André Hériard Dubreuil et Max Cointreau, deviennent respectivement président et directeur général. Cette dernière fonction est destinée « uniquement à assurer la continuité de la gestion dans le cas où le président-directeur général ne serait plus en état de diriger », aime à rappeler le clan majoritaire.

La cohabitation ne tardera pas à se révéler difficile, dégénérant même sur le terrain électoral. En 1973, candidat aux élections cantonales à Segonzac, Max Cointreau soutiendra son beau-frère d'avoir incité l'un des employés de la firme de spiritueux, Roger Plassard, viticulteur et responsable des approvisionnements, à se présenter contre lui. M. Cointreau sera tout de même élu mais les rancœurs iront s'accumulant. Après le décès de M^o Renaud viennent s'ajouter des problèmes de succession. A partir de 1980, les tribunaux seront ainsi régulièrement saisis tant sur les affaires patrimoniales que sur la gestion de Rémy Martin.

Trente-deux procédures !

Qui a lancé la première offensive ? Les avis divergent selon les camps. Pour les Cointreau : « En juin 1980, dès que les actionnaires minoritaires ont refusé de partir de Rémy Martin par la cession de leurs titres, M^o Hériard Dubreuil a lancé la première offensive judiciaire... en accusant sa sœur Geneviève et son beau-frère Max Cointreau de recel de succession et le notaire de complicité de recel... » Pour les majoritaires : « La première procédure est le fait des minoritaires pour s'opposer à l'augmentation de capital prévue (en septembre 1981). C'est le début d'un harcèlement continu de la part de l'actionnaire minoritaire qui va s'opposer à toute diversification ou nouvelle implantation. » Une chose est sûre, c'est que les procédures iront en s'accumulant : 32, dont 28 à l'initiative du groupe Cointreau ; 25 jugements de tribunal de première instance ; 19 arrêts de cour d'appel et 8 décisions de la Cour de cassation. Cette accumulation à la Prévert avancée par l'un des clans ne fait même pas l'unanimité.

Les Cointreau se refusent à la confirmer. Pour eux, l'important dans ce score est que, sur douze affaires qui lui ont été soumises, la Cour de cassation a donné dix fois gain de cause aux minoritaires. Pour les Hériard Dubreuil, seuls deux jugements définitifs ont été prononcés en faveur de leur adversaire. Ils en totalisent, quant à eux, 14 et rappellent que les juges plusieurs fois n'ont pas hésité à déplorer cette lutte. Et de se référer par exemple aux décisions de la cour d'appel de Bordeaux de mars 1985 : « Il n'est pas contestable que le climat de haine qui s'est ins-

tauré entre les deux groupes familiaux a complètement altéré les rapports sociaux qui doivent assurer le fonctionnement de l'importante société Rémy Martin... Pour une bonne administration de la justice, il n'est pas possible d'admettre que, sur n'importe quel prétexte et notamment chaque fois qu'une assemblée générale de la société Rémy Martin est convoquée, les consorts Cointreau encombrant le rôle du tribunal de commerce de Cognac et celui de la cour d'appel. »

« Piégés » dans Rémy Martin

Dans ce « Dallas à la charentaise », comme l'ont surnommé des observateurs, chacun a sa stratégie pour se faire entendre. Les majoritaires mettent en avant la gestion et, face à la concurrence internationale, le développement impératif de l'entreprise, hissée du vingt-cinquième au troisième rang des maisons de cognac depuis 1965. Les autres revendiquent avec force la propriété et le respect de leurs droits de minoritaires et refusent de vendre leurs parts.

Et pourtant cette moitié de la famille a été progressivement évincée de la marche de l'entreprise. En 1980, à la suite d'un litige sur la distribution en Allemagne, le mandat d'administrateur de Max Cointreau chez Rémy Martin ne sera pas renouvelé. Deux ans plus tard, celui de son épouse sera révoqué à la suite d'un procès. A présent, ce groupe d'actionnaires se retrouve « piégés » dans Rémy Martin, une société devenue une sorte de coquille vide ayant transféré ses actifs à sa filiale Rémy et Associés, devenue le centre décisionnel du groupe.

Les Hériard Dubreuil estiment avoir été contraints d'en arriver là car les querelles perpétuelles empêchaient l'entreprise de se développer. Depuis 1981, les quatre propositions successives d'augmentation de capital pour financer de nouvelles acquisitions ont systématiquement été bloquées par les minoritaires en assemblée générale. Si Rémy Martin a pu acquiescer Krug et Charles Heidsieck, la société ne fut pas en mesure en janvier 1988 de s'enrichir dans l'OPA lancée sur Bénédictine, étant trop endettée. Le groupe a réussi à se rattraper en acquérant quelques mois plus tard le champagne Charles Heidsieck, se hissant à la quatrième place mondiale des producteurs. Pour payer en partie ce rachat, la direction financière décidait d'utiliser Rémy et Associés, une filiale à 100 % de Rémy Martin, créée en 1986, à laquelle ont été attribués les actifs du groupe.

Cette technique de holding inversée, la maison mère devenant quasiment une filiale, lui a permis d'émettre sur le marché suisse 700 millions de francs d'obligations convertibles en actions. En août 1988, plus de 30 % de Rémy et Associés étaient inscrits sur le marché boursier de Paris avant d'être transférés le 22 janvier dernier sur le second marché malgré les plaintes - rejetées par la justice - des Cointreau et les réserves de la Commission des opérations de Bourse (COB). En juillet, le titre accédait à la cote officielle de Francfort.

Les minoritaires ont saisi, une fois de plus, la justice, ces apports vers Rémy et Associés n'ayant pas été approuvés par une assemblée générale de Rémy Martin. Le 12 février 1988, le tribunal de commerce de Bordeaux rejetait cette demande. Les Cointreau ont donc fait appel, et la cour de Bordeaux se réunira en audience le 7 décembre prochain et ne prendra sa décision qu'aux premiers jours de 1990.

Eviter la rupture

Tout au long de cette décennie, le pouvoir s'est doucement transmis à la jeune génération, qui a hérité malgré elle des conflits de ses pères. André Hériard Dubreuil âgé de soixante-deux ans, tout en restant très présent, a transmis les rênes à ses deux fils Marc et André, aujourd'hui coprésidents de Rémy Associés. Du côté Cointreau, l'initiative revient surtout à Jean-Pierre et André, les deux fils de Max, âgés aujourd'hui de soixante-sept ans. Le différend se règle entre cousins germains d'une quarantaine d'années ayant grandi ensemble et s'appréciant. L'amorce d'ouverture observée durant l'été traduit sans doute cette évolution.

En juin, André Cointreau proposait la signature d'un « pacte social ». Immédiatement, les Hériard Dubreuil saisissent la balle au bond. Rendez-vous était pris pour une rencontre le 6 juillet. Au cours d'un déjeuner ensoleillé, les cousins se retrouvèrent avec plaisir, et débuta ensuite une correspondance régulière pour fixer les modalités d'une nouvelle entrevue. En septembre, ils se revirent et décidèrent de débattre d'un projet d'entreprise le 7 novembre, après les assemblées générales de Rémy Martin et Rémy et Associés.

Mais cette initiative tourne court, les Hériard Dubreuil reprochant une nouvelle fois aux minoritaires leur attitude lors de ces deux assemblées et la violence de ton de leur oncle Max Cointreau. Ils les accusent aussi de vouloir tout faire pour reporter l'audience de la cour d'appel de Bordeaux du 7 décembre. Ils décident alors unilatéralement de reporter la rencontre prévue le 7 novembre au mois de janvier 1990, après que sera tombé le verdict de la justice.

Le 10 novembre, c'est la révélation surprise d'un rapprochement entre Cointreau et Rémy Martin. Déplorant d'avoir été écarté de ce projet et surtout de ne pas avoir été tenu au courant par leurs cousins lors des rencontres estivales, les Cointreau, tout en s'inquiétant du « sort réservé aux actionnaires minoritaires », se sont déclarés « prêts à participer avec l'ensemble des actionnaires et sans discrimination au développement de ce nouveau groupe ». Ils n'hésitent pas, toutefois, à s'attribuer la paternité de l'idée avancée dès 1967 par Max Cointreau. Minoritaire tant chez Rémy Martin (49 %) que chez Cointreau (19 %), et pas dans les meilleurs termes avec ses partenaires de part et d'autre, il avait envisagé une fusion qui lui aurait donné la maîtrise de l'ensemble. Les Hériard Dubreuil ne l'entendaient pas de la même oreille et bloquaient cette initiative. Pour mieux la reprendre vingt-deux ans plus tard à leur profit, puisqu'ils seront « légèrement majoritaires » dans cette nouvelle configuration.

Pas question de rompre les ponts avec les minoritaires, insistent les Hériard Dubreuil, précisant que cet accord, destiné à résister à la concurrence internationale, n'est pour rien dans l'annulation de la rencontre du 7 novembre. « Elle est reportée et pas annulée », affirment-ils. Les deux clans souhaitent donc éviter la rupture tout en campant sur leurs positions, ou même en les renforçant. Au temps de faire le reste. Si le cognac se bonifie en vieillissant, peut-être en va-t-il de même des querelles familiales ?

DOMINIQUE GALLOIS

2^{ème} CYCLE
MANAGEMENT
EUROPÉEN

LICENCE EUROPÉENNE DES AFFAIRES

avec le centre de management aux affaires de GENEVE

14 MOIS DE MANAGEMENT ET DE MISSIONS PROFESSIONNELLES EUR. REINNES

ADMISSION :
Jeunes cadres, licence DEUG, DUT, BTS ou diplôme C.E.E. équivalent

IERMI
INFORMATION-ADMISSION
(1) 42.66.66.82.
71, rue du St-Sébastien, 75008 Paris

AGENDA IMMOBILIER

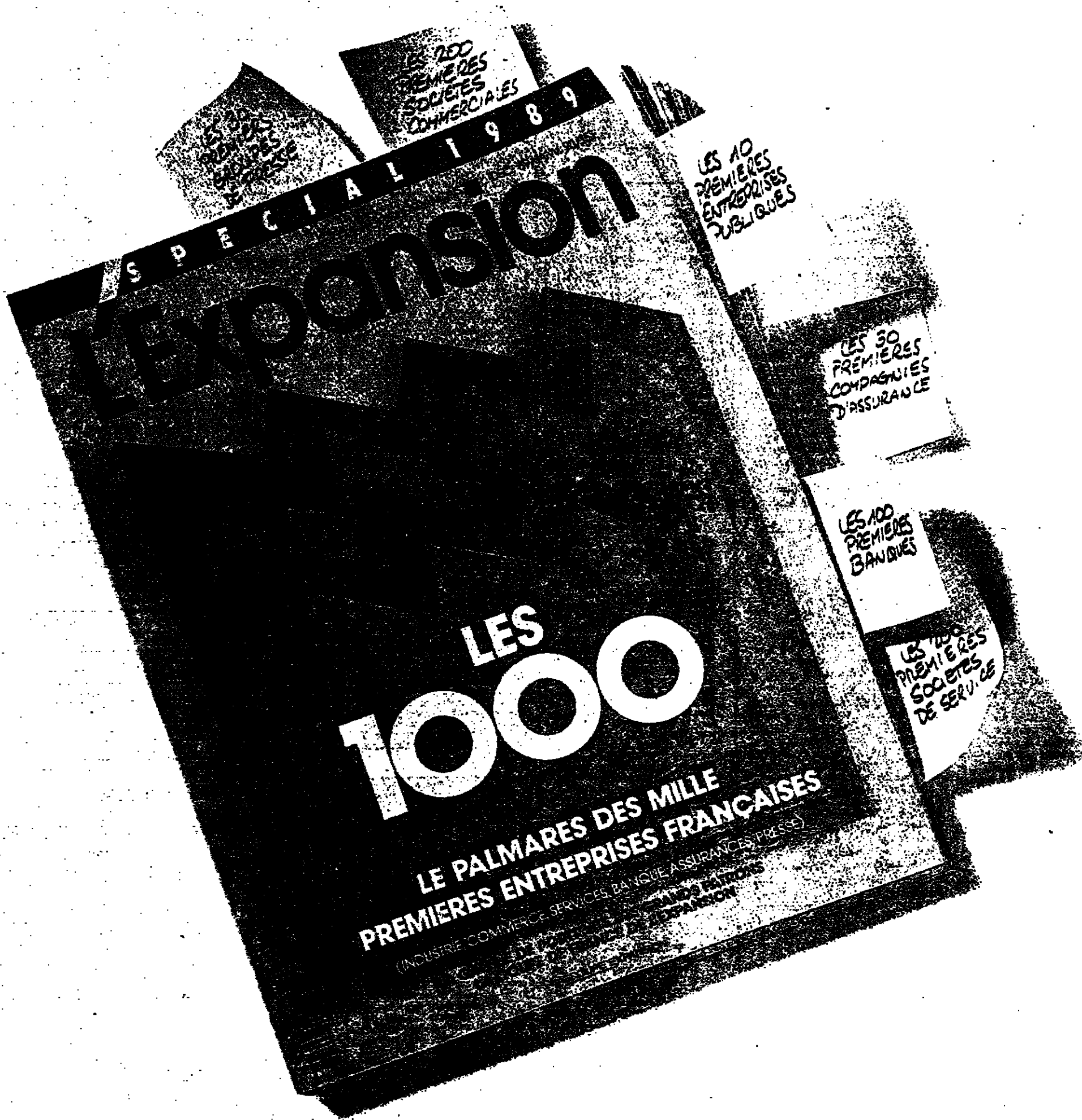
25 APPARTEMENTS TRÈS SOIGNÉS
AU PIED DU TELEPHÉRIQUE DE L'AIGUILLE DU MIDI
LE MORGANE
A CHAMONIX MONT-BLANC
1035-4807m
Schmidhauser
RENSEIGNEMENTS ET VENTE

COTE D'AZUR
DOMAINE PRIVE DU CAP BENAT
140 hectares de privilèges
Terre rare
Dernière chance d'acquiescer à 5 km du Lavandou, face aux îles d'Or, l'un des plus beaux terrains constructibles... protégé à tout jamais au cœur d'un parc de 140 hectares, closé, privé, gardienné toute l'année.
Documentation réservée. Pour la recevoir, adressez aujourd'hui même votre carte de visite à POISSONIA - Département vente, Domaine privé du Cap Bénat, 83230 BORMES-LES-MÉNAGES, ou téléphoner à M. JEANNOT au 54-71-27-28. Télécopie : 94-54-55-05.

Praz-sur-Arly
329.000 F⁺
Megeve en voisin
Au cœur d'une station-village typiquement savoyarde, votre appartement 2 pièces tout équipé proche des pistes et des commerces.
Avec 13.160 F à la réservation (40%)
Également en location et appartements 3 pièces.
Financement personnalisé. Gestion locative assurée.
(1) 42.25.25.25

FERINEL
vacances
66, CHAMPS-ÉLYSÉES - 75008 PARIS

MILLE FOIS BRAVO.



Mille fois bravo aux mille premières sociétés françaises classées suivant leur CA: de 161 milliards à 307 millions.

Les 1000, c'est beaucoup plus qu'un classement. C'est le match permanent des entreprises: celles qui gagnent, qui stagnent, qui

perdent; celles pour qui l'Europe de 92 est une chance. C'est l'analyse la plus fouillée du paysage économique, de son évolution, de ses forces, de ses faiblesses. C'est le portrait des grands patrons, leurs stratégies, leurs ambitions.

Les 1000, c'est aussi la Coupe de France de

l'Expansion: les 100 premiers groupes industriels français passés au crible de 4 critères objectifs: rentabilité, croissance, dynamisme, continuité dans la performance. Une finale sévère et surprenante. Un très grand bravo pour la Palme d'Or. Les 1000 de l'Expansion. Un numéro à conserver.

L'EXPANSION. LE PREMIER JOURNAL ÉCONOMIQUE FRANÇAIS.

هكذا من الاجل

PARIS, 15 novembre ↓

Vague à l'âme

...ient du vœu à l'âme. Tous
s'adressent avec une curiosité même
compréhension la réaction de la
Banque centrale
l'administration décide-t-elle le jeudi
d'arriver ou non ses deux directeurs ?
...est-ce aussi les jours que doivent être
présentés à Washington les résultats
commerce extérieur américain
septembre. Selon les dernières
projections, le déficit devrait être
passé à 9 milliards de dollars
contre 10,8 milliards les mois
précédents. Déjà quelques voix
s'élèvent pour s'interroger : cette
évaluation n'arrive-t-elle pas un
peu tard ?

Maisons l'Europe a tenu la vedette
de ces heures de 10 % sur des
cours d'élargissement de ses
frontières.

TOKYO, 16 novembre ↑
Nouveau record

VALEURS	Cours du 15 nov.	Cours du 16 nov.
Immobilier	770	765
Industrie	1.440	1.940
Services	1.780	1.780
Finances	1.780	1.780
Matieres	1.810	1.780
Industrie Electrique	2.280	2.280
Industrie Chimique	2.280	2.280
Comp.	8.120	8.140

Second marché

Second Marching Instructions					
Marching	Count	Drum	Marching	Count	Drum

VALUES	price.	course	VALUES	price.	course
Amalg. & Associate	...	376	Mass. Communication	170	170
Amalg.	...	323	Manufactg. Machine	...	250
A.C.	...	272	Marinevar.	...	175
A.S.	...	876	Mathematics (Acad.)	10	720
Bancq. (Amalg.)	182	192	Mech.	213	212.50
B.I.C.M.	...	800	Mineral Oils	...	1225
Bolton	...	400	Offici. Logarith.	250	240
Bolton (Lloyd)	...	2195	Org. Gen. Fin.	...	430
Bolton & Lloyd	...	780	Plumb.	...	500
Calcutta	...	770	P.P.A. S.A.	...	91
Canal	...	750	Practical K. in & Pl.	...	81
C.A. L. de Fr. (I.C.C.I.)	...	1220	Prudence Assurance	...	525
C.D.M.E.	...	321	Publican. Finance	...	680
C. Egge. Bank	...	322	Railway	...	689
C.E.P.	...	543	Railway & Finance	...	342
C.E.P.-Communication	...	680	Reins. & Assn. Etr. (L.)	...	314
Chambers of Orgny	...	229	St. Thomas' Hospital	...	256
C.H.M.L.	...	672	S.C.P.M.	...	815
Codex	...	389	Social	237	282
Codex	...	1198	Solution Int. (Acad.)	...	110
Delfin	...	570	S.E.P.	...	480
Daphne	...	521	Statist.	...	315
Dawson	...	168	S.T.C.T. Group	...	285
Dawson	...	167	Schelling	...	276
Edwards Bullfinch	...	15	Shannon	...	276
Edwards	...	206	Shannon (Acad.)	...	300
Finance	...	627	Th. I	...	400
Genet	...	300.00	Union	...	470
St. Francis Fr. (S.F.F.)	...	885	Union France de Fr.	...	400
Gedon	...	289	Viol et Cie	...	205
I.C.C.	...	885	Viva Saint-Laurent	...	800

100	272 90
105nov	146
102	300
Int. Mutual Service	1048
La gel livre du mois	400
Local investissement	278
Locale	142 90

Marché des options négociables le 15 novembre 1989
Nombre de contrats : 15 420.

VALEURS	PRIX courant	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
		Déc.	Mars	Déc.	Mars
		dernier	dernier	dernier	dernier
Accor	890	41	-	18	-
Bouygues	720	11	-	-	-
CGE	480	15	34	29	-
Elf-Aquitaine	480	-	41	11,90	-
Evrosens SA-PLC	50	3	7,50	8,50	10
Lafarge	1 550	13,50	60	130	-
Michelin	171	4,50	12	12,50	-
Midat	1 500	8,50	38	-	-
Peches	560	50,50	76,70	17	33
Permal-Ricard	1 580	26	-	-	-
Pesquet	850	20	53	52	64
Saint-Gobain	640	18,40	-	37,50	-
Source Pexide	1 500	60	-	130	193
Société générale	480	20	35,50	22	-
Suez Financière	360	35	-	4	-
Thomson-CSF	200	2,20	7,40	31,90	35

Notionnel 10 %. — Cotation en pourcentage du 15 novembre 1989
Nombre de contrats : 50 578

COURS	ÉCHÉANCES
-------	-----------

	Déc. 89	Mars 90	Jun 90	
Dernier	105,62	105,70	105,98	
Précédent	105,54	105,58	105,80	
Options sur notional				
PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Déc. 89	Mars 90	Déc. 89	Mars 90
	106	0.23	0.92	0.56

CHANGES **SOURCES**

CHANGES
Dollar: 8,2645 F ↑
Le dollar a gagné 0,48 yen, jeudi 16 novembre, à Tokyo, pour termi-

BOURSES
PARIS (INSEE, base 100: 30-12-88)
14 nov. 15 nov.
Valeurs françaises .. 121,5

<p>ner à 143,85 yens, malgré une intervention de la Banque du Japon de quelque 200 millions de dollars, suite à des rumeurs d'une nette dévaluation du yen commercial américain. A Paris, le dollar s'appréciait également, s'échangent à 6,2645 F jeudi matin, contre 6,2495 F à la clôture des</p>	<p> Valeurs étrangères... 117 (SSE, base 100: 101-12-81) Indice général CAC 512,8 511,6 (SSE, base 1000: 131-12-87) Indice CAC 40... 1.814,52 1.816,63 (OMF, base 100: 131-12-81) Indice OMF 50... 466,22 466,34 </p>
--	---

Bourses internationales de mercredi 6,2515 F au fixing du matin		
FRANCFORT	15 nov.	16 nov.
Dollar (en DM) ..	1,836	1,840
TOKYO	15 nov.	16 nov.
Dollar (en yen) ..	142,37	143,06

NEW-YORK (Indices Dow Jones)		
Industrielles	2 614,25	2 632,58

LONDRES (Indices Financial Times)		
Industrielles	1 778,8	1 759,4
Mines d'or	271,1	273,2

MARCHÉ MONÉTAIRE

(coteurs privés)		15 nov.	16 nov.
Paris (16 nov.)	95 16/16 1/16 S	Nikkis Dow Jones ... 35 832,33	35 876,34
New-York (15 nov.)	81 1/2	Indice général ... 2 787,87	2 723,85

TAUX DES EUROMONNAIES

[illegible]

**Cours relevés
à 17 h 30**

Comptant (sélection)

SICAV (sélection)

15/11

VALEURS	% du nom.	% de coupon	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Emission	Frais incl.	Recher net	VALEURS	Emission	Frais incl.	Recher net	VALEURS	Emission	Frais incl.	Recher net
Obligations																							
Emp. 8,00 % 77	122 98	4 249	Demain (N)	152 90	150	Magnésie Unipol	155 90	155 90	Vies	160	160	A.A.C.	100 75	100 75	100 75	France-Gazelle	268 81	268 81	268 81	Paribas Optimum	123 28	123 28	123 28
8,00 % 78/85	100 10	3 395	C.I.C. (P. 100)	223	223	Alpand S.A.	155 90	155 90	Wasserman S.A.	160	160	A.A.C.	228 93	228 93	228 93	France-Indes	110 08	110 08	110 08	Paribas Profiteuse	592 13	592 13	592 13
10,25 % 80/100	101 70	5 980	C.I. Indes	701	701	Martinez Part.	376 10	376 10	Bas. du Maroc	182 40	182 40	Actions France	528 18	528 18	528 18	France-Invest.	452 77	452 77	452 77	Paribas Réserve	89 77	89 77	89 77
10,25 % 80/100	101 70	5 980	C.I. Indes	2000	2000	Méca (Métall.)	597	597				Actions France	528 18	528 18	528 18	France-Indes	452 77	452 77	452 77	Paribas Réserve	89 77	89 77	89 77
10,25 % 80/100	101 70	5 980	C.I. Indes	1180	1180	Méca (Métall.)	597	597				Actions France	528 18	528 18	528 18	France-Indes	452 77	452 77	452 77	Paribas Réserve	89 77	89 77	89 77
10,25 % 80/100	101 70	5 980	C.I. Indes	1180	1180	Méca (Métall.)	597	597				Actions France	528 18	528 18	528 18	France-Indes	452 77	452 77	452 77	Paribas Réserve	89 77	89 77	89 77
10,25 % 80/100	101 70	5 980	C.I. Indes	1180	1180	Méca (Métall.)	597	597				Actions France	528 18	528 18	528 18	France-Indes	452 77	452 77	452 77	Paribas Réserve	89 77	89 77	89 77
10,25 % 80/100	101 70	5 980	C.I. Indes	1180	1180	Méca (Métall.)	597	597				Actions France	528 18	528 18	528 18	France-Indes	452 77	452 77	452 77	Paribas Réserve	89 77	89 77	89 77
10,25 % 80/100	101 70	5 980	C.I. Indes	1180	1180	Méca (Métall.)	597	597				Actions France	528 18	528 18	528 18	France-Indes	452 77	452 77	452 77	Paribas Réserve	89 77	89 77	89 77
10,25 % 80/100	101 70	5 980	C.I. Indes	1180	1180	Méca (Métall.)	597	597				Actions France	528 18	528 18	528 18	France-Indes	452 77	452 77	452 77	Paribas Réserve	89 77	89 77	89 77
10,25 % 80/100	101 70	5 980	C.I. Indes	1180	1180	Méca (Métall.)	597	597				Actions France	528 18	528 18	528 18	France-Indes	452 77	452 77	452 77	Paribas Réserve	89 77	89 77	89 77
10,25 % 80/100	101 70	5 980	C.I. Indes	1180	1180	Méca (Métall.)	597	597				Actions France	528 18	528 18	528 18	France-Indes	452 77	452 77	452 77	Paribas Réserve	89 77	89 77	89 77
10,25 % 80/100	101 70	5 980	C.I. Indes	1180	1180	Méca (Métall.)	597	597				Actions France	528 18	528 18	528 18	France-Indes	452 77	452 77	452 77	Paribas Réserve	89 77	89 77	89 77
10,25 % 80/100	101 70	5 980	C.I. Indes	1180	1180	Méca (Métall.)	597	597				Actions France	528 18	528 18	528 18	France-Indes	452 77	452 77	452 77	Paribas Réserve	89 77	89 77	89 77
10,25 % 80/100	101 70	5 980	C.I. Indes	1180	1180	Méca (Métall.)	597	597				Actions France	528 18	528 18	528 18	France-Indes	452 77	452 77	452 77	Paribas Réserve	89 77	89 77	89 77
10,25 % 80/100	101 70	5 980	C.I. Indes	1180	1180	Méca (Métall.)	597	597				Actions France	528 18	528 18	528 18	France-Indes	452 77	452 77	452 77	Paribas Réserve	89 77	89 77	89 77
10,25 % 80/100	101 70	5 980	C.I. Indes	1180	1180	Méca (Métall.)	597	597				Actions France	528 18	528 18	528 18	France-Indes	452 77	452 77	452 77	Paribas Réserve	89 77	89 77	89 77
10,25 % 80/100	101 70	5 980	C.I. Indes	1180	1180	Méca (Métall.)	597	597				Actions France	528 18	528 18	528 18	France-Indes	452 77	452 77	452 77	Paribas Réserve	89 77	89 77	89 77
10,25 % 80/100	101 70	5 980	C.I. Indes	1180	1180	Méca (Métall.)	597	597				Actions France	528 18	528 18	528 18	France-Indes	452 77	452 77	452 77	Paribas Réserve	89 77	89 77	89 77
10,25 % 80/100	101 70	5 980	C.I. Indes	1180	1180	Méca (Métall.)	597	597				Actions France	528 18	528 18	528 18	France-Indes	452 77	452 77	452 77	Paribas Réserve	89 77	89 77	89 77
10,25 % 80/100	101 70	5 980	C.I. Indes	1180	1180	Méca (Métall.)	597	597				Actions France	528 18	528 18	528 18	France-Indes	452 77	452 77	452 77	Paribas Réserve	89 77	89 77	89 77
10,25 % 80/100	101 70	5 980	C.I. Indes	1180	1180	Méca (Métall.)	597	597				Actions France	528 18	528 18	528 18	France-Indes	452 77	452 77	452 77	Paribas Réserve	89 77	89 77	89 77
10,25 % 80/100	101 70	5 980	C.I. Indes	1180	1180	Méca (Métall.)	597	597				Actions France	528 18	528 18	528 18	France-Indes	452 77	452 77	452 77	Paribas Réserve	89 77	89 77	89 77
10,25 % 80/100	101 70	5 980	C.I. Indes	1180	1180	Méca (Métall.)	597	597				Actions France	528 18	528 18	528 18	France-Indes	452 77	452 77	452 77	Paribas Réserve	89 77	89 77	89 77
10,25 % 80/100	101 70	5 980	C.I. Indes	1180	1180	Méca (Métall.)	597	597				Actions France	528 18	528 18	528 18	France-Indes	452 77	452 77	452 77	Paribas Réserve	89 77	89 77	89 77
10,25 % 80/100	101 70	5 980	C.I. Indes	1180	1180	Méca (Métall.)	597	597				Actions France	528 18	528 18	528 18	France-Indes	452 77	452 77	452 77	Paribas Réserve	89 77	89 77	89 77
10,25 % 80/100	101 70	5 980	C.I. Indes	1180	1180	Méca (Métall.)	597	597				Actions France	528 18	528 18	528 18	France-Indes	452 77	452 77	452 77	Paribas Réserve	89 77	89 77	89 77
10,25 % 80/100	101 70	5 980	C.I. Indes	1180	1180	Méca (Métall.)	597	597				Actions France	528 18	528 18	528 18	France-Indes	452 77	452 77	452 77	Paribas Réserve	89 77	89 77	89 77
10,25 % 80/100	101 70	5 980	C.I. Indes	1180	1180	Méca (Métall.)	597	597				Actions France	528 18	528 18	528 18	France-Indes	452 77	452 77	452 77	Paribas Réserve	89 77	89 77	89 77
10,25 % 80/100	101 70	5 980	C.I. Indes	1180	1180	Méca (Métall.)	597	597				Actions France	528 18	528 18	528 18	France-Indes	452 77	452 77	452 77	Paribas Réserve	89 77	89 77	89 77
10,25 % 80/100	101 70	5 980	C.I. Indes	1180	1180	Méca (Métall.)	597	597				Actions France	528 18	528 18	528 18	France-Indes	452 77	452 77	452 77	Paribas Réserve	89 77	89 77	89 77
10,25 % 80/100	101 70	5 980	C.I. Indes	1180	1180	Méca (Métall.)	597	597				Actions France	528 18	528 18	528 18	France-Indes	452 77	452 77	452 77	Paribas Réserve	89 77	89 77	89 77
10,25 % 80/100	101 70	5 980	C.I. Indes	1180	1180	Méca (Métall.)	597	597				Actions France	528 18	528 18	528 18	France-Indes	452 77	452 77	452 77	Paribas Réserve	89 77	89 77	89 77
10,25 % 80/100	101 70	5 980	C.I. Indes	1180	1180	Méca (Métall.)	597	597				Actions France	528 18	528 18	528 18	France-Indes	452 77	452 77	452 77	Paribas Réserve	89 77	89 77	89 77
10,25 % 80/100	101 70	5 980	C.I. Indes	1180	1180	Méca (Métall.)	597	597				Actions France	528 18	528 18	528 18	France-Indes	452 77	452 77	452 77	Paribas Réserve	89 77	89 77	89 77
10,25 % 80/100	101 70	5 980	C.I. Indes	1180	1180	Méca (Métall.)	597	597				Actions France	528 18	528 18	528 18	France-Indes	452 77	452 77	452 77	Paribas Réserve	89 77	89 77	89 77
10,25 % 80/100	101 70	5 980	C.I. Indes	1180	1180	Méca (Métall.)	597	597				Actions France	528 18	528 18	528 18	France-Indes	452 77	452 77	452 77	Paribas Réserve	89 77	89 77	89 77
10,25 % 80/100	101 70	5 980	C.I. Indes	1180	1180	Méca (Métall.)	597	597				Actions France	528 18	528 18	528 18	France-Indes	452 77	452 77	452 77	Paribas Réserve	89 77	89 77	89 77
10,25 % 80/100	101 70	5 980	C.I. Indes	1180	1180	Méca (Métall.)	597	597				Actions France	528 18	528 18	528 18	France-Indes	452 77	452 77	452 77	Paribas Réserve	89 77	89 77	89 77
10,25 % 80/100	101 70	5 980	C.I. Indes	1180	1180	Méca (Métall.)	597	597				Actions France	528 18	528 18	528 18	France-Indes	452 77	452 77	452 77	Paribas Réserve	89 77	89 77	89 77
10,25 % 80/100	101 70	5 980	C.I. Indes	1180	1180	Méca (Métall.)	597	597				Actions France	528 18	528 18	528 18	France-Indes	452 77	452 77	452 77	Paribas Réserve	89 77	89 77	89 77
10,25 % 80/100	101 70	5 980	C.I. Indes	1180	1180	Méca (Métall.)	597	597				Actions France	528 18	528 18	528 18	France-Indes	452 77	452 77	452 77	Paribas Réserve	89 77	89 77	89 77
10,25 % 80/100	101 70	5 980	C.I. Indes	1180	1180	Méca (Métall.)	597	597				Actions France	528 18	528 18	528 18	France-Indes	452 77	452 77	452 77	Paribas Réserve	89 77	89 77	89 77
10,25 % 80/100	101 70	5 980	C.I. Indes	1180	1180	Méca (Métall.)	597	597				Actions France	528 18	528 18	528 18	France-Indes	452 77	452 77	452 77	Paribas Réserve	89 77	89 77	89 77
10,25 % 80/100	101 70	5 980	C.I. Indes	1180	1180	Méca (Métall.)	597	597				Actions France	528 18	528 18	528 18	France-Indes	452 77	452 77	452 77	Paribas Réserve	89 77	89 77	89 77
10,25 % 80/100	101 70	5 980	C.I. Indes	1180	1180	Méca (Métall.)	597	597				Actions France	528 18	528 18	528 18	France-Indes	452 77	452 77	452 77	Paribas Réserve	89 77	89 77	89 77
10,25 % 80/100	101 70	5 980	C.I. Indes	1180	1180	Méca (Métall.)	597	597				Actions France	528 18	528 18	528 18	France-Indes	452 77	452 77	452 77	Paribas Réserve	89 77	89 77	89 77
10,25 % 80/100	101 70	5 980	C.I. Indes	1180	1180	Méca (Métall.)	597	597				Actions France	528 18	528 18	528 18	France-Indes	452 77	452 77	452 77	Paribas Réserve	89 77	89 77	89 77
10,25 % 80/100	101 70	5 980	C.I. Indes	1180	1180	Méca (Métall.)	597	597				Actions France	528 18	528 18	528 18	France-Indes	452 77	452 77	452 77	Paribas Réserve	89 77	89 77	89 77
10,25 % 80/100	101 70	5 980	C.I. Indes	1180	1180	Méca (Métall.)	597	597				Actions France	528 18	528 18	528 18	France-Indes	452 77	452 77	452 77	Paribas Réserve	89 77	89 77	89 77
10,25 % 80/100	101 70	5 980	C.I. Indes	1180	1180	Méca (Métall.)	597	597				Actions France	528 18	528 18	528 18	France-Indes	452 77	452 77	452 77	Paribas Réserve	89 77	89 77	89 77
10,25 % 80/100	101 70	5 980	C.I. Indes	1180	1180	Méca (Métall.)	597	597				Actions France	528 18	528 18	528 18	France-Indes	452 77	452 77	452 77	Paribas Réserve	89 77		

هكذا من الاصل

حکذا من الاصل

A l'Assemblée nationale

M. Vauzelle élu président de la commission des affaires étrangères

M. Michel Vauzelle, député socialiste des Bouches-du-Rhône, ancien porte-parole de l'Elysée, a été élu, jeudi 16 novembre, président de la commission des affaires étrangères à l'Assemblée nationale. Il succède ainsi à M. Valéry Giscard d'Estaing, qui a quitté l'Assemblée nationale pour siéger au Parlement européen. M. Vauzelle a été élu au second tour de scrutin par 36 voix contre 35 à M. Jean-François Deniau (UDF), candidat unique de l'opposition.

La succession de M. Giscard d'Estaing s'est jouée, en fait, la

veille, lorsque les députés UDF, UDC et RPR de la commission des affaires étrangères avaient préféré (par 17 voix contre 16) M. Jean-François Deniau à M. Bernard Stasi (UDC) comme candidat unique de l'opposition. En désignant M. Deniau, ils avaient renoncé du même coup à obtenir la présidence de la commission. Le groupe socialiste, qui n'avait pas exclu une abstention conciliante en faveur de M. Stasi, avait en revanche fait connaître son opposition résolue à toute élection de M. Deniau.

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats

Europe : « Le retour à l'histoire », par Régis Debray ; « Mare Nostrum », par Michel Noir. Bibliographie : « Défense du consensus », de Thomas Ferenzi 2

M. Walesa à Washington

Le président de Solidarité a lancé devant le Congrès un appel à l'investissement 4

La guérilla en Afghanistan

Une rencontre avec le commandant Massoud 8

Assemblée nationale

Seul le PS s'étant déclaré prêt à voter les crédits de la justice, M. Arpaillange a été contraint de demander la révision de son budget 9

Financement des partis

Le Sénat ramène à deux mois l'interdiction de la publicité politique 10

Europe 93

Les parlementaires français à l'épreuve des normes communautaires 11

SECTION B

L'Eglise catholique et le sida

A l'occasion d'une conférence internationale au Vatican sur le sida, Jean-Paul II a déclaré, sans le nommer, que le préservatif est « moralement licite » 13

Les juifs d'Aix-les-Bains

La maire d'Aix-les-Bains (Savoie) qualifiée de « scandaleuse » les propos d'un conseiller municipal qui avait reproché aux juifs orthodoxes de la ville de « ne pas s'intégrer » 14

Fichiers illégaux en Corse

Une délégation de la CNIL conduite par M. Jacques Favre a découvert en Corse l'existence de plusieurs fichiers - électeurs santonistiens, « suspects nationalistes », état civil - illégaux ou non déclarés 15

Serge Livrozet acquitté

La Cour d'assises de Paris a acquitté Serge Livrozet, accusé du crime de contrefaçon de billets de banque 15

Succession ouverte à RFI

Quelques heures seulement après avoir défendu son bilan à la présidence de Radio-France International, M. Henri Tizman du Montcal a été informé par le ministre de la communication du non-renouvellement de son mandat 16

Bedos l'arlequin

Sur la scène immense et nue du Zénith, Guy Bedos secoue les consciences et fait rire quatre mille spectateurs chaque soir 17

Inquiétudes musicales

Les orchestres et les opéras de province demandent au ministère de la

SECTION C

Football : la France hors jeu

Avec la qualification de l'Ecosse, la France est définitivement éliminée du Mondial de 1990 24

SECTION D

LIVRES & IDÉES

Le Colombien masqué

Alvaro Mutis, un écrivain plus proche de Pessoa que des lyriques sud-américains 25

Le feuilleton de Michel Braudeau

Deux exemples de pensées en fragments : Alexandre Vialatte et Tony Duvert 26

D'autres mondes

La chronique de Nicole Zand : Jean Kloss l'Estonien 36

SECTION E

La situation en Grande-Bretagne

« 1990 ne sera pas facile », déclare le chancelier de l'Echiquier, qui prévoit une croissance en baisse et un maintien de l'inflation 37

L'image des syndicats

Une popularité en baisse, selon deux sondages 38

La sécurité des banques

Le gouverneur de la Banque de France annonce un renforcement des mesures pour protéger la clientèle 46

SECTION F

Les cicatrices de l'après-grève

Chez les agents du Trésor, les « singles » d'Annonay (RV) et les ouvriers de Peugeot, les derniers conflits sociaux ont laissé des traces profondes 41

Une querelle de « quinze ans d'âge »

L'accord Rémy Martin-Cointreau dans les tourmentes familiales 44

Services

Abonnements 24
Annonces classées 44
Campus 22
Carnet 22
Expositions 23
Marchés financiers 46 et 47
Météorologie 22
Mots croisés 23
Radio-télévision 23

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 16 novembre 1989 a été tiré à 564 557 exemplaires

ROUMANIE

Manifestation anti-Ceausescu à Moscou, Postdam et Budapest

Des dizaines de manifestants se sont rassemblés, mercredi 15 novembre, aux abords de l'ambassade de Roumanie à Moscou pour réclamer la démission du président Nicolae Ceausescu, mais la police soviétique est intervenue pour les disperser.

Les manifestants ont en le temps de déployer une banderole frappée des mots « Pinocet a cédé, pourquoi pas Ceausescu ? », avant que des policiers en tenue anti-émeutes interviennent devant leur refus de quitter les lieux.

Mercredi, une autre manifestation anti-Ceausescu a rassemblé trois cents personnes devant l'ambassade de Roumanie en RDA, à Postdam, au sud-ouest de Berlin-Est.

Les manifestants ont déployé des banderoles réclamant la liberté pour le peuple roumain et dénonçant les violations des droits de l'homme par le régime de Bucarest.

Ils ont également demandé au Parti socialiste unifié est-allemand

(SED, communiste) de ne pas envoyer de délégation au prochain congrès du quarantième anniversaire du Parti communiste roumain.

Plusieurs centaines de personnes ont commémoré, bougies à la main, mercredi soir 15 novembre, devant l'ambassade roumaine à Budapest les manifestations d'ouvriers contre le régime du numéro un roumain, qui ont eu lieu jour pour jour il y a deux ans à Brasov en Roumanie. A la suite de ces manifestations, plusieurs meneurs dont on ignore toujours le sort avaient disparu.

Signalons enfin que le groupe d'amitié France-Roumanie de l'Assemblée nationale, présidé par M. Philippe Massot (PS, Alpes-de-Haute-Provence), vient de décider « de cesser toute activité tant qu'une solution n'aura pas été trouvée » pour les quatre-vingt-trois enfants roumains en instance d'adoption par soixante-quinze familles françaises, indique mercredi un communiqué du groupe d'amitié. — (AFP, Reuter.)

Le BIT crée une commission d'enquête sur les discriminations ethniques

Le conseil d'administration du Bureau international du travail (BIT) a décidé, le 15 novembre, la création d'une commission d'enquête au sujet de la Roumanie. Cette commission comprendra trois membres qui seront désignés d'ici peu « pour leur impartialité, leur intégrité et leur éminence ».

GENÈVE

de notre correspondante

La commission, qui ne sera pas autorisée à se rendre sur place, pourra, si elle obtient l'agrément des gouvernements concernés, enquêter parmi les réfugiés roumains en Hongrie, en Yougoslavie et en RFA.

Le représentant de la Roumanie à Genève a déjà manifesté sa désapprobation, soutenant « mollement » par le « trio infernal », comme on le dénomme ici, consti-

tué par la Chine, Cuba et la Tchétchoslavaque.

La décision du BIT se fonde principalement sur une plainte appuyée par des exemples précis et déposée par M. Bernard Mourgues, secrétaire confédéral de Forces ouvrières, et par les dirigeants syndicaux de douze autres pays.

Cette plainte énumère de nombreuses exactions perpétrées contre des minorités ethniques, notamment la discrimination dans l'accès à l'enseignement supérieur et à l'emploi, l'affectation d'office à des travaux « imposés » et les dommages tant sociaux que culturels résultant du programme de « systématisation rurale » (déplacement des populations d'origine hongroise et suppression de milliers de villages dont elles sont originaires). Selon les plaignants, l'un des résultats de cette politique serait une nouvelle vague de chômage frappant trois cent mille travailleurs issus de minorités ethniques.

La délégation roumaine a répliqué en brochant un tableau idyllique de la situation des travailleurs et de celle de la minorité hongroise en Roumanie, où serait appliquée « de manière constante une politique assurant l'égalité des chances et de traitement à tous les citoyens du pays, sans discrimination aucune ».

ISABELLE VICHNIAC

L'Europe suit le modèle Duriez

Réunis à Strasbourg, les ministres européens du travail ont adopté, mardi 14 novembre, la législation sur l'avortement la plus restrictive des Etats-Unis. Ce texte, voté par trente-trois voix contre dix-sept, proscribit toute interruption volontaire de grossesse au-delà de vingt-quatre semaines et interdit aux hôpitaux publics de pratiquer les avortements, sauf en cas de viol ou d'inceste. La loi fait également obligation à la candidate à l'avortement d'en aviser son mari. — (AFP.)

Le cœur d'un soldat israélien greffé sur un Palestinien

Le cœur d'un soldat israélien tué, lundi 13 novembre, par des Palestiniens dans la bande de Gaza a été utilisé, avec l'accord de la famille, pour une greffe cardiaque sur un Arabe de Jérusalem-Est.

Le soldat, Zeev Traum, réserviste de quarante-trois ans, a succombé mercredi soir à ses blessures, et son cœur a été transplanté sur un Palestinien, père de trois enfants, déjà victime de deux crises cardiaques. Cette neuvième transplantation cardiaque effectuée en Israël a duré six heures.

L'enfant, la famille d'un Palestinien abattu par l'armée à Naplouse avait refusé que le cœur d'un défunt soit greffé sur un malade israélien, malgré les demandes des médecins et l'intervention du consulat américain à Jérusalem-Est. — (Reuter.)

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Le mur d'argent !

J'AI ME pas trop taquiner les confères, mais avouez qu'ils se surpassent, là, en ce moment. A TF 1. Samedi, déjà, leurs envoyés spéciaux s'étaient cassés le nez sur le mur de Berlin. Quand ils se sont amenés devant Checkpoint Charlie, il n'y avait plus de place avec cette foule de curieux et ces équipes de télé venues du monde entier. Ils tapaient sur l'épaule d'un badaud : Poussez-vous, vous pousser un peu ? Non ? Bon, tant pis.

Et puis hier, au « 20 heures », histoire de rattraper le coup, on nous a annoncé une minute d'émotion. On allait voir, exploit unique, dramatique, un journaliste escalader le mur en direct, devant la porte de Brandebourg. Formidable suspense dans les living's, où, depuis huit jours, on ne nous montre que ça : un mur de gens juchés sur un mur de ciment. Des fois que, lui, il se ramassait, on aurait l'air de quoi... Il y est arrivé ! Hip hip hourra ! Et bravo et merci à la prise de son, à la régie, à la maquilleuse et à la scripte sans qui...

Tiens, à propos d'émotion, moi, ça me bouleverse, la furtive fuite de ces Viers déportés, depuis Hanoi et Saigon en RDA,

misérable sous-prolétariat dont quelques-uns seulement ont réussi à se faufiler par la brèche et à demander l'asile politique. Vendredi soir, c'était déjà trop tard, les vopos les avaient repérés à la couleur de leur peau. Ça, oui, ça serre le cœur.

Ce qui dilate la rate, en revanche, c'est cette gigantesque ruée vers l'Ouest stoppée net par la découverte stupéfiante de cas sociaux de bouillasse et de produits de beauté. Ils sont pas perdus pour tout le monde, chers donc, les 100 DM distribués par l'Etat ouest-allemand. Ils font titubader les tiroirs-caisses dans un grand élan de pitié sociale allégre ! Toutes les entreprises de démolition européennes ont déjà déposé leurs devis, et il y a même un maire, en Normandie, prêt à envoyer sur place le bulldozer de la commune pour que la France, déjà large en 40, puisse dire cette fois : J'étais là !

Alors, au rayon souvenirs, c'est le folle. Un ignoble capitaliste américain espère se payer le mur tout entier pour 50 millions de dollars et faire dix fois la culture en le revendant par petits bouts pour les fêtes de Noël. Emballage cadeau, bien entendu !

Incapé après une expérimentation au CHR d'Amiens

Le professeur Alain Milhand bénéficie d'un non-lieu

Le doyen des juges d'instruction d'Amiens (Somme) a rendu une ordonnance de non-lieu dans l'affaire Milhand, du nom du professeur du CHR de la ville qui avait pratiqué, en 1988, une expérimentation sur un sujet en coma dépassé (le Monde des 25 et 27 février 1988). Le jeune homme, Pascal Louette, vingt-quatre ans, hospitalisé au centre hospitalier régional d'Amiens après un accident de la route, était mort quelques jours plus tard. Sa famille avait porté plainte. Le praticien avait été inculpé de coups et blessures volontaires sur personne hors d'état de se protéger. Le professeur Milhand avait réalisé une expérience d'intubation au prototype d'azote sur le jeune homme afin de tenter d'établir les causes de la mort, en 1983, de M. Nicole Berneron au CHR de Poitiers.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 16 novembre

Hésitation

Le marché était hésitant jeudi matin dans l'attente de la publication, en début d'après-midi, du montant du déficit commercial américain pour septembre. L'indicateur instantané, après avoir ouvert en baisse de 0,12 %, s'appréciait de 0,08 %. Les plus fortes hausses étaient enregistrées par Matsons Pléaux (+ 6,8 %), Eurotunnel (+ 6,2 %) et Rochette (+ 2,93 %).

L'Institutrice de Montigny enlève son foulard

L'Institutrice de Montigny (Val-d'Oise), Marie-Christine Beaumarchand, trente-quatre ans, qui depuis le début de l'année scolaire portait le foulard islamique (le Monde du 16 novembre), a finalement accepté d'y renoncer, et-on après jeudi 16 novembre au recteur de Versailles.

Les autres enseignants du groupe scolaire de Montigny, qui avaient annoncé un arrêt de travail quotidien de quinze minutes à partir de jeudi pour dénoncer l'attitude de leur collègue, ont annulé leur grève et les six cents élèves de maternelle et du primaire ont été accueillis normalement.

■ Nominations militaires en conseil des ministres. — Ont été promus par le conseil des ministres du mercredi 15 novembre à la délégation générale pour l'armement : ingénieur général de première classe, l'ingénieur général de deuxième classe Niels Aschehoug ; ingénieur général de deuxième classe, l'ingénieur en chef Jean-Louis Perrot.

GLOBE
JE ME SOUVIENS...
LES ANNÉES 80
UN BILAN PAR
24 ÉCRIVAINS
EN ASSOCIATION AVEC LA S.E.P.T.

Après les éditions en relié et en poche désormais disponible en livre-cassette

Le Parfum
Histoire d'un meurtrier
de Patrick Süskind
aux Éditions La voix de son livre
Disponible dans toutes les FNAC et bonnes librairies
Diffusion V.S.I. Distribution
6, rue Ivry, 38000 Grenoble
Tél : 76 48 00 69
Par correspondance L.O.P.
BP 1 - 24550 Villefranche-du-Périgord
Minitel 36.15 code LQP

TAPIS PERSANS
FAITS MAIN points noués soldés à
50%
et à 30%
MAISON DE L'IRAN
65, Champs-Élysées (8°)

ARADEN 307 x 202 31.000 F = 15.500 F
KERNAN 261 x 151 23.000 F = 14.500 F
HAKEDAN 175 x 107 5.500 F = 2.500 F
SEKKER 160 x 145 11.000 F = 5.500 F
SPANAN laine et soie
158 x 107 31.000 F = 21.700 F